

N° 10840

CONSEIL D'ÉTAT
DU
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Projet de loi ayant pour objet l'appro-
bation de la Convention Radiotélégraphique
Internationale de Washington du 25
novembre 1927, ainsi que du Règlement
général et du Règlement additionnel y
annexés.

1930/31.

M. Kniffen,

Leidenbach, K

San. M

46
Staatsarchiv Luxemburg

Abt. 5.

Nr. 2725.

o
S

Pro
M

(Le p
Aous
Course

Monsi

GOUVERNEMENT

Finances

N^o 2502.

ANNEXE

N^o 10840



Prière de b.v. faire circuler:

*M. Kauffman,
Leidenbach,
Lan.*

Monsieur le Président,

*(Le projet a été distribué à
tous les membres du
Conseil le 2.6.1930)*

J'ai l'honneur de vous adresser sous ce pli,
avec prière de bien vouloir le soumettre aux délibé-
rations du Conseil d'Etat, un avant-projet de loi ayant
pour objet l'approbation de la Convention Radiotélé-
graphique Internationale de Washington du 25 novembre
1927, ainsi que du Règlement général et du Règlement
additionnel y annexés.

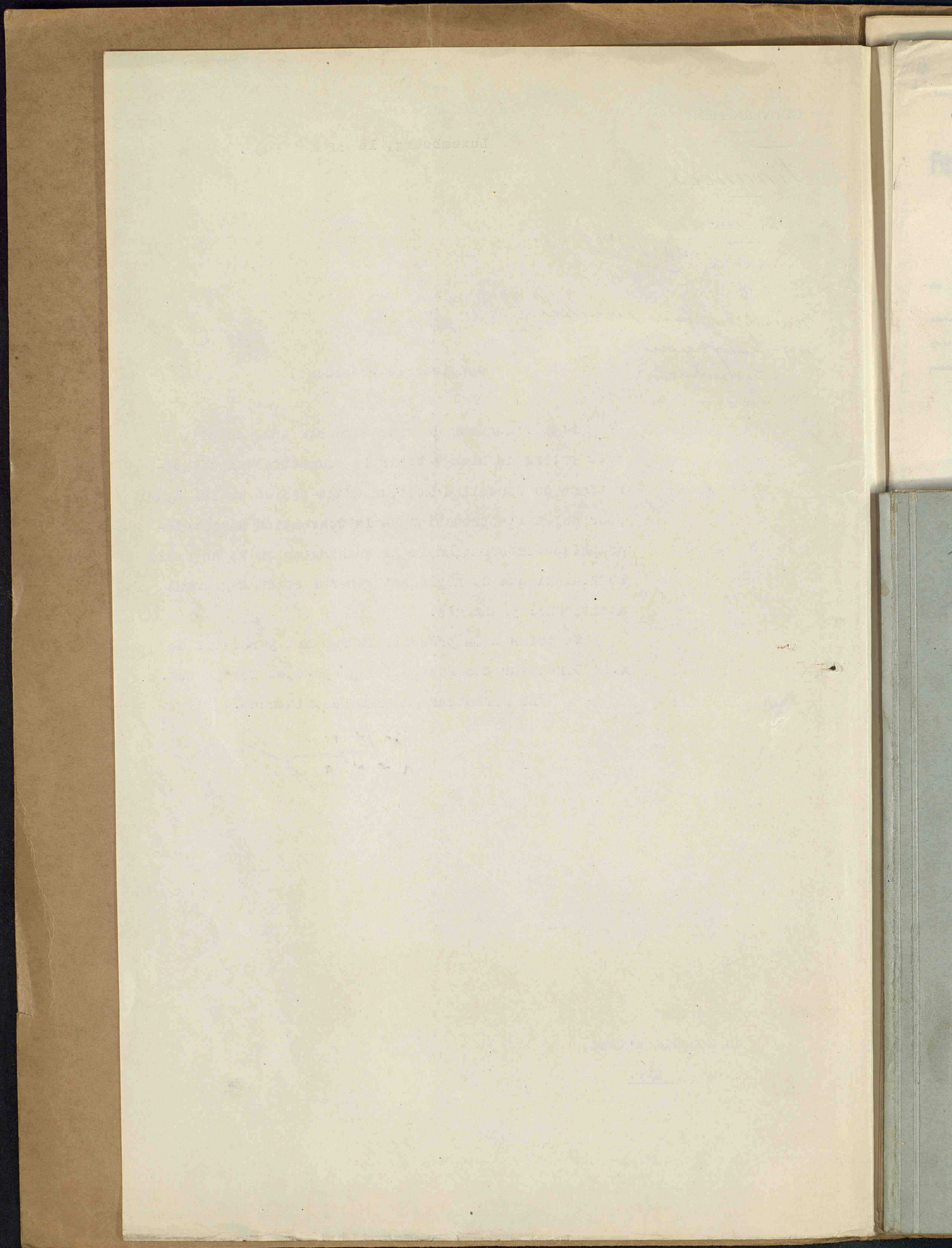
Je joins à la présente le rapport y relatif de
M. le Directeur des Postes, Télégraphes et Téléphones.

Le Directeur général des finances.

Monsieur le Président

du Conseil d'Etat,

E/V.



II
Projet de Loi du
portant approbation de la Convention Radiotélégraphique
Internationale de Washington du 25 novembre 1927, ainsi que
du Règlement général et du Règlement additionnel y annexés.

Nous Charlotte
Notre Conseil d'Etat entendu;
De l'assentiment de la Chambre des Députés;
Vu la décision de la Chambre des Députés du
et celle du Conseil d'Etat du portant qu'il n'y
a pas lieu à second vote;
Avons ordonné et ordonnons:

Art. 1er. - Le

graphique Internatio-

27 ainsi que le
nel y annexés sont

notifier au
hésion du Grand-
prendre les mesures
loi.

loi soit insérée
par tous ceux

IV, V, VI
CONVENTION
RADIOTÉLÉGRAPHIQUE
INTERNATIONALE

AINSI QUE

RÈGLEMENT GÉNÉRAL

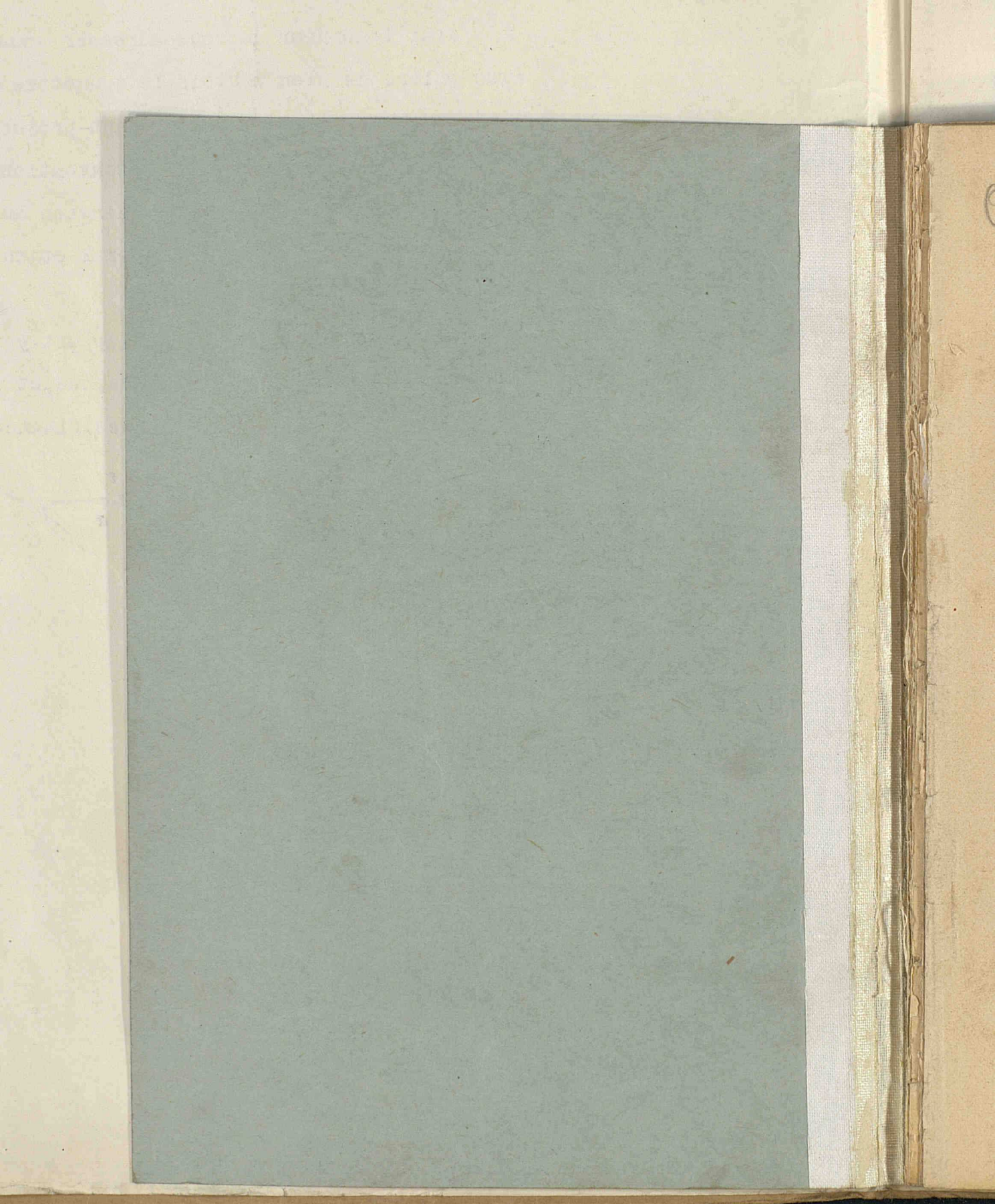
ET

RÈGLEMENT ADDITIONNEL

Y ANNEXÉS

WASHINGTON, 1927

BERNE
BUREAU INTERNATIONAL DE L'UNION TÉLÉGRAPHIQUE
1928



02

CONVENTION RADIOTÉLÉGRAPHIQUE INTERNATIONALE

AINSI QUE

RÈGLEMENT GÉNÉRAL ET RÈGLEMENT ADDITIONNEL Y ANNEXÉS

WASHINGTON, 1927

BERNE
BUREAU INTERNATIONAL DE L'UNION TÉLÉGRAPHIQUE
1928

Note du Bureau international.

Dans sa 9^e séance plénière (séance de clôture), le 25 Novembre 1927, la Conférence radiotélégraphique internationale de Washington a chargé le Bureau international des travaux suivants:

1^o de numéroté à nouveau les Articles et paragraphes de la Convention et des deux Règlements et de donner un titre à chaque Article;

2^o de reviser et de modifier éventuellement les renvois;

3^o d'insérer, dans le volume de la Convention et des Règlements de Washington, tous les vœux émis par la Conférence.

La présente édition de la Convention de Washington et des Règlements y annexés tient compte de cette décision.

Résumé des divers vœux émis par la Conférence radiotélégraphique internationale de Washington, 1927.

Fusion des Conventions radiotélégraphique et télégraphique internationales.

«La Conférence radiotélégraphique internationale de Washington exprime le désir que les Gouvernements contractants examinent la possibilité de fusionner la Convention radiotélégraphique internationale avec la Convention télégraphique internationale et, le cas échéant, prennent les mesures utiles à cet effet».

Ce vœu a été exprimé dans la huitième séance plénière, le 22 Novembre 1927.

Rapport de Cortina. Conférence télégraphique de Bruxelles avancée de 1930 à 1928.

En ce qui concerne le rapport sur les travaux et les décisions de la Commission spéciale de la Conférence chargée d'étudier le Rapport de Cortina sur le langage convenu, M. le Président de cette Commission a fait connaître qu'après un échange de vues elle a estimé:

a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art. 1er. — La Con-

III

1^o que la Conférence de Washington n'a pas qualité pour traiter la question du langage convenu précédemment étudiée par le Comité de Cortina d'Ampezzo;

2^o que, vu les dispositions de l'Art. 15 de la Convention télégraphique internationale de St-Petersbourg et les réserves formulées par quelques Administrations télégraphiques non représentées à Washington, la Commission constituée par la Conférence radiotélégraphique ne peut se transformer d'elle-même en Conférence télégraphique internationale pour traiter la question du langage convenu;

et, considérant que la solution à donner aux propositions du Comité de Cortina revêt un caractère d'urgence, elle émet le vœu que la prochaine Conférence télégraphique internationale, qui doit avoir lieu à Bruxelles, en 1930, soit avancée suivant les règles de l'Art. 88 du Règlement télégraphique international (Paris 1925) et ait lieu en 1928, étant entendu que la seule question du langage convenu y serait traitée.

Ces conclusions ont été adoptées par la Conférence radiotélégraphique internationale de Washington en date du 10 Novembre 1927.

Rapports devant exister entre la Convention radiotélégraphique internationale et la Convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer.

La Commission du service mobile, dans sa deuxième séance du 20 Octobre 1927, a pris en considération une proposition de vœu émanant des Compagnies radio dont la teneur est la suivante:

La Conférence radiotélégraphique internationale émet le vœu:

que la Conférence internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer établisse dans le plus bref délai possible une réglementation internationale;

qu'il soit tenu compte dans cette réglementation de la Convention radiotélégraphique internationale et des Règlements y annexés, de manière que, quant aux points qui leur sont communs, les deux réglementations soient en harmonie dans leur texte comme dans leur esprit;

que les Compagnies de t. s. f. soient invitées à envoyer des représentants à la Conférence chargée d'établir la réglementation sur la sauvegarde de la vie humaine en mer.

La Conférence a également pris en considération ou a pris acte de remarques générales au sujet des rapports qui doivent exister entre la

IV

Convention radiotélégraphique internationale et la Convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer.

* * *

D'autre part, quelques inexactitudes ont été relevées dans les Actes signés à l'issue de la Conférence. Conformément aux précédents admis pour les Conférences antérieures, le Bureau international a consulté à cet égard soit M. le Président de la Commission de rédaction, soit M. le Président ou M. le Rapporteur de la Commission intéressée et, d'entente avec eux, il a introduit dans cette édition les rectifications suivantes, qui ne touchent d'ailleurs pas aux dispositions votées à Washington et qui n'ont d'autre but que de réparer des erreurs matérielles, savoir:

1^o Page 43. Article 17, § 3, 3^e ligne. L'indication «160 à 194 kc/s (3000—1875 m)» a été remplacée par «100 à 160 kc/s (3000—1875 m)».

2^o Page 59. Article 31, § 1. Remplacer: «Les messages météorologiques synoptiques de prévision et de situation générale et...» par: «Les messages météorologiques synoptiques, les messages de prévision et/ou de situation météorologique générale, et...»

Préam

Article

Art. 2

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

Article

Art. 2

3

a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art. 1er. — Le Con

raphique Inter

27 ainsi qu

nel y annex

V

à notifier

hésion du

prendre les

e loi.

loi soit ins

par tous ce

Table des matières.

Convention radiotélégraphique internationale de Washington, 1927.

	Pages
Préambule	1
Article premier. Définitions.	2
Art. 2. Etendue de la Convention	3
3. Intercommunication	3
4. Service restreint	4
5. Secret des correspondances. Signaux faux ou trompeurs	4
6. Instruction des contraventions.	5
7. Connexion avec le réseau général des voies de communication	5
8. Echange d'informations relatives aux stations et au service	5
9. Dispositifs spéciaux.	5
10. Conditions imposées aux stations. Interférences	6
11. Priorité pour les appels de détresse	6
12. Taxes.	6
13. Règlements. Conférences	6
14. Arrangements particuliers	7
15. Suspension du service	7
16. Bureau international	7
17. Comité consultatif international technique des communications radioélectriques	8
18. Relations avec les stations des Pays non-contractants	8
19. Adhésions	8
20. Arbitrage	9
21. Echange de lois et de textes réglementaires	9
22. Installations navales et militaires	10
23. Mise à exécution, durée et dénonciation	10
24. Ratification	10

Règlement général annexé à la Convention radio- télégraphique internationale.

Article premier. Définitions.	12
Art. 2. Licence	14
3. Choix et étalonnage des appareils	14

VI

	Pages
Art. 4. Classification et emploi des émissions radioélectriques . . .	14
5. Distribution et emploi des fréquences (longueurs d'onde) et types d'émission . . .	16
6. Service des stations expérimentales privées . . .	20
7. Certificats des opérateurs . . .	20
8. Autorité du Commandant. . .	25
9. Procédure générale dans le service mobile . . .	25
10. Appel général à toutes les stations mobiles . . .	29
11. Brouillage . . .	29
12. Rapport sur les infractions . . .	30
13. Publication de documents de service. . .	30
14. Indicateurs d'appel . . .	36
15. Inspection des stations . . .	39
16. Conditions à remplir par les stations mobiles . . .	40
17. Ondes d'appel et d'écoute . . .	42
18. Installations de secours. . .	44
19. Signaux de détresse, d'alarme, d'urgence et de sécurité . . .	44
20. Vacations des stations du service mobile . . .	50
21. Renseignements à faire figurer dans la licence . . .	52
22. Adresse des radiotélégrammes . . .	52
23. Ordre de priorité dans l'établissement des communications dans le service mobile. . .	53
24. Appels . . .	53
25. Heure de dépôt des radiotélégrammes . . .	55
26. Direction à donner aux radiotélégrammes . . .	56
27. Onde à employer en cas de détresse . . .	57
28. Mesures propres à réduire les interférences . . .	57
29. Avis de non remise . . .	58
30. Délai de séjour des radiotélégrammes dans les stations terrestres . . .	58
31. Services spéciaux . . .	59
32. Comptabilité. . .	61
33. Comité consultatif international technique des communications radioélectriques . . .	64
34. Bureau international . . .	65
Appendice 1. Liste des abréviations à employer dans les transmissions radioélectriques . . .	68
2. Rapport sur une infraction à la Convention radiotélégraphique ou aux Règlements de service. . .	77
3. Documents de service . . .	78
4. Echelle employée pour exprimer la force des signaux . . .	81
5. Heures de service des navires classés dans la deuxième catégorie . . .	82

Append

Article

Art. 2.

3.

4.

5.

6.

7.

Appen

Table

a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art. 1er. — Le Com

raphique Inter

27 ainsi qu

nel y annex

à notifier

hésion du

prendre les

e loi.

loi soit in

par tous ce

VII

Pages

Appendice 6. Heures de service internationales pour les navires ayant moins de 3 opérateurs de t.s.f.	83
7. Documents dont les stations de bord et les stations d'aéronefs doivent être pourvues	84
8. Obtention des relèvements radiogoniométriques	84

Règlement additionnel annexé à la Convention radio-télégraphique internationale.

Article premier. Procédure radiotéléphonique dans le service mobile .	87
Art. 2. Taxes	87
3. Ordre de priorité dans l'établissement des communications dans le service mobile	89
4. Réception douteuse. Transmission par «ampliation». Radio-communications à grande distance	90
5. Radiotélégrammes à réexpédier par voie postale ordinaire ou aérienne	92
6. Retransmission par les stations de bord.	92
7. Application de la Convention télégraphique internationale et du Règlement de service y annexé aux radiotélégrammes	93
Appendice 1. Procédure radiotéléphonique internationale	95
Table analytique	97

l'Union
Colonie
l'Afrique
l'Allemagne
triche,
la Chine
Guinée
mark.
l'Erythrée
la France
d'Haïti
les Indes
le Japon
Kouang
nais, la
Zone e
la République
la Pologne
Slovénie
Territoire
quie, l

Le
dessus
commu
suivan

a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art. 1er. — Le Con

— 1 —

(Préambule)

Convention radiotélégraphique internationale

conclue entre

les Gouvernements de:

l'Union de l'Afrique du Sud, l'Afrique équatoriale française et autres Colonies, l'Afrique occidentale française, l'Afrique occidentale portugaise, l'Afrique orientale portugaise et les Possessions portugaises asiatiques, l'Allemagne, la République Argentine, la Fédération Australienne, l'Autriche, la Belgique, la Bolivie, le Brésil, la Bulgarie, le Canada, le Chili, la Chine, la République de Colombie, la Colonie espagnole du Golfe de Guinée, le Congo belge, Costa-Rica, Cuba, Curaçao, la Cyrénaïque, le Danemark, la République Dominicaine, l'Egypte, la République de El Salvador, l'Erythrée, l'Espagne, l'Estonie, les Etats-Unis d'Amérique, la Finlande, la France, la Grande-Bretagne, la Grèce, le Guatemala, la République d'Haïti, la République de Honduras, la Hongrie, les Indes britanniques, les Indes néerlandaises, l'Indochine française, l'Etat libre d'Irlande, l'Italie, le Japon, Chosen, Taiwan, Sakhalin japonais, le Territoire à bail du Kouangtoug et le Territoire des Iles des Mers du Sud sous mandat japonais, la République de Libéria, Madagascar, le Maroc (à l'exception de la Zone espagnole), le Mexique, le Nicaragua, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, la République de Panama, le Paraguay, les Pays-Bas, le Pérou, la Perse, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, le Siam, la Somalie italienne, la Suède, la Suisse, Surinam, les Territoires Syro-Libanais, la République de Saint-Marin, la Tchécoslovaquie, la Tripolitaine, la Tunisie, la Turquie, l'Uruguay et le Vénézuéla.

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays ci-dessus énumérés, s'étant réunis en Conférence à Washington, ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté la Convention suivante:

ARTICLE PREMIER.

Définitions.

Dans la présente Convention:

le terme «communication radioélectrique» ou «radiocommunication» s'applique à la transmission sans fil d'écrits, de signes, de signaux, d'images et de sons de toute nature, à l'aide des ondes hertziennes;

le terme «station de radiocommunication» ou simplement «station» désigne une station outillée pour effectuer une radiocommunication;

le terme «station fixe» désigne une station établie à demeure et communiquant avec une ou plusieurs stations établies de la même manière;

le terme «station mobile» désigne une station susceptible de se déplacer et qui habituellement se déplace;

le terme «station terrestre» désigne une station autre qu'une station mobile et utilisée pour la radiocommunication avec des stations mobiles;

le terme «service mobile» désigne le service de radiocommunication exécuté entre stations mobiles et stations terrestres et par les stations mobiles communiquant entre elles;

le terme «service international» désigne un service de radiocommunication entre une station dans un Pays et une station dans un autre Pays, ou entre une station terrestre et une station mobile qui se trouve au delà des limites du Pays dans lequel est située la station terrestre, ou entre deux ou plusieurs stations mobiles sur ou au-dessus des hautes mers. Un service de radiocommunication intérieur ou national, qui est susceptible de causer des brouillages avec d'autres services au delà des limites du Pays dans lequel il opère, est considéré comme service international au point de vue du brouillage;

le terme «réseau général des voies de communication» désigne l'ensemble des voies de communication télégraphiques et téléphoniques existantes, ouvertes au service public, avec fils et sans fil, à l'exclusion des voies de radiocommunication du service mobile;

le terme «service public» désigne un service à l'usage du public en général;

a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art. 1er. — Le Con-

— 3 —

(Art. 1—3)

le terme «service restreint» désigne un service ne pouvant être utilisé que par des personnes spécifiées ou dans des buts particuliers;

le terme «correspondance publique» désigne toute communication radioélectrique qu'une station, par le fait de sa mise à la disposition du service public, doit accepter du public pour transmission;

le terme «entreprise privée» désigne tout particulier et toute Compagnie ou Corporation qui exploite une ou plusieurs stations pour des communications radioélectriques;

le terme «radiotélégramme» désigne un télégramme originaire ou à destination d'une station mobile, transmis, sur tout ou partie de son parcours, par des moyens radioélectriques.

ARTICLE 2.

Etendue de la Convention.

§ 1. Les Gouvernements contractants s'engagent à appliquer les dispositions de la présente Convention dans toutes les stations de radiocommunication établies ou exploitées par les Gouvernements contractants et ouvertes au service international de la correspondance publique. Ils s'engagent également à appliquer lesdites dispositions aux services spéciaux régis par les Règlements annexés à la présente Convention.

§ 2. Ils s'engagent, en outre, à prendre ou à proposer à leurs législatures respectives les mesures nécessaires pour imposer l'observation des dispositions de la présente Convention et des Règlements y annexés, aux particuliers et entreprises privées autorisés à établir et à exploiter des stations de radiocommunication du service international ouvertes ou non à la correspondance publique.

§ 3. Les Gouvernements contractants reconnaissent le droit à deux Gouvernements contractants d'organiser entre eux des communications radioélectriques, à la seule condition de se conformer à toutes les dispositions de la présente Convention et des Règlements y annexés.

ARTICLE 3.

Intercommunication.

§ 1. (1) En ce qui concerne les communications internationales entre stations fixes, la liberté de chaque Gouvernement contractant reste entière, relativement à l'organisation du service et à la détermination

des correspondances à échanger par les stations assurant ces communications.

(2) Toutefois, lorsque ces stations fixes effectuent un service international de correspondance publique, soit de Pays à Pays, soit avec des stations du service mobile, elles doivent se conformer, respectivement pour chacune de ces deux catégories de communications, aux prescriptions de la présente Convention et des Règlements y annexés.

§ 2. En ce qui regarde les communications entre stations participant au service mobile, les stations assurant ces communications sont tenues, dans les limites de leur affectation normale, d'échanger réciproquement les radiotélégrammes, sans distinction du système radioélectrique adopté par elles.

§ 3. Toutefois, afin de ne pas entraver les progrès scientifiques, les dispositions du paragraphe précédent n'empêchent pas l'emploi éventuel d'un système radioélectrique incapable de communiquer avec d'autres systèmes, pourvu que cette incapacité soit due à la nature spécifique de ce système et qu'elle ne soit pas l'effet de dispositifs adoptés uniquement en vue d'empêcher l'intercommunication.

ARTICLE 4.

Service restreint.

Nonobstant les dispositions de l'Article 3, une station de radio-communication peut être affectée à un service international restreint de correspondance publique, déterminé par le but de la correspondance ou par d'autres circonstances, indépendantes du système employé.

ARTICLE 5.

Secret des correspondances. Signaux faux ou trompeurs.

Les Gouvernements contractants s'engagent à prendre ou à proposer à leurs législatures respectives les mesures utiles pour réprimer:

- a) la transmission et la réception, sans autorisation, à l'aide d'installations radioélectriques, de correspondances ayant un caractère privé;
- b) la divulgation du contenu ou simplement de l'existence de correspondances qui auraient pu être captées à l'aide d'installations radioélectriques;

a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art. 1er. — Le Comité

graphique Inter

27 ainsi qu

nel y annex

à notifier

thésion du

prendre les

e loi.

loi soit in

par tous ce

— 5 —

(Art. 5—9)

- c) la publication ou l'usage, sans autorisation, de correspondances reçues à l'aide d'installations radioélectriques;
- d) la transmission ou la mise en circulation de signaux de détresse ou d'appels de détresse, faux ou trompeurs.

ARTICLE 6.

Instruction des contraventions.

Les Gouvernements contractants s'engagent à s'entraider dans l'instruction des contraventions aux dispositions de la présente Convention et des Règlements y annexés, ainsi que, éventuellement, dans la poursuite des personnes contrevenant à ces dispositions.

ARTICLE 7.

Connexion avec le réseau général des voies de communication.

Chacun des Gouvernements contractants s'engage à prendre les mesures utiles pour que les stations terrestres établies sur son territoire et ouvertes au service international de la correspondance publique soient reliées au réseau général des voies de communication ou tout au moins à prendre des dispositions en vue d'assurer les échanges rapides et directs entre ces stations et le réseau général des voies de communication.

ARTICLE 8.

Echange d'informations relatives aux stations et au service.

Les Gouvernements contractants se donnent mutuellement connaissance, par l'intermédiaire du Bureau international de l'Union télégraphique, des noms des stations ouvertes au service international de la correspondance publique et des stations assurant des services spéciaux régis par les Règlements annexés à la présente Convention, ainsi que de toutes les indications propres à faciliter et à accélérer les échanges radioélectriques.

ARTICLE 9.

Dispositifs spéciaux.

Chacun des Gouvernements contractants se réserve la faculté de prescrire ou d'admettre que, dans les stations visées à l'Article 8, in-

dépendamment de l'installation dont les indications sont publiées par application de cet Article, d'autres dispositifs soient établis et exploités en vue d'une transmission radioélectrique spéciale, sans que les détails de ces dispositifs soient publiés.

ARTICLE 10.

Conditions imposées aux stations. Interférences.

§ 1. Les stations visées à l'Article 2 doivent, autant que possible, être établies et exploitées dans les meilleures conditions que la pratique du service aura fait connaître et être maintenues au niveau des progrès scientifiques et techniques.

§ 2. Toutes les stations, quel que soit leur objet, doivent, autant que possible, être établies et exploitées de manière à ne pas troubler les communications ou services radioélectriques des autres Gouvernements contractants et des particuliers ou des entreprises privées autorisés par ces Gouvernements contractants à effectuer un service public de radiocommunication.

ARTICLE 11.

Priorité pour les appels de détresse.

Les stations participant au service mobile sont obligées d'accepter par priorité absolue les appels de détresse, quelle qu'en soit la provenance, de répondre de même à ces appels et d'y donner la suite qu'ils comportent.

ARTICLE 12.

Taxes.

Les taxes applicables aux radiotélégrammes et les divers cas dans lesquels ceux-ci bénéficient de la franchise radioélectrique sont établis conformément aux dispositions des Règlements annexés à la présente Convention.

ARTICLE 13.

Règlements. Conférences.

§ 1. Les dispositions de la présente Convention sont complétées par:

1^o u
en même
2^o u
ments qu
§ 2.
y annex
Gouvern
lieu et l'
§ 3.
ment in
conduits

Les
pour les
faculté
service
fois, ces
et des l
leur mi
des aut

Ch
internat
le juge
certain
tions, à
Gouver
de l'Un

§ 1
réunir,

a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art. 1er. Le G

— 7 —

(Art. 13—16)

1^o un Règlement général qui a la même valeur et entre en vigueur en même temps que la Convention;

2^o un Règlement additionnel qui engage seulement les Gouvernements qui l'ont signé.

§ 2. Les prescriptions de la présente Convention et des Règlements y annexés sont revisées par des Conférences de Plénipotentiaires des Gouvernements contractants, chaque Conférence fixant elle-même le lieu et l'époque de la réunion suivante.

§ 3. Avant toute délibération, chaque Conférence établit un Règlement intérieur, indiquant dans quelles conditions sont organisés et conduits les débats.

ARTICLE 14.

Arrangements particuliers.

Les Gouvernements contractants se réservent, pour eux-mêmes et pour les entreprises privées dûment autorisées à cet effet, par eux, la faculté de conclure des arrangements particuliers, sur les points du service qui n'intéressent pas la généralité des Gouvernements. Toutefois, ces arrangements devront rester dans les limites de la Convention et des Règlements y annexés, pour ce qui concerne les brouillages que leur mise à exécution serait susceptible de produire dans les services des autres Pays.

ARTICLE 15.

Suspension du service.

Chaque Gouvernement se réserve la faculté de suspendre le service international de radiocommunication pour un temps indéterminé, s'il le juge nécessaire, soit d'une manière générale, soit seulement pour certaines relations et/ou pour certaines natures de radiocommunications, à charge pour lui d'en aviser immédiatement chacun des autres Gouvernements contractants par l'intermédiaire du Bureau international de l'Union télégraphique.

ARTICLE 16.

Bureau international.

§ 1. Le Bureau international de l'Union télégraphique est chargé de réunir, de coordonner et de publier les renseignements de toute nature

relatifs aux services radioélectriques, d'instruire les demandes de modification à la Convention et aux Règlements y annexés, de faire promulguer les changements adoptés et, en général, de procéder à tous les travaux administratifs dont il serait saisi dans l'intérêt des services radioélectriques internationaux.

§ 2. Les frais résultant de ces attributions sont supportés par tous les Gouvernements contractants, dans la proportion fixée par le Règlement général.

ARTICLE 17.

Comité consultatif international technique des communications radioélectriques.

§ 1. Un Comité consultatif international technique des communications radioélectriques est institué en vue d'étudier les questions techniques et connexes, afférentes à ces communications.

§ 2. Sa composition, ses attributions et son fonctionnement sont définis dans le Règlement général annexé à la présente Convention.

ARTICLE 18.

Relations avec les stations des Pays non-contractants.

§ 1. Chacun des Gouvernements contractants se réserve la faculté de fixer les conditions dans lesquelles il admet les télégrammes ou radiotélégrammes en provenance ou à destination d'une station qui n'est pas soumise aux dispositions de la présente Convention.

§ 2. Si un télégramme ou un radiotélégramme est admis, il doit être transmis, et les taxes ordinaires doivent lui être appliquées.

ARTICLE 19.

Adhésions.

§ 1. (1) Les Gouvernements qui n'ont point pris part à la présente Convention sont admis à y adhérer sur leur demande.

(2) Cette adhésion est notifiée par la voie diplomatique à celui des Gouvernements contractants au sein duquel la dernière Conférence a été tenue et par celui-ci à tous les autres.

(3) Elle emporte de plein droit accession à toutes les clauses de la présente Convention et admission à tous les avantages y stipulés.

§ 2
ayant d
mandat
Territoir
à cet ef

(2)
verainet
d'une a
ditions

§ 1
tants, r
sente Co
tion doi
un juge
en chois

§ 2.
s'adjoig
dans le
cernant
un Gou
au sort
au Gou
national
à la ma

Les
utile, p
phique,
mulgués
l'objet

a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art. 1er. — Le Con

— 9 —

(Art. 19—21)

§ 2. (1) L'adhésion à la Convention du Gouvernement d'un Pays ayant des Colonies, Protectorats ou Territoires sous souveraineté ou mandat ne comporte pas l'adhésion de ces Colonies, Protectorats ou Territoires sous souveraineté ou mandat, à moins d'une déclaration à cet effet de la part dudit Gouvernement.

(2) L'ensemble de ces Colonies, Protectorats ou Territoires sous souveraineté ou mandat, ou chacun d'eux séparément, peut faire l'objet d'une adhésion distincte ou d'une dénonciation distincte dans les conditions prévues au présent Article et à l'Article 23.

ARTICLE 20.

Arbitrage.

§ 1. En cas de dissentiment entre deux Gouvernements contractants, relativement à l'interprétation ou à l'exécution soit de la présente Convention, soit des Règlements prévus par l'Article 13, la question doit, à la demande de l'un de ces Gouvernements, être soumise à un jugement arbitral. A cet effet, chacun des Gouvernements en cause en choisit un autre, non intéressé dans la question.

§ 2. Si l'accord entre les deux arbitres ne peut être obtenu, ceux-ci s'adjoignent un autre Gouvernement contractant également désintéressé dans le différend. A défaut, pour les deux arbitres, de s'entendre concernant le choix de ce troisième Gouvernement, chaque arbitre propose un Gouvernement contractant désintéressé dans le conflit; il est tiré au sort entre les Gouvernements proposés. Le tirage au sort appartient au Gouvernement sur le territoire duquel fonctionne le Bureau international mentionné à l'Article 16. La décision des arbitres est prise à la majorité des voix.

ARTICLE 21.

Echange de lois et de textes réglementaires.

Les Gouvernements contractants se communiquent, s'ils le jugent utile, par l'intermédiaire du Bureau international de l'Union télégraphique, les lois et les textes réglementaires qui auraient déjà été promulgués ou qui viendraient à l'être, dans leurs Pays, relativement à l'objet de la présente Convention.

ARTICLE 22.

Installations navales et militaires.

§ 1. Les Gouvernements contractants conservent leur entière liberté relativement aux installations radioélectriques non prévues à l'Article 2 et, notamment, aux installations navales et militaires.

§ 2. Toutes ces installations et stations doivent, autant que possible, observer les dispositions réglementaires relatives aux secours à prêter en cas de détresse et aux mesures à prendre pour empêcher le brouillage. Elles doivent aussi, autant que possible, observer les dispositions réglementaires en ce qui concerne les types d'ondes et les fréquences à utiliser, selon le genre de service que lesdites stations assurent.

§ 3. Toutefois, lorsque ces installations et stations font un échange de correspondance publique ou participent aux services spéciaux régis par les Règlements annexés à la présente Convention, elles doivent se conformer, en général, aux prescriptions réglementaires pour l'exécution de ces services.

ARTICLE 23.

Mise à exécution, durée et dénonciation.

§ 1. La présente Convention sera mise à exécution à partir du 1^{er} Janvier 1929; elle demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé et jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où la dénonciation en sera faite.

§ 2. La dénonciation ne produit son effet qu'à l'égard du Gouvernement au nom duquel elle a été faite. Pour les autres Gouvernements contractants, la Convention reste en vigueur.

ARTICLE 24.

Ratification.

§ 1. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront déposées à Washington dans le plus bref délai possible.

§ 2. Dans le cas où un ou plusieurs des Gouvernements contractants ne ratifieraient pas la Convention, celle-ci n'en sera pas moins valable pour les Gouvernements qui l'auront ratifiée.

En
vention e
ment des
Gouverne

Fait

5
1

a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art. 1er. — Le

— 11 —

(Formule finale)

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la Convention en un exemplaire qui restera déposé aux archives du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et dont une copie sera remise à chaque Gouvernement.

Fait à Washington, le 25 Novembre 1927.

(Suivent les signatures.)

5.
1

Règlement général annexé à la Convention radiotélégraphique internationale.

ARTICLE PREMIER.

Définitions.

Dans le présent Règlement, complémentirement aux définitions mentionnées à l'Article premier de la Convention:

le terme «station mobile» désigne une station mobile quelconque;

le terme «stations mobiles» désigne l'ensemble des stations mobiles, quel que soit leur emplacement;

le terme «station de bord» désigne une station placée à bord d'un navire qui n'est pas amarré en permanence;

le terme «station d'aéronef» désigne une station placée à bord d'un aéronef;

le terme «station côtière» désigne une station terrestre affectée aux communications avec les stations de bord. Ce peut être une station fixe affectée aussi aux communications avec les stations de bord; elle n'est alors considérée comme station côtière que pendant la durée de son service avec les stations de bord;

le terme «station aéronautique» désigne une station terrestre affectée aux communications avec les stations d'aéronef. Ce peut être une station fixe affectée aussi aux communications avec les stations d'aéronef; elle n'est alors considérée comme station aéronautique que pendant la durée de son service avec les stations d'aéronef;

le terme «station» désigne une station quelconque, sans égard pour son affectation;

le terme «station terrestre» a une signification générale; il est utilisé quand les relations envisagées portent en même temps sur les communications avec les stations de bord, sur les communications avec les stations d'aéronef et sur les communications avec d'autres stations

mobiles
pour ce
aéronau
d'aéron
municat

le t
diffusio
par le

le t
tions ra
du serv

le t
exécuté
mobiles

le
de radi
gateurs.
fiques,

le
sions so
miner s

le t
d'appar
d'autres

le
pour la
par le p

le
privée
nique o
«amater
à la te
sans in

le
mentale

a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art. 1er. — Le Con

raphique Inter

27 ainsi qu

nel y annex

à notifier

thésion du

prendre les

e loi.

loi soit in

par tous c

— 13 —

(Art. 1)

mobiles quelconques. Il désigne alors tout à la fois une station côtière pour ce qui est des communications avec les stations de bord, une station aéronautique pour ce qui est des communications avec les stations d'aéronef, et une station sur terre ferme quelconque destinée aux communications avec les autres stations mobiles quelconques;

le terme «service de radiodiffusion» désigne un service assurant la diffusion de communications radiotéléphoniques destinées à être reçues par le public, directement ou par l'intermédiaire de stations-relais;

le terme «service fixe» désigne un service assurant des communications radioélectriques de toute nature entre points fixes, à l'exclusion du service de radiodiffusion et des services spéciaux;

le terme «service mobile» désigne un service de radiocommunication exécuté entre stations mobiles et stations terrestres et par les stations mobiles communiquant entre elles, à l'exclusion des services spéciaux;

le terme «services spéciaux» désigne les services de radiophares, de radiogoniométrie, les émissions de signaux horaires, d'avis aux navigateurs, d'ondes étalonnées, les émissions destinées à des buts scientifiques, etc.;

le terme «radiophare» désigne une station spéciale dont les émissions sont destinées à permettre à une station de réception de déterminer son relèvement, ou une direction, par rapport au radiophare;

le terme «station radiogoniométrique» désigne une station pourvue d'appareils spéciaux, destinés à déterminer la direction des émissions d'autres stations;

le terme «station de radiodiffusion» désigne une station utilisée pour la diffusion des émissions radiotéléphoniques destinées à être reçues par le public;

le terme «station expérimentale privée» désigne 1° une station privée destinée à des expériences en vue du développement de la technique ou de la science radioélectrique, 2° une station utilisée par un «amateur», c'est-à-dire par une personne dûment autorisée, s'intéressant à la technique radioélectrique dans un but uniquement personnel et sans intérêt pécuniaire;

le terme «Administration» désigne une Administration gouvernementale.

ARTICLE 2.

Licence.

§ 1. Aucune station radioélectrique émettrice ne pourra être établie ou exploitée par un particulier ou par une entreprise privée, sans licence spéciale délivrée par le Gouvernement du Pays dont relève la station en question.

§ 2. Le titulaire d'une licence doit s'engager à garder le secret des correspondances, tant au point de vue télégraphique que téléphonique. En outre, il doit résulter de la licence qu'il est interdit de capter les correspondances radioélectriques autres que celles que la station est autorisée à recevoir et que, dans le cas où de telles correspondances sont involontairement reçues, elles ne doivent être ni reproduites par écrit, ni communiquées à des tiers, ni utilisées dans un but quelconque.

§ 3. Afin de faciliter la vérification des licences, il est recommandé d'ajouter, s'il y a lieu, au texte rédigé dans la langue nationale, une traduction de ce texte en une langue dont l'usage est très répandu dans les relations internationales.

ARTICLE 3.

Choix et étalonnage des appareils.

§ 1. Le choix des appareils et des dispositifs radioélectriques à employer par une station est libre, à condition que les ondes émises soient conformes aux stipulations de ce Règlement.

§ 2. (1) Les Administrations doivent prendre les mesures nécessaires pour s'assurer que les fréquencemètres (ondemètres) employés pour le réglage des appareils de transmission soient étalonnés d'une façon aussi précise que possible, par comparaison avec leurs instruments-étalons nationaux.

(2) En cas de contestation internationale, les comparaisons sont faites par une méthode de mesure absolue des fréquences.

ARTICLE 4.

Classification et emploi des émissions radioélectriques.

§ 1. (1) Les émissions radioélectriques sont réparties en deux classes:

définies

Clas

en régin

Clas

tude des

graduall

(2)

sont déf

Typ

dont l'a

télégrap

Typ

entretien

périodiq

graphiqu

Typ

musique

suivant

(3)

pêche pa

intéressé

rentrant

(4)

d'émissio

(5)

kilocycle

diquée, e

le présen

en mètres

exprimée

§ 2.

fréquence

nique, et

ment pos

communi

a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art. 1er. — Le Con

raphique Inter

27 ainsi qu

nel y annex

— 15 —

(Art. 4)

A. Ondes entretenues,

B. Ondes amorties,

définies comme suit:

Classe A: Ondes dont les oscillations successives sont identiques en régime permanent.

Classe B: Ondes composées de trains successifs dans lesquels l'amplitude des oscillations, après avoir atteint un maximum, décroît ensuite graduellement.

(2) Les ondes de la Classe A comprennent les types ci-après, qui sont définis comme suit:

Type A 1: Ondes entretenues non modulées. Ondes entretenues dont l'amplitude ou la fréquence varie sous l'effet d'une manipulation télégraphique.

Type A 2: Ondes entretenues modulées à fréquence audible. Ondes entretenues dont l'amplitude ou la fréquence varie suivant une loi périodique de fréquence audible combinée avec une manipulation télégraphique.

Type A 3: Ondes entretenues modulées par la parole ou par la musique. Ondes entretenues dont l'amplitude ou la fréquence varie suivant les vibrations caractéristiques de la parole ou de la musique.

(3) La classification qui précède, en ondes A 1, A 2 et A 3, n'empêche pas l'emploi, dans des conditions fixées par les Administrations intéressées, d'ondes modulées et/ou manipulées, par des procédés ne rentrant pas dans les définitions des types A 1, A 2 et A 3.

(4) Ces définitions ne sont pas relatives aux systèmes des appareils d'émission.

(5) Les ondes seront désignées en premier lieu par leur fréquence en kilocycles par seconde (kc/s). A la suite de cette désignation sera indiquée, entre parenthèses, la longueur approximative en mètres. Dans le présent Règlement, la valeur approximative de la longueur d'onde en mètres est le quotient de la division du nombre 300000 par la fréquence exprimée en kilocycles par seconde.

§ 2. Les ondes émises par une station doivent être maintenues à la fréquence autorisée, aussi exactement que le permet l'état de la technique, et leur rayonnement doit être aussi exempt qu'il est pratiquement possible de toute émission qui n'est pas essentielle au type de la communication effectuée.

§ 3. Les Administrations intéressées fixent la tolérance admissible pour l'écart entre la fréquence moyenne des émissions et la fréquence notifiée; elles s'efforcent de profiter des progrès de la technique, pour réduire progressivement cette tolérance.

§ 4. La largeur d'une bande de fréquences occupée par l'émission d'une station doit répondre raisonnablement aux progrès techniques, pour le type de communication dont il s'agit.

§ 5. Dans le cas où des bandes de fréquences sont attribuées à un service déterminé, les stations de ce service doivent employer des fréquences suffisamment éloignées des limites de ces bandes, pour ne pas produire de brouillage nuisible dans le travail des stations appartenant aux services auxquels sont attribuées les bandes de fréquences immédiatement voisines.

ARTICLE 5.

Distribution et emploi des fréquences (longueurs d'onde) et des types d'émission.

§ 1. Les Administrations des Pays contractants peuvent attribuer une fréquence quelconque et un type d'ondes quelconque à toute station radioélectrique sous leur autorité, à la seule condition qu'il n'en résulte pas de brouillages avec un service quelconque d'un autre Pays.

§ 2. Toutefois, ces Administrations sont d'accord pour attribuer, aux stations qui, en raison de leur nature même, sont supposées capables de causer de sérieux brouillages internationaux, des fréquences et des types d'ondes en conformité avec les règles de répartition et d'emploi des ondes, telles qu'elles sont indiquées ci-dessous.

§ 3. Les Administrations sont aussi d'accord pour considérer le tableau de répartition des bandes de fréquences (voir § 7) comme un guide donnant, pour les différents services, les limites devant être respectées pour toutes les stations nouvelles et auxquelles devront être adaptées toutes les stations existantes, dans un délai aussi court qu'il sera pratiquement possible de l'obtenir, sans diminuer la qualité du service que ces stations existantes assurent, et compte tenu de l'état actuel de leurs installations.

§ 4. Cependant, les fréquences de toutes les stations de radiodiffusion travaillant actuellement avec des fréquences inférieures à 300 kc/s

a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

11900-12300	2019-2024	11900-12300
11900-12300	25,2-24,4	Services fixes.
12300-12825	24,4-23,4	Services mobiles.
12825-13350	23,4-22,4	Services mobiles et services fixes.
13350-14000	22,4-21,4	Services fixes.
14000-14400	21,4-20,8	Amateurs.
14400-15100	20,8-19,85	Services fixes.
15100-15350	19,85-19,55	Radiodiffusion.
15350-16400	19,55-18,3	Services fixes.
16400-17100	18,3-17,5	Services mobiles.
17100-17750	17,5-16,9	Services mobiles et services fixes.
17750-17800	16,9-16,85	Radiodiffusion.
17800-21450	16,85-14	Services fixes.
21450-21550	14-13,9	Radiodiffusion.
21550-22300	13,9-13,45	Services mobiles.
22300-23000	13,45-13,1	Services mobiles et services fixes.
23000-28000	13,1-10,7	Non réservé.
28000-30000	10,7-10	Amateurs et expériences.
30000-56000	10-5,35	Amateurs et expériences.
56000-60000	5,35-5	Non réservé.
au-dessus de 60000	au-dessous de 5	

- 1) L'onde de 143 kc/s (2100 m) est l'onde d'appel des stations mobiles utilisant des ondes longues entretenues.
- 2) L'onde de 333 kc/s (900 m) est l'onde internationale d'appel des services aériens.
- 3) L'onde de 500 kc/s (600 m) est l'onde internationale d'appel et de détresse. Elle peut être employée pour d'autres usages à condition de ne pas brouiller les signaux d'appel et de détresse.
- 4) Les services mobiles peuvent utiliser la bande 550-1300 kc/s (545-230 m) à condition de ne pas brouiller les services d'un Pays qui utilise cette même bande exclusivement pour la radiodiffusion.

Note. Il est reconnu que les ondes courtes (fréquences de 6000 à 23000 kc/s approximativement — longueurs d'onde de 50 à 13 m environ) ont une grande efficacité pour les communications à grande distance. Il est recommandé de réserver, en règle générale, cette bande d'ondes pour cet objet, dans les services entre points fixes.

Art. 1er. - La Convention Radiotélégraphique Internatio-

- 1) L'onde de 143 kc/s (2100 m) est l'onde d'appel des stations mobiles utilisant des ondes longues entretenues.
- 2) L'onde de 333 kc/s (900 m) est l'onde internationale d'appel des services aériens.
- 3) L'onde de 500 kc/s (600 m) est l'onde internationale d'appel et de détresse. Elle peut être employée pour d'autres usages à condition de ne pas brouiller les signaux d'appel et de détresse.
- 4) Les services mobiles peuvent utiliser la bande 550-1300 kc/s (545-230 m) à condition de ne pas brouiller les services d'un Pays qui utilise cette même bande exclusivement pour la radiodiffusion.

Note. Il est reconnu que les ondes courtes (fréquences de 6000 à 23000 kc/s approximativement — longueurs d'onde de 50 à 13 m environ) ont une grande efficacité pour les communications à grande distance. Il est recommandé de réserver, en règle générale, cette bande d'ondes pour cet objet, dans les services entre points fixes.

(longueurs d'onde
ramenées, au p
ment, soit dans
1875 à 1340 m
guez d'onde

§ 5. Auc
à travailler da
(longueurs d'o
convénient pou
les services de
des fréquences
quences seraien
cation des dis

§ 6. La pu
des fréquences
1000 m) ne do
convénient pou

§ 7. Le t
guez d'onde

§ 8. (1)
à 375 kc/s (lon
du 1^{er} Janvier
Article, et sau

(2) Aucun
ne pourra être
vier 1930, sau
penseront moi
d'alimentation

(3) L'usag
à partir du 1^{er}
conditions de p

(4) Aucun
être faite désor
ce type seront
1^{er} Janvier 19

§ 9. L'emp
160 kc/s (3000

a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art. 1er. — La Convention Radiotélégraphique In-

1927 ainsi

lonnel y an

— 17 —

(Art. 5)

(longueurs d'onde supérieures à 1000 m) devront, en principe, être ramenées, au plus tard un an après la mise en vigueur du présent Règlement, soit dans la bande comprise entre 160 et 224 kc/s (longueurs d'onde 1875 à 1340 m) soit dans la bande comprise entre 550 et 1500 kc/s (longueurs d'onde 545 à 200 m).

§ 5. Aucune nouvelle station de radiodiffusion ne sera autorisée à travailler dans la bande de fréquences comprise entre 160 et 224 kc/s (longueurs d'onde 1875 à 1340 m), à moins qu'il n'en résulte pas d'inconvénient pour les services de radiocommunication existants, y compris les services de radiodiffusion effectués par les stations qui utilisent déjà des fréquences entrant dans ladite bande, et les stations dont les fréquences seraient ramenées à l'intérieur de cette même bande, par application des dispositions du § 4 ci-dessus.

§ 6. La puissance des stations de radiodiffusion existantes qui utilisent des fréquences inférieures à 300 kc/s (longueurs d'onde supérieures à 1000 m) ne doit pas être augmentée, à moins qu'il n'en résulte pas d'inconvénient pour les services de radiocommunication existants.

§ 7. Le tableau ci-contre donne la répartition des fréquences (longueurs d'onde approximatives) entre les divers services.

§ 8. (1) L'usage des ondes du type B d'une fréquence inférieure à 375 kc/s (longueur d'onde supérieure à 800 m) sera interdit à partir du 1^{er} Janvier 1930, sous réserve des dispositions du § 1 du présent Article, et sauf pour les stations terrestres existantes.

(2) Aucune nouvelle installation d'émetteurs d'ondes du type B ne pourra être faite sur des navires ou des aéronefs à partir du 1^{er} Janvier 1930, sauf quand ces émetteurs, travaillant à pleine puissance, dépenseront moins de 300 watts mesurés à l'entrée du transformateur d'alimentation à fréquence audible.

(3) L'usage des ondes du type B de toutes fréquences sera interdit à partir du 1^{er} Janvier 1940, sauf pour les émetteurs remplissant les conditions de puissance indiquées en (2) ci-dessus.

(4) Aucune nouvelle installation d'émetteurs du type B ne pourra être faite désormais dans une station terrestre ou fixe. Les ondes de ce type seront interdites dans toutes les stations terrestres à partir du 1^{er} Janvier 1935.

§ 9. L'emploi du type d'ondes A 3 n'est pas autorisé entre 100 et 160 kc/s (3000 et 1875 m).

§ 10. L'emploi du type d'ondes A 2 n'est pas autorisé entre 100 et 150 kc/s (3000 et 2000 m), sauf dans la bande 100 à 125 kc/s (3000 à 2400 m) pour les signaux horaires exclusivement.

§ 11. Dans la bande 460 à 550 kc/s (650 à 545 m) aucun type d'émission susceptible de rendre inopérants les signaux de détresse, d'alarme, de sécurité ou d'urgence, émis sur 500 kc/s (600 m), n'est autorisé.

§ 12. En principe, toute station qui assure un service entre points fixes sur une onde de fréquence inférieure à 110 kc/s (longueur d'onde supérieure à 2725 m) doit employer une seule fréquence, choisie parmi les bandes attribuées audit service (§ 7 ci-dessus), pour chacun des émetteurs qu'elle comporte, susceptibles de fonctionner simultanément. Il n'est pas permis à une station de faire usage, pour un service entre points fixes, d'une fréquence autre que celle attribuée comme il est dit ci-dessus.

§ 13. En principe, les stations emploient les mêmes fréquences et les mêmes types d'émission pour les transmissions de messages par la méthode unilatérale que pour leur service normal. Toutefois, des arrangements régionaux peuvent être réalisés, en vue de dispenser les stations intéressées de se soumettre à cette règle.

§ 14. Afin de faciliter l'échange des messages météorologiques synoptiques, dans les régions européennes, deux fréquences entre 37,5 et 100 kc/s (longueurs d'onde entre 8000 et 3000 m) seront attribuées à ce service par des arrangements régionaux.

§ 15. Pour faciliter la transmission et la distribution rapides des renseignements utiles à la découverte des crimes et à la poursuite des criminels, une fréquence entre 37,5 et 100 kc/s (longueur d'onde entre 8000 et 3000 m) sera réservée, pour cet objet, par des arrangements régionaux.

§ 16. (1) Les fréquences assignées par les Administrations à toutes nouvelles stations fixes, terrestres ou de radiodiffusion dont elles ont autorisé ou entrepris l'installation doivent être choisies de manière à éviter, autant qu'il est possible, de brouiller les services internationaux effectués par les stations existantes, dont les fréquences ont déjà été notifiées au Bureau international. Dans le cas d'un changement de la fréquence d'une station existante fixe, terrestre ou de radiodiffusion, la nouvelle fréquence assignée à cette station doit satisfaire à la condition mentionnée ci-dessus.

a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art.1er. - La Convention Radiotélégraphique In

— 19 —

(Art. 5)

(2) Les Gouvernements intéressés s'entendent, en cas de besoin, pour la fixation des ondes à attribuer aux stations dont il s'agit ainsi que pour la détermination des conditions d'emploi des ondes ainsi attribuées. Si aucun arrangement en vue d'éviter les brouillages ne peut être réalisé, les prescriptions de l'Article 20 de la Convention peuvent être appliquées.

§ 17. (1) Chaque Administration avise promptement le Bureau international, lorsqu'elle décide ou autorise l'établissement d'une station de radiocommunication dont l'exploitation nécessite l'attribution, en vue d'un service régulier, d'une fréquence déterminée, inférieure à 37,5 kc/s (d'une longueur d'onde supérieure à 8000 m), dans le cas où l'emploi de cette fréquence pourrait causer des brouillages internationaux sur des régions étendues. Cet avis doit parvenir au Bureau international quatre mois avant la construction de la station envisagée, de manière à permettre de régler les objections qu'une quelconque des Administrations pourrait soulever contre l'adoption de la fréquence proposée.

(2) Dans le cas d'une station fixe à ondes courtes, destinée à effectuer un service régulier et dont le rayonnement serait susceptible de causer des brouillages internationaux, l'Administration intéressée doit, en règle générale, avant l'achèvement de la station et en tout cas avant qu'elle soit ouverte au service, notifier au Bureau international la fréquence assignée à cette station.

(3) Une telle notification n'est faite, toutefois, que lorsque l'Administration intéressée a acquis la certitude que le service dont il s'agit pourra être établi dans un délai raisonnable.

§ 18. (1) Chaque Administration peut attribuer aux stations d'amateurs des fréquences choisies dans les bandes allouées aux amateurs, dans le tableau de répartition (§ 7 ci-dessus).

(2) La puissance maximum que ces stations peuvent utiliser est fixée par les Administrations intéressées, en tenant compte des qualités techniques des opérateurs et des conditions dans lesquelles lesdites stations doivent travailler.

(3) Toutes les règles générales fixées dans la Convention et dans ce Règlement s'appliquent aux stations d'amateurs. En particulier, la fréquence des ondes émises doit être aussi constante et aussi exempte d'harmoniques que l'état de la technique le permet.

(4) Au cours de leurs émissions, ces stations doivent transmettre leur indicatif d'appel à de courts intervalles.

ARTICLE 6.

Service des stations expérimentales privées.

§ 1. L'échange de communications entre stations expérimentales privées, de Pays différents, est interdit, si l'Administration de l'un des Pays intéressés a notifié son opposition à cet échange.

h. 10 § 2. Lorsque cet échange est permis, les communications doivent, à moins que les Pays intéressés n'aient pris d'autres arrangements entre eux, s'effectuer en langage clair et se limiter aux messages ayant trait aux expériences et à des remarques d'un caractère personnel pour lesquelles, en raison de leur manque d'importance, le recours au service télégraphique public ne saurait entrer en considération.

§ 3. Dans une station expérimentale privée, autorisée à effectuer des émissions, toute personne manœuvrant les appareils, pour son propre compte ou pour celui de tiers, doit avoir prouvé qu'elle est apte à transmettre les textes en signaux du Code Morse et à lire, à la réception radioélectrique auditive, les textes ainsi transmis. Elle ne peut se faire remplacer que par des personnes autorisées, possédant les mêmes aptitudes.

§ 4. Les Administrations prennent telles mesures qu'elles jugent nécessaires pour vérifier les capacités, au point de vue technique, de toute personne manœuvrant les appareils.

ARTICLE 7.

Certificats des opérateurs.

§ 1. (1) Le service de toute station mobile, radiotélégraphique ou radiotéléphonique, doit être assuré par un opérateur radiotélégraphiste, possesseur d'un certificat délivré par le Gouvernement dont dépend cette station. Toutefois, dans les stations mobiles pourvues d'une installation de radiotéléphonie de faible puissance (d'une puissance ne dépassant pas 300 watts alimentation), utilisable seulement pour la téléphonie, le service peut être assuré par un opérateur titulaire du seul certificat de radiotéléphoniste.

(2) Dans le cas d'indisponibilité absolue de l'opérateur, au cours d'une traversée, d'un vol ou d'un voyage, le Commandant ou la personne responsable de la station mobile peut autoriser, mais à titre temporaire seulement, un opérateur possédant un certificat délivré par un autre

a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art.1er. - La Convention Radiotélégraphique In

1927 ainsi

ionnel y an

— 21 —

(Art. 7)

Gouvernement contractant, à assurer le service radioélectrique. Lorsqu'il devra être fait appel, comme opérateur provisoire, à une personne ne possédant pas de certificat suffisant, son intervention devra se limiter aux cas d'urgence. De toutes façons, l'opérateur ou la personne susvisés devront être remplacés, aussitôt que possible, par un opérateur en possession du certificat prévu au § 1 (1) ci-dessus.

§ 2. Il y a deux classes de certificats et des certificats spéciaux pour les opérateurs radiotélégraphistes et une classe de certificat pour les opérateurs radiotéléphonistes.

Certificats de radiotélégraphiste.

§ 3. (1) Chaque Gouvernement reste libre de fixer le nombre des examens jugés nécessaires pour accéder au certificat de 1^{re} classe.

(2) Le certificat de 1^{re} classe constate obligatoirement que l'opérateur possède les aptitudes requises pour l'obtention du certificat de radiotéléphoniste. Chaque Gouvernement demeure libre d'exiger ou non ces mêmes aptitudes pour le certificat de 2^e classe.

(3) Les conditions minima à imposer pour l'obtention de ces certificats sont les suivantes:

A. Première classe.

Le certificat de 1^{re} classe constate la valeur professionnelle et technique de l'opérateur en ce qui concerne:

a) La connaissance des principes généraux d'électricité et de la théorie de la radiotélégraphie et de la radiotéléphonie, ainsi que la connaissance du fonctionnement pratique de tous les appareils utilisés dans le service mobile.

b) La connaissance théorique et pratique du fonctionnement des appareils accessoires, tels que groupes électrogènes, accumulateurs, etc., utilisés pour la mise en œuvre et le réglage des appareils indiqués au littéra a).

c) Les connaissances pratiques nécessaires pour effectuer, par les moyens du bord, les réparations d'avaries pouvant survenir aux appareils, en cours de voyage.

d) La transmission correcte et la réception auditive correcte de groupes de code (mélange de lettres, de chiffres et de signes de ponctuation), à une vitesse de 20 (vingt) groupes par minute, et d'un texte en langage

clair maternel, à une vitesse de 25 (vingt-cinq) mots par minute. Chaque groupe de code doit comprendre cinq caractères, chaque chiffre ou signe de ponctuation comptant pour deux caractères. Le mot moyen du texte en langage clair maternel doit comporter cinq caractères.

e) La connaissance détaillée des Règlements s'appliquant à l'échange des communications radioélectriques, la connaissance des documents relatifs à la taxation des radiotélégrammes, la connaissance de la partie des Règlements sur la sécurité de la vie humaine en mer se rapportant à la radiotélégraphie, et, pour la navigation aérienne, la connaissance des dispositions spéciales régissant le service radioélectrique de la navigation aérienne.

f) La connaissance de la géographie générale des cinq parties du monde, notamment des principales liaisons électriques par fil et «sans fil».

B. Deuxième classe.

Le certificat de 2^e classe constate la valeur professionnelle de l'opérateur en ce qui concerne :

a) La connaissance théorique et pratique élémentaire de l'électricité et de la radiotélégraphie, ainsi que la connaissance du réglage et du fonctionnement des appareils utilisés dans le service mobile.

b) La connaissance théorique et pratique élémentaire du fonctionnement des appareils accessoires, tels que groupes électrogènes, accumulateurs, etc., utilisés pour la mise en œuvre et le réglage des appareils mentionnés au littéra a).

c) Les connaissances pratiques suffisantes pour pouvoir effectuer les petites réparations, en cas d'avaries survenant aux appareils.

d) La transmission correcte et la réception auditive correcte de groupes de code (mélange de lettres, de chiffres et de signes de ponctuation), à une vitesse de 16 (seize) groupes par minute, et d'un texte en langage clair maternel, à une vitesse de 20 (vingt) mots par minute. Chaque groupe de code doit comprendre cinq caractères, chaque chiffre ou signe de ponctuation comptant pour deux caractères. Le mot moyen du texte en langage clair maternel doit comporter cinq caractères.

e) La connaissance des Règlements s'appliquant à l'échange des communications radioélectriques, la connaissance des documents relatifs à la taxation des radiotélégrammes, la connaissance de la partie des Règlements sur la sécurité de la vie humaine en mer se rapportant à la

radiotélé
disposi
aérienn
f)
aux co

(1)
Conver
peut é
répond
a)
au ser
généra
munica
prévues

b)
agisser
onde p
il appa
d'obten

(2)
ment
il fixe
de sa
partici
au trav

§ 4
d'un n
classe
bord d

(2)
navire
doit av
navire
(3)
aérone

a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art. 1er. - La Convention Radiotélégraphique In

— 23 —

(Art. 7)

radiotélégraphie, et, pour la navigation aérienne, la connaissance des dispositions spéciales régissant le service radioélectrique de la navigation aérienne.

f) La connaissance des notions de géographie générale s'appliquant aux communications par fil et «sans fil».

C. Certificat spécial.

(1) Le service radiotélégraphique des petits navires (auxquels la Convention sur la sauvegarde de la vie humaine en mer n'est pas applicable) peut être assuré par des opérateurs pourvus d'un certificat spécial répondant aux conditions suivantes:

a) Les opérateurs de celles de ces stations mobiles qui participent au service international de la correspondance publique et au travail général des stations mobiles, doivent être capables d'assurer les communications radioélectriques à la vitesse de transmission et de réception prévue pour l'obtention du certificat de 2^e classe.

b) Lorsque ces stations ne participent pas audit service, mais agissent naturellement en cas de détresse, et qu'elles travaillent sur une onde particulière, en ne gênant pas les autres services radioélectriques, il appartient à chaque Gouvernement intéressé de fixer les conditions d'obtention du certificat.

(2) A titre exceptionnel, il est concédé provisoirement au Gouvernement de la Nouvelle-Zélande d'accorder un certificat spécial, dont il fixe les conditions d'obtention, aux opérateurs de petits bâtiments de sa nationalité, qui ne s'éloignent pas des côtes dudit Pays, et ne participent au service international de la correspondance publique et au travail général des stations mobiles que d'une manière restreinte.

§ 4. (1) Avant de devenir chef de poste d'une station mobile à bord d'un navire de la première catégorie (Art. 20, § 2), un opérateur de 1^{re} classe doit avoir au moins une année d'expérience comme opérateur à bord d'un navire ou dans une station côtière.

(2) Pour devenir chef de poste d'une station mobile à bord d'un navire de la deuxième catégorie (Art. 20, § 2), un opérateur de 1^{re} classe doit avoir au moins six mois d'expérience comme opérateur à bord d'un navire ou dans une station côtière.

(3) Pour assurer le service comme opérateur de 1^{re} classe sur un aéronef, l'opérateur doit justifier d'un nombre d'heures de vol dans

le service radioélectrique, fixé par l'Administration qui délivre le certificat.

§ 5. Les opérateurs qui ont passé avec succès l'examen pour l'obtention du certificat de 2^e classe reçoivent de leur Gouvernement un certificat provisoire qui les autorise à embarquer comme chef de poste sur les bâtiments de la troisième catégorie (Art. 20, § 2). Après avoir justifié d'un service de six mois à bord d'un navire, ils peuvent recevoir le certificat définitif de 2^e classe, les autorisant à exercer les mêmes fonctions sur des bâtiments de la deuxième catégorie.

Certificat de radiotéléphoniste.

§ 6. (1) Il n'y a qu'une classe de certificat pour les opérateurs de la radiotéléphonie.

(2) Ce certificat constate la valeur professionnelle de l'opérateur en ce qui concerne:

a) La connaissance du réglage et du fonctionnement des appareils de radiotéléphonie.

b) L'aptitude à la transmission et à la réception, d'une façon claire, de la conversation par l'appareil téléphonique.

c) La connaissance des Règlements s'appliquant à l'échange des communications radiotéléphoniques et de la partie des Règlements radiotélégraphiques concernant la sécurité de la vie humaine.

(3) Les titulaires du certificat de radiotéléphoniste ne peuvent être utilisés que sur les navires, aéronefs, etc., pourvus d'une installation de radiotéléphonie à faible puissance (300 watts alimentation, au maximum) et seulement pour le service téléphonique.

(4) Les opérateurs radiotéléphonistes du service aéronautique doivent justifier d'un minimum d'heures de vol à bord d'un aéronef, fixé par les Administrations intéressées.

(5) Le titulaire d'un certificat de radiotélégraphiste de 1^{re} classe, ainsi que le titulaire d'un certificat de radiotélégraphiste de 2^e classe pourvu du certificat de radiotéléphoniste, peuvent assurer le service radiotéléphonique sur toute station mobile.

§ 7. Chaque Administration prend les mesures nécessaires pour soumettre les opérateurs à l'obligation du secret des correspondances et pour éviter, dans la plus grande mesure possible, l'emploi frauduleux des certificats.

C
§ 8
saires
régime
satisfai

§ 9
dans un
Règlem

§ 1
l'autori
du nav
mobile.
§ 2
personn
de l'ex
conque
l'obliga

§ 1
toire, s
auquel

§ 2
doit s'a
commu
va emp
elle att

(2)
cours es
d'une s
dance p
qui der
l'attent

a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art.1er.— La Convention Radiotélégraphique In

1927 ainsi

ionnel y an

sé à notifi

l'adhésion

à prendre

ente loi.

te loi soit

vée par tous

— 25 —

(Art. 7—9)

§ 8. Les Gouvernements intéressés prendront les dispositions nécessaires pour que le bénéfice des certificats délivrés sous le précédent régime soit maintenu aux titulaires de ces certificats, susceptibles de satisfaire, d'une manière générale, aux nouvelles conditions de délivrance.

§ 9. Les dispositions du présent Article deviendront obligatoires dans un délai maximum de trois ans après la mise en vigueur du présent Règlement.

ARTICLE 8.

Autorité du Commandant.

§ 1. Le service radioélectrique d'une station mobile est placé sous l'autorité supérieure du Commandant ou de la personne responsable du navire, de l'aéronef ou de tout autre véhicule portant la station mobile.

§ 2. Le Commandant ou la personne responsable, ainsi que toutes les personnes qui peuvent avoir connaissance du texte ou simplement de l'existence des radiotélégrammes, ou de tout renseignement quelconque obtenu au moyen du service radioélectrique, sont soumis à l'obligation de garder et d'assurer le secret des correspondances.

ARTICLE 9.

Procédure générale dans le service mobile.

§ 1. Dans le service mobile, la procédure détaillée ci-après est obligatoire, sauf le cas d'appel de détresse ou de correspondance de détresse, auquel sont applicables les dispositions de l'Article 19.

§ 2. (1) Avant de procéder à toute transmission, la station émettrice doit s'assurer qu'il ne se produira pas de brouillage excessif avec d'autres communications s'effectuant dans son rayon d'action, sur l'onde qu'elle va employer; s'il y a probabilité qu'un tel brouillage sera occasionné, elle attend le premier arrêt dans la transmission qu'elle pourrait troubler.

(2) Si, malgré cette précaution, une transmission radioélectrique en cours est entravée par l'appel, celui-ci doit cesser à la première demande d'une station terrestre ouverte au service international de la correspondance publique ou d'une station aéronautique quelconque. La station qui demande cette cessation doit indiquer la durée approximative de l'attente imposée à la station dont elle arrête l'appel.

§ 3. Dans les relations radiotélégraphiques du service mobile, la marche ci-après est suivie pour appeler une station:

(1) a) La station appelante effectue l'appel en transmettant, au plus, trois fois l'indicatif d'appel de la station appelée et le mot DE suivi de trois fois, au plus, son propre indicatif d'appel.

b) Pour produire cet appel, la station appelante utilise l'onde sur laquelle veille la station appelée.

(2) La station appelée répond en transmettant, au plus, trois fois l'indicatif d'appel de la station appelante, le mot DE, son propre indicatif d'appel, et, si elle est prête à recevoir le trafic, la lettre K (invitation à transmettre), suivie, si elle le juge utile, de l'abréviation appropriée et d'un chiffre indiquant la force des signaux reçus.

(3) Si la station appelée est empêchée de recevoir, elle remplace, dans la formule de réponse, la lettre K par le signal •—••• (attente), suivi d'un nombre indiquant en minutes la durée probable de l'attente. Si cette durée probable excède 10 minutes, l'attente doit être motivée.

(4) Lorsqu'il y a plusieurs radiotélégrammes à transmettre dans le même sens, ils peuvent être transmis par séries, avec le consentement de la station qui doit les recevoir.

(5) Cette dernière station, en donnant son assentiment, indique le nombre de radiotélégrammes qu'elle est prête à recevoir en une série et fait suivre cette indication de la lettre K.

(6) En principe, tout radiotélégramme contenant plus de 100 mots est considéré comme formant une série, ou met fin à une série en cours.

(7) En règle générale, les longs radiotélégrammes, tant ceux en langage clair que ceux en langage convenu ou chiffré, sont transmis par tranches, chaque tranche contenant 50 mots dans le cas du langage clair et 20 mots ou groupes lorsqu'il s'agit de langage convenu ou chiffré.

(8) A la fin de chaque tranche, le signal •—•—•• (?), signifiant: «Avez-vous bien reçu le radiotélégramme jusqu'ici?» est transmis. Si la tranche a été correctement reçue, la station réceptrice donne la lettre K et la transmission du radiotélégramme est poursuivie.

(9) a) La transmission d'un radiotélégramme se termine par le signal •—•—•• (fin de transmission), suivi de l'indicatif d'appel de la station transmettrice et de la lettre K.

b) Dans le cas de la transmission par série, l'indicatif d'appel de la station transmettrice et la lettre K ne sont donnés qu'à la fin de la série.

(10)

moyen de
de récept
station q

b) L
au moyen
ainsi que
la série.
dessus.

(11)
d'elles, a
propre in

§ 4.
avec un
pour effe
indication
se propo
de servic
ni de fré

(2)
avec un
pour l'ap
définissa
L'absenc
type d'o

(3)
transmis
lesquels
réponse,
qu'à par
quence a
fréquence

(4)
forméme
autre qu
après av
trafic. I

a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art.1er. - La Convention Radiotélégraphique In

1927 ainsi

ionnel y an

— 27 —

(Art. 9)

(10) a) L'accusé de réception d'un radiotélégramme est donné au moyen de la lettre R suivie du numéro du radiotélégramme; cet accusé de réception est précédé de la formule ci-après: indicatif d'appel de la station qui a transmis, mot DE, indicatif d'appel de la station qui a reçu.

b) L'accusé de réception d'une série de radiotélégrammes est donné au moyen de la lettre R suivie du nombre des radiotélégrammes reçus, ainsi que des numéros du premier et du dernier télégramme composant la série. Cet accusé de réception est précédé de la formule définie ci-dessus.

(11) La fin du travail entre deux stations est indiquée par chacune d'elles, au moyen du signal ...— (fin de travail) suivi de son propre indicatif d'appel.

§ 4. (1) Si la station appelante a l'intention de transmettre son trafic avec un type d'onde ou/et sur une fréquence autres que ceux employés pour effectuer l'appel, elle fait suivre son propre indicatif d'appel des indications de service définissant le type d'onde ou/et la fréquence qu'elle se propose d'utiliser pour sa transmission. L'absence de ces indications de service signifie qu'elle n'a pas l'intention de changer de type d'onde ni de fréquence.

(2) Si la station appelée désire que la station appelante transmette avec un type d'onde ou/et sur une fréquence autres que ceux utilisés pour l'appel, elle ajoute à la formule de réponse les indications de service définissant le type d'onde ou/et la fréquence dont elle demande l'emploi. L'absence de ces indications de service signifie qu'elle ne désire pas que le type d'onde ou/et la fréquence utilisés pour l'appel soient changés.

(3) Si la station appelante a indiqué qu'elle va utiliser pour la transmission un type d'onde ou/et une fréquence autres que ceux avec lesquels elle a effectué l'appel, la station appelée, dans la formule de réponse, fait précéder la lettre K des abréviations permettant d'indiquer qu'à partir de ce moment, elle écoute sur le type d'onde ou/et la fréquence annoncés et qu'elle emploiera elle-même lesdits type d'onde ou/et fréquence pour toute la durée de la communication.

(4) Si la station appelante est une station terrestre pouvant, conformément aux dispositions du présent Règlement, employer une onde autre que celles qu'il est possible à la station mobile d'émettre, elle peut, après avoir établi le contact, utiliser cette onde pour transmettre son trafic. Dans ce cas, la marche à suivre est celle définie ci-après:

sé à notifi

l'adhésion

à prendre

ente loi.

te loi soit

vée par tous

a) La station terrestre appelle la station mobile en employant l'onde sur laquelle celle-ci veille et, après avoir obtenu réponse, l'informe au moyen de l'abréviation appropriée d'avoir à l'écouter par la suite sur l'onde qu'elle compte utiliser.

b) Si la station mobile peut recevoir l'onde annoncée, elle donne la lettre K. Dans le cas contraire, elle informe la station terrestre, à l'aide de l'abréviation appropriée, de ce qu'il ne lui est pas possible de recevoir l'onde proposée et les deux stations s'entendent pour adopter une autre onde de travail.

(5) La station terrestre conserve l'onde qu'elle a employée jusqu'après la transmission du signal $\dots - \dots$ (fin de travail), suivi de son indicatif d'appel. Ce signal, suivi de l'indicatif d'appel, est répété par la station mobile sur l'onde internationale d'appel attribuée à son service.

(6) Lorsque la station terrestre qui reçoit une demande de changer le type d'onde ou/et la fréquence ne peut pas ou ne désire pas donner suite à cette demande, elle ne transmet pas le signal K, mais propose, en employant les abréviations appropriées, l'emploi d'un autre type d'onde ou/et d'une autre fréquence.

§ 5. (1) Sur l'onde de 500 kc/s (600 m) (ou sur une onde autorisée, dans le cas de communications avec une station d'aéronef), les périodes de travail continu entre deux stations ne doivent pas dépasser dix minutes environ; après chacune de ces périodes, un temps d'arrêt doit être observé, afin de permettre, éventuellement, à une autre station de lancer un appel de priorité ou de transmettre un message de priorité.

(2) Sur les autres ondes affectées au service mobile maritime, la durée des périodes de travail continu est sous le contrôle de la station côtière. Dans le cas de communications entre deux stations de bord, c'est la station réceptrice qui détermine la durée des périodes de travail continu.

(3) Dans les communications entre stations d'aéronef, la durée des périodes de travail continu est soumise au contrôle de la station d'aéronef qui reçoit, sous réserve de l'intervention, pour cet objet, de la station aéronautique. Dans les relations entre stations aéronautiques et stations d'aéronefs, c'est la station aéronautique qui contrôle la durée des périodes de travail continu.

§ 6. Lorsqu'une station reçoit un appel sans être certaine que cet appel lui est destiné, elle ne doit pas répondre avant que l'appel n'ait été répété et compris. Lorsque, d'un autre côté, une station reçoit un

appel qu
la stati
le signa
dernière

§ 7.
de régle
signaux
et ils doi
de la st

(2)
station,
signaux
laquelle

§ 1
stations
qui sont
CQ, rem
cette for
mobiles

§ 2
suivi de
d'urgen

§ 3
les stati
radiotél
pour le
raux de
lus par

§ 1
mobiles
qu'auta

a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art.1er. - La Convention Radiotélégraphique In

1927 ainsi

ionnel y an

sé à notifi

l'adhésion

à prendre

ente loi.

te loi soit

vée par tous

— 29 —

(Art. 9—11)

appel qui lui est destiné, mais a des doutes sur l'indicatif d'appel de la station appelante, elle doit répondre immédiatement en utilisant le signal **...---** en lieu et place de l'indicatif d'appel de cette dernière station.

§ 7. (1) Lorsqu'il est nécessaire de faire des signaux d'essai, aux fins de régler l'appareil avant de procéder à l'appel ou à la transmission, ces signaux ne doivent pas être produits pendant plus de 10 secondes environ, et ils doivent être constitués par une série de V, suivie de l'indicatif d'appel de la station qui opère.

(2) Si une station émet des signaux d'essai à la demande d'une autre station, pour permettre à celle-ci de régler son appareil récepteur, ces signaux doivent également être constitués par une série de V, dans laquelle s'intercale plusieurs fois l'indicatif d'appel de la station émettrice.

ARTICLE 10.

Appel général à toutes les stations mobiles.

§ 1. Les stations qui désirent entrer en communication avec des stations mobiles, sans toutefois connaître les noms des stations mobiles qui sont dans leur rayon d'action, peuvent employer le signal de recherche CQ, remplaçant l'indicatif de la station appelée dans la formule d'appel, cette formule étant suivie de la lettre K (appel général à toutes les stations mobiles, avec demande de réponse).

§ 2. Dans les régions où le trafic est intense, l'emploi de l'appel CQ suivi de la lettre K est interdit, sauf en combinaison avec des signaux d'urgence.

§ 3. L'appel CQ non suivi de la lettre K (appel général à toutes les stations mobiles, sans demande de réponse) est employé pour les radiotélégrammes d'information générale, pour les signaux horaires, pour les informations météorologiques régulières, pour les avis généraux de sécurité et pour les informations de toute nature destinés à être lus par quiconque peut les recevoir.

ARTICLE 11.

Brouillage.

§ 1. (1) L'échange de signaux superflus est interdit aux stations mobiles. Des essais et des expériences ne sont tolérés, dans ces stations, qu'autant qu'ils ne troublent point le service d'autres stations.

(2) Chaque Administration apprécie, en vue de leur autorisation, si les essais ou les expériences proposés sont susceptibles de troubler le service des autres stations.

§ 2. Les essais et réglages, dans une station quelconque, doivent être conduits de façon à ne pas troubler le service des autres stations engagées dans une correspondance autorisée. Les signaux d'essai et de réglage doivent être choisis de telle manière qu'aucune confusion ne puisse se produire avec un signal, une abréviation, etc., d'une signification particulière, définie par le Règlement.

§ 3. Une station quelconque effectuant des émissions pour des essais, des réglages ou des expériences doit transmettre son indicatif d'appel à de fréquents intervalles, au cours de ces émissions.

§ 4. L'Administration ou l'exploitation privée qui formule une plainte en matière de brouillage doit, pour étayer et justifier celle-ci, déclarer qu'elle emploie régulièrement des appareils de réception d'un type équivalant au type le meilleur, utilisé dans la pratique courante du service dont il s'agit.

ARTICLE 12.

Rapport sur les infractions.

§ 1. Si une Administration a connaissance d'une infraction à la Convention ou à ce Règlement, commise dans une des stations du service mobile qu'elle a autorisées, elle constate les faits, fixe les responsabilités, et prend les mesures nécessaires.

§ 2. Les infractions aux règles du service mobile sont signalées, par les stations qui les constatent, à l'Administration dont elles-mêmes relèvent, et ce au moyen d'états conformes au modèle reproduit à l'Appendice 2.

§ 3. Dans le cas d'infractions réitérées de la part d'une même station, des représentations doivent être faites à l'Administration du Pays dont dépend cette station.

ARTICLE 13.

Publication de documents de service.

§ 1. Le Bureau international dresse et publie les documents de service suivants:

a) un tableau et une carte destinés à être annexés à la Nomenclature des stations de bord, et indiquant les zones et les heures de

service a
pendices

b) u
fixes, te
internat
elle est
mention
sont att

c)
mobiles
ou non
de radio

§ 2
publiée

(1)
rangés
étant, à
Cette M
les nom
et les m

(2)
station

(1)
analog
cette M
l'usage
phares,
logique

(2)
suite c
phares

a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art.1er. - La Convention Radiotélégraphique In

1927 ainsi

ionnel y an

— 31 —

(Art. 13)

service à bord des navires classés dans la deuxième catégorie (voir Appendices 5 et 6);

b) une Liste alphabétique des indicatifs d'appel de toutes les stations fixes, terrestres et mobiles pourvues d'un indicatif d'appel de la série internationale. Cette liste est dressée sans considération de nationalité; elle est précédée d'un tableau de répartition des indicatifs d'appel, mentionnant les Pays auxquels une ou plusieurs séries d'indicatifs d'appel sont attribuées, dans les conditions fixées à l'Article 14;

c) des Nomenclatures de toutes les stations fixes, terrestres et mobiles ayant un indicatif d'appel de la série internationale et ouvertes ou non à la correspondance publique, et une Nomenclature des stations de radiodiffusion.

§ 2. La Nomenclature relative à chaque catégorie de stations est publiée en fascicules séparés, comme suit:

I. Stations fixes et terrestres.

(1) Nomenclature des stations par Pays, les noms des Pays étant rangés par ordre alphabétique et les noms des stations d'un même Pays étant, à leur tour, rangés par ordre alphabétique sous le nom de ce Pays. Cette Nomenclature est précédée d'un index alphabétique indiquant les noms des stations, les indicatifs d'appel, les indices caractéristiques et les numéros des pages où se trouvent les détails relatifs à ces stations.

(2) Le mot RADIO est imprimé séparément après le nom de chaque station côtière.

II. Stations effectuant des services spéciaux.

(1) Nomenclature des stations par Pays, avec index alphabétique analogue à celui du fascicule précédent. Les stations mentionnées dans cette Nomenclature sont celles qui assurent des services spéciaux à l'usage de la navigation maritime et aérienne (radiogoniométrie, radiophares, signaux horaires, avis aux navigateurs, informations météorologiques régulières, informations de presse adressées à tous, etc.).

(2) Les mots GONIO et PHARE sont inscrits respectivement à la suite du nom des stations radiogoniométriques et des stations radiophares.

III. Stations de bord.

Nomenclature des stations rangées par ordre alphabétique, sans considération de nationalité, et mentionnant, sous une forme abrégée, le nom du Pays auquel appartient chaque station.

IV. Stations d'aéronef.

Nomenclature des stations rangées par ordre alphabétique, sans considération de nationalité, et mentionnant, sous une forme abrégée, le nom du Pays auquel appartient chaque station.

V. Stations de radiodiffusion.

Nomenclature des stations par Pays, avec index alphabétique analogue à celui des fascicules I et II.

§ 3. Les suppléments à la liste des indicatifs d'appel et aux Nomenclatures respectives contiennent les additions, modifications et suppressions, publiées dans un ordre alphabétique. Ces suppléments sont mensuels et récapitulatifs.

Nomenclature des stations fixes et terrestres.

§ 4. (1) L'état signalétique des stations fixes et terrestres doit comporter les renseignements suivants:

- a) nom de la station;
- b) indicatif d'appel;
- c) position géographique exacte de l'antenne émettrice indiquée par la subdivision territoriale et par la longitude et la latitude en degrés, minutes et secondes, la longitude étant calculée par rapport au méridien de Greenwich;
- d) types et fréquences (longueurs d'onde) d'émission pour lesquels les réglages sont faits, l'onde normale de transmission étant soulignée;
- e) pouvoir normal de rayonnement exprimé en mètres-ampères ou, à défaut, hauteur de l'antenne et intensité du courant à la base de celle-ci;
- f) nature des services effectués;
- g) heures de service (temps moyen de Greenwich);
- h) le cas échéant, pour les stations terrestres, nom de l'entreprise privée qui établit les comptes de taxes;

i) ta
j) r
la trans
télégram

(2)
terrestre
des Pay

No

§ 5.
les rense

A. l
a) s
cas, la s
b) l

l'onde su
pour la
métrique
relèveme
sont nor

c) é
mètres-a
hauteur

B. l
a) l
b) s
mettre c

c) é
mettre
ce derni

d) l
lieu à d

C. l
le s

D.
observat

a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art.1er. - La Convention Radiotélégraphique In

1927 ainsi

ionnel y an

— 33 —

(Art. 13)

i) taxe ou taxes de la station terrestre;

j) renseignements particuliers concernant les heures d'appel pour la transmission des listes de trafic ou pour la transmission des radiotélégrammes sans accusé de réception ou avec accusé de réception différé.

(2) La taxe télégraphique intérieure du Pays dont dépend la station terrestre et la taxe appliquée par ce Pays aux télégrammes à destination des Pays limitrophes sont indiquées dans la Nomenclature.

Nomenclature des stations effectuant des services spéciaux.

§ 5. En plus des indications concernant les stations fixes et terrestres, les renseignements publiés doivent mentionner

A. Pour les stations radiogoniométriques:

a) si la station est dotée d'un émetteur ou non et, dans ce dernier cas, la station transmettrice conjuguée;

b) l'onde sur laquelle la station radiogoniométrique doit être appelée, l'onde sur laquelle les stations mobiles doivent émettre les signaux prévus pour la prise des relèvements, l'onde sur laquelle la station radiogoniométrique (ou la station transmettrice conjuguée) doit transmettre les relèvements vrais obtenus et les secteurs dans lesquels les relèvements sont normalement exacts;

c) éventuellement, le pouvoir normal de rayonnement, exprimé en mètres-ampères, de la station transmettrice conjuguée (ou, à défaut, hauteur de l'antenne et intensité du courant à la base de celle-ci).

B. Pour les stations radiophares:

a) les signaux caractéristiques de la station;

b) si, en plus de son émission de radiophare, la station peut transmettre ou recevoir des communications normales;

c) éventuellement, le nom des stations avec lesquelles il faut se mettre en communication pour correspondre avec le radiophare, si ce dernier ne peut pas transmettre ou recevoir des communications;

d) les secteurs dans lesquels les émissions du radiophare donnent lieu à des relèvements normalement exacts.

C. Pour les stations transmettant des signaux horaires:

le schéma des signaux employés et les heures d'émission.

D. Pour les stations transmettant des avis aux navigateurs ou des observations météorologiques régulières:

les heures d'émission et, s'il y a lieu, la désignation du ou des documents où se trouvent les détails concernant ces émissions.

Nomenclature des stations de bord.

§ 6. L'état signalétique doit comporter les renseignements suivants:

- a) nom du navire, suivi de l'indicatif d'appel en cas d'homonymie;
- b) indicatif d'appel;
- c) Pays dont relève la station (indication abrégée);
- d) types et fréquences (longueurs d'onde) d'émission pour lesquels les réglages sont faits, l'onde normale de transmission étant soulignée;
- e) pouvoir normal de rayonnement exprimé en mètres-ampères ou, à défaut, hauteur de l'antenne et intensité du courant à la base de celle-ci;
- f) nature des services assurés (si la station est munie d'un radiogoniomètre, il y a lieu de l'indiquer) et heures de service;
- g) nom de l'Administration ou de l'entreprise privée à laquelle les comptes de taxes doivent être adressés;
- h) taxe de bord.

§ 7. En cas d'homonymie entre deux stations de bord de même nationalité, ainsi que dans les cas où les comptes de taxes doivent être adressés directement au propriétaire du navire, il est fait mention du nom de la Compagnie de navigation ou de l'armateur auquel appartient le navire.

Nomenclature des stations d'aéronef.

§ 8. L'état signalétique doit comporter les renseignements suivants:

- a) indicatif d'appel de la station et éventuellement nom de l'aéronef;
- b) nom du Pays dont dépend la station (indication abrégée);
- c) marque et type de l'aéronef;
- d) types et fréquences (longueurs d'onde) d'émission pour lesquels les réglages sont faits, l'onde normale de transmission étant soulignée;
- e) parcours habituel ou port d'attache de l'aéronef;
- f) nature des services assurés et heures de service; si la station est munie d'un radiogoniomètre, il y a lieu de l'indiquer;
- g) nom de l'Administration ou de l'entreprise privée avec laquelle les comptes de taxes doivent être échangés;
- h) le cas échéant, taxe de la station d'aéronef.

§ 9
a)
b)
c)
par la s
minutes
de Grec
d)
e)
à défaut
f)
indiqué
d'été fo
g)
l'émissi

Notat

§ 1
service:
PG
PR
N
Y
X
Z
Z
FA
FC
FS
FX
RF
RG

a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art.1er. - La Convention Radiotélégraphique In

1927 ainsi

ionnel y an

— 35 —

(Art. 13)

Nomenclature des stations de radiodiffusion.

§ 9. L'état signalétique doit comporter les renseignements suivants:

- a) nom de la station;
- b) le cas échéant, indicatif d'appel;
- c) position géographique exacte de l'antenne émettrice, indiquée par la subdivision territoriale et par la longitude et la latitude en degrés, minutes et secondes, la longitude étant calculée par rapport au méridien de Greenwich;
- d) fréquence (longueur d'onde) d'émission;
- e) pouvoir normal de rayonnement exprimé en mètres-ampères ou, à défaut, hauteur de l'antenne et intensité du courant à la base de celle-ci;
- f) facultativement, jours et heures d'émission; les heures sont indiquées en temps moyen de Greenwich, et les pays utilisant une heure d'été font connaître l'heure pour chacune des deux périodes de l'année;
- g) nom de l'Administration ou de l'entreprise privée qui effectue l'émission.

Notations indiquant la nature et l'étendue du service des stations.

§ 10. Les notations suivantes sont employées dans les documents de service:

- PG station ouverte à la correspondance publique;
- PR station ouverte à la correspondance publique restreinte;
- N station ayant un service permanent, de jour et de nuit;
- Y station ouverte du lever au coucher du soleil;
- X station n'ayant pas de vacations déterminées;
- Z 1 station de bord de 2^e catégorie, à 8 heures de service;
- Z 2 station de bord de 2^e catégorie, à 16 heures de service;
- FA station aéronautique;
- FC station côtière;
- FS station terrestre établie dans le seul but de la sécurité de la vie humaine;
- FX station effectuant un service de communications entre points fixes;
- RF station de radiophare fixe;
- RG station radiogoniométrique;

RS station réceptrice seulement, reliée au réseau général des voies de communication;

RW station de radiophare tournant.

§ 11. La forme générale à donner aux diverses nomenclatures est indiquée à l'Appendice 3. Les Administrations ou entreprises privées doivent adopter des formules identiques, pour les états signalétiques à transmettre au Bureau international.

ARTICLE 14.

Indicatifs d'appel.

§ 1. Les stations fixes, terrestres et mobiles visées au § 1 de l'Article 2 de la Convention, ainsi que les stations expérimentales privées doivent posséder un indicatif d'appel de la série internationale attribuée à chaque Pays dans le tableau de répartition ci-dessous. Dans ce tableau, la première lettre ou les premières lettres prévues pour les indicatifs d'appel distinguent la nationalité des stations.

Tableau de répartition des indicatifs d'appel.

Pays	Indicatifs	Pays	Indicatifs
Chili	CAA-CEZ	République de Li-	
Canada	CFA-CKZ	béria	ELA-ELZ
Cuba	CLA-CMZ	Estonie	ESA-ESZ
Maroc	CNA-CNZ	Ethiopie	ETA-ETZ
Bolivie	CPA-CPZ	France et Colonies	
Colonies portu-		et Protectorats	F
gaises	CRA-CRZ	Grande-Bretagne.	G
Portugal	CSA-CUZ	Hongrie	HAA-HAZ
Roumanie	CVA-CVZ	Suisse	HBA-HBZ
Uruguay	CWA-CXZ	Equateur	HCA-HCZ
Monaco	CZA-CZZ	République d'Haïti	HHA-HHZ
Allemagne	D	République Domi-	
Espagne	EAA-EHZ	nicaine	HIA-HIZ
Etat libre d'Ir-		République de Co-	
lande	EIA-EIZ	lombie	HJA-HKZ

a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art.1er. - La Convention Radiotélégraphique In

1927 ainsi

ionnel y an

— 37 —

(Art. 14)

Pays	Indicatifs	Pays	Indicatifs
République de Honduras . . .	HRA-HRZ	Grèce	SVA-SZZ
Siam	HSA-HSZ	Turquie	TAA-TCZ
Italie et Colonies	I	Islande	TFA-TFZ
Japon	J	Guatemala	TGA-TGZ
Etats-Unis d'Amérique	K	Costa-Rica	TIA-TIZ
Norvège	LAA-LNZ	Territoire de la Sarre	TSA-TSZ
République Argentine	LOA-LVZ	Hedjaz	UHA-UHZ
Bulgarie	LZA-LZZ	Indes néerlandaises	UIA-UKZ
Grande-Bretagne.	M	Luxembourg . . .	ULA-ULZ
Etats-Unis d'Amérique	N	Royaume des Serbes, Croates et Slovènes . .	UNA-UNZ
Pérou	OAA-OBZ	Autriche	UOA-UOZ
Finlande	OHA-OHZ	Canada	VAA-VGZ
Tchécoslovaquie .	OKA-OKZ	Fédération Austro-lyenne	VHA-VMZ
Belgique et Colonies	ONA-OTZ	Terre-Neuve . . .	VOA-VOZ
Danemark	OUA-OZZ	Colonies et Protectorats britanniques	VPA-VSZ
Pays-Bas	PAA-PIZ	Indes britanniques	VTA-VWZ
Curaçao	PJA-PJZ	Etats-Unis d'Amérique	W
Indes néerlandaises	PKA-POZ	Mexique	XAA-XFZ
Brésil	PPA-PYZ	Chine	XGA-XUZ
Surinam	PZA-PZZ	Afghanistan . . .	YAA-YAZ
(Abréviations) . .	Q	Nouvelles-Hébrides	YHA-YHZ
URSS	RAA-RQZ	Iraq	YIA-YIZ
Perse	RVA-RVZ	Lettonie	YLA-YLZ
République de Panama	RXA-RXZ	Ville libre de Dantzig	YMA-YMZ
Lithuanie	RYA-RYZ	Nicaragua	YNA-YNZ
Suède	SAA-SMZ		
Pologne	SPA-SRZ		
Egypte	SUA-SUZ		

Pays	Indicatifs	Pays	Indicatifs
République de El Salvador . . .	YSA-YSZ	Nouvelle-Zélande.	ZKA-ZMZ
Vénézuéla. . . .	YVA-YVZ	Paraguay	ZPA-ZPZ
Albanie.	ZAA-ZAZ	Union de l'Afrique du Sud. . . .	ZSA-ZUZ

§ 2. Les indicatifs d'appel sont formés de:

a) trois lettres, dans le cas de stations fixes et de stations terrestres;

b) quatre lettres, dans le cas de stations de bord;

c) cinq lettres, dans le cas de stations d'aéronef;

d) la lettre ou des lettres indiquant la nationalité, et d'un seul chiffre suivi d'un groupe de trois lettres au plus, pour les stations expérimentales privées.

§ 3. Dans le service radioaérien, après que la communication a été établie au moyen de l'indicatif d'appel de cinq lettres, la station d'aéronef peut employer un indicatif abrégé constitué:

a) en radiotélégraphie, par les première et dernière lettres de l'indicatif complet de cinq lettres;

b) en radiotéléphonie, par tout ou partie du nom du propriétaire de l'aéronef (Compagnie ou particulier), suivi des deux dernières lettres de la marque d'immatriculation.

§ 4. (1) Les 26 lettres de l'alphabet peuvent être employées pour former les indicatifs d'appel; les lettres accentuées sont exclues.

(2) Toutefois, les combinaisons suivantes de lettres ne peuvent être employées comme indicatifs d'appel:

a) combinaisons commençant par A ou par B, ces deux lettres étant réservées pour la partie géographique du Code international de signaux;

b) combinaisons qui pourraient être confondues avec les signaux de détresse ou avec d'autres signaux de même nature;

c) combinaisons réservées pour les abréviations à employer dans les transmissions radioélectriques;

d) en ce qui concerne les stations d'aéronef, combinaisons comportant la lettre W comme deuxième lettre.

§ 5.

dans la sé
national l

(2) L
ne soit pa
qui pourr
signaux d

§ 1.

une Posse
pendant
Protectora

§ 2.

mobile fa
doit être
Lorsque l
sont const
installati
conditions

§ 3.

recourir à
ment l'Ac
surplus, i

(2) L

avant de
ou à la p

§ 4.

auxquelle
national,
ments co
étrangère
riales ou
plus rigou
Ces presc

a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art.1er.— La Convention Radiotélégraphique In

1927 ainsi

ionnel y an

— 39 —

(Art. 14—15)

§ 5. (1) Chaque Pays choisit les indicatifs d'appel de ses stations dans la série internationale qui lui est allouée et notifiée au Bureau international l'indicatif d'appel attribué à chacune d'elles.

(2) Le Bureau international veille à ce qu'un même indicatif d'appel ne soit pas attribué à plus d'une station, et à ce que les indicatifs d'appel qui pourraient être confondus avec les signaux de détresse ou d'autres signaux de même nature ne soient attribués à aucune station.

ARTICLE 15.

Inspection des stations.

§ 1. Les stations mobiles ayant leur port d'attache dans une Colonie, une Possession ou un Protectorat peuvent être considérées comme dépendant de l'Autorité de cette Colonie, de cette Possession ou de ce Protectorat, en ce qui concerne l'octroi des licences.

§ 2. Les Administrations compétentes des Pays où une station mobile fait escale peuvent exiger la production de la licence; celle-ci doit être conservée de telle façon qu'elle puisse être fournie sans délai. Lorsque la licence n'est pas produite ou que des anomalies manifestes sont constatées, ces Administrations peuvent procéder à l'inspection des installations radioélectriques, en vue de s'assurer qu'elles répondent aux conditions imposées par le présent Règlement.

§ 3. (1) Lorsqu'une Administration s'est trouvée dans l'obligation de recourir à la mesure prévue au § 2 ci-dessus, elle en informe immédiatement l'Administration dont dépend la station mobile en cause. Pour le surplus, il est procédé, le cas échéant, ainsi que le prescrit l'Article 12.

(2) Le délégué de l'Administration qui a inspecté la station doit, avant de quitter celle-ci, faire part de ses constatations au Commandant ou à la personne responsable (Article 8) ou à leur remplaçant.

§ 4. En ce qui concerne les conditions techniques et d'exploitation auxquelles doivent satisfaire, pour le service radioélectrique international, les stations mobiles titulaires d'une licence, les Gouvernements contractants s'engagent à ne pas imposer aux stations mobiles étrangères qui se trouvent temporairement dans leurs eaux territoriales ou s'arrêtent temporairement sur leur territoire, des conditions plus rigoureuses que celles qui sont prévues dans le présent Règlement. Ces prescriptions n'affectent en rien les dispositions qui, étant du ressort

de la Convention sur la sauvegarde de la vie humaine en mer, ne sont pas déterminées dans le présent Règlement.

ARTICLE 16.

Conditions à remplir par les stations mobiles.

§ 1. (1) Les stations mobiles doivent être établies de manière à se conformer, en ce qui concerne les fréquences et les types d'ondes, aux dispositions générales faisant l'objet de l'Article 5. Suivant ces dispositions, l'emploi, par les stations mobiles, des ondes amorties (type B), d'une fréquence inférieure à 375 kc/s (longueur d'onde supérieure à 800 m) sera interdit à partir du 1^{er} Janvier 1930.

(2) En outre, aucune nouvelle installation d'émetteurs d'ondes du type B ne pourra être faite dans les stations mobiles à partir du 1^{er} Janvier 1930, sauf quand ces émetteurs, travaillant à pleine puissance, dépenseront moins de 300 watts mesurés à l'entrée du transformateur d'alimentation à fréquence audible.

(3) Enfin, l'emploi des ondes du type B de toutes fréquences sera interdit à partir du 1^{er} Janvier 1940, sauf pour les émetteurs remplissant les mêmes conditions de puissance que ci-dessus.

§ 2. (1) Toute station installée à bord d'un navire ou d'un aéronef effectuant un parcours maritime, navire ou aéronef obligatoirement pourvus d'appareils radioélectriques à la suite d'un accord international, doit pouvoir émettre et recevoir sur l'onde de 500 kc/s (600 m), types A 2 ou B. Les stations de bord doivent, en outre, pouvoir utiliser l'onde de 375 kc/s (800 m), type A 2 (ou B, sous réserve des dispositions du § 1 ci-dessus).

(2) Les stations d'aéronef doivent pouvoir émettre et recevoir l'onde de 333 kc/s (900 m) types A 2 ou A 3 (ou B, sous réserve des dispositions du § 1 ci-dessus).

§ 3. (1) En plus des ondes fixes visées ci-dessus, les stations mobiles équipées pour émettre des ondes des types A 1, A 2 ou A 3 peuvent employer toutes les ondes autorisées à l'Article 5.

(2) L'emploi des ondes du type B n'est autorisé que pour les fréquences (longueurs d'onde) ci-après:

a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art.1er.— La Convention Radiotélégraphique In

1927 ainsi

ionnel y an

sé à notifi

l'adhésion

à prendre

ente loi.

te loi soit

vée par tous

— 41 —

(Art. 16)

kc/s	mètres	kc/s	mètres
375	800	500	600
410	730	665	450
425	705	1000	300
454	660	1364	220

(3) L'usage de l'onde du type B de 665 kc/s (450 m) est interdit dès maintenant dans les régions où cette onde peut gêner la radiodiffusion.

(4) L'emploi de l'onde du type B de 1000 kc/s (300 m) pour le trafic est interdit, dès maintenant, entre 18 h 00 et 00 h 00, heure locale, et sera complètement interdit, à toutes heures, à partir du 1^{er} Janvier 1930, au plus tard. Toutefois, cette même onde du type B de 1000 kc/s (300 m) pourra continuer indéfiniment et sans restrictions horaires, à être utilisée par les stations à bord des bateaux de pêche, pour les relèvements radiogoniométriques entre elles, à condition de ne pas gêner la radiodiffusion.

§ 4. Tous les appareils de stations mobiles établis pour la transmission d'ondes du type A 1, entre 125 et 150 kc/s (2400—2000 m), doivent permettre l'emploi de trois fréquences au minimum, choisies dans cette bande, et pouvoir assurer le passage rapide de l'une à l'autre de ces fréquences.

§ 5. (1) Toutes les stations à bord des navires obligatoirement pourvus d'appareils radioélectriques, doivent être à même de recevoir l'onde de 500 kc/s (600 m) et, en outre, toutes les ondes nécessaires à l'accomplissement du service qu'elles effectuent.

(2) A partir du 1^{er} Janvier 1932, elles devront être à même de recevoir facilement et efficacement, sur les mêmes fréquences, les ondes des types A 1 et A 2.

§ 6. Les appareils d'émission utilisés dans le service mobile doivent être pourvus de dispositifs permettant d'en réduire la puissance. Cette disposition ne s'applique pas aux émetteurs dont la puissance d'alimentation ne dépasse pas 300 watts.

§ 7. Les appareils récepteurs doivent être tels, que le courant qu'ils induisent dans l'antenne soit aussi réduit que possible et n'incommode pas les stations du voisinage.

§ 8. Les changements de fréquence dans les appareils émetteurs et récepteurs de toute station mobile doivent pouvoir être effectués aussi rapidement que possible. Toutes les installations doivent être telles, que, la communication étant établie, le temps nécessaire au passage de l'émission à la réception et vice versa soit aussi réduit que possible.

ARTICLE 17.

Ondes d'appel et d'écoute.

§ 1. (1) Dans la bande comprise entre 360 et 515 kc/s (830—580 m), les seules ondes admises en type B sont les suivantes: 375, 410, 425, 454 et 500 kc/s (800, 730, 705, 660 et 600 m).

(2) L'onde générale d'appel, qui doit être employée par toute station mobile portée par un navire obligatoirement équipé, et par les stations côtières, est l'onde de 500 kc/s (600 m) (A 1, A 2 ou B).

(3) En dehors de l'onde de 500 kc/s (600 m), l'usage des ondes de tous types comprises entre 485 et 515 kc/s (620—580 m) est interdit.

(4) L'onde de 500 kc/s (600 m) est l'onde internationale d'appel et de détresse. Elle peut être utilisée, mais avec discrétion, pour d'autres buts, si elle ne trouble pas les signaux de détresse, d'urgence, de sécurité ou d'appel.

(5) Les stations côtières doivent être en mesure de faire usage au moins d'une onde en plus de celle de 500 kc/s (600 m). Cette onde additionnelle est soulignée dans la Nomenclature, pour indiquer qu'elle est l'onde normale de travail de la station. Les ondes additionnelles ainsi choisies peuvent être les mêmes que celles des stations de bord, ou peuvent être différentes. En tous cas, les ondes de travail des stations côtières doivent être choisies de manière à éviter les brouillages avec les stations voisines.

(6) En dehors des ondes normales de travail soulignées dans la Nomenclature, les stations côtières et de bord peuvent employer, dans la bande autorisée, les ondes supplémentaires qu'elles jugent convenables. Ces ondes sont mentionnées dans la Nomenclature, sans être soulignées.

§ 2. (1) En vue d'augmenter la sécurité de la vie humaine sur mer (navires) et au-dessus de la mer (aéronefs), toutes les stations du service mobile *maritime* doivent, pendant la durée de leurs vacations, prendre les mesures utiles pour assurer l'écoute sur l'onde de détresse (500 kc/s = 600 m) deux fois par heure, pendant trois minutes commençant à la 15^e minute et à la 45^e minute de chaque heure, temps moyen de Greenwich.

(2) Les stations qui assurent un service de correspondance radio-télégraphique, de presse, etc., avec les navires en mer doivent observer le silence pendant les intervalles indiqués ci-dessus. Seules les émissions envisagées à l'Article 19, §§ 25 à 27, peuvent être effectuées pendant ces intervalles.

(3)
bord éq
continu
mainten
tresse, a
§ 3
stations
de 100 à
a)
longue
à moins
station
lui sont
b)
une on
elle doi
indiqué
onde de
10
20
trafic.
c)
une aut
rale, pe
autorisé
ou un t
d)
sur ond
cation s
avec d'
(2100 m
mencem
wich, d
la stati
e)
des heu
sur les

a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art.1er. - La Convention Radiotélégraphique In

1927 ainsi

ionnel y an

— 43 —

(Art. 17)

(3) Toutefois, et à titre exceptionnel, les stations terrestres et de bord équipées pour correspondre à l'aide d'ondes entretenues peuvent continuer le travail pendant ces intervalles, si elles sont en mesure de maintenir en même temps une écoute satisfaisante sur l'onde de détresse, ainsi qu'il est prévu à l'alinéa (1) du présent paragraphe.

§ 3. Les règles ci-après doivent être suivies dans l'exploitation des stations du service mobile employant des ondes du type A1 de la bande de 100 à 160 kc/s (3000—1875 m), laquelle est attribuée au service mobile:

a) Toute station côtière assurant une communication sur une onde longue entretenue doit faire l'écoute sur l'onde de 143 kc/s (2100 m) à moins qu'il n'en soit indiqué autrement dans la Nomenclature. La station côtière transmet tout son trafic sur l'onde ou sur les ondes qui lui sont spécialement attribuées.

b) Lorsqu'une station mobile désire établir la communication sur une onde longue entretenue, avec une autre station du service mobile, elle doit employer l'onde de 143 kc/s (2100 m), à moins qu'il n'en soit indiqué autrement dans la Nomenclature. Cette onde, désignée comme onde de communication générale, doit être employée:

1° pour la production des appels et des réponses aux appels;

2° pour la transmission des signaux préalables à la transmission du trafic.

c) Une station mobile, après avoir établi la communication avec une autre station du service mobile, sur l'onde de communication générale, peut transmettre son trafic sur une onde quelconque de la bande autorisée, à condition de ne pas troubler le travail d'une station côtière ou un travail en cours sur l'onde d'appel.

d) En règle générale, toute station mobile équipée pour le service sur ondes longues entretenues et qui n'est pas engagée dans une communication sur une autre onde doit, en vue de permettre l'échange du trafic avec d'autres stations du service mobile, revenir sur l'onde de 143 kc/s (2100 m) pendant 10 minutes, du commencement de la 35^e au commencement de la 45^e minute de chaque heure, temps moyen de Greenwich, durant les heures prévues, selon la catégorie à laquelle appartient la station envisagée.

e) (1) Les stations côtières transmettent leurs listes de trafic à des heures déterminées, publiées dans la Nomenclature, sur l'onde ou sur les ondes qui leur sont attribuées.

(2) En dehors des heures ainsi fixées pour cette transmission de leurs listes de trafic, les stations côtières peuvent appeler individuellement les stations mobiles, à toute autre heure, selon les circonstances ou le travail qu'elles ont à effectuer. Ces appels individuels peuvent être émis sur l'onde de 143 kc/s (2100 m), dans les régions où il n'y a pas congestion de trafic.

f) Les dispositions particulières relatives au service assuré par les stations terrestres équipées en ondes longues entretenues sont précisées dans la Nomenclature par un renvoi spécial.

ARTICLE 18.

Installations de secours.

§ 1. La Convention sur la sauvegarde de la vie humaine en mer détermine quels sont les navires qui doivent être pourvus d'une installation de secours, et définit les conditions à remplir par les installations de cette catégorie.

§ 2. Pour l'utilisation des installations de secours, toutes les prescriptions du présent Règlement doivent être observées.

ARTICLE 19.

Signaux de détresse, d'alarme, d'urgence et de sécurité.

Signal de détresse.

§ 1. Le signal de détresse consiste dans le groupe par lequel il est annoncé que le navire ou l'aéronef ou tout autre véhicule portant la station qui l'envoie est sous la menace d'un danger grave et imminent, et demande une assistance immédiate.

Appel de détresse.

§ 2. (1) L'appel de détresse comprend le signal de détresse transmis trois fois, suivi du mot DE et de l'indicatif d'appel de la station mobile en détresse, transmis trois fois. Cet appel a priorité absolue sur toutes autres transmissions. Toutes les stations mobiles ou terrestres qui l'entendent doivent cesser immédiatement toute transmission susceptible de troubler les appels ou les messages de détresse, et écouter sur l'onde d'émission de l'appel de détresse. Cet appel ne doit pas être adressé à une station déterminée.

a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art.1er. - La Convention Radiotélégraphique In

1927 ainsi

ionnel y an

— 45 —

(Art. 19)

(2) Les mêmes règles s'appliquent à l'appel de détresse radiotéléphonique, qui consiste dans l'expression parlée MAYDAY (correspondant à la prononciation française de l'expression «m'aider»).

Message de détresse.

§ 3. Le message de détresse comprend l'appel de détresse, suivi du nom du navire, de l'aéronef ou du véhicule en détresse, et des indications relatives à la position de celui-ci, à la nature de la détresse et à la nature du secours demandé.

§ 4. En règle générale, et quand il s'agit d'un navire ou d'un aéronef au-dessus de ou sur la mer, la position doit être exprimée en latitude et longitude (Greenwich), en employant des chiffres pour les degrés et les minutes, accompagnés de l'un des mots NORTH ou SOUTH et de l'un des mots EAST ou WEST. Un point sépare les degrés des minutes. Eventuellement, le vrai relèvement et la distance en milles marins par rapport à un point géographique connu peuvent être donnés.

§ 5. L'appel et le message de détresse ne sont émis qu'avec l'autorisation du Commandant ou de la personne responsable du navire, de l'aéronef ou de tout autre véhicule portant la station mobile.

§ 6. Une station à bord d'un navire en détresse doit transmettre l'appel de détresse sur l'onde de 500 kc/s (600 m), de préférence du type A2 ou B. Cet appel doit être suivi aussitôt que possible du message de détresse.

§ 7. L'appel de détresse et le message de détresse doivent être répétés par intervalles, jusqu'à ce qu'une réponse soit reçue, et notamment pendant les périodes de silence prévues à l'Article 17, § 2. Les intervalles doivent, toutefois, être suffisamment longs, pour que les stations qui se préparent à répondre à l'appel aient le temps de mettre leurs appareils émetteurs en marche. Dans le cas où la station de bord en détresse ne reçoit pas de réponse à un appel de détresse ou à un message de détresse transmis sur l'onde de 500 kc/s (600 m), l'appel et le message peuvent être répétés sur toute autre onde disponible, à l'aide de laquelle l'attention pourrait être attirée.

§ 8. De plus, une station mobile qui constate qu'une autre station mobile est en détresse peut transmettre le message de détresse, à condition que:

sé à notifi

l'adhésion

à prendre

ente loi.

te loi soit

vée par tou

a) la station en détresse ne soit pas à même de le transmettre elle-même;

b) le Commandant (ou son remplaçant) du navire, aéronef ou autre véhicule portant la station intervenante juge que d'autres secours sont nécessaires.

§ 9. (1) Les stations qui reçoivent un message de détresse d'une station mobile se trouvant, sans doute possible, dans leur voisinage doivent en accuser réception immédiatement (voir §§ 15 et 16 ci-dessous), en prenant soin de ne pas troubler la transmission de l'accusé de réception dudit message effectuée par d'autres stations.

(2) Les stations qui reçoivent un message de détresse d'une station mobile qui, sans doute possible, n'est pas dans leur voisinage doivent laisser s'écouler un court laps de temps avant d'en accuser réception, afin de permettre à des stations plus proches de la station mobile en détresse de répondre et d'accuser réception sans brouillage.

Trafic de détresse.

§ 10. Le trafic de détresse comprend tous les messages relatifs au secours immédiat nécessaire à la station mobile en détresse.

§ 11. Tout trafic de détresse doit comprendre le signal de détresse, transmis avant l'heure de dépôt.

§ 12. La direction du travail de détresse appartient à la station mobile en détresse ou à la station mobile qui, par application des dispositions du § 8, littera a), a produit l'appel de détresse. Ces stations peuvent céder la direction du travail de détresse à une autre station.

§ 13. Toutes les stations qui sont dans la zone des communications de détresse, mais qui ne prennent pas part à ces communications, doivent s'abstenir d'utiliser l'onde de détresse, jusqu'à ce que le travail de détresse soit terminé. Aussitôt ce travail établi sur l'onde de détresse, les stations mobiles qui n'y participent pas peuvent continuer leur service normal sur les autres ondes autorisées du type A 1, si, en opérant ainsi, rien ne les empêche de bien percevoir le trafic de détresse.

§ 14. (1) Lorsque le travail de détresse est terminé et que l'observation du silence n'est plus nécessaire, la station qui a eu la direction de ce travail transmet, sur l'onde de détresse, un message adressé à C Q, indi-

a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art. 1er. - La Convention Radiotélégraphique In-

e 1927 ainsi

tionnel y an

— 47 —

(Art. 19)

quant que le travail de détresse est terminé. Ce message affecte la forme suivante:

Indicatif d'appel CQ (trois fois), mot DE, indicatif d'appel de la station qui transmet le message, signal de détresse, heure de dépôt du message, nom et indicatif d'appel de la station mobile qui était en détresse, mots «trafic détresse terminé».

(2) Ce message est répété, s'il y a lieu, sur les autres ondes sur lesquelles le travail de détresse a eu lieu.

Accusé de réception d'un message de détresse.

Répétition d'un appel ou d'un message de détresse.

§ 15. L'accusé de réception d'un message de détresse est donné sous la forme suivante:

Indicatif d'appel de la station mobile en détresse (trois fois), mot DE, indicatif d'appel de la station qui accuse réception (trois fois), groupe RRR, signal de détresse.

§ 16. Toute station mobile qui donne l'accusé de réception d'un message de détresse doit faire connaître aussitôt que possible son nom et sa position (sous la forme indiquée au § 4), en prenant soin de ne pas troubler d'autres stations mieux placées pour apporter un secours immédiat à la station en détresse.

§ 17. Si une station mobile employant des ondes entretenues, non comprises dans la bande de 485 à 515 kc/s (620—580 m), entend un message de détresse émis sur l'onde de 500 kc/s (600 m), en dehors des périodes de silence imposées sur l'onde de 500 kc/s (600 m) et si le navire, aéronef ou autre véhicule portant cette station n'est pas à même de fournir du secours, ladite station doit prendre toutes les dispositions possibles pour attirer l'attention d'autres stations mobiles dans le voisinage, qui travaillent sur des ondes non comprises dans la bande susmentionnée.

§ 18. Des répétitions de l'appel de détresse ou du message de détresse, par des stations mobiles autres que la station en détresse, ne sont permises que sur l'autorisation du Commandant (ou de son remplaçant) desdites stations, tout en prenant soin de ne pas produire du brouillage, par des répétitions inutiles.

§ 19. Une station qui répète un appel de détresse ou un message de détresse y ajoute, à la fin, le mot DE suivi de son propre indicatif d'appel, transmis trois fois.

§ 20. Dans le cas où une station reçoit un appel de détresse ou un message de détresse, mais n'est pas en mesure de fournir du secours et est portée à croire qu'il n'a pas été accusé réception du message de détresse, elle doit répéter ce message à toute puissance, sur l'onde de détresse, et prendre toutes les dispositions nécessaires pour aviser les autorités qui peuvent intervenir utilement.

Signal d'alarme automatique.

§ 21. La composition du signal d'alarme automatique doit répondre aux conditions suivantes:

a) Ce signal doit pouvoir être émis à la main ou par un appareil automatique, sans difficulté, avec une précision, quant à la mesure du temps, qui ne doit pas être plus grande que celle d'une montre ou d'une horloge indiquant les secondes.

b) Sa composition doit être nettement distincte et facilement reconnue par une personne ignorant le Code Morse, et elle doit pouvoir se prêter à la création facile et à bon marché d'un récepteur automatique qui:

1° répond au signal d'alarme, même lorsque de nombreux postes travaillent, et aussi quand il y a du brouillage atmosphérique;

2° n'est pas mis en action par des signaux puissants ou des atmosphériques, lorsque ceux-ci ne sont pas accompagnés du signal d'alarme;

3° possède une sensibilité égale à celle d'un récepteur détecteur-cristal relié à la même antenne;

4° avertit quand son fonctionnement cesse d'être normal.

c) Ladite composition doit être différente du signal employé pour le réglage et le fonctionnement du variomètre.

d) Avant qu'un récepteur automatique d'alarme soit approuvé pour l'usage des vaisseaux se trouvant sous la dépendance d'une Administration, celle-ci doit être convaincue, par des expériences pratiques faites dans des conditions de brouillage convenables, que l'appareil satisfait aux prescriptions de ce Règlement.

e) Le signal d'alarme suivant est dès maintenant reconnu: une série de douze traits transmis en une minute, la durée de chaque trait

étant de
de une se

f) Ce
appareils
pour ann

g) L'
pêche pas
matique
actionné

§ 22.
groupe X
les group
que la sta
nant la s
navire, a
sonne qu
radioaéri
radiotélép
signaler u
cours im
doivent é
pas en si

(2) L
tions, sau
l'entende
du trafic

(3) E
la station

§ 23.
doivent r
et si auc
leur serv

(2) T
nication

a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art. 1er. - La Convention Radiotélégraphique In

e 1927 ainsi

tionnel y an

— 49 —

(Art. 19)

étant de quatre secondes et la durée de l'intervalle entre deux traits, de une seconde.

f) Ce signal spécial doit avoir pour seul but de faire fonctionner les appareils utilisés pour donner l'alarme. Il doit être uniquement employé pour annoncer que le signal de détresse va suivre.

g) L'adoption du type de signal d'alarme mentionné en e) n'empêche pas une Administration d'autoriser l'emploi d'un appareil automatique qui répondrait aux conditions fixées ci-dessus et qui serait actionné par le signal réglementaire de détresse (...- - - - -).

Signal d'urgence.

27/5/30

§ 22. (1) Le signal d'urgence consiste en plusieurs répétitions du groupe XXX, transmis en séparant bien les lettres de chaque groupe et les groupes successifs; il est émis avant un appel. Ce signal indique que la station appelante a un message très urgent à transmettre, concernant la sécurité du navire, de l'aéronef ou du véhicule qui la porte, d'un navire, aéronef ou autre véhicule en vue, ou encore la sécurité d'une personne quelconque se trouvant à bord ou en vue du bord. Dans le service radioaérien, l'expression PAN est utilisée comme signal d'urgence, en radiotéléphonie et en radiotélégraphie, lorsqu'une station d'aéronef veut signaler une avarie qui oblige l'aéronef à atterrir, sans nécessiter un secours immédiat. Dans le cas de la radiotélégraphie, les trois lettres doivent être bien séparées, afin que les signaux AN ne se transforment pas en signal P.

(2) Le signal d'urgence a la priorité sur toutes autres communications, sauf celles de détresse, et toutes les stations mobiles ou terrestres qui l'entendent doivent prendre soin de ne pas brouiller la transmission du trafic d'urgence.

(3) En règle générale, le signal d'urgence ne peut être employé que si la station mobile qui l'émet s'adresse à une station déterminée.

§ 23. (1) Les stations mobiles qui entendent le signal d'urgence doivent rester sur écoute pendant trois minutes, au moins. Passé ce délai, et si aucun message d'urgence n'a été entendu, elles peuvent reprendre leur service normal.

(2) Toutefois, les stations terrestres et de bord qui sont en communication sur des ondes autorisées autres que celle utilisée pour la trans-

mission du signal d'urgence et de l'appel qui le suit peuvent continuer sans arrêt leur travail normal.

§ 24. Le signal d'urgence ne peut être transmis qu'avec l'autorisation du Commandant ou de la personne responsable du navire, de l'aéronef ou de tout autre véhicule portant la station mobile.

Signal de sécurité.

§ 25. Le signal de sécurité consiste en la transmission du groupe TTT, en lettres bien séparées, suivi du mot DE et de l'indicatif d'appel de la station qui l'émet. Il annonce que cette station va transmettre un message concernant la sécurité de la navigation ou donnant d'importantes informations relatives aux messages d'avertissements météorologiques.

§ 26. Le signal de sécurité et le message de sécurité sont transmis sur l'onde de 500 kc/s (600 m) et, selon le cas, sur l'onde normale de veille des stations de bord et d'aéronef.

§ 27. Le signal de sécurité est transmis, une seule fois, pendant la première période de silence qui se présente (Article 17, § 2) et cela vers la fin de cette période. Toutes les stations qui le perçoivent doivent rester sur écoute sur l'onde normale d'appel (stations de bord) ou sur l'onde autorisée (stations d'aéronef), jusqu'à ce que le message annoncé par le signal de sécurité soit terminé. La transmission de ce message commence immédiatement après la fin de la période de silence.

ARTICLE 20.

Vacations des stations du service mobile.

Stations terrestres.

§ 1. (1) Le service des stations terrestres est, autant que possible, permanent (de jour et de nuit). Toutefois, certaines stations terrestres peuvent avoir un service de durée limitée. Chaque Administration ou entreprise privée autorisée, à laquelle entreprise le droit en est reconnu par les lois de son Pays, fixe les heures de service des stations terrestres placées sous son autorité.

(2) Les stations terrestres dont le service n'est point permanent ne peuvent prendre clôture avant d'avoir:

1^o terminé toutes les opérations motivées par un appel de détresse;

2^o é
des stati
signalé le
(3) L
la durée d
considéré

§ 2.
dance pu
1^{re} cat
2^e cat
3^e cat

(2) L
aux stati
tresse, et
est dit s

(3) L
l'efficacit
la présen
tenu de s

(4) L
2^e catégo

a) dan
l'Ac
b) dan
dan
lice

§ 3.
1^{re} cat

2^e cat

a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art.1er. - La Convention Radiotélégraphique In

e 1927 ainsi

tionnel y an

— 51 —

(Art. 20)

2^o échangé tous les radiotélégrammes originaux ou à destination des stations mobiles qui se trouvent dans leur rayon d'action et ont signalé leur présence avant la cessation effective du travail.

(3) Le service des stations aéronautiques est continu pendant toute la durée du vol dans le ou les secteurs du ou des parcours, dont la station considérée assure le service des communications radioélectriques.

Stations de bord.

§ 2. (1) Au point de vue du service international de la correspondance publique, les stations de bord sont classées en trois catégories:

- 1^{re} catégorie: stations ayant un service permanent;
- 2^e catégorie: stations ayant un service déterminé, de durée limitée;
- 3^e catégorie: stations dont la durée du service est inférieure à celle qui est prévue pour les stations classées dans la 2^e catégorie et stations dont la durée du service n'est pas déterminée.

(2) Les dispositions du § 1, alinéa (2), du présent Article s'appliquent aux stations de bord, strictement en ce qui concerne le service de détresse, et, autant que possible, en conformité avec l'esprit de ce qui est dit sous 2^o dudit alinéa.

(3) Il appartient à chacun des Gouvernements contractants d'assurer l'efficacité du service dans les stations de bord de sa nationalité en exigeant la présence, dans ces stations, du nombre d'opérateurs nécessaire, compte tenu de sa législation en cette matière.

(4) Pendant leur navigation, les stations de bord classées dans la 2^e catégorie doivent assurer le service comme suit:

- a) dans le cas de courtes traversées, pendant les heures fixées par l'Administration dont elles dépendent;
- b) dans les autres cas, au moins pendant la durée qui leur est attribuée dans l'Appendice 5. Il est fait mention de cette durée dans la licence.

Stations d'aéronef.

§ 3. Les stations d'aéronef sont classées en deux catégories:

- 1^{re} catégorie: stations assurant le service pendant toute la durée du vol;
- 2^e catégorie: stations dont les vacations ne sont pas déterminées.

§ 4. En ce qui concerne le service international de la correspondance publique des stations mobiles, le personnel de ces stations devra comporter, au moins:

- a) pour les stations mobiles de la 1^{re} catégorie: un opérateur possesseur d'un certificat de 1^{re} classe;
- b) pour les stations mobiles de la 2^e catégorie: un opérateur possesseur d'un certificat de 1^{re} ou de 2^e classe;
- c) pour les stations mobiles de la 3^e catégorie: un opérateur ayant subi avec succès l'examen pour l'obtention du certificat de 2^e classe.

ARTICLE 21.

Renseignements à faire figurer dans la licence.

Le Gouvernement qui délivre la licence à une station de bord ou d'aéronef y mentionne la catégorie dans laquelle cette station est classée. Lorsqu'il s'agit d'une station de bord classée dans la 2^e catégorie, la licence porte aussi la mention de la durée de service assignée à la station, conformément aux indications de l'Appendice 5.

ARTICLE 22.

Adresse des radiotélégrammes.

§ 1. (1) L'adresse des radiotélégrammes à destination des stations mobiles doit être aussi complète que possible; elle est obligatoirement libellée comme suit:

- a) nom ou désignation du destinataire, avec indication complémentaire, s'il y a lieu;
- b) nom du navire ou, dans le cas d'un aéronef, indicatif d'appel, tels qu'ils figurent dans la première colonne de la Nomenclature;
- c) nom de la station terrestre chargée de la transmission, tel qu'il figure à la Nomenclature.

(2) Toutefois, le nom et l'indicatif d'appel prévus au § 1 (1) b) peuvent être remplacés, aux risques et périls de l'expéditeur, par l'indication du parcours effectué par la station mobile, ce parcours étant déterminé par le nom des ports de départ et d'arrivée ou par toute autre mention équivalente.

(3) Lors de la réexpédition, sur les voies de communication du réseau général, d'un radiotélégramme reçu d'une station mobile, la station

terrestre
le radio
nom de

§ 2
Nomen
le nom
territor
doutent
sans hé
(2)

taires n
de la st
prime c
selon q
sa véri

Ordre d

L'o
le servi

§ 1
la com
terrestre
celle-ci.
(2)
mobile
que si
portée

a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art. 1er. — La Convention Radiotélégraphique In

e 1927 ainsi

tionnel y an

— 53 —

(Art. 22—24)

terrestre transmet comme origine le nom de la station mobile d'où émane le radiotélégramme, tel que ce nom figure à la Nomenclature, suivi du nom de ladite station terrestre.

§ 2. (1) Les stations mobiles autorisées à ne pas être pourvues de la Nomenclature officielle des bureaux télégraphiques peuvent faire suivre le nom du bureau télégraphique de destination du nom de la subdivision territoriale et, éventuellement, du nom du Pays de destination, si elles doutent que, sans cette adjonction, l'acheminement puisse être assuré sans hésitation.

(2) Le nom du bureau télégraphique et les indications complémentaires ne sont, dans ce cas, comptés et taxés que pour un seul mot. L'agent de la station terrestre qui reçoit le radiotélégramme maintient ou supprime ces indications, ou encore modifie le nom du bureau de destination, selon qu'il est nécessaire ou suffisant pour diriger le radiotélégramme sur sa véritable destination.

ARTICLE 23.

Ordre de priorité dans l'établissement des communications dans le service mobile.

L'ordre de priorité dans l'établissement des communications dans le service mobile est le suivant:

- 1^o appels de détresse, messages de détresse et trafic de détresse;
- 2^o communications précédées d'un signal d'urgence;
- 3^o communications précédées du signal de sécurité;
- 4^o communications relatives aux relèvements radiogoniométriques;
- 5^o toutes les autres communications.

ARTICLE 24.

Appels.

§ 1. (1) En règle générale, il incombe à la station mobile d'établir la communication avec la station terrestre; elle ne peut appeler la station terrestre, dans ce but, qu'après être arrivée dans le rayon d'action de celle-ci.

(2) En principe, une station terrestre ayant du trafic pour une station mobile qui ne lui a pas signalé sa présence, ne doit appeler cette station que si elle est en droit de supposer que ladite station mobile est à sa portée et assure l'écoute.

§ 2. (1) Toutefois, les stations terrestres peuvent transmettre leur liste d'appels, formée des indicatifs d'appel de toutes les stations mobiles pour lesquelles elles ont du trafic en instance, à des intervalles déterminés, ayant fait l'objet d'accords conclus entre les Gouvernements intéressés. Les stations terrestres qui émettent leurs appels sur l'onde de 500 kc/s (600 m) transmettent les indicatifs d'appel de leur liste, par ordre alphabétique; les stations terrestres qui utilisent les ondes entretenues transmettent ces indicatifs d'appel dans l'ordre qui leur paraît convenir le mieux.

(2) En tous cas, les stations mobiles qui, dans cette transmission, perçoivent leur indicatif d'appel, doivent répondre aussitôt qu'elles le peuvent, en se conformant aux prescriptions du § 1 ci-dessus et en observant entre elles, autant que possible, l'ordre dans lequel elles ont été appelées. L'heure à laquelle les stations terrestres transmettent leur liste d'appels ainsi que les fréquences et les types d'ondes qu'elles utilisent à cette fin sont mentionnés dans la Nomenclature.

(3) La station terrestre fait connaître à chaque station mobile intéressée la fréquence et le type d'onde qui seront utilisés pour le travail avec elle, de même que l'heure approximative à laquelle ce travail pourra commencer.

§ 3. Quand une station terrestre reçoit, pratiquement en même temps, des appels de plusieurs stations mobiles, elle décide de l'ordre dans lequel ces stations pourront lui transmettre leur trafic, sa décision s'inspirant uniquement de la nécessité de permettre à chacune des stations appelantes d'échanger avec elle le plus grand nombre possible de radiotélégrammes.

§ 4. (1) Lorsqu'une station terrestre répond à l'appel d'une station mobile, elle peut, si elle le juge nécessaire, lui demander, à l'aide des abréviations appropriées, d'indiquer le nombre de radiotélégrammes en instance.

(2) Si des renseignements concernant la position, l'itinéraire, la vitesse ou les escales du navire, de l'aéronef ou de tout autre véhicule portant la station mobile, paraissent nécessaires à la station terrestre, celle-ci les demande par un avis de service gratuit adressé au Commandant ou à la personne responsable du navire, de l'aéronef ou du véhicule portant la station mobile, qui les fournit ou non, sous sa responsabilité. La station mobile ne doit donner des renseignements de cet ordre à la station

terrestre
dit ci-des

§ 5.
mobiles,
station co
mission, à
prescripti

§ 6.
de détress
diqué au

§ 7.
trois fois,
peut être
de recom
à ce mon

(2) L
pas à cra

§ 8.
ne sont p
cordance
de donner
tous les r
fin, les al

§ 1.
dans les s
wich, et u
est toujou
2359).

§ 2.
Zone «A»
geant les
tion, en u
le groupe

a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art. 1er. — La Convention Radiotélégraphique In

e 1927 ainsi

tionnel y an

— 55 —

(Art. 24—25)

terrestre qu'après qu'ils auront été demandés et fournis comme il est dit ci-dessus.

§ 5. Dans les communications entre stations côtières et stations mobiles, la station mobile se conforme aux instructions données par la station côtière, dans toutes les questions relatives à l'ordre de transmission, à l'heure de transmission et à la suspension du travail. Cette prescription ne s'applique pas aux cas de détresse.

§ 6. Dans les échanges entre stations mobiles et sauf dans le cas de détresse, la station appelée a le contrôle du travail, comme il est indiqué au § 5 ci-dessus.

§ 7. (1) Lorsqu'une station appelée ne répond pas à l'appel émis trois fois, à des intervalles de deux minutes, l'appel doit cesser et il ne peut être repris que 15 minutes plus tard. La station appelante, avant de recommencer l'appel, doit s'assurer que la station appelée n'est pas, à ce moment, en communication avec une autre station.

(2) L'appel peut être répété à des intervalles moins longs, s'il n'est pas à craindre qu'il vienne brouiller des communications en cours.

§ 8. Lorsque le nom et l'adresse de l'exploitant d'une station mobile ne sont pas mentionnés dans la Nomenclature ou ne sont plus en concordance avec les indications de celle-ci, il appartient à la station mobile de donner d'office à la station terrestre à laquelle elle transmet du trafic, tous les renseignements nécessaires, sous ce rapport, en utilisant, à cette fin, les abréviations appropriées.

ARTICLE 25.

Heure de dépôt des radiotélégrammes.

§ 1. Pour indiquer l'heure de dépôt des radiotélégrammes acceptés dans les stations mobiles, le préposé se base sur le temps moyen de Greenwich, et utilise la notation suivant le cadran de 24 heures. Cette heure est toujours exprimée et transmise à l'aide de quatre chiffres (0000 à 2359).

§ 2. Toutefois, les Administrations des Pays situés en dehors de la Zone «A» (Appendice 6) peuvent autoriser les stations des navires longeant les côtes de leur Pays à utiliser le temps du fuseau pour l'indication, en un groupe de quatre chiffres, de l'heure de dépôt, et dans ce cas, le groupe doit être suivi de la lettre F.

ARTICLE 26.

Direction à donner aux radiotélégrammes.

§ 1. (1) En principe, la station mobile qui fait usage d'ondes du type A2, A3 ou B transmet ses radiotélégrammes à la station terrestre la plus proche.

(2) Toutefois, lorsque la station mobile peut choisir entre plusieurs stations terrestres se trouvant approximativement à la même distance, elle donne la préférence à celle qui est située sur le territoire du Pays de destination ou de transit normal des radiotélégrammes à transmettre. Quand la station choisie n'est pas la plus proche, la station mobile doit cesser le travail ou changer de type ou de fréquence d'émission à la première demande faite par la station terrestre du service intéressé qui est réellement la plus proche, demande motivée par le brouillage que ledit travail cause à celle-ci.

§ 2. La station mobile qui emploie des ondes du type A1, comprises dans la bande autorisée, peut transmettre ses radiotélégrammes à une station terrestre qui n'est pas la plus proche. Il est, toutefois, recommandé, en ce cas, de donner la préférence à la station terrestre établie sur le territoire du Pays de destination ou du Pays qui paraît devoir assurer le plus rationnellement le transit des radiotélégrammes à transmettre.

§ 3. (1) Une station côtière, à laquelle une ou plusieurs ondes comprises dans la bande de 125 à 150 kc/s (2400—2000 m) sont allouées, possède sur cette ou sur ces ondes un droit de préférence.

(2) Toute autre station du service mobile transmettant un trafic public sur cette ou sur ces ondes, et causant ainsi du brouillage à ladite station côtière, doit suspendre son travail à la demande de cette dernière.

§ 4. Sauf dans les cas de détresse, les communications entre stations de bord ne doivent pas troubler le travail des stations côtières. Lorsque ce travail est ainsi troublé, les stations de bord qui en sont la cause doivent cesser leurs transmissions ou changer d'onde, à la première demande de la station côtière qu'elles gênent.

§ 5. Si l'expéditeur d'un radiotélégramme déposé dans une station mobile a désigné la station terrestre à laquelle il désire que son radiotélégramme soit transmis, la station mobile doit, pour effectuer cette

transmission
que les

§ 6
commu-
tion l'h

(2)
pour ca-
la plus

En
rence,
un de c
disposit
une sta
attirer

§ 1
être en
côtière
normal
de long
est inte

§ 2
travail
nationa
l'onde
sur d'a

§ 3
rapport
plutôt

§ 4
le trafi
une bor

a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art. 1er. - La Convention Radiotélégraphique In

e 1927 ainsi

tionnel y an

— 57 —

(Art. 26—28)

transmission à la station terrestre indiquée, attendre éventuellement que les conditions prévues aux paragraphes précédents soient remplies.

§ 6. (1) Une station mobile qui n'a pas de vacations déterminées doit communiquer à la station terrestre avec laquelle elle est entrée en relation l'heure de clôture et l'heure de réouverture de son service.

(2) Toute station mobile dont le service est sur le point de fermer pour cause d'arrivée dans un port doit en avertir la station terrestre la plus proche.

ARTICLE 27.

Onde à employer en cas de détresse.

En cas de détresse, l'onde de 500 kc/s (600 m) doit être, de préférence, utilisée en type A2 ou B. Lorsqu'il n'est pas possible d'employer un de ces types d'ondes, le type A1 ou A3 peut être utilisé. Aucune disposition du présent Règlement ne peut faire obstacle à l'emploi, par une station mobile en détresse, de tous les moyens dont elle dispose pour attirer l'attention, signaler sa situation et obtenir du secours.

ARTICLE 28.

Mesures propres à réduire les interférences.

§ 1. Dans le cas où des ondes autres que l'onde normale peuvent être employées, la station de bord suit les instructions de la station côtière avec laquelle elle est en correspondance. En principe, l'onde normale de 500 kc/s (600 m) ne doit pas être utilisée pour la transmission de longs radiotélégrammes dans les régions où le travail radioélectrique est intense.

§ 2. Pendant leurs heures de service, les stations utilisant, pour leur travail, des ondes du type A2, A3 ou B et ouvertes au service international de la correspondance publique doivent rester en écoute sur l'onde de 500 kc/s (600 m), sauf pendant qu'elles échangent du trafic sur d'autres ondes.

§ 3. En règle générale, il est recommandé de transmettre le trafic se rapportant à la correspondance publique sur des ondes du type A1, plutôt que sur des ondes du type A2 ou B.

§ 4. Toutes les stations du service mobile sont tenues d'échanger le trafic avec le minimum d'énergie rayonnée, nécessaire pour assurer une bonne communication.

ARTICLE 29.

Avis de non remise.

§ 1. Lorsque, pour une cause quelconque, un radiotélégramme originaire d'une station mobile et destiné à la terre ferme ne peut pas être remis au destinataire, il est émis un avis de non remise adressé à la station terrestre qui a reçu le radiotélégramme de la station mobile. Cette station terrestre, après vérification de l'adresse, réexpédie l'avis à la station mobile, si cela est possible, au besoin par l'intermédiaire d'une station terrestre du même Pays ou d'un Pays voisin, pour autant que la situation existante ou, éventuellement, des accords particuliers le permettent.

§ 2. Quand un radiotélégramme parvenu à une station mobile ne peut pas être remis, cette station en informe le bureau ou la station mobile d'origine, par un avis de service. Dans le cas d'un radiotélégramme émanant de la terre ferme, cet avis de service est transmis, autant que possible, à la station terrestre par laquelle le radiotélégramme a transité ou, le cas échéant, à une autre station terrestre du même Pays ou d'un Pays voisin, pour autant que la situation existante ou, éventuellement, des accords particuliers le permettent.

ARTICLE 30.

Délai de séjour des radiotélégrammes dans les stations terrestres.

§ 1. (1) Lorsque la station mobile à laquelle est destiné un radiotélégramme n'a pas signalé sa présence à la station terrestre dans le délai indiqué par l'expéditeur ou, à défaut d'une telle indication, jusqu'au matin du cinquième jour qui suit le jour du dépôt, la station terrestre en informe le bureau d'origine, qui prévient l'expéditeur. Celui-ci peut demander, par avis de service taxé, télégraphique ou postal, adressé à la station terrestre, que son télégramme soit retenu jusqu'à l'expiration du quatorzième jour à compter du jour de dépôt; en l'absence d'un tel avis, le radiotélégramme est mis au rebut à la fin du septième jour.

(2) Toutefois, il n'est pas tenu compte de l'expiration de l'un quelconque des délais visés ci-dessus, quand la station terrestre a la certitude que la station mobile entrera prochainement dans son rayon d'action.

§ 2.

la station
tivement
terrestre
n'est en
télégram
et inform
cas contr
la station
n'en résu

§ 3.

station
la station
parvenir
commun

A. Ser

§ 1

prévision
horaires
détermin
mobiles,
réceptio
opérateur
de telle
ne poss

§ 2

message
les station
des sign
de perm
signaux

§ 3

intéress

a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art.1er. - La Convention Radiotélégraphique In

e 1927 ainsi

tionnel y an

— 59 —

(Art. 30—31)

§ 2. D'autre part, l'expiration des délais n'est pas attendue quand la station terrestre a la certitude que la station mobile est sortie définitivement de son rayon d'action. Si elle présume qu'aucune autre station terrestre de l'Administration ou de l'entreprise privée dont elle dépend n'est en liaison avec la station mobile, la station terrestre annule le radiotélégramme en ce qui concerne son parcours entre elle et la station mobile, et informe du fait le bureau d'origine, qui prévient l'expéditeur. Dans le cas contraire, elle le dirige sur la station terrestre présumée en liaison avec la station mobile, à condition toutefois qu'aucune taxe additionnelle n'en résulte.

§ 3. Lorsqu'un radiotélégramme ne peut pas être transmis à une station mobile, par suite de l'arrivée de celle-ci dans un port voisin de la station terrestre, cette dernière station peut, éventuellement, faire parvenir le radiotélégramme à la station mobile par d'autres moyens de communication.

ARTICLE 31.

Services spéciaux.

A. Services météorologiques. Signaux horaires. Avis aux navigateurs.

§ 1. Les messages météorologiques synoptiques, les messages de prévision et/ou de situation météorologique générale, et les signaux horaires doivent être transmis, en principe, conformément à un horaire déterminé. Les radiotélégrammes de cette classe, destinés aux stations mobiles, doivent être émis, autant que possible, aux heures où leur réception peut se faire par celles de ces stations n'ayant qu'un seul opérateur (voir Appendice 5); la vitesse de transmission doit être choisie de telle manière que la lecture des signaux soit possible à un opérateur ne possédant que le certificat de 2^e classe.

§ 2. Pendant les transmissions «à tous» des signaux horaires et des messages météorologiques destinés aux stations du service mobile, toutes les stations de ce service, dont les transmissions brouilleraient la réception des signaux et messages en question, doivent observer le silence, afin de permettre à toutes les stations qui le désirent, de recevoir lesdits signaux et messages.

§ 3. Les messages d'avertissements météorologiques et les avis intéressant la sécurité de la navigation présentant un caractère d'urgence

pour les services mobiles sont transmis immédiatement et doivent être répétés à la fin de la première période de silence qui se présente (voir Article 17, § 2). Ces messages et avis doivent être émis sur les fréquences attribuées au service mobile auquel ils sont destinés; leur transmission est précédée du signal de sécurité TTT.

§ 4. En plus des services réguliers d'information prévus dans les paragraphes précédents, les Administrations prennent les mesures nécessaires pour que certaines stations soient chargées de communiquer, sur demande, des messages météorologiques aux stations du service mobile.

§ 5. Dans un intérêt de brièveté et de bonne utilisation par les stations mobiles, les observations météorologiques transmises par les stations du service mobile doivent, en principe, être rédigées suivant un code météorologique international.

B. Service des stations radiogoniométriques.

§ 6. Les Administrations sous l'autorité desquelles sont placées les stations radiogoniométriques n'acceptent aucune responsabilité quant aux conséquences d'un relèvement inexact.

§ 7. Ces Administrations notifient, pour être insérées dans la Nomenclature des stations radiotélégraphiques, les caractéristiques de chaque station radiogoniométrique, en indiquant, pour chacune d'elles, les secteurs dans lesquels les relèvements sont normalement sûrs. Tout changement en ce qui concerne ces renseignements doit être publié sans retard; si le changement est d'une nature permanente, il doit être communiqué au Bureau international.

§ 8. (1) En service normal, les stations radiogoniométriques côtières doivent être à même de prendre et de fournir des relèvements aux stations de bord, soit sur la fréquence de 500 kc/s (600 m) seulement, soit sur la fréquence de 375 kc/s (800 m) seulement, soit indifféremment sur l'une et l'autre de ces deux fréquences.

(2) Une station d'aéronef désirant avoir un relèvement doit, pour le demander, appeler sur l'onde de 333 kc/s (900 m) ou sur une onde affectée à la route aérienne sur laquelle vole l'aéronef. Dans tous les cas où une station d'aéronef, étant à proximité de stations côtières, s'adresse à celles-ci pour obtenir un relèvement, elle doit faire usage de la fréquence de ces stations côtières.

§ 9
donnée

§ 1
navigat
elle peu

a)
des nav
culaire

b)
nautiqu
demande

(2)

à 315 k

(3)

fréquen

§ 7

tuer un

manière

plusieur

§ 1

phares

relèvem

§ 1

Nomen

chaque

fonction

tion de

(2)

venant

modific

manent

§ 1
télégrap

a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art.1er.— La Convention Radiotélégraphique In

e 1927 ainsi

tionnel y an

— 61 —

(Art. 31—32)

§ 9. La procédure à suivre dans le service radiogoniométrique est donnée à l'Appendice 8.

C. Service des radiophares.

§ 10. (1) Lorsqu'une Administration juge utile, dans l'intérêt de la navigation maritime et aérienne, d'organiser un service de radiophares, elle peut employer pour ce but:

a) des radiophares proprement dits, établis sur terre ferme ou sur des navires amarrés d'une façon permanente; ils sont à émission circulaire ou à émission directionnelle;

b) des stations fixes, des stations côtières ou des stations aéronautiques désignées pour fonctionner aussi comme radiophares, à la demande des stations mobiles.

(2) Les radiophares proprement dits emploient des ondes de 285 à 315 kc/s (1050—950 m) des types A 1 et A 2, exclusivement.

(3) Les autres stations notifiées comme radiophares utilisent leur fréquence normale et leur type normal d'émission.

§ 11. Les signaux émis par les radiophares doivent permettre d'effectuer une bonne mesure au radiogoniomètre; ils doivent être choisis de manière à éviter tout doute, lorsqu'il s'agit de distinguer entre deux ou plusieurs radiophares.

§ 12. Les Administrations qui ont organisé un service de radiophares n'acceptent aucune responsabilité quant aux conséquences de relèvements inexacts obtenus au moyen des radiophares de ce service.

§ 13. (1) Les Administrations notifient, pour être insérées dans la Nomenclature des stations radiotélégraphiques, les caractéristiques de chaque radiophare proprement dit et de chaque station désignée pour fonctionner comme radiophare, y compris, s'il est nécessaire, l'indication des secteurs dans lesquels les relèvements sont normalement sûrs.

(2) Toute modification ou toute irrégularité de fonctionnement survenant dans le service des radiophares doit être publiée sans délai; si la modification ou l'irrégularité de fonctionnement est d'une nature permanente, elle doit être notifiée au Bureau international.

ARTICLE 32.

Comptabilité.

§ 1. (1) Les taxes terrestres et de bord n'entrent pas dans les comptes télégraphiques internationaux.

(2) Les comptes concernant ces taxes sont liquidés par les Administrations des Pays intéressés. Ils sont établis mensuellement par les Administrations dont dépendent les stations terrestres, et communiqués par elles aux Administrations intéressées.

§ 2. Dans le cas où l'exploitant des stations terrestres n'est pas l'Administration du Pays, cet exploitant peut être substitué, en ce qui concerne les comptes, à l'Administration de ce Pays.

§ 3. Pour les radiotélégrammes originaires des stations mobiles, l'Administration dont dépend la station terrestre débite l'Administration dont dépend la station mobile d'origine des taxes terrestres, des taxes afférentes aux parcours sur le réseau général des voies de communication — qui seront dorénavant appelées taxes télégraphiques —, des taxes totales perçues pour les réponses payées, des taxes terrestres et télégraphiques perçues pour le collationnement, des taxes afférentes à la remise par exprès, par poste ou par poste-avion et des taxes perçues pour les copies supplémentaires des télégrammes multiples. Les radiotélégrammes sont traités au point de vue de la comptabilité entre la station terrestre et le bureau de destination comme des télégrammes originaires du Pays où est établie la station terrestre.

§ 4. Pour les radiotélégrammes à destination d'un Pays situé au delà de celui auquel appartient la station terrestre, les taxes télégraphiques à liquider conformément aux dispositions ci-dessus sont celles qui résultent soit des tableaux des tarifs afférents à la correspondance télégraphique internationale, soit d'arrangements spéciaux conclus entre les Administrations de Pays limitrophes et publiés par ces Administrations, et non les taxes qui pourraient être perçues en appliquant des minima par télégramme ou des méthodes d'arrondir les prix par télégramme de quelque manière que ce soit.

§ 5. Pour les radiotélégrammes et les avis de service taxés, à destination des stations mobiles, l'Administration dont dépend le bureau d'origine est débitée directement, par celle dont dépend la station terrestre, des taxes terrestres et de bord plus les taxes terrestres et de bord (des radiotélégrammes) applicables au collationnement, mais seulement dans le cas où le télégramme a été transmis à la station mobile. L'Administration dont dépend le bureau d'origine est toujours débitée, de Pays à Pays, s'il y a lieu, par la voie des comptes télégraphiques, et par l'Administration dont dépend la station terrestre, des taxes totales afférentes aux réponses

payées
à la re
il est op
à la p
la stati
transm
bord, s
de la t
relative
mentai
par po
§
avec re
c'est-à
mobile,
§ 7
a)
L'
dépend
graphie
destina
de dest
b)
L'
celle de
ducti
tration
de tran
débite
terrest
le cas
§ 8
de l'ex
diaires,
s'agit d
mobile
mobile,

a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art.1er. - La Convention Radiotélégraphique In

— 63 —

(Art. 32)

payées. En ce qui concerne les taxes télégraphiques et les taxes relatives à la remise par poste ou par poste-avion et aux copies supplémentaires, il est opéré, pour ce qui regarde les comptes télégraphiques, conformément à la procédure télégraphique normale. L'Administration dont dépend la station terrestre crédite, pour autant que le radiotélégramme ait été transmis, celle dont dépend la station mobile destinataire: de la taxe de bord, s'il y a lieu, des taxes revenant aux stations mobiles intermédiaires, de la taxe totale perçue pour les réponses payées, de la taxe de bord relative au collationnement, des taxes perçues pour les copies supplémentaires des télégrammes multiples et des taxes perçues pour la remise par poste ou par poste-avion.

§ 6. Les avis de service taxés et les réponses aux télégrammes avec réponse payée sont traités, dans les comptes radiotélégraphiques, c'est-à-dire les comptes portant sur l'acheminement dans le service mobile, sous tous les rapports comme les autres radiotélégrammes.

§ 7. Pour les radiotélégrammes échangés entre stations mobiles

a) par l'intermédiaire d'une seule station terrestre:

L'Administration dont dépend la station terrestre débite celle dont dépend la station mobile d'origine: de la taxe terrestre, de la taxe télégraphique territoriale, s'il y a lieu, et de la taxe de la station mobile de destination. Elle crédite l'Administration dont dépend la station mobile de destination de la taxe de bord revenant à cette station.

b) par l'intermédiaire de deux stations terrestres:

L'Administration dont dépend la première station terrestre débite celle dont dépend la station mobile d'origine de toutes les taxes perçues, déduction faite des taxes revenant à cette station mobile. L'Administration dont dépend la seconde station terrestre — qui est celle chargée de transmettre le radiotélégramme à la station mobile destinataire — débite directement l'Administration dont dépend la première station terrestre des taxes afférentes à cette transmission, mais seulement dans le cas où le radiotélégramme a été transmis à la station mobile.

§ 8. Pour les radiotélégrammes qui sont acheminés, à la demande de l'expéditeur, en recourant à une ou deux stations mobiles intermédiaires, chacune de celles-ci débite la station mobile de destination, s'il s'agit d'un radiotélégramme destiné à une station mobile, ou la station mobile d'origine, quand le radiotélégramme provient d'une station mobile, de la taxe de bord lui revenant pour le transit.

§ 9. En principe, la liquidation des comptes afférents aux échanges entre stations mobiles se fait directement entre les exploitants de ces stations, l'exploitant dont dépend la station d'origine étant débité par celui dont dépend la station de destination.

§ 10. (1) Les comptes mensuels servant de base à la comptabilité spéciale des radiotélégrammes, visés aux paragraphes qui précèdent, sont établis radiotélégramme par radiotélégramme, avec toutes les indications utiles et dans un délai de trois mois à partir du mois auquel ils se rapportent. Le délai peut dépasser trois mois, quand des difficultés exceptionnelles se présentent dans le transport postal des documents entre les stations radioélectriques et les Administrations dont elles dépendent.

(2) Sauf entente contraire, les comptes mensuels servent de décompte et leur vérification, leur acceptation et leur liquidation doivent être opérées dans un délai de six mois prenant cours à la date de leur envoi, sauf quand des difficultés exceptionnelles se présentent dans le transport des documents, par suite de la très longue durée des voyages.

(3) Lorsque la constatation de différences s'oppose à l'acceptation d'un compte, le solde en est néanmoins payé dans le délai de six mois mentionné ci-dessus et les rectifications reconnues nécessaires ultérieurement sont comprises dans un compte mensuel subséquent. Les soldes des comptes qui n'ont pas été payés dans ledit délai, éventuellement augmenté du délai résultant des difficultés exceptionnelles de transport envisagées plus haut, sont productifs d'intérêts, à raison de sept pour cent (7 %) par an, à dater du lendemain du jour de l'expiration du délai de six mois, prolongé, le cas échéant, comme il est dit ci-dessus.

(4) La liquidation et le règlement des comptes présentés plus de deux ans après la date de dépôt des radiotélégrammes auxquels ces comptes se rapportent peuvent être refusés par l'Administration débitrice.

§ 11. Les Gouvernements se réservent la faculté de prendre entre eux et avec les exploitations privées intéressées des arrangements spéciaux, en vue de l'adoption d'autres dispositions concernant la comptabilité.

ARTICLE 33.

Comité consultatif international technique des communications radio-électriques.

§ 1. Le Comité consultatif international technique des communications radioélectriques, institué par l'Article 17 de la Convention, est

chargé
les radi
Admini
à émett
avis au
trations

§ 2.
Admini
électriq
par par
penses
ou l'ent

(2)
aux trav
représen
autorisé
leur nom

§ 3.
premièr
commun
de cette

§ 4.
du Com
la réuni
voyées
et c'est
réunion.

§ 5.
techniqu
deux an

§ 1.
du Bur
des serv
francs p

a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art.1er. - La Convention Radiotélégraphique In

e 1927 ainsi

tionnel y an

— 65 —

(Art. 33—34)

chargé d'étudier les questions techniques et connexes qui intéressent les radiocommunications internationales et qui lui sont soumises par les Administrations ou entreprises privées participantes. Son rôle se limite à émettre des avis sur les questions qu'il aura étudiées. Il transmet ces avis au Bureau international, en vue de leur communication aux Administrations et entreprises privées intéressées.

§ 2. (1) Ce Comité est formé, pour chaque réunion, des experts des Administrations et entreprises privées autorisées, d'exploitation radioélectrique, qui veulent participer à ses travaux et s'engagent à contribuer, par parts égales, aux frais communs de la réunion envisagée. Les dépenses personnelles des experts sont supportées par l'Administration ou l'entreprise privée qui a délégué ces derniers.

(2) Les experts desdites entreprises privées autorisées participent aux travaux avec voix consultative. Toutefois, lorsqu'un Pays n'est pas représenté par une Administration, les experts des entreprises privées autorisées de ce Pays disposent, pour leur ensemble et quel que soit leur nombre, d'une seule voix délibérative.

§ 3. L'Administration des Pays-Bas est chargée d'organiser la première réunion du Comité consultatif international technique des communications radioélectriques et d'établir le programme des travaux de cette réunion.

§ 4. Les Administrations qui se seront fait représenter à une réunion du Comité s'entendent pour désigner l'Administration qui convoquera la réunion suivante. Les questions à examiner par le Comité sont envoyées à l'Administration organisatrice de la première réunion à venir, et c'est cette Administration qui fixe la date et le programme de ladite réunion.

§ 5. En principe, les réunions du Comité consultatif international technique des communications radioélectriques ont lieu de deux en deux ans.

ARTICLE 34.

Bureau international.

§ 1. (1) Les dépenses supplémentaires résultant du fonctionnement du Bureau international de l'Union télégraphique, pour les besoins des services radioélectriques, ne doivent pas dépasser deux cent mille francs par an, non compris: a) les frais afférents aux travaux des Con-

férences, b) les frais afférents aux travaux de Comités régulièrement créés, lorsque, suivant les dispositions du Règlement général ou la décision d'une Conférence, ces frais sont à supporter par tous les Pays contractants.

(2) La somme de deux cent mille francs pourra être modifiée ultérieurement, du consentement unanime des Gouvernements contractants.

§ 2. L'Administration supérieure de la Confédération suisse est désignée pour organiser la Division des services radioélectriques du Bureau international de l'Union télégraphique mentionné à l'Article 16 de la Convention; elle en a la haute surveillance, contrôle les dépenses, fait les avances nécessaires et établit le compte annuel. Ce compte est communiqué à toutes les autres Administrations.

§ 3. Les sommes avancées par l'Administration qui contrôle le Bureau international, pour les besoins des services radioélectriques, doivent être remboursées, par les Administrations débitrices, dans le plus bref délai et, au plus tard, dans les trois mois qui suivent la date de la réception du compte. Passé ce délai de trois mois, les sommes dues sont productives d'intérêts, au profit de l'Administration créditrice, à raison de sept pour cent (7 %) l'an, à compter du jour de l'expiration du délai susmentionné.

§ 4. (1) Pour la répartition des frais, les Etats contractants sont divisés en six classes, contribuant chacune dans la proportion d'un certain nombre d'unités, savoir:

1 ^{re} classe	25 unités	4 ^e classe	10 unités
2 ^e »	20 »	5 ^e »	5 »
3 ^e »	15 »	6 ^e »	3 »

(2) Les Administrations font connaître au Bureau international dans quelle classe elles désirent que leur Pays soit rangé.

(3) Les coefficients ci-dessus sont multipliés, pour chaque classe, par le nombre des Etats qui en font partie, et la somme des produits ainsi obtenue fournit le nombre par lequel la dépense totale doit être divisée, pour déterminer le montant de l'unité de dépense.

Conformément aux dispositions de l'Article 13 de la Convention de Washington, le présent Règlement général entrera en vigueur le 1^{er} Janvier 1929.

a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art.1er. - La Convention Radiotélégraphique In-

1927 ainsi

ionnel y an

— 67 —

(Formule finale)

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé ce Règlement général en un exemplaire qui restera déposé aux archives du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et dont une copie sera remise à chaque Gouvernement.

Fait à Washington, le 25 Novembre 1927.

(Suivent les mêmes signatures que pour la Convention.)

La signature du Délégué polonais est précédée de la réserve suivante: « Pour la Pologne, avec la réserve concernant le paragraphe 4 de l'Article 5 figurant dans le procès-verbal de la huitième séance plénière du 22 Novembre 1927 de la Conférence de Washington. »

sé à notifi

l'adhésion

à prendre

ente loi.

te loi soit

vée par tou

Appendice 1.

Liste des abréviations à employer dans les transmissions radioélectriques.

(Voir l'Art. 9 du Règlement général.)

CODE Q ¹⁾.

I. Abréviations utilisables dans tous les services.

Abré- viation	Question	Réponse ou avis
QRA	Quel est le nom de votre station ?	Le nom de ma station est ...
QRB	A quelle distance approximative vous trouvez-vous de ma station ?	La distance approximative entre nos stations est de ... milles marins (<i>ou</i> ... kilomètres).
QRC	Par quelle entreprise privée (<i>ou</i> Administration d'Etat) sont liquidés les comptes de taxes de votre station ?	Les comptes de taxes de ma station sont liquidés par l'entreprise privée ... (<i>ou</i> par l'Administration de l'Etat ...).
QRD	Où allez-vous ?	Je vais à ...
QRE	Quelle est la nationalité de votre station ?	Ma station est de nationalité ...
QRF	D'où venez-vous ?	Je viens de ...
QRG	Voulez-vous m'indiquer ma longueur d'onde (ma fréquence) exacte en mètres (<i>ou</i> en kilocycles) ?	Votre longueur d'onde exacte est de ... mètres (<i>ou</i> ... kilocycles).
QRH	Quelle est votre longueur d'onde (votre fréquence) exacte en mètres (<i>ou</i> en kilocycles) ?	Ma longueur d'onde (Ma fréquence) exacte est de ... mètres (<i>ou</i> ... kilocycles).
QRI	La tonalité de mon émission est-elle mauvaise ?	La tonalité de votre émission est mauvaise.
QRJ	Me recevez-vous mal ? Mes signaux sont-ils faibles ?	Je ne peux pas vous recevoir. Vos signaux sont trop faibles.
QRK	Me recevez-vous bien ? Mes signaux sont-ils bons ?	Je vous reçois bien. Vos signaux sont bons.
QRL	Etes-vous occupé ?	Je suis occupé (<i>ou</i> Je suis occupé avec ...). Prière de ne pas brouiller.
QRM	Etes-vous brouillé ?	Je suis brouillé.

¹⁾ Les abréviations prennent la forme de questions quand elles sont suivies d'un point d'interrogation.

a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art.1er. - La Convention Radiotélégraphique In

e 1927 ainsi

tionnel y an

— 69 —

(Appendice 1)

Liste des abréviations à employer dans les transmissions radioélectriques (suite).

Abré- viation	Question	Réponse ou avis
QRN	Etes-vous troublé par les atmo- sphériques?	Je suis troublé par les atmo- sphériques.
QRO	Dois-je augmenter l'énergie?	Augmentez l'énergie.
QRP	Dois-je diminuer l'énergie?	Diminuez l'énergie.
QRQ	Dois-je transmettre plus vite?	Transmettez plus vite (... mots par minute).
QRS	Dois-je transmettre plus lente- ment?	Transmettez plus lentement (... mots par minute).
QRT	Dois-je cesser la transmission?	Cessez la transmission.
QRU	Avez-vous quelque chose pour moi?	Je n'ai rien pour vous.
QRV	Dois-je transmettre une série de VVV ...?	Transmettez une série de VVV
QRW	Dois-je aviser ... que vous l'appellez?	Prière d'aviser ... que je l'ap- pelle.
QRX	Dois-je attendre? A quel moment me rappellerez-vous?	Attendez jusqu'à ce que j'aie fini de communiquer avec ... Je vous rappellerai aussitôt (ou à ... [heure]).
QRY	Quel est mon tour?	Votre tour est numéro ... (ou d'après toute autre indication).
QRZ	Par qui suis-je appelé?	Vous êtes appelé par
QSA	Quelle est la force de mes si- gnaux (1 à 5)?	La force de vos signaux est (1 à 5).
QSB	La force de mes signaux varie-t- elle?	La force de vos signaux varie.
QSC	Mes signaux disparaissent-ils to- talement par intervalles?	Vos signaux disparaissent totale- ment par intervalles.
QSD	Ma manipulation est-elle mau- vaise?	Votre manipulation est mauvaise. Vos signaux sont illisibles.
QSE	Mes signaux sortent-ils nette- ment?	Vos signaux collent.
QSF	Ma transmission automatique est-elle bonne?	Votre transmission automatique disparaît.
QSG	Dois-je transmettre les télé- grammes par série de cinq, dix (ou d'après toute autre indica- tion)?	Transmettez les télégrammes par séries de cinq, dix (ou d'après toute autre indication).

Liste des abréviations à employer dans les transmissions radioélectriques (suite).

Abré- viation	Question	Réponse ou avis
QSH	Dois-je transmettre un télégramme à la fois en le répétant deux fois ?	Transmettez un télégramme à la fois en le répétant deux fois.
QSI	Dois-je transmettre les télégrammes dans l'ordre alternatif, sans répétition ?	Transmettez les télégrammes dans l'ordre alternatif, sans répétition.
QSJ	Quelle est la taxe à percevoir par mot pour ... y compris votre taxe télégraphique intérieure ?	La taxe à percevoir par mot pour ... est de ... francs, y compris ma taxe télégraphique intérieure.
QSK	Dois-je suspendre le trafic ? A quelle heure me rappellerez-vous ?	Suspendez le trafic. Je vous rappellerai à ... (heure).
QSL	Pouvez-vous me donner accusé de réception ?	Je vous donne accusé de réception.
QSM	Avez-vous reçu mon accusé de réception ?	Je n'ai pas reçu votre accusé de réception.
QSN	Pouvez-vous me recevoir en ce moment ? Dois-je rester sur écoute ?	Je ne puis vous recevoir en ce moment. Restez sur écoute.
QSO	Pouvez-vous communiquer avec ... directement (ou par l'intermédiaire de ...) ?	Je puis communiquer avec ... directement (ou par l'intermédiaire de ...).
QSP	Voulez-vous retransmettre à ... gratuitement ?	Je retransmettrai à ... gratuitement.
QSQ	Dois-je transmettre chaque mot ou groupe une seule fois ?	Transmettez chaque mot ou groupe une seule fois.
QSR	L'appel de détresse reçu de ... a-t-il été réglé ?	L'appel de détresse reçu de ... a été réglé par
QSU	Dois-je transmettre sur ... mètres (ou sur ... kilocycles), ondes du type A 1, A 2, A 3, ou B ?	Transmettez sur ... mètres (ou sur ... kilocycles), ondes du type A 1, A 2, A 3, ou B. Je vous écoute.
QSV	Dois-je passer sur l'onde de ... mètres (ou de ... kilocycles), pour la suite de nos communications, et continuer après avoir émis quelques VVV ?	Passez sur l'onde de ... mètres (ou de ... kilocycles), pour la suite de nos communications, et continuez après avoir émis quelques VVV.
QSW	Voulez-vous transmettre sur ... mètres (ou sur ... kilocycles), ondes du type A 1, A 2, A 3 ou B ?	Je vais transmettre sur ... mètres (ou sur ... kilocycles), ondes du type A 1, A 2, A 3 ou B. Restez sur écoute.

Liste

Abré-
viation

QSH

QSI

QSZ

QTA

QTB

QTC

QTD

QTE

QTF

QTG

QTH

QTI

a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art. 1er. - La Convention Radiotélégraphique In

e 1927 ainsi

tionnel y an

— 71 —

(Appendice 1)

Liste des abréviations à employer dans les transmissions radioélectriques (suite).

Abré- viation	Question	Réponse ou avis
Q SX	Ma longueur d'onde (Ma fréquence) varie-t-elle?	Votre longueur d'onde (Votre fréquence) varie.
Q SY	Dois-je transmettre sur l'onde de ... mètres (ou de ... kilocycles), sans changer de type d'onde?	Transmettez sur l'onde de ... mètres (ou de ... kilocycles), sans changer de type d'onde.
Q SZ	Dois-je transmettre chaque mot ou groupe deux fois?	Transmettez chaque mot ou groupe deux fois.
Q TA	Dois-je annuler le télégramme N° ... comme s'il n'avait pas été transmis?	Annulez le télégramme N° ... comme s'il n'avait pas été transmis.
Q TB	Etes-vous d'accord avec mon compte de mots?	Je ne suis pas d'accord avec votre compte de mots; je répète la première lettre de chaque mot et le premier chiffre de chaque nombre.
Q TC	Combien avez-vous de télégrammes à transmettre?	J'ai ... télégrammes pour vous (ou pour ...).
Q TD	Le compte de mots que je vous confirme est-il admis?	Le compte de mots que vous me confirmez est admis.
Q TE	Quel est mon relèvement vrai? ou Quel est mon relèvement vrai relativement à ...?	Votre relèvement vrai est de ... degrés ou Votre relèvement vrai relativement à ... est de ... degrés à ... (heure).
Q TF	Voulez-vous m'indiquer la position de ma station sur la base des relèvements pris par les postes radiogoniométriques que vous contrôlez?	La position de votre station sur la base des relèvements pris par les postes radiogoniométriques que je contrôle est ... latitude ... longitude.
Q TG	Voulez-vous transmettre votre indicatif d'appel pendant une minute sur l'onde de ... mètres (ou de ... kilocycles) pour que je puisse prendre votre relèvement radiogoniométrique?	Je transmets mon indicatif d'appel pendant une minute sur l'onde de ... mètres (ou de ... kilocycles) pour que vous puissiez prendre mon relèvement radiogoniométrique.
Q TH	Quelle est votre position en latitude et en longitude (ou d'après toute autre indication)?	Ma position est ... latitude ... longitude (ou d'après toute autre indication).
Q TI	Quelle est votre route vraie?	Ma route vraie est de ... degrés.

Liste des abréviations à employer dans les transmissions radioélectriques (suite).

Abré- viation	Question	Réponse ou avis
QTJ	Quelle est votre vitesse de marche ?	Ma vitesse de marche est de ... nœuds (ou de ... kilomètres) à l'heure.
QTK	Quel est le relèvement vrai de ... relativement à vous ?	Le relèvement vrai de ... relativement à moi est de ... degrés à ... (heure).
QTL	Transmettez des signaux radio-électriques pour me permettre de déterminer mon relèvement par rapport au radiophare ?	Je transmets des signaux radio-électriques pour vous permettre de déterminer votre relèvement par rapport au radiophare.
QTM	Transmettez des signaux radio-électriques et des signaux acoustiques sous-marins pour me permettre de déterminer mon relèvement et ma distance ?	Je transmets des signaux radio-électriques et des signaux acoustiques sous-marins pour vous permettre de déterminer votre relèvement et votre distance.
QTN	Pouvez-vous prendre le relèvement de ma station (ou de ...) relativement à vous ?	Je ne puis pas prendre le relèvement de votre station (ou de ...) relativement à moi.
QTP	Allez-vous entrer dans le bassin (ou dans le port) ?	Je vais entrer dans le bassin (ou dans le port).
QTR	Quelle est l'heure exacte ?	L'heure exacte est ...
QTS	Quel est le relèvement vrai de votre station relativement à moi ?	Le relèvement vrai de ma station relativement à vous est de ... à ... (heure).
QTU	Quelles sont les heures d'ouverture de votre station ?	Les heures d'ouverture de ma station sont de ... à
II. Abréviations utilisables plus spécialement dans le service radioaérien.		
QAA	A quelle heure comptez-vous arriver à ... ?	Je compte arriver à ... à ... (heure).
QAB	Etes-vous en route pour ... ?	Je suis en route pour ... ou Faites route pour ...
QAC	Retournez-vous à ... ?	Je retourne à ... ou Retournez à ...

a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art.1er. - La Convention Radiotélégraphique In

e 1927 ainsi

tionnel y an

— 73 —

(Appendice 1)

Liste des abréviations à employer dans les transmissions radioélectriques (suite).

Abré- viation	Question	Réponse ou avis
QAD	A quelle heure avez-vous quitté ... (lieu du départ) ?	J'ai quitté ... (lieu du départ) à ... (heure).
QAE	Avez-vous des nouvelles de ... (indicatif d'appel de la station de l'aéronef) ?	Je n'ai pas de nouvelles de ... (indicatif d'appel de la station de l'aéronef).
QAF	A quelle heure avez-vous passé à ... ?	J'ai passé à ... à ... (heure).
QAH	Quelle est votre hauteur ?	Ma hauteur est ... mètres (ou d'après toute autre indication).
QAI	Y a-t-il quelque aéronef signalé dans mon voisinage ?	Il n'y a aucun aéronef signalé dans votre voisinage.
QAJ	Dois-je rechercher un autre aéronef dans mon voisinage ?	Recherchez un autre aéronef dans votre voisinage ou Recherchez ... (indicatif d'appel de la station de l'aéronef) qui volait près de ... (ou en direction de ...) à ... (heure).
QAK	Sur quelle onde allez-vous transmettre les messages d'avertissements météorologiques ?	Je vais transmettre les messages d'avertissements météorologiques sur l'onde de ... mètres (ou de ... kilocycles).
QAL	Allez-vous atterrir à ... ?	Je vais atterrir à ... ou Atterrissez à ...
QAM	Pouvez-vous me donner le dernier message météorologique du temps pour ... (lieu d'observation) ?	Voici le dernier message météorologique du temps pour ... (lieu d'observation).
QAN	Pouvez-vous me donner le dernier message météorologique du vent de surface pour ... (lieu d'observation) ?	Voici le dernier message météorologique du vent de surface pour ... (lieu d'observation).
QAO	Pouvez-vous me donner le dernier message météorologique du vent supérieur pour ... (lieu d'observation) ?	Voici le dernier message météorologique du vent supérieur pour ... (lieu d'observation).
QAP	Dois-je rester sur écoute pour vous (ou pour ...) sur ... mètres (ou sur ... kilocycles) ?	Restez sur écoute pour moi (ou pour ...) sur ... mètres (ou sur ... kilocycles).

Liste des abréviations à employer dans les transmissions radioélectriques (suite).

Abré- viation	Question	Réponse ou avis
Q A Q	Voulez-vous faire hâter la réponse au message N° ... (ou d'après toute autre indication) ?	Je fais hâter la réponse au message N° ... (ou d'après toute autre indication).
Q A R	Dois-je répondre à ... pour vous ?	Répondez à ... pour moi.
Q A S	Dois-je transmettre le message N° ... (ou d'après toute autre indication) à ... ?	Transmettez le message N° ... (ou d'après toute autre indication) à
Q A T	Dois-je continuer à transmettre ?	Ecoutez avant de transmettre; vous brouillez ou Ecoutez avant de transmettre; vous transmettez en même temps que ...
Q A U	Quel est le dernier message reçu par vous de ... ?	Le dernier message reçu par moi de ... est
Q A V	M'appellez-vous ? ou Appelez-vous ... (indicatif d'appel de la station d'aéronef) ?	Je vous appelle ou J'appelle ... (indicatif d'appel de la station d'aéronef).
Q A W	Dois-je cesser l'écoute jusqu'à ... (heure) ?	Cessez l'écoute jusqu'à ... (heure).
Q A X	Avez-vous reçu le signal d'urgence fait par ... (indicatif d'appel de la station d'aéronef) ?	J'ai reçu le signal d'urgence fait par ... (indicatif d'appel de la station d'aéronef) à ... (heure).
Q A Y	Avez-vous reçu le signal de détresse fait par ... (indicatif d'appel de la station d'aéronef) ?	J'ai reçu le signal de détresse fait par ... (indicatif d'appel de la station d'aéronef) à ... (heure).
Q A Z	Pouvez-vous recevoir malgré l'orage ?	Je ne puis plus recevoir. Je cesse l'écoute pour cause d'orage.

Liste des

Abré- viation
C
N
P
W
AA
AB
AL
BN
BQ
CL
CS
DB
DC
DF
DG
DI
DJ
DL
DO
DP
DS
DT

a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art.1er. - La Convention Radiotélégraphique In

e 1927 ainsi

tionnel y an

— 75 —

(Appendice 1)

Liste des abréviations à employer dans les transmissions radioélectriques (suite).

III. Abréviations diverses.

Abré- viation	Signification
C	Oui
N	Non.
P	Annnonce de télégramme privé dans le service mobile (à employer en préfixe).
W	Mot ou mots.
AA	Tout après ... (à employer après un point d'interrogation pour demander une répétition).
AB	Tout avant ... (à employer après un point d'interrogation pour demander une répétition).
AL	Tout ce qui vient d'être transmis (à employer après un point d'interrogation pour demander une répétition).
BN	Tout entre ... (à employer après un point d'interrogation pour demander une répétition).
BQ	Annnonce de réponse à une demande de rectification.
CL	Je ferme ma station.
CS	Indicatif d'appel (à employer pour demander ou faire répéter un indicatif d'appel).
DB	Je ne puis pas vous fournir de relèvement, vous n'êtes pas dans le secteur vérifié de cette station.
DC	Le minimum de votre signal convient pour le relèvement.
DF	Votre relèvement à ... (heure) était de ... degrés, dans le secteur douteux de cette station, avec une erreur possible de deux degrés.
DG	Veuillez m'aviser si vous constatez une erreur dans le relèvement donné.
DI	Relèvement douteux par suite de la mauvaise qualité de votre signal.
DJ	Relèvement douteux par suite du brouillage.
DL	Votre relèvement à ... (heure) était de ... degrés dans le secteur incertain de cette station.
DO	Relèvement douteux. Demandez un autre relèvement plus tard ou à ... (heure).
DP	Au delà de 50 milles, l'erreur possible de relèvement peut atteindre deux degrés.
DS	Réglez votre transmetteur, le minimum de votre signal est trop étendu.
DT	Je ne puis pas vous fournir de relèvement, le minimum de votre signal est trop étendu.

Liste des abréviations à employer dans les transmissions radioélectriques (suite).

Abré- viation	Signification
DY	Cette station est bilatérale, quelle est votre direction approximative en degrés relativement à cette station?
DZ	Votre relèvement est réciproque (à utiliser seulement par la station de contrôle d'un groupe de stations radiogoniométriques lorsqu'elle s'adresse à d'autres stations du même groupe).
ER	Ici ... (à employer avant le nom de la station mobile dans la transmission des indications de route).
GA	Reprenez la transmission (à employer plus spécialement dans le service fixe).
JM	Si je puis transmettre, faites une série de traits. Pour arrêter ma transmission, faites une série de points (à ne pas utiliser sur 600 mètres [500 kilocycles]).
MN	Minute ou minutes (à employer pour marquer la durée d'une attente).
NW	Je reprends la transmission (à employer plus spécialement dans le service fixe).
OK	Nous sommes d'accord.
RQ	Annonce d'une demande de rectification.
SA	Annonce du nom d'une station d'aéronef (à employer dans la transmission des indications de passage).
SF	Annonce du nom d'une station aéronautique.
SN	Annonce du nom d'une station côtière.
SS	Annonce du nom d'une station de bord (à employer dans la transmission des indications de passage).
TR	Annonce de la demande ou de l'envoi d'indications concernant une station mobile.
UA	Sommes-nous d'accord?
WA	Mot après ... (à employer après un point d'interrogation pour demander une répétition).
WB	Mot avant ... (à employer après un point d'interrogation pour demander une répétition).
XS	Parasites atmosphériques.
YS	Voyez votre avis de service.
ABV	Abrégez le trafic en employant les abréviations internationales ou Répétez (ou Je répète) les chiffres en abrégé.
ADR	Adresse (à employer après un point d'interrogation pour demander une répétition).
CFM	Confirmez ou Je confirme.
COL	Collationnez ou Je collationne.
ITP	La ponctuation compte.

Liste d

Abré-
viation

MSG

PBL

REF

RPT

SIG

SVC

TFC

TXT

Rapport

Détails

1. Nom

pr

2. Ind

m

3. Nati

4. Ond

5. Syst

Déta

6. Non

7. Indi

m

8. Nat

9. Pos

10. Nor

m

fr

11. Ind

n

fr

12. Heu

13. Nat

a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art.1er.— La Convention Radiotélégraphique In

e 1927 ainsi

tionnel y an

— 77 —

(Appendice 1—2)

Liste des abréviations à employer dans les transmissions radioélectriques (suite).

Abré- viation	Signification
MSG	Annonce de télégramme concernant le service du bord (à employer en préfixe).
PBL	Préambule (à employer après un point d'interrogation pour demander une répétition).
REF	Référence à ... ou Référez-vous à
RPT	Répétez ou Je répète (à employer pour demander ou pour donner répétition de tout ou partie du trafic, en faisant suivre l'abréviation des indications correspondantes).
SIG	Signature (à employer après un point d'interrogation pour demander une répétition).
SVC	Annonce de télégramme de service concernant le trafic privé (à employer en préfixe).
TFC	Trafic.
TXT	Texte (à employer après un point d'interrogation pour demander une répétition).

Appendice 2.

Rapport sur une infraction à la Convention radiotélégraphique ou aux Règlements de service.

(Voir l'Art. 12 du Règlement général.)

Détails relatifs à la station transgressant le Règlement.

1. Nom, s'il est connu (en caractères d'imprimerie) (Remarque a)
2. Indicatif d'appel (en caractères d'imprimerie)
3. Nationalité, si elle est connue
4. Onde employée (kc/s ou m)
5. Système (Remarque b)

Détails relatifs à la station signalant l'irrégularité.

6. Nom (en caractères d'imprimerie)
7. Indicatif d'appel (en caractères d'imprimerie)
8. Nationalité
9. Position approximative (Remarque c) ..

Détails de l'irrégularité.

10. Nom (Remarque d) de la station en communication avec celle qui commet l'infraction
11. Indicatif d'appel de la station en communication avec celle qui commet l'infraction
12. Heure (Remarque e) et date
13. Nature de l'irrégularité (Remarque f) ..

14. *Extraits du journal de bord et autres documents à l'appui du rapport* (à continuer au verso, si nécessaire) Heure.

15. *Certificat.*

Je certifie que le rapport ci-dessus donne, autant que je sache, le compte rendu complet et exact de ce qui a eu lieu.

Date: le 19.... (*)

(*) Ce rapport doit être signé par l'opérateur qui a relevé l'infraction, et contresigné par le Commandant du navire ou de l'aéronef, ou le chef de la station terrestre.

INDICATIONS POUR REMPLIR CETTE FORMULE.

Remarque a. Chaque rapport ne fera mention que d'un seul navire ou d'une seule station, voir Remarque d.

Remarque b. Type A1, A2, A3 ou B.

Remarque c. Applicable seulement aux navires et aéronefs, doit être exprimée en latitude et longitude (Greenwich) ou par un relèvement vrai et distance en milles marins ou en kilomètres de quelque endroit bien connu.

Remarque d. Si les deux stations en communication enfreignent le Règlement, un rapport sera fait séparément pour chacune de ces stations.

Remarque e. Doit être exprimée par un groupe de quatre chiffres (0000 à 2359), temps moyen de Greenwich. Si l'infraction porte sur une période considérable, les heures devront être indiquées dans la marge du N° 14.

Remarque f. Un rapport séparé est requis pour chacune des irrégularités, à moins que les erreurs n'aient évidemment été faites par la même personne et n'aient eu lieu que dans une courte période de temps. Tous les rapports doivent être envoyés en deux exemplaires et être établis dans la mesure du possible à la machine à écrire.

(L'emploi du crayon indélébile et du papier carbone est autorisé.)

POUR L'USAGE EXCLUSIF DE L'ADMINISTRATION.

1. Compagnie ayant le contrôle de l'installation radiotélégraphique de la station contre laquelle plainte est portée
2. Nom de l'opérateur de la station tenu responsable de l'infraction au Règlement
3. Mesure prise

Appendice 3.

Documents de service.

(Voir l'Art. 13 du Règlement général.)

Tome I. Stations fixes et terrestres.

Partie A. Index alphabétique des stations.

Nom de la station	Indicatif d'appel	Page dans la partie B
1	2	3

a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art.1er.- La Convention Radiotélégraphique In

e 1927 ainsi

tionnel y an

— 79 —

(Appendice 3)

Partie B. Etat signalétique des stations.

(Nom du Pays)

Nom de la station	Indicatif d'appel	Position géographique exacte de l'antenne émettrice	Onde		Pouvoir normal de rayonnement exprimé en mètres-ampères	Hauteur de l'antenne et intensité du courant à la base	Service		Taxes	Observations
			Type	Fréquence (longueur)			Nature	Heures d'ouverture		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11

Tome II. Stations effectuant des services spéciaux.

A. Stations radiogoniométriques.

(Nom du Pays)

Nom de la station	Indicatif d'appel	Position géographique exacte de la station	Ondes types			Pouvoir normal de rayonnement exprimé en mètres-ampères	Hauteur de l'antenne et intensité du courant à la base	Nom et indicatif d'appel de la station avec laquelle la communication doit être établie si la station n'est pas dotée d'un émetteur	Observations (secteur de relevement, heures d'ouverture, taxe, etc.)
			fréquences (longueurs)						
			Pour l'appel de la station radiogoniométrique	Pour les signaux requis pour faire les relevements	Pour la transmission des relevements				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10

B. Stations radiophares.

(Nom du Pays)

Nom de la station	Indicatif d'appel	Position géographique exacte de l'antenne émettrice	Ondes types		Pouvoir normal de rayonnement exprimé en mètres-ampères	Hauteur de l'antenne et intensité du courant à la base	Signal caractéristique émis par la station	Nom et indicatif d'appel de la station avec laquelle on doit se mettre en communication si la station ne peut pas émettre et recevoir des communications	Observations
			fréquences (longueurs)						
			Pour la demande de l'émission	Pour l'émission					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10

C. Stations émettant des signaux horaires.

(Nom du Pays)

(Instructions générales concernant les signaux horaires.)

Nom de la station	Indicatif d'appel	Onde		Heures d'émission	Méthode
		Type	Fréquence (longueur)		
1	2	3	4	5	6

D. Stations émettant des bulletins météorologiques réguliers.

(Nom du Pays)

(Instructions générales concernant les bulletins météorologiques.)

Nom de la station	Indicatif d'appel	Onde		Heures d'émission	Obser- vations
		Type	Fréquence (longueur)		
1	2	3	4	5	6

E. Stations émettant des avis aux navigateurs.

(Noms des stations par Pays avec les indications nécessaires.)

F. Stations émettant des messages de presse adressés à tous (CQ).

(Nom du Pays)

(Nom de la station avec les indications nécessaires.)

Tome III. Stations de bord.*Etat signalétique des stations.*

Nom de la station	Indi- catif d'ap- pel	Pays	Onde		Pouvoir normal de rayonne- ment exprimé en mètres- ampères	Hauteur de l'an- tenne et intensité du cou- rant à la base	Service		Taxes	Administration ou entreprise privée à la- quelle doivent être adressés les comptes de taxes	Ob- serva- tions
			Type	Fré- quence (lon- gueur)			Nature	Heures d'ou- verture			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12

a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art.1er.- La Convention Radiotélégraphique In

— 81 —

(Appendice 3—4)

Tome IV. Stations d'aéronef.

Etat signalétique des stations.

Nom de la station	Indicatif d'appel	Pays	Onde		Service		Observa- tions
			Type	Fréquence (longueur)	Nature	Heures d'ouverture	
1	2	3	4	5	6	7	8

Tome V. Stations de radiodiffusion.

Partie A. Index alphabétique des stations.

Nom de la station	Indicatif d'appel	Page dans la partie B
1	2	3

Partie B. Etat signalétique des stations.

Nom de la station	Indicatif d'appel	Position géo- graphique exacte de l'antenne émettrice	Fréquence (longueur d'onde)	Pouvoir normal de rayonne- ment exprimé en mètres- ampères	Hauteur de l'antenne et intensité du courant à la base	Nom de l'Administra- tion ou de l'entreprise privée effectuant l'émission	Observa- tions
1	2	3	4	5	6	7	8

Appendice 4.

Echelle employée pour exprimer la force des signaux.

(Voir l'Art. 9 du Règlement général.)

- 1 = à peine perceptible; illisible.
- 2 = faible; lisible par instants.
- 3 = assez bon; lisible, mais difficilement.
- 4 = bon; lisible.
- 5 = très bon; parfaitement lisible.

Ob-
serva-
tions

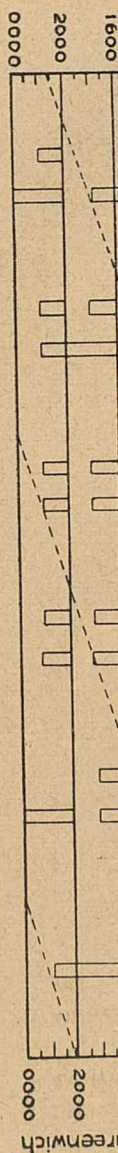
Appendice 5.

Heures de service des navires classés dans la deuxième catégorie.

(Voir tableau et carte Appendice 6, ainsi que les Art. 13 et 20 du Règlement général.)

Zones	Limites Ouest	Limites Est	Durée des heures de service (temps moyen de Green- wich)	
			8 heures	16 heures
A Océan Atlantique Est, Méditerranée, Mer du Nord, Bal- tique.	Méridien 30° W. Côte du Groenland.	Méridien 30° E. au sud de la côte d'Afrique, Limi- tes Est de la Méditer- ranée, de la Mer Noire et de la Baltique, Mé- ridien 30° E. au Nord de la Norvège.	de 8 h à 10 h de 12 h à 14 h de 16 h à 18 h de 20 h à 22 h	de 0 h à 6 h de 8 h à 14 h de 16 h à 18 h de 20 h à 22 h
B Océan Indien, Océan Arctique Est.	Limite Est de la Zone A.	Méridien 80° E., Côte Ouest de Ceylan au Pont d'Adam, de là à l'Ouest, le long des Côtes de l'Inde.	de 4 h à 6 h de 8 h à 10 h de 12 h à 14 h de 16 h à 18 h	de 0 h à 2 h de 4 h à 10 h de 12 h à 14 h de 16 h à 18 h de 20 h à 24 h
C Mer de Chine, Océan Pacifique Ouest.	Limite Est de la Zone B.	Méridien 160° E.	de 0 h à 2 h de 4 h à 6 h de 8 h à 10 h de 12 h à 14 h	de 0 h à 6 h de 8 h à 10 h de 12 h à 14 h de 16 h à 22 h
D Océan Pacifique Cen- tral.	Limite Est de la Zone C.	Méridien 140° W.	de 0 h à 2 h de 4 h à 6 h de 8 h à 10 h de 20 h à 22 h	de 0 h à 2 h de 4 h à 6 h de 8 h à 10 h de 12 h à 18 h de 20 h à 24 h
E Océan Pacifique Est.	Limite Est de la Zone D.	Méridien 70° W. au Sud de la Côte américaine, Côte Ouest d'Amérique.	de 0 h à 2 h de 4 h à 6 h de 16 h à 18 h de 20 h à 22 h	de 0 h à 2 h de 4 h à 6 h de 8 h à 14 h de 16 h à 22 h
F Océan Atlantique Ouest et Golfe du Mexique.	Méridien 70° W. au Sud de la Côte américaine, Côte Est d'Amérique.	Méridien 30° W. Côte du Groenland.	de 0 h à 2 h de 12 h à 14 h de 16 h à 18 h de 20 h à 22 h	de 0 h à 2 h de 4 h à 10 h de 12 h à 18 h de 20 h à 22 h

Heure mo



a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art.1er.- La Convention Radiotélégraphique In

e 1927 ainsi

tionnel y an

— 83 —

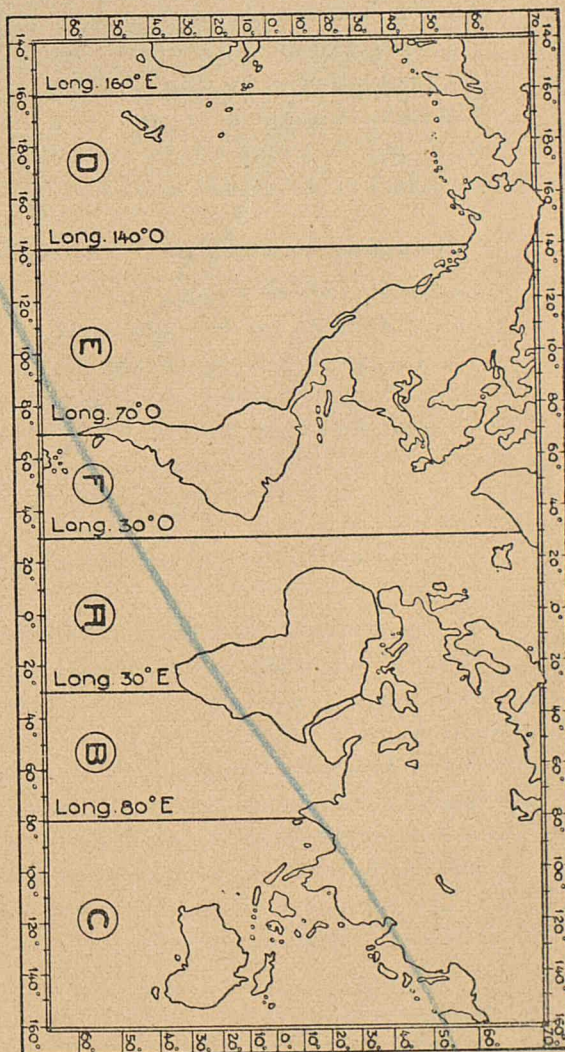
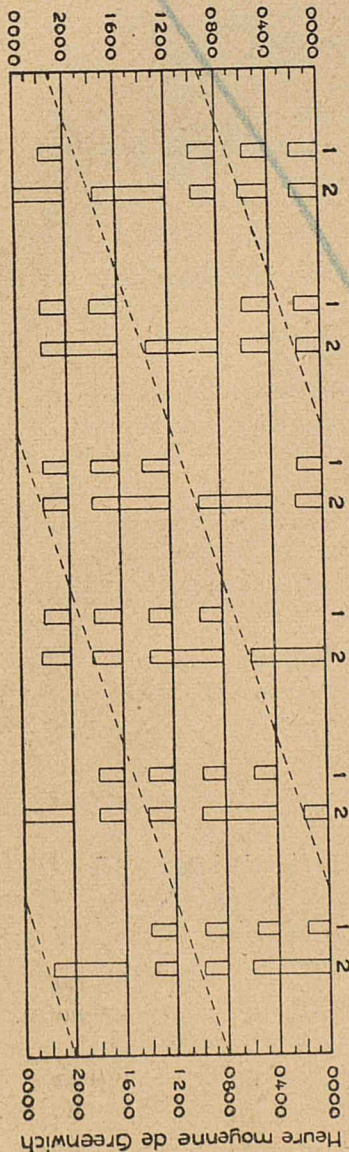
(Appendice 6)

Appendice 6.

Heures de service internationales pour les navires ayant moins de
3 opérateurs de t. s. f.

(Voir l'Appendice 5 ainsi que les Art. 13 et 20 du Règlement général.)

Heure moyenne de Greenwich



Appendice 7.

(Voir les Art. 2, 15, 13, 7 du Règlement général et l'Appendice 3.)

Documents dont les stations de bord doivent être pourvues.

La licence radioélectrique.

La Nomenclature des stations de bord.

La Nomenclature des stations fixes et terrestres.

La Nomenclature des stations d'aéronef.

La Convention et les Règlements y annexés.

Les tarifs télégraphiques des Pays à destination desquels la station accepte le plus fréquemment des radiotélégrammes.

Le certificat du ou des opérateurs.

Documents dont les stations d'aéronef doivent être pourvues.

La licence radioélectrique.

Le certificat du ou des opérateurs.

Tels documents que les Organismes compétents de l'Aéronautique du Pays intéressé jugeront, éventuellement, nécessaires à la station pour l'exécution de son service.

Appendice 8.

Obtention des relèvements radiogoniométriques.

(Voir l'Art. 31 du Règlement général.)

I. Instructions générales.

A. Avant d'appeler une ou plusieurs stations radiogoniométriques, la station mobile, pour demander son relèvement, doit rechercher dans la Nomenclature:

1^o Les indicatifs d'appel des stations à appeler pour obtenir les relèvements radiogoniométriques qui l'intéressent.

2^o L'onde sur laquelle les stations radiogoniométriques veillent, et l'onde ou les ondes sur lesquelles elles prennent les relèvements.

3^o Les stations radiogoniométriques qui, grâce à des liaisons par fils spéciaux, peuvent être groupées avec la station radiogoniométrique à appeler.

B. La procédure à suivre par la station mobile dépend de diverses circonstances. D'une façon générale, elle doit tenir compte de ce qui suit:

a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art. 1er. — La Convention Radiogoniométrique In-

e 1927 ainsi

tionnel y an

isé à notifi

l'adhésion

t à prendre

ente loi.

te loi soit

vée par tous

— 85 —

(Appendice 8)

1^o Si les stations radiogoniométriques ne veillent pas sur la même onde, que ce soit l'onde pour l'opération du relèvement ou une autre onde, les relèvements doivent être demandés séparément à chaque station ou groupe de stations utilisant une onde donnée.

2^o Si toutes les stations radiogoniométriques intéressées veillent sur une même onde, et si elles sont en mesure de prendre des relèvements sur une onde commune — qui peut être une autre onde que l'onde de veille — il y a lieu de les appeler ensemble, afin que les relèvements soient pris par toutes ces stations à la fois, sur une seule et même émission.

3^o Si plusieurs stations radiogoniométriques sont groupées à l'aide de fils spéciaux, une seule d'entre elles doit être appelée, même si toutes sont munies d'appareils émetteurs. Dans ce cas, la station mobile doit cependant, s'il est nécessaire, mentionner dans l'appel, au moyen des indicatifs d'appel, les stations radiogoniométriques dont elle désire obtenir des relèvements.

II. Règles de procédure.

A. La station mobile appelle la ou les stations radiogoniométriques sur l'onde indiquée à la Nomenclature comme étant leur onde de veille. Elle transmet l'abréviation QTE, qui signifie:

«Je désire connaître mon relèvement radiogoniométrique par rapport à la station radiogoniométrique à laquelle je m'adresse»

ou

«Je désire connaître mon relèvement radiogoniométrique par rapport à la ou les stations dont les indicatifs d'appel suivent»

ou

«Je désire connaître mon relèvement radiogoniométrique par rapport aux stations radiogoniométriques groupées sous votre contrôle»,
le ou les indicatifs d'appel nécessaires, et finit en indiquant, si besoin est, l'onde qu'elle va employer pour faire établir son relèvement. Après cela, elle attend des instructions.

B. La ou les stations radiogoniométriques appelées se préparent à prendre le relèvement; elles avertissent, si nécessaire, les stations radiogoniométriques avec lesquelles elles sont conjuguées. Aussitôt que les stations radiogoniométriques sont prêtes, celles parmi ces stations qui sont pourvues d'appareils émetteurs répondent à l'adresse de la station

mobile, dans l'ordre alphabétique de leurs indicatifs d'appel, en donnant leur indicatif d'appel suivi de la lettre K.

Dans le cas où il s'agit de stations radiogoniométriques groupées, la station appelée prévient les autres stations du groupement et informe la station mobile dès que les stations du groupement sont prêtes à prendre le relèvement.

C. Après avoir, si nécessaire, préparé sa nouvelle onde de transmission, la station mobile répond en transmettant son indicatif d'appel, combiné éventuellement avec un autre signal, pendant un temps suffisamment prolongé pour permettre le relèvement.

D. La ou les stations radiogoniométriques qui sont satisfaites de l'opération, transmettent le signal QTE («Votre relèvement par rapport à moi était de ... degrés»), précédé de l'heure de l'observation, et suivi d'un groupe de trois chiffres (000 à 359) indiquant, en degrés, le relèvement vrai de la station mobile par rapport à la station radiogoniométrique.

Si une station radiogoniométrique n'est pas satisfaite de l'opération, elle demande à la station mobile de répéter l'émission indiquée en C.

E. Dès que la station mobile a reçu le résultat de l'observation, elle répète le message à la station radiogoniométrique qui, alors, annonce que la répétition est exacte ou, le cas échéant, rectifie en répétant le message. Quand la station radiogoniométrique a la certitude que la station mobile a correctement reçu le message, elle transmet le signal «fin de travail». Ce signal est alors répété par la station mobile, comme indication que l'opération est terminée.

F. Les indications relatives: a) au signal à employer pour obtenir le relèvement; b) à la durée des émissions à faire par la station mobile et c) à l'heure utilisée par la station radiogoniométrique considérée, sont données dans la Nomenclature.

Règle

Le
dans le l

La
munica
est dor
doiven
mentai

§
station

a) l

b) l

c) l

d) l

§
par m

(

par m

par m

a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art. 1er. — La Convention Radiotélégraphique In-

e 1927 ainsi

tionnel y an

isé à notifi

l'adhésion

t à prendre

ente loi.

te loi soit

vée par tous

— 87 —

(Art. 1—2)

Règlement additionnel annexé à la Convention radiotélégraphique internationale.

Les prescriptions imprimées en petits caractères sont également reproduites dans le Règlement général.

ARTICLE PREMIER.

Procédure radiotéléphonique dans le service mobile.

La procédure à suivre dans l'appel et l'établissement des communications entre deux stations radiotéléphoniques du service mobile est donnée dans l'Appendice 1. Les opérations, dans la station mobile, doivent être effectuées par un opérateur en possession du certificat réglementaire.

ARTICLE 2.

Taxes.

§ 1. La taxe d'un radiotélégramme originaire ou à destination d'une station mobile ou échangé entre stations mobiles comprend, selon le cas:

- a) la taxe de bord, revenant à la station mobile d'origine ou de destination, ou à ces deux stations;
- b) la taxe terrestre, revenant à la station terrestre ou aux stations terrestres qui participent à la transmission;
- c) la taxe pour la transmission sur le réseau général des voies de communication, calculée d'après les règles ordinaires;
- d) la taxe afférente aux opérations accessoires demandées par l'expéditeur.

§ 2. (1) La taxe terrestre et celle de bord sont fixées suivant le tarif par mot pur et simple, sans perception d'un minimum.

(2) La taxe maximum terrestre est de soixante centimes (0 fr. 60) par mot; la taxe maximum de bord est de quarante centimes (0 fr. 40) par mot.

(3) Toutefois, chaque Administration se réserve la faculté de fixer et d'autoriser des taxes terrestres supérieures au maximum indiqué ci-dessus, dans le cas de stations terrestres exceptionnellement onéreuses, du fait de l'installation ou de l'exploitation.

§ 3. Lorsqu'une station terrestre est utilisée comme intermédiaire entre des stations mobiles, il n'est perçu qu'une seule taxe terrestre. Si la taxe terrestre applicable aux échanges avec la station mobile qui transmet est différente de celle applicable aux échanges avec la station mobile qui reçoit, c'est la plus élevée de ces deux taxes qui est perçue. Il peut être perçu, en outre, une taxe territoriale télégraphique, égale à celle qui, au § 5 ci-après, est indiquée comme étant applicable à la transmission sur les voies de communication.

§ 4. Le service des retransmissions est réglé par l'Article 6 du présent Règlement, compte tenu de ce qui est dit au § 9 ci-après.

§ 5. (1) Dans le cas où des radiotélégrammes originaux ou à destination d'un Pays sont échangés directement par ou avec les stations terrestres de ce Pays, la taxe télégraphique applicable à la transmission sur les voies intérieures de communication de ce Pays est, en principe, calculée suivant le tarif par mot pur et simple, sans perception d'un minimum. Cette taxe est notifiée en francs, par l'Administration dont relèvent les stations terrestres.

(2) Lorsqu'un Pays se trouve dans l'obligation d'imposer un minimum de perception, en raison du fait que son système de communications électriques intérieures n'est pas exploité par le Gouvernement, il doit en informer le Bureau international, qui mentionne dans la Nomenclature le montant de ce minimum de perception à la suite de l'indication de la taxe par mot. A défaut d'une pareille mention, la taxe à appliquer est celle par mot pur et simple, sans perception d'un minimum.

§ 6. Aucune taxe afférente au parcours radioélectrique, dans le service mobile, n'est perçue pour les radiotélégrammes d'un intérêt général immédiat, rentrant dans les catégories suivantes:

- a) messages de détresse et réponses à ces messages;
- b) avis originaux des stations mobiles sur la présence de glaces, épaves et mines, ou annonçant des cyclones et tempêtes;
- c) avis annonçant des phénomènes brusques menaçant la navigation aérienne ou la survenue soudaine d'obstacles dans les aérodromes;

B

d) a
s
a
e) a

§
saires p
autoris
les m

§
applic
Burea

§
de de
trans
sent F
tion,
que c
autre

(
mobil

(
comm
indire
par u
était
selon

Ordre

§
mobil
1°
2°
3°
4°
5°

a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art. 1er. - La Convention Radiotélégraphique In-

e 1927 ainsi

tionnel y an

isé à notifi

l'adhésion

t à prendre

sente loi.

te loi soit

vée par tous

— 89 —

(Art. 2—3)

- d) avis originaires des stations mobiles, notifiant des changements soudains dans la position des bouées, le fonctionnement des phares, appareils de balisage, etc.;
- e) avis de service relatifs aux services mobiles.

§ 7. Les stations mobiles doivent avoir connaissance des tarifs nécessaires pour opérer la taxation des radiotélégrammes. Toutefois, elles sont autorisées, le cas échéant, à se renseigner auprès des stations terrestres; les montants des tarifs que celles-ci indiquent sont donnés en francs.

§ 8. Pour les stations mobiles, les modifications aux tarifs ne sont applicables que 45 jours après la date de la notification transmise par le Bureau international.

§ 9. (1) La station terrestre qui ne peut pas atteindre la station mobile de destination d'un radiotélégramme pour lequel aucune taxe de retransmission n'a été déposée par l'expéditeur (voir Article 6, § 1, du présent Règlement) peut, pour faire parvenir le radiotélégramme à destination, avoir recours à l'intervention d'une autre station mobile, pourvu que celle-ci y consente. Le radiotélégramme est alors transmis à cette autre station mobile, et l'intervention de cette dernière a lieu gratuitement.

(2) La même disposition est aussi applicable dans le sens station mobile vers station terrestre, en cas de nécessité.

(3) Pour qu'un radiotélégramme ainsi acheminé puisse être considéré comme arrivé à destination, il faut que la station qui a eu recours à la voie indirecte ait reçu l'accusé de réception réglementaire, soit directement, soit par une voie indirecte, de la station mobile à laquelle le radiotélégramme était destiné ou de la station terrestre sur laquelle il devait être acheminé, selon le cas.

ARTICLE 3.

Ordre de priorité dans l'établissement des communications dans le service mobile.

§ 1. L'ordre de priorité dans l'établissement des communications dans le service mobile est le suivant:

- 1° appels de détresse, messages de détresse et trafic de détresse;
- 2° communications précédées d'un signal d'urgence;
- 3° communications précédées du signal de sécurité;
- 4° communications relatives aux relèvements radiogoniométriques;
- 5° toutes les autres communications.

§ 2. Pour la transmission des radiotélégrammes envisagés sous le chiffre 5, l'ordre de priorité est, en principe, comme ci-après :

- 1^o radiotélégrammes d'Etat;
- 2^o radiotélégrammes relatifs à la navigation, aux mouvements et aux besoins des navires, à la sécurité et à la régularité des services aériens, et radiotélégrammes contenant des observations du temps destinées à un service officiel de météorologie;
- 3^o radiotélégrammes de service relatifs au fonctionnement du service radioélectrique ou à des radiotélégrammes précédemment échangés;
- 4^o radiotélégrammes de la correspondance publique.

ARTICLE 4.

Réception douteuse. Transmission par « ampliation ». Radiocommunications à grande distance.

§ 1. (1) Quand, dans le service mobile, la communication devient difficile, les deux stations en correspondance s'efforcent d'assurer l'échange du radiotélégramme en cours de transmission. La station réceptrice peut demander jusque deux fois la répétition d'un radiotélégramme dont la réception est douteuse. Si cette triple transmission demeure sans résultat, le radiotélégramme est conservé en instance, en vue d'une occasion favorable de le terminer pouvant survenir.

(2) Si la station transmettrice juge qu'il ne lui sera pas possible de rétablir la communication avec la station réceptrice dans les 24 heures, elle agit comme suit :

a) *La station transmettrice est une station mobile.*

Elle fait connaître, immédiatement, à l'expéditeur, la cause de la non transmission de son radiotélégramme. L'expéditeur peut alors demander :

- 1^o que le radiotélégramme soit transmis par l'intermédiaire d'une autre station terrestre ou par l'intermédiaire d'autres stations mobiles;
- 2^o que le radiotélégramme soit retenu jusqu'à ce qu'il puisse être transmis sans augmentation de la taxe;
- 3^o que le radiotélégramme soit annulé.

b) *La station transmettrice est une station terrestre.*

Elle applique au radiotélégramme les dispositions de l'Article 30 du Règlement général.

a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art. 1er. - La Convention Radiotélégraphique In

e 1927 ainsi

tionnel y an

— 91 —

(Art. 4)

§ 2. Lorsqu'une station mobile transmet ultérieurement le radiotélégramme qu'elle a ainsi retenu, à la station terrestre qui l'a reçu incomplètement ou à une autre station terrestre de la même Administration ou de la même entreprise privée, cette nouvelle transmission doit comporter la mention de service «ampliation» dans le préambule du radiotélégramme, et ladite Administration ou entreprise privée ne peut réclamer que les taxes afférentes à une seule transmission. Les frais supplémentaires pouvant résulter, éventuellement, du chef du parcours sur les voies de communication du réseau général entre cette «autre station terrestre», par l'intermédiaire de laquelle le radiotélégramme a été acheminé, et le bureau de destination peuvent être réclamés par ladite autre station terrestre à la station mobile d'origine.

§ 3. Lorsque la station terrestre chargée, d'après le libellé de l'adresse du radiotélégramme, d'effectuer la transmission de celui-ci ne peut pas atteindre la station mobile de destination, et qu'elle a des raisons de supposer que cette station mobile se trouve dans le rayon d'action d'une autre station terrestre de l'Administration ou de l'entreprise privée dont elle-même dépend, elle peut, si aucune perception de taxe supplémentaire ne doit en résulter, diriger le radiotélégramme sur cette autre station terrestre.

§ 4. (1) Une station du service mobile qui a reçu un radiotélégramme sans avoir pu en accuser la réception dans des conditions normales doit saisir la première occasion favorable pour le faire.

(2) Lorsque l'accusé de réception d'un radiotélégramme échangé entre une station mobile et une station terrestre ne peut pas être donné directement, il est acheminé, si aucune perception de taxe supplémentaire ne doit en résulter, par l'intermédiaire d'une autre station terrestre, de la même Administration ou entreprise privée, ou appartenant à une autre Administration ou entreprise privée avec lesquelles un accord particulier aurait été conclu à cet effet.

§ 5. (1) Les Administrations se réservent la faculté d'organiser un service de radiocommunications à grande distance entre stations terrestres et stations mobiles, avec accusé de réception différé ou sans accusé de réception.

(2) Quand il y a doute sur l'exactitude d'une partie quelconque d'un radiotélégramme transmis selon l'un ou l'autre de ces systèmes, la mention «réception douteuse» est inscrite sur le feuillet de réception remis au

destinataire, et les mots ou groupes de mots douteux sont soulignés. Si des mots manquent, des blancs sont laissés aux endroits où ces mots devraient se trouver.

(3) Lorsque, dans le service des radiocommunications à grande distance avec accusé de réception différé, la station terrestre transmettrice n'a pas reçu, dans un délai de 10 jours, l'accusé de réception d'un radiotélégramme qu'elle a transmis, elle en informe l'expéditeur dudit radiotélégramme.

ARTICLE 5.

Radiotélégrammes à réexpédier par voie postale ordinaire ou aérienne.

§ 1. (1) Les radiotélégrammes peuvent être transmis par une station côtière à une station de bord, ou par une station de bord à une autre station de bord, en vue d'une réexpédition par la voie postale ordinaire ou aérienne, à effectuer à partir d'une escale de la station réceptrice.

(2) Ces radiotélégrammes ne comportent aucune retransmission entre stations de bord.

§ 2. Les dispositions qui précèdent ne sont pas obligatoires pour les Administrations qui déclarent ne pas les admettre.

§ 3. L'adresse de ces radiotélégrammes doit être libellée comme suit :

- 1^o indication de service taxée « Poste » ou « PAV », suivie du nom du port où le radiotélégramme doit être remis à la poste ;
- 2^o nom et adresse complète du destinataire ;
- 3^o nom de la station de bord qui doit effectuer le dépôt à la poste ;
- 4^o le cas échéant, nom de la station côtière.

Exemple : = Poste (ou PAV) Buenosaires = Martinez 14 Calle Prat Valparaiso Avon Landsendradio.

§ 4. Outre les taxes radiotélégraphiques fixées à l'Article 2, § 1, du présent Règlement, il est perçu une somme de quarante centimes (0 fr. 40) pour l'affranchissement postal ordinaire du radiotélégramme ou de un franc vingt-cinq centimes (1 fr. 25) pour couvrir les frais de remise par poste aérienne.

ARTICLE 6.

Retransmission par les stations de bord.

§ 1. Les stations de bord doivent, si la demande en est faite par l'expéditeur, servir d'intermédiaires pour l'échange des radiotélégrammes

a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art.1er. - La Convention Radiotélégraphique In

e 1927 ainsi

tionnel y an

— 93 —

(Art. 6—7)

originaires ou à destination d'autres stations de bord; toutefois, le nombre des stations de bord intermédiaires est limité à deux (voir aussi Article 2, § 9, du présent Règlement).

§ 2. La taxe afférente au transit, aussi bien quand deux stations intermédiaires interviennent que quand une seule station assure le transit, est uniformément fixée à quarante centimes (0 fr. 40) par mot pur et simple, sans perception d'un minimum. Lorsque deux stations de bord sont intervenues, cette taxe est partagée entre elles, par moitié.

§ 3. Les radiotélégrammes acheminés comme il est dit ci-dessus doivent porter avant l'adresse l'indication de service taxée = RM = (retransmission).

ARTICLE 7.

Application de la Convention télégraphique internationale et du Règlement de service y annexé aux radiotélégrammes.

§ 1. Les dispositions de la Convention télégraphique internationale et du Règlement de service y annexé sont applicables aux radiotélégrammes, en tant que les prescriptions de la Convention radiotélégraphique internationale et des Règlements y annexés ne s'y opposent pas.

§ 2. Les dispositions du § 3 de l'Article 81 du Règlement de service annexé à la Convention télégraphique internationale ne sont pas applicables à la comptabilité des radiotélégrammes.

§ 3. En vue de l'application de ce même Règlement de service, les stations terrestres sont considérées comme bureaux de transit, sauf quand l'un ou l'autre des Règlements radiotélégraphiques stipule expressément que ces stations doivent être considérées comme bureaux d'origine ou de destination.

§ 4. L'Article 69 du Règlement de service annexé à la Convention télégraphique internationale relatif aux télégrammes à multiples destinations transmis par télégraphie sans fil s'applique aux télégrammes de cette catégorie transmis par radiotéléphonie aussi bien qu'à ceux transmis par radiotélégraphie.

§ 5. Le mot RADIO étant toujours ajouté, dans la Nomenclature, au nom de la station côtière mentionnée dans l'adresse des radiotélégrammes, ce mot ne doit pas être donné, comme indication de service, en tête du préambule dans la transmission d'un radiotélégramme.

(Formule finale)

— 94 —

Conformément aux dispositions de l'Article 13 de la Convention de Washington, le présent Règlement additionnel aura la même valeur que celle-ci et entrera en vigueur le 1^{er} Janvier 1929.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé ce Règlement additionnel en un exemplaire qui restera déposé aux archives du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et dont une copie sera remise à chaque Gouvernement.

Fait à Washington, le 25 Novembre 1927.

(Suivent les mêmes signatures que pour la Convention et le Règlement général à l'exception du Canada, des Etats-Unis d'Amérique et de la République de Honduras.)

§
graphi

(2
d'appe
pour le
d'aéro
dans l
d'appe
aéron
taire,
tions

§
des m
être e

A-
B-
C-
D-
E-
F-
G-
H-
I-

a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art.1er. - La Convention Radiotélégraphique In

e 1927 ainsi

tionnel y an

— 95 —

(Appendice 1)

isé à notifi

l'adhésion

t à prendre

sente loi.

te loi soit

rvée par tous

Appendice 1.

Procédure radiotéléphonique internationale.

(Voir l'Art. 1 du Règlement additionnel.)

§ 1. (1) *Indicatifs d'appel.* Pour les stations terrestres, le nom géographique même du lieu doit être employé.

(2) Pour les stations d'aéronef et autres stations mobiles, les indicatifs d'appel radiotélégraphiques doivent, en principe, être employés, soit pour les stations de bord, un groupe de quatre lettres et, pour les stations d'aéronef, un groupe de cinq lettres, conformément à ce qui est prévu dans la Convention internationale de Navigation aérienne. L'indicatif d'appel doit, pour les stations mobiles, portées par des navires ou des aéronefs commerciaux, être précédé du nom de la Compagnie propriétaire, par exemple: «Handley Page» ou le mot «Particulier» pour les stations mobiles appartenant à des particuliers.

§ 2. *Epellation des indicatifs d'appel, des abréviations de service et des mots.* Pour cette épellation, les noms très connus qui suivent doivent être employés:

A=Amsterdam	J=Jérusalem	S=Santiago
B=Baltimore	K=Kimberley	T=Tokio
C=Canada	L=Liverpool	U=Uruguay
D=Danemark	M=Madagascar	V=Victoria
E=Eddiston	N=Neuchâtel	W=Washington
F=Francisco	O=Ontario	X=Xanthippe
G=Gibraltar	P=Portugal	Y=Yokohama
H=Hanovre	Q=Québec	Z=Zouloulund
I=Italie	R=Rivoli	

§ 3. La procédure suivante est donnée à titre d'exemple:

1° *A appelle:*

Allo B, allo B, A appelle, A appelle, message pour vous, message pour vous, over.

2° *B répond:*

Allo A, allo A, B répond, B répond, envoyez votre message, envoyez votre message, over.

3° *A répond:*

Allo B, A répond, message commence, à (destinataire) de (expéditeur)

transmission du message

message terminé, je répète, message commence, à de

répétition du message

message terminé, over.

4° *B répond:*

Allo A, B répond, votre message commence, à de

répétition du message

votre message terminé, over.

5° *A répond:*

Allo B, A répond, exact, exact, coupant.

6° A coupe ensuite la communication et les deux stations reprennent l'écoute normale.

Remarque: Au commencement d'une communication, la formule d'appel est prononcée deux fois, et par la station appelante et par la station appelée. Une fois la communication établie, elle est prononcée une fois seulement.

Observat

Abn

Acc

Adh

Adn

Adr

Am

Am

App

App

»

»

»

App

App

e

g

Arh

Arr

« A

a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art.1er.— La Convention Radiotélégraphique In

— 97 —

Table analytique.

Observation: Les lettres placées après les chiffres désignent les Articles des Actes suivants:

C = Convention,
RG = Règlement général,
RA = Règlement additionnel.

Objet	Pages	Numéro des Articles de la Convention ou des Règlements
Abréviations	26	9 RG
» (Epellation des —)	95	Appendice 1 RA
» (Liste des — à employer dans les transmissions radioélectriques)	68	Appendice 1 RG
Accusé de réception.	27	9 RG
» » » d'un message de détresse	91	4 RA
Adhésions	47	19 RG
Administration (Définition)	8	19 C
Adresse de l'exploitant	13	1 RG
» des radiotélégrammes	55	24 RG
Amateur (Définition)	52	22 RG
Ampliation (Transmission par —)	13	1 RG
Appareils (Choix des —)	91	4 RA
» (Etalonnage des —)	14	3 RG
Appel de détresse.	14	3 RG
» » » (Priorité pour les —)	44	19 RG
» » » (Répétition d'un —)	6	11 C
» des stations	47	19 RG
» » » dans le service mobile.	53	24 RG
» général à toutes les stations mobiles	26	9 RG
Appendices au Règlement général	29	10 RG
Application de la Convention télégraphique internationale et du Règlement de service y annexé aux radiotélégrammes.	68-86	1-8
Arbitrage	93	7 RA
Arrangements particuliers	9	20 C
«A tous» (Appel général, transmission, etc.)	7	14 C
	29	10 RG
	59	31 RG

Défini

Délai
ter
Déno
Détre

»
»
»
»
»
»

Direc
Disp
Distr

Docu

Dure

Echa

»

Eche

Emi
Emp

»
»

a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art. 1er. - La Convention Radiotélégraphique In-

e 1927 ainsi

tionnel y an

— 99 —

Objet	Pages	Numéro des Articles de la Convention ou des Règlements
Définitions	2-3	1 C
	12-13	1 RG
» des types d'ondes	15	4 RG
Délai de séjour des radiotélégrammes dans les stations terrestres	58	30 RG
Dénonciation de la Convention	10	23 C
Détresse		
» (Accusé de réception d'un message de —) . .	47	19 RG
» (Appel de —)	44	19 RG
» (Message de —)	45	19 RG
» (Onde à employer en cas de —)	42	17 RG
	57	27 RG
» (Répétition d'un appel ou d'un message de —)	47	19 RG
» (Signal de —)	44	19 RG
» (Trafic de —)	46	19 RG
» Signal d'alarme automatique	48	19 RG
» Signal de sécurité	50	19 RG
» Signal d'urgence	49	19 RG
Direction à donner aux radiotélégrammes	56	26 RG
Dispositifs spéciaux	5	9 C
Distribution des fréquences	16	5 RG
» des types d'émission	16	5 RG
Documents de service (Publication de —)	30	13 RG
	78	Appendice 3 RG
» dont les stations d'aéronef doivent être pourvues	84	Appendice 7 RG
» dont les stations de bord doivent être pourvues	84	Appendice 7 RG
Durée de la Convention	10	23 C
Echange de lois et de textes réglementaires	9	21 C
» d'informations relatives aux stations et au service	5	8 C
Echelle employée pour exprimer la force des signaux . .	26	9 RG
	81	Appendice 4 RG
Emissions radioélectriques (Classification et emploi des —)	14	4 RG
Emploi des émissions radioélectriques	14	4 RG
» » fréquences	16	5 RG
» » types d'émission	16	5 RG

Objet	Pages	Numéro des Articles de la Convention ou des Règlements
Entreprise privée (Définition)	3	1 C
Epellation des indicatifs d'appel, des abréviations de service et des mots	95	Appendice 1 RA
Essais (voir aussi sous Service des stations expérimentales privées)	29	11 RG
Etalonnage des appareils	14	3 RG
Etendue de la Convention	3	2 C
Exploitant	55	24 RG
	62	32 RG
	64	32 RG
Force des signaux (Echelle employée pour exprimer la —)	26	9 RG
	81	Appendice 4 RG
Franchise	88	2 RA
Fréquencemètres	14	3 RG
Fréquences	10	22 C
» de transmission	27	9 RG
» (Distribution des —)	16	5 RG
» (Emploi des —)	16	5 RG
» (Largeur d'une bande de —)	16	4 RG
» (Tableau de répartition des —)	17	5 RG
» (Tolérance admise pour l'écart entre les —)	16	4 RG
Gouvernements contractants (Liste des —)	1	Préambule C
Grande distance (Radiocommunications à —)	90	4 RA
Heure de dépôt des radiotélégrammes	55	25 RG
Heures de service des navires classés dans la deuxième catégorie	82	Appendice 5 RG
» » » internationales pour les navires ayant moins de 3 opérateurs	83	Appendice 6 RG
Indicatifs d'appel	36	14 RG
» » dans la procédure radiotéléphonique internationale	95	Appendice 1 RA

a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art. 1er. - La Convention Radiotélégraphique Int

e 1927 ainsi

tionnel y ann

— 101 —

Objet	Pages	Numéro des Articles de la Convention ou des Règlements
Indicatifs d'appel (Epellation des —)	95	Appendice 1 RA
» » (Liste alphabétique des —)	31	13 RG
Infractions (Rapport sur les —)	30	12 RG
	77	Appendice 2 RG
Inspection des stations	39	15 RG
Installations de secours	44	18 RG
» navales et militaires	10	22 C
Instruction des contraventions	5	6 C
Intercommunication	3	3 C
Interdiction de publier ou d'utiliser, sans autorisation, des correspondances reçues	5	5 C
	14	2 RG
Interférences	6	10 C
	7	14 C
	10	22 C
	16	4 RG
	16	5 RG
	19	5 RG
	25	9 RG
	29	11 RG
	56	26 RG
	59	31 RG
» (Mesures propres à réduire les —)	57	28 RG
» (Plaintes en matière de brouillage)	30	11 RG
Kiloocytes (voir sous Fréquences)		
Largeur d'une bande de fréquences	16	4 RG
Lettre-océan	92	5 RA
Licence	14	2 RG
	39	15 RG
» (Renseignements à faire figurer dans la —)	52	21 RG
Liste alphabétique des indicatifs d'appel	31	13 RG
» de trafic (Listes d'appels)	43	17 RG
» des abréviations à employer dans les transmissions radioélectriques	68	Appendice 1 RG
» » Gouvernements contractants	1	Préambule C
Longueurs d'onde (voir sous Fréquences)		

Objet	Pages	Numéro des Articles de la Convention ou des Règlements
Maintien des ondes émises à la fréquence autorisée . .	15	4 RG
Message de détresse	45	19 RG
» » » (Répétition d'un —)	47	19 RG
» » sécurité	50	19 RG
Messages d'avertissements météorologiques	59	31 RG
» météorologiques synoptiques	59	31 RG
» de prévision	59	31 RG
» de situation météorologique générale	59	31 RG
Mesures propres à réduire les interférences	57	28 RG
Mise à exécution de la Convention	10	23 C
Navicateurs (Avis aux —)	59	31 RG
Nom de l'exploitant	55	24 RG
Nomenclatures	31	13 RG
	78	Appendice 3 RG
Non remise (Avis de —)	58	29 RG
Notations indiquant la nature et l'étendue du service des stations	35	13 RG
Obtention des relèvements radiogoniométriques	84	Appendice 8 RG
Onde d'appel	26	9 RG
	28	9 RG
	42	17 RG
» d'écoute	42	17 RG
» de détresse	42	17 RG
	57	27 RG
» de travail	28	9 RG
» longue entretenue	43	17 RG
Ondemètres (voir sous Fréquencemètres)		
Ondes allouées aux stations mobiles	40	16 RG
» amorties	15	4 RG
	17	5 RG
	40	16 RG
	42	17 RG
» (Définition des —)	15	4 RG
» (Rayonnement des — émises)	15	4 RG
Opérateurs (Certificat des —)	20	7 RG
Ordre de priorité dans l'établissement des communications dans le service mobile	53	23 RG
	89	3 RA

a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art.1er.- La Convention Radiotélégraphique Int

re 1927 ainsi

tionnel y ann

— 103 —

Objet	Pages	Numéro des Articles de la Convention ou des Règlements
PAN (Signal d'urgence)	49	19 RG
Parts contributives aux frais du Bureau international	8	16 C
PAV (Indication pour réexpédition par poste aérienne).	92	5 RA
Périodes de travail	28	9 RG
Plainte en matière de brouillage	30	11 RG
« Poste » (Indication pour réexpédition par —)	92	5 RA
Priorité (Ordre de — dans l'établissement des communi- cations dans le service mobile)	53	23 RG
» pour les appels de détresse	89	3 RA
» pour les appels de détresse	6	11 C
Procédure générale dans le service mobile	25	9 RG
» radiotéléphonique dans le service mobile	87	1 RA
	95	Appendice 1 RA
Protection des signaux de détresse, d'alarme, de sécurité ou d'urgence	18	5 RG
Publication de documents de service	30	13 RG
	78	Appendice 3 RG
» sans autorisation, de correspondances reçues à l'aide d'installations radioélectriques	5	5 C
	14	2 RG
RADIO (Mot ajouté au nom de la station côtière)	93	7 RA
Radiocommunication (à grande distance)	90	4 RA
» (Définition)	2	1 C
Radiodiffusion (Définition du service de —)	13	1 RG
Radiogoniométriques (Obtention des relèvements —)	84	Appendice 8 RG
» (Service des stations —)	60	31 RG
Radiophare (Définition des —)	13	1 RG
» (Service des —)	61	31 RG
Radiotélégramme (Adresse des —)	52	22 RG
» (Application de la Convention télé- graphique internationale et du Règle- ment de service y annexé aux —)	93	7 RA
» à réexpédier par voie postale ordinaire ou aérienne	92	5 RA
» (Définition)	3	1 C
» (Délai de séjour des — dans les stations terrestres)	58	30 RG
» (Direction à donner aux —)	56	26 RG

Objet	Pages	Numéro des Articles de la Convention ou des Règlements
Radiotélégramme (Heure de dépôt des —)	55	25 RG
Rapport sur les infractions	30	12 RG
	77	Appendice 2 RG
Ratification de la Convention	10	24 C
Rayonnement des ondes émises	15	4 RG
Réception de correspondances radioélectriques autres que celles que la station est autorisée à recevoir	14	2 RG
» douteuse	90	4 RA
Réexpédition par voie postale ordinaire ou aérienne de radiotélégrammes	92	5 RA
Réglages	30	11 RG
Règlement additionnel annexé à la Convention radiotélé- graphique internationale	87-94	
» » (Appendice 1 au —)	95	1
» général	12-67	1-34 RG
» » (Appendices au —)	68-86	1-8
» intérieur des Conférences	7	13 C
Règlements annexés à la Convention	7	13 C
Relations avec les stations des Pays non-contractants . .	8	18 C
Relèvements radiogoniométriques (Obtention des —) . .	84	Appendice 8 RG
Renseignements à faire figurer dans la licence	52	21 RG
Répétition d'un appel ou d'un message de détresse . .	47	19 RG
Réponse d'une station appelée	26	9 RG
Réseau général des voies de communication (Connexion avec le —)	5	7 C
» » » » » » » » (Définition)	2	1 C
Réserves	10	22 C
Retransmission par les stations de bord	92	6 RA
Revision de la Convention et des Règlements y annexés	7	13 C
RM (Indication pour désigner les radiotélégrammes re- transmis).	93	6 RA
Secours (Installations de —)	44	18 RG
Secret des correspondances	4	5 C
	14	2 RG
	25	8 RG
Sécurité (Message de —)	50	19 RG
» (Signal de —)	50	19 RG

a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art.1er..- La Convention Radiotélégraphique Int

re 1927 ainsi

ditionnel y ann

— 105 —

numéro des
articles de la
Convention
ou des
règlements

25 RG
2 RG
pendice 2
RG
24 C
4 RG
2 RG
4 RA
5 RA
11 RG
1
34 RG
1-8
13 C
13 C
18 C
pendice 8
RG
21 RG
19 RG
9 RG
7 C
1 C
22 C
6 RA
13 C
6 RA
18 RG
5 C
2 RG
8 RG
19 RG
19 RG

Objet	Pages	Numéro des Articles de la Convention ou des Règlements
Séjour des radiotélégrammes dans les stations terrestres (Délai de —)	58	30 RG
Service de radiodiffusion (Définition)	13	1 RG
» des radiophares	61	31 RG
» des stations expérimentales privées	20	6 RG
» des stations radiogoniométriques	60	31 RG
» fixe (Définition)	13	1 RG
» international (Définition)	2	1 C
» mobile (Appel des stations dans le —)	26	9 RG
» » (Communications entre stations participant au —)	4	3 C
» » (Définition)	2	1 C
» » (Ordre de priorité dans l'établissement des communications dans le —)	53	23 RG
» » »	89	3 RA
» » (Procédure générale dans le —)	25	9 RG
» » (Procédure radiotéléphonique dans le —)	87	1 RA
» » (Vacations des stations du —)	50	20 RG
» public (Définition)	2	1 C
» restreint (Définition)	3	1 C
» »	4	4 C
Services météorologiques	59	31 RG
» spéciaux	59	31 RG
» » (Définition)	13	1 RG
Signal d'alarme (Protection du —)	18	5 RG
» automatique	48	19 RG
» de détresse	44	19 RG
» » » (Protection du —)	18	5 RG
» de sécurité	50	19 RG
» » » (Protection du —)	18	5 RG
» d'urgence	49	19 RG
» (Protection du —)	18	5 RG
Signaux d'essai	29	9 RG
» (Echelle employée pour exprimer la force des —)	26	9 RG
» »	81	Appendice 4 RG
» faux ou trompeurs	5	5 C
» horaires	59	31 RG
Station (Appel des —)	53	24 RG
» (Appel des — dans le service mobile)	26	9 RG
» (Conditions imposées aux —)	6	10 C

Objet	Pages	Numéro des Articles de la Convention ou des Règlements
Station (Définition)	2	1 C
» (Inspection des —)	12	1 RG
» aéronautique (Définition)	39	15 RG
» côtière (Adjonction du mot «Radio»)	12	1 RG
» » (Définition)	93	7 RA
» d'aéronef (Définition)	12	1 RG
» » (Documents dont les — doivent être pourvues)	12	1 RG
» » (Documents dont les — doivent être pourvues)	84	Appendice 7 RG
» (Vacations des stations du service mobile)	50	20 RG
» d'amateur (Applications des règles générales fixées dans la Convention et dans le Règle- ment aux —)	19	5 RG
» » (Transmission de l'indicatif d'appel au cours des émissions des —)	19	5 RG
» de bord (Définition)	12	1 RG
» » » (Documents dont les — doivent être pourvues)	84	Appendice 7 RG
» » » (Retransmission par les —)	92	6 RA
» (Vacations des stations du service mobile)	50	20 RG
» de radiocommunication (Définition)	2	1 C
» de radiodiffusion (Définition)	13	1 RG
» expérimentale privée (Définition)	13	1 RG
» » » (Service des —)	20	6 RG
» fixe (Définition)	2	1 C
» » (Communications internationales entre —)	3	3 C
» mobile (Appel général à toutes les —)	29	10 RG
» » (Conditions à remplir par les —)	40	16 RG
» » (Contrôle du travail dans les échanges entre —)	55	24 RG
» » (Définition)	2	1 C
» » » (Vacations des stations du service mobile)	12	1 RG
» radiogoniométrique (Définition)	50	20 RG
» » » (Définition)	13	1 RG
» » » (Service des —)	84	Appendice 8 RG
» terrestre (Vacation des — dans le service mobile)	60	31 RG
» » (Définition)	50	20 RG
» » » (Définition)	2	1 C
» » » (Définition)	12	1 RG

Suspens
Système
d'autr
Tableau
»
Taxes

(voir
Toléranc
Traduct
Trafic c

Transit
Transmi

»
»
TTT (S
Types c
»
Types c

Types c
»
»

Usage,
l'aide

Vacatio
Vérifica

a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art.1er. - La Convention Radiotélégraphique

re 1927 ain

ditionnel y

— 107 —

Objet	Pages	Numéro des Articles de la Convention ou des Règlements
Suspension du service	7	15 C
Système radioélectrique incapable de communiquer avec d'autres systèmes	4	3 C
Tableau de répartition des fréquences	17	5 RG
» » » » indicatifs d'appel	36	14 RG
Taxes	6	12 C
	87	2 RA
	92	5 RA
	93	6 RA
(voir aussi sous Comptabilité)		
Tolérance admise pour l'écart entre les fréquences	16	4 RG
Traduction de la licence	14	2 RG
Trafic de détresse	10	22 C
	46	19 RG
Transit	93	6 RA
Transmission «A tous»	29	10 RG
	59	31 RG
» par «ampliation»	90	4 RA
» par séries	26	9 RG
TTT (Signal de sécurité)	50	19 RG
Types d'émission (Distribution des —)	16	5 RG
» » (Emploi des —)	16	5 RG
Types d'ondes et/ou fréquence de transmission	27	9 RG
	28	9 RG
» » (Usage du type B)	17	5 RG
	40	16 RG
	42	17 RG
Types d'ondes	10	22 C
» » (Définition des —)	15	4 RG
» » (Distribution des —)	16	5 RG
» » (Emploi des —)	16	5 RG
Usage, sans autorisation, de correspondances reçues à l'aide d'installations radioélectriques	5	5 C
	14	2 RG
Vacations des stations du service mobile	50	20 RG
Vérification des licences	14	2 RG

a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art.1er.- La Convention Radiotélégraphique

de 1927 ain

ditionnel y

risé à noti

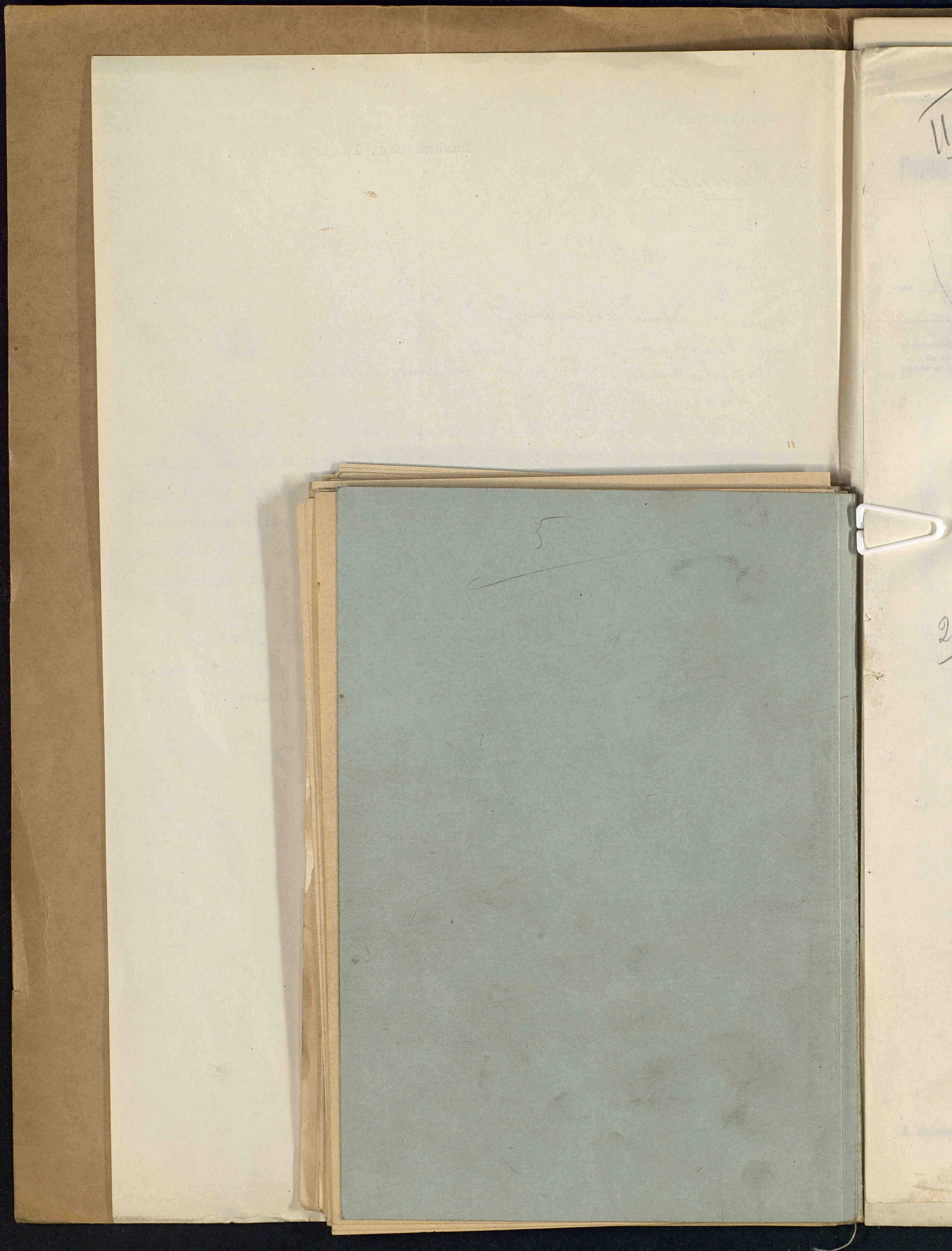
e l'adhésio

et à prandr

ésente loi.

ente loi so

ervée par t



11
Projet de Loi du
portant approbation de la Convention Radiotélégraphique
Internationale de Washington du 25 novembre 1927, ainsi que
du Règlement général et du Règlement additionnel y annexés.

Nous Charlotte
Notre Conseil d'Etat entendu;
De l'assentiment de la Chambre des Députés;
Vu la décision de la Chambre des Députés du
et celle du Conseil d'Etat du portant qu'il n'y
a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art.1er. - La Convention Radiotélégraphique Internatio-
nale signée à Washington le 25 novembre 1927 ainsi que le
règlement général et le Règlement additionnel y annexés sont
approuvés.

21
Art.2. - Le Gouvernement est autorisé à notifier au
Gouvernement des Etats Unis d'Amérique l'adhésion du Grand-
Duché à ces Convention et Règlements et à prendre les mesures
nécessaires pour l'exécution de la présente loi.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée
au Mémorial pour être exécutée et observée par tous ceux
que la chose concerne.

Projet de loi de

portant approbation de la Convention Radiotélégraphique
Internationale de Washington du 25 novembre 1927, ainsi que
du Règlement Général et du Règlement Additionnel y annexes.

Nous caractéristique

Notre Conseil d'Etat entendu;

Le l'assentiment de la Chambre des Députés;

La loi relative de la Chambre des Députés du

et celle du Conseil d'Etat du portant sur le

a pas lieu à second vote;

Auons ordonné et ordonnons:

Art. 1er. - La Convention Radiotélégraphique Internatio-

nale signée à Washington le 25 novembre 1927 ainsi que la
Réglement Général et le Règlement Additionnel y annexes sont

approuvés.

Art. 2. - Le Gouvernement est autorisé à notifier au

Gouvernement des Etats Unis d'Amérique l'adhésion du Grand-
Pays à cette Convention et de l'adhésion de la marine
nécessaires pour l'extension de la présente loi.

En conséquence, les dispositions de la présente loi sont

insérées au Moniteur pour être exécutées et observées par tous ceux

des la chose contraire.

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

Administration
des
Postes et des Télégraphes.

Direction.

No. 41881

Réponse à la lettre
du

No.

Annexes: 2

*On est prié de rappeler dans la réponse le
numéro de la présente.*

Luxembourg, le 8 mai 1930.

Monsieur le Directeur général,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint un projet de loi portant approbation de la convention radiotélégraphique internationale de Washington du 25 novembre 1927, ainsi que du règlement général et du règlement additionnel y annexés.

De grands changements se sont produits dans la vie des peuples depuis la fin du dix-neuvième siècle où la science est parvenue à mettre la radio-électricité au service de l'humanité. Au point de vue technique la radioélectricité diffère de la télégraphie et de la téléphonie ordinaires en ce qu'elle n'est pas liée à des circuits métalliques. Les ondes hertziennes auxquelles l'éther sert de conducteur ne connaissent ni temps, ni espace, ni obstacles, ni frontières; en un septième de seconde elles font le tour du monde dans toutes les directions et peuvent être captées en tous lieux par les stations de réception. Aussi la nouvelle invention, évoluant de progrès à progrès, a-t-elle vu le nombre de ses applications augmenter de jour en jour. Sa grande valeur pratique se montra une première fois en 1897 où, après les essais de Marconi, il est devenu possible d'organiser un échange de messages avec les navires en mer. Ensuite la radioélectricité a permis aux divers pays d'ouvrir des relations télégraphiques et téléphoniques avec les points les plus reculés du

A Monsieur le Directeur général
des Finances,

monde

E/V.

Postes et Télégraphes

Direction

No. 41861

Réponse à la lettre

No.

2

Annexes

On est prié de renvoyer dans la réponse le
numéro de la présente

Luxembourg, le 8 mai 1936.

Monsieur le Directeur Général,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint un
projet de loi portant approbation de la convention
radiotélégraphique internationale de Washington du
13 novembre 1933, ainsi que du Règlement Général et
du Règlement Additionnel y annexés.
Ce traité international se trouve produit dans la
vie des peuples depuis la fin du dix-neuvième
siècle où la science est parvenue à mettre la radio-
électricité au service de l'humanité. Au point de
vue technique la radiotélégraphie diffère de la
télégraphie et de la téléphonie ordinaires en ce
qu'elle n'est pas liée à des circuits métalliques.
Les ondes hertziennes auxquelles l'éther sert de
conducteur ne connaissent ni temps, ni espace, ni
obstacles, ni frontières, en un système de seconde
elles font le tour du monde sans jamais les direc-
tions et peuvent être capées en tous lieux par les
stations de réception. Ainsi la nouvelle invention,
évoluant de progrès en progrès, a-t-elle vu la somme
de ses applications augmenter de jour en jour. Sa
grande valeur pratique se mesure aux premiers fois en
1897 où, après les essais de Marconi, il est devenu
possible d'organiser un échange de messages avec les
navires en mer. Ensuite la radiotélégraphie a permis
aux divers pays d'ouvrir des relations télégraphiques
et téléphoniques avec les points les plus reculés du

monde

A Monsieur le Directeur Général

des Finances,

E/V.

monde, tout en augmentant considérablement la célérité de la transmission des communications en général. Enfin elle a rendu possible la diffusion de la voix humaine, de sons et d'images.

La réglementation internationale de la nouvelle matière a suivi de près ces diverses adaptations. Tout naturellement les premières conventions conclues en 1906 à Berlin et 1912 à Londres portaient spécialement sur l'utilisation de la radioélectricité dans le service télégraphique avec les navires en mer. Le fait que lors de la terrible catastrophe du Titanic les stations radioélectriques mobiles ne purent cependant pas empêcher la mort de plus de mille naufragés, prouva que tant les moyens que l'organisation du dit service étaient encore très précaires. Les délégués des différents États se réunirent en conséquence en 1913 en nouvelle conférence dite celle du Titanic, au cours de laquelle fut conclue la convention relative à la sécurité de la vie humaine dans la navigation maritime.

Toute cette réglementation spéciale n'intéressait cependant que les grands pays, notamment ceux qui, ayant accès à la mer, disposent de stations de télégraphie sans fil sur les côtes et à bord des navires. Notre pays pouvait s'en désintéresser d'autant plus que la transmission des télégrammes maritimes était aussi prévue dans ses grandes lignes dans le règlement général sur le service télégraphique international.

En 1920 cinq puissances alliées pendant la guerre, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, le Japon et les Etats Unis d'Amérique préparèrent spécialement de la radiodiffusion. Comme cette à veilleuse invention a commencé à intéresser chez

monde, tout en augmentant considérablement la
efficacité de la transmission des communications en
général. Enfin elle a rendu possible la diffusion
de la voix humaine, de sons et d'images.
La réglementation internationale de la nouvelle
matière a suivi de près ces diverses adaptations.
Tout naturellement les premières conventions conclues
en 1906 à Berlin et 1912 à Londres portaient égale-
ment sur l'utilisation de la radioélectricité
dans le service télégraphique avec les navires en
mer. Le fait que lors de la terrible catastrophe
du Titanic les stations radioélectriques mobiles ne
purent cependant pas empêcher la mort de plus de
mille naufragés, provoqua tout les moyens que
l'organisation du dit service était encore très
primitifs. Les délégués des différents États se
réunirent en conséquence en 1913 en nouvelle con-
férence dite celle du Titanic, au cours de laquelle
fut conclue la convention relative à la sécurité
de la vie humaine dans la navigation maritime.
Toute cette réglementation spéciale n'intéressa
pas cependant que les grands pays, notamment ceux
qui, ayant accès à la mer, disposent de stations de
télégraphie sans fil sur les côtes et à bord des
navires. Notre pays pouvait s'en désintéresser
d'autant plus que la transmission des télégrammes
maritimes était assurée par ses grandes lignes
dans le règlement général sur le service télégra-
phique international.
En 1920 cinq puissances alliées pendant la
guerre, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, le
Japon et les États-Unis d'Amérique préparèrent

3.

à Washington un projet de réorganisation qui devint la base des travaux de la Conférence Radiotélégraphique internationale de Washington en 1927. 76 Etats et 40 Compagnies privées prirent part à la conférence. Cette grande affluence s'explique par la situation toute spéciale dans laquelle se trouvaient les administrations après la guerre. Le nombre restreint des câbles sous-marins et des circuits aériens et souterrains sortis sains et saufs du grand cataclysme ne suffisait pas aux besoins de la reprise des affaires. Pour remédier à cet état des choses il aurait fallu d'importants crédits et - du temps. On a donc eu recours au moyen le moins onéreux et le plus expéditif sous tous les rapports: la T.S.F. A partir de ce moment l'emploi de la télégraphie sans fil, primitivement limitée aux relations avec les navires en mer, se généralise; elle prend un essor considérable. Et pas à pas avec elle, nous voyons éclore et se développer une nouvelle branche de la radioélectricité: la radiodiffusion. La vulgarisation de cette dernière science, son application dans tous les domaines de la vie publique, la possibilité de capter en n'importe quel point du globe les irradiations des stations émettrices, la possibilité du brouillage et des interférences, tout cela a fait naître une foule de questions d'ordre économique, politique, administratif et technique qui n'ont pu trouver leur solution que par une réglementation internationale. Cette base commune à tous les pays fut créée par la Convention de Washington qui s'occupe spécialement de la radiodiffusion. Comme cette merveilleuse invention a commencé à intéresser chez

nous

à Washington un projet de réorganisation qui de-
vint la base des travaux de la Conférence Radiote-
légraphique internationale de Washington en 1927.
Les États-Unis de Compagnies privées prirent part à
la conférence. Cette grande assemblée a expliqué
par la situation toute spéciale dans laquelle se
trouvaient les administrations après la guerre. Le
nombre restreint des câbles sous-marins et des cir-
cuits aériens et souterrains sortis seuls et seuls
du grand système ne suffisait pas aux besoins
de la reprise des affaires. Pour remédier à cet
état des choses il était fallu d'importantes cré-
dites et - du temps. On a donc eu recours au moyen
le moins onéreux et le plus expéditif sous tous
les rapports: la T.S.F. À partir de ce moment
l'emploi de la télégraphie sans fil, primitivement
limitée aux relations avec les navires en mer, se
généralisa; elle prend un essor considérable. Et
pas à pas avec elle, nous voyons défer et se déve-
lopper une nouvelle branche de la radiotélégraphie:
la radiodiffusion. La vulgarisation de cette der-
nière science, son application dans tous les domai-
nes de la vie publique, la possibilité de capter en
n'importe quel point du globe les émissions des
stations émettrices, la possibilité de recevoir
et des interruptions, tout cela a fait naître une
foible de questions d'ordre économique, politique,
administratif et technique qui ont pu trouver
leur solution que par une réglementation interna-
tionale. Cette base commune à tous les pays fut
créée par la Convention de Washington qui a occupé
spécialement de la radiodiffusion. Comme cette mé-
thode internationale a commencé à intéresser chez

4.

nous toutes les classes de la population, le moment est venu de ratifier la convention de Washington et les règlements y annexés.

Dans la Convention (p.1-11 de la brochure annexée) nous trouvons la base pour le statut général de la radiodiffusion, tandis que le Règlement général (p.12 ss.) contient de plus amples dispositions sur cet objet. Pour entrer en matière, l'art. 1 de ce Règlement général (p.13) donne la définition des termes "service de radiodiffusion" et "station de radiodiffusion". L'art.2 (page 14) stipule qu'aucune station radioélectrique émettrice ne pourra être établie ou exploitée par un particulier ou par une entreprise privée sans licence spéciale délivrée par le Gouvernement du pays dont relève la station en question. Cet article fixe de plus dans ses grandes lignes la réglementation des licences. L'art.3 (page 14) concerne le choix et l'étalonnage des appareils. L'art.4 (p.14 et 15) contient des dispositions sur la classification et l'emploi des émissions radioélectriques, tandis que l'art 5 (p.16) traite de la distribution et de l'emploi des fréquences (longueur d'onde) et des types d'émission. Les bandes de fréquences assignées à la radiodiffusion sont les suivantes: 1875-1340 m; 545-200 m; 50-48,8 m; 31,6-31,2 m; 25,6-25,2 m; 19,85-19,55 m; 16,9-16,85 m; et 14-13,9 m. L'art. 13 (p.30 ss) s'occupe de la publication des documents de service et prévoit l'obligation de l'établissement de la nomenclature des stations de radiodiffusion avec tous les détails d'ordre technique.

Diverses stipulations concernent principalement international, de sorte qu'à vrai dire il n'y les

non toutes les classes de la population, le moment
est venu de réviser la convention de Washington
et les règlements y annexés.
Dans la Convention (p. 1-11 de la brochure
annexée) nous trouvons le base pour le statut général
et de la radiodiffusion, tandis que le règlement
général (p. 12-22) contient de plus amples dispo-
sitions sur cet objet. Pour entrer en matière, l'art.
1. de ce Règlement général (p. 12) donne la définition
des termes "services de radiodiffusion" et "station
de radiodiffusion". L'art. 2 (page 14) stipule que
aucune station radiodiffusionne émettrice ne pourra
être établie ou exploitée par un particulier ou
par une entreprise privée sans licence spéciale
délivrée par le Gouvernement du pays dont relève
la station en question. Cet article fixe de plus
dans ses grandes lignes la réglementation des li-
cences. L'art. 3 (page 14) concerne le choix et
l'équipement des appareils. L'art. 4 (p. 14 et 15)
contient des dispositions sur la classification et
l'emploi des émissions radiodiffusionnelles, tandis que
l'art. 5 (p. 16) traite de la distribution et de l'em-
ploi des fréquences (longueurs d'onde) et des types
d'émission. Les bandes de fréquences assignées à la
radiodiffusion sont les suivantes: 1875-1950 m.
545-550 m.; 55-58,5 m.; 31,5-31,8 m.; 23,5-23,8 m.
19,85-19,95 m.; 16,9-16,95 m.; et 14-14,9 m. L'art.
13 (p. 20 et 21) s'occupe de la publication des docu-
ments de service et prévoit l'obligation de l'éta-
blissement de la nomenclature des stations de radio-
diffusion avec tous les détails d'ordre technique.
Diverses stipulations concernent principalement

5.

les radiotélégrammes. C'est ainsi que la Convention donne la définition des termes "stations fixes", "stations mobiles" etc. (Art. 1, page 2) et contient des dispositions sur le secret des correspondances (art. 5, page 4) ainsi que sur les conditions à imposer aux stations (art. 10, page 6), tandis que le Règlement général et le Règlement additionnel (p. 87 ss) fixent les détails d'organisation: Aptitudes requises pour l'exploitation d'un poste (art. 7, page 20), procédure générale dans le service mobile (art. 9, page 25), brouillage (art. 11, page 29), indicatifs d'appel (art. 14, page 36), signaux de détresse, d'alarme, d'urgence et de sécurité (art. 19 et 27, p. 44 resp. 57), libellé et adresse des télégrammes (art. 22, page 52), institution d'un comité consultatif international technique des communications radioélectriques (art. 33, p. 64) etc.

Il reste à relever que l'approbation proposée n'entraînera pas l'application d'autres taxes que celles qui sont déjà ~~prévues~~ perçues actuellement en conformité des dispositions (art. 25, 26, 27, 63, 64 et 65) du Règlement télégraphique international de Bruxelles, actuellement en vigueur (Mémorial 1929, pp. 281 ss). Quant aux frais qui en résulteront pour le pays, ils sont prévus par l'art. 34 du Règlement général (p. 65 et 66 de la brochure) pour la contribution aux frais du Bureau international. Ces frais seront très minimes pour notre pays qui figurera parmi les pays de la sixième classe. La quote-part dont s'agit, imputable sur le budget de l'Administration des P.T.T., sera du reste compensée par l'envoi gratuit des publications du Bureau international, de sorte qu'à vrai dire il n'y aura

pas

Les radiotélégrammes. C'est ainsi que la Convention
donne la définition des termes "stations fixes",
"stations mobiles" etc. (art. 1, page 2) et contient
des dispositions sur le service des correspondances
(art. 3, page 4) ainsi que sur les conditions d'usage
des stations (art. 10, page 6), tandis que le
Règlement général et le Règlement additionnel
(p. 87 et 88) fixent les détails d'organisation. Les
textes relatifs à l'exploitation d'un poste (art. 7,
page 20), procédures générales dans le service mobile
(art. 9, page 22), brevillage (art. 11, page 23), indication
d'appel (art. 14, page 26), signaux de détresse, d'alarme,
d'urgence et de sécurité (art. 19 et 20, p. 44 resp. 57),
libellé et adresse des télégrammes (art. 22, page 52),
institution d'un comité consultatif international
technique des communications radiotélégraphiques (art.
33, p. 64) etc.

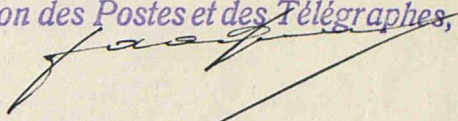
Il reste à relever que l'approbation proposée
n'entraînera pas l'application d'articles nouveaux que
celles qui sont déjà fixées par les articles
en conformité des dispositions (art. 23, 26, 27, 33,
34 et 35) du Règlement télégraphique international
de Bruxelles, actuellement en vigueur (Mémoires
1929, pp. 281 et 282). Quant aux frais qui en résulteront
pour les pays, ils sont prévus par l'art. 34 du Régla-
ment général (p. 55 et 56 de la brochure) pour la
contribution aux frais du Bureau international.
Des frais seront très minimes pour notre pays qui
figure parmi les pays de la sixième classe. La
prote-part dont s'agit, imputable sur le budget de
l'Administration des P. T. T., sera la seule compensée
par l'envoi gratuit des publications du Bureau
international, de sorte qu'il n'y aura

6.

pas de charge spéciale pour l'Etat.

L'art.2 du projet de loi prévoit la délégation
du Gouvernement pour la **notification** de l'adhésion
prévue par l'art.19, § 1(2) de la Convention.

Le Directeur
de l'Administration des Postes et des Télégraphes,

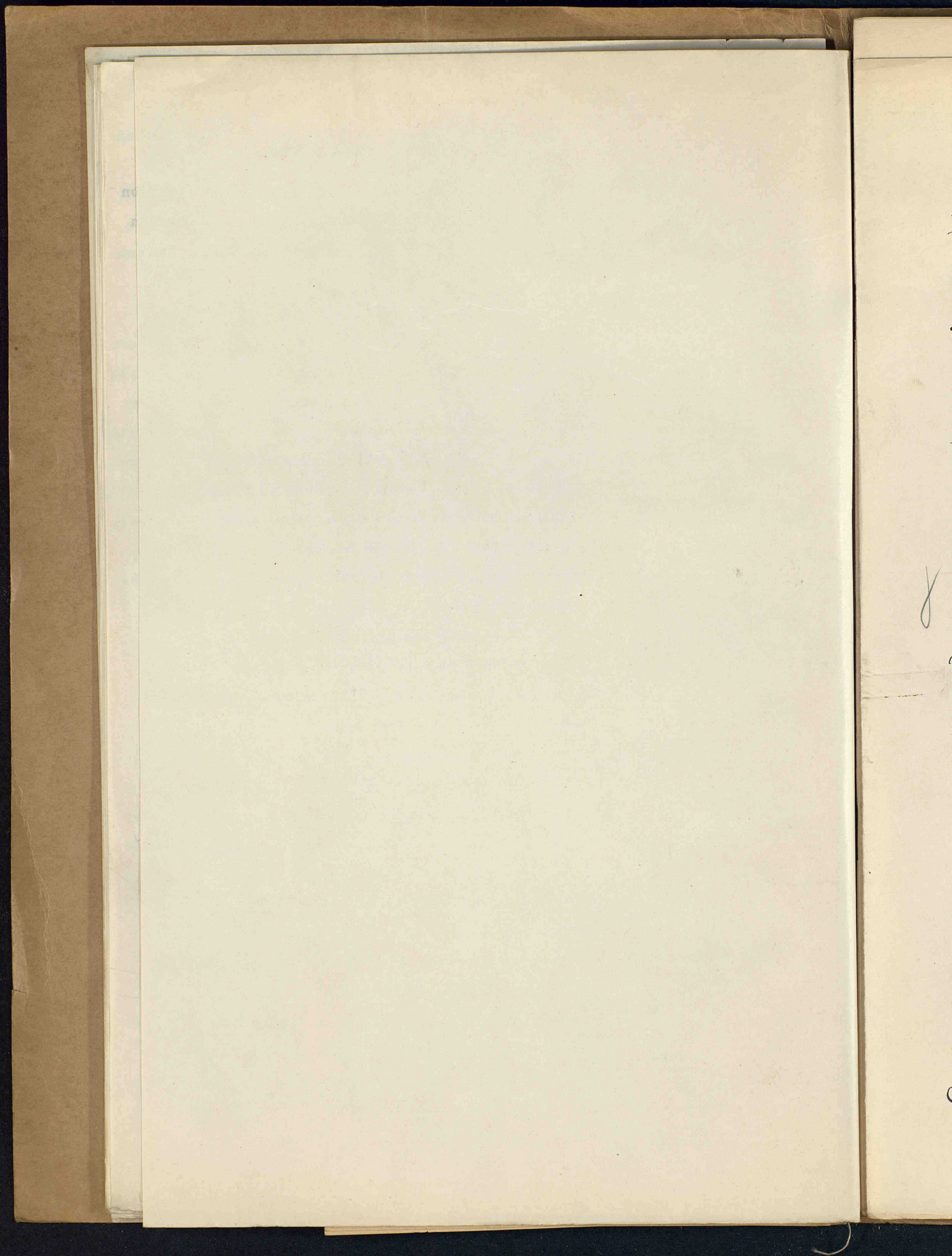
A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'J. A. P.', is written over the typed name of the Director of the Administration of Posts and Telegraphs.

pas de charge spéciale pour l'Etat.

L'art. 8 du projet de loi prévoit la délégation
au Gouvernement pour la notification de l'adhésion
prévue par l'art. 12, § 1 (2) de la Convention.

Le Directeur
de l'Administration des Postes et des Télégraphes





Ordi du Conseil d'Etat

La Convention Radioélectrique Interna-
tionale de Washington avec le Règlement
Général et le Règlement additionnel y an-
nexés, que le Gouvernement a soumis à
l'appréciation du Conseil d'Etat, s'occupant
également de la Radiodiffusion qui
depuis la guerre a pris un essor consi-
dérable dans tous les pays et qui in-
téresse tout aussi vivement nos populations.

Comme le Grand-Duché envisage
en ce moment la création d'une grande
station d'émission dans le pays, il
aurait tort de ne pas ~~se presser~~ ac-
ceder à ces actes, pour pouvoir béné-
ficier des avantages de la réglemen-
tation internationale.

D'après l'art. 19 de la Convention
les Etats qui n'étaient pas représentés
à la Conférence, sont admis à adhérer
~~à la Convention~~ sur leur demande.

En ce qui concerne les frais qui
en résulteront pour le pays, ils se ré-
duisent à un minimum et sont même
compensés par l'envoi gratuit des publi-
cations du Bureau International.

Dans ces conditions, le Conseil
n'hésite pas à recommander l'adoption
du projet de loi.

A l'art. 2, il y aurait lieu de biffer
le passage final ~~qui pourrait prêter à équi-~~
~~voque les mesures nécessaires pour~~
l'exécution des lois rentrant
dans les attributions du Souverain.

Ainsi délibéré en audience plénière,
le Conseil d'Etat le 27 juin 1930.

Le Vice-Président,

E. Brendt

Le Secrétaire,

A. Fuchs

Chas. A. Smith & Co.

The undersigned, in pursuance of the
powers conferred upon them by the
Board of Directors of the
City of New York, do hereby
certify that the within and
above described property is
the property of the City of New York
and is situated in the City of New York
in the County of New York
and is subject to the
taxes and assessments
of the City of New York
and is not subject to
any other taxes or
assessments.

Witness my hand and seal
this 1st day of June 1880.

Chas. A. Smith & Co.
City of New York

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

Session ordinaire de 1929-1930.

PROJET DE LOI

PORTANT

**approbation de la Convention Radiotélégraphique Internationale de Washington
du 25 novembre 1927,
ainsi que du Règlement général et du Règlement additionnel y annexés.**

DÉPÊCHE AU CONSEIL D'ÉTAT.

Luxembourg, le 12 mai 1930.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous adresser sous ce pli, avec prière de bien vouloir le soumettre aux délibérations du Conseil d'Etat, un avant-projet de loi ayant pour objet l'approbation de la Convention Radiotélégraphique Internationale de Washington du 25 novembre 1927, ainsi que du Règlement général et du Règlement additionnel y annexés.

Je joins à la présente le rapport y relatif de M. le Directeur des Postes, Télégraphes et Téléphones.

Le Directeur général des finances,
P. DUPONG.

PROJET DE LOI.

Art. 1^{er}. — La Convention Radiotélégraphique Internationale signée à Washington le 25 novembre 1927 ainsi que le Règlement général et le Règlement additionnel y annexés sont approuvés.

Art. 2. — Le Gouvernement est autorisé à notifier au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique l'adhésion du Grand-Duché à ces Convention et Règlements et à prendre les mesures nécessaires pour l'exécution de la présente loi.

**RAPPORT DE M. LE DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION DES POSTES
ET TÉLÉGRAPHES.**

Luxembourg, le 8 mai 1930

Monsieur le Directeur général,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint un projet de loi portant approbation de la convention radiotélégraphique internationale de Washington du 25 novembre 1927, ainsi que du règlement général et du règlement additionnel y annexés.

De grands changements se sont produits dans la vie des peuples depuis la fin du dix-neuvième siècle où la science est parvenue à mettre la radio-électricité au service de l'humanité. Au point de vue technique la radioélectricité diffère de la télégraphie et de la téléphonie ordinaires en ce qu'elle n'est pas liée à des circuits métalliques. Les ondes hertziennes auxquelles l'éther sert de conducteur ne connaissent ni temps, ni espace, ni obstacles, ni frontières ; en un septième de seconde elles font le tour du monde dans toutes les directions et peuvent être captées en tous lieux par les stations de réception. Aussi la nouvelle invention, évoluant de progrès à progrès, a-t-elle vu le nombre de ses applications augmenter de jour en jour. Sa grande valeur pratique se montra une première fois en 1897 où, après les essais de Marconi, il est devenu possible d'organiser un échange de messages avec les navires en mer. Ensuite la radioélectricité a permis aux divers pays d'ouvrir des relations télégraphiques et téléphoniques avec les points les plus reculés du monde, tout en augmentant considérablement la célérité de la transmission des communications en général. Enfin elle a rendu possible la diffusion de la voix humaine, de sons et d'images.

Le réglementation internationale de la nouvelle matière a suivi de près ces diverses adaptations. Tout naturellement les premières conventions conclues en 1906 à Berlin et 1912 à Londres portaient spécialement sur l'utilisation de la radioélectricité dans le service télégraphique avec les navires en mer. Le fait que lors de la terrible catastrophe du Titanic les stations radioélectriques mobiles ne purent cependant pas empêcher la mort de plus de mille naufragés, prouva que tant

les moyens que l'organisation du dit service étaient encore très précaires. Les délégués des différents États se réunirent en conséquence en 1913 en nouvelle conférence dite celle du Titanic, au cours de laquelle fut conclue la convention relative à la sécurité de la vie humaine dans la navigation maritime.

Toute cette réglementation spéciale n'intéressait cependant que les grands pays, notamment ceux qui, ayant accès à la mer, disposent de stations de télégraphie sans fil sur les côtes et à bord des navires. Notre pays pouvait s'en désintéresser d'autant plus que la transmission des télégrammes maritimes était aussi prévue dans ses grandes lignes dans le règlement général sur le service télégraphique international.

En 1920 cinq puissances alliées pendant la guerre, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, le Japon et les États-Unis d'Amérique préparèrent à Washington un projet de réorganisation qui devint la base des travaux de la Conférence Radiotélégraphique internationale de Washington en 1927. 76 États et 40 Compagnies privées prirent part à la conférence. Cette grande affluence s'explique par la situation toute spéciale dans laquelle se trouvaient les administrations après la guerre. Le nombre restreint des câbles sous-marins et des circuits aériens et souterrains sortis sains et saufs du grand catalysme ne suffisait pas aux besoins de la reprise des affaires. Pour remédier à cet état des choses il aurait fallu d'importants crédits et — du temps. On a donc eu recours au moyen le moins onéreux et plus le expéditif sous tous les rapports : la T.S.F. À partir de ce moment l'emploi de la télégraphie sans fil, primitivement limitée aux relations avec les navires en mer, se généralise ; elle prend un essor considérable. Et pas à pas avec elle, nous voyons éclore et se développer une nouvelle branche de la radioélectricité : la radiodiffusion. La vulgarisation de cette dernière science, son application dans tous les domaines de la vie publique, la possibilité de capter en n'importe quel point du globe les irradiations des stations émettrices, la possibilité du brouillage et des interférences, tout cela a fait naître une foule de questions d'ordre économique, politique, administratif et technique qui n'ont pu trouver leur solution que par une réglementation internationale. Cette base commune à tous les pays fut créée par la Convention de Washington qui s'occupe spécialement de la radiodiffusion. Comme cette merveilleuse invention a commencé à intéresser chez nous toutes les classes de la population, le moment est venu de ratifier la convention de Washington et les règlements y annexés.

Dans la Convention (p. 1—11 de la brochure annexée) nous trouvons la base pour le statut général de la radiodiffusion, tandis que le Règlement général (p. 12 ss.) contient de plus amples dispositions sur cet objet. Pour entrer en matière, l'art. 1 de ce Règlement général (p. 13) donne la définition des termes « service de radiodiffusion » et « station de radiodiffusion ». L'art. 2 (page 14) stipule qu'aucune station radioélectrique émettrice ne pourra être établie ou exploitée par un particulier ou par une entreprise privée sans licence spéciale délivrée par le Gouvernement du pays dont relève la station en question. Cet article fixe de plus dans ses grandes lignes la réglementation des licences. L'art. 3 (page 14) concerne le choix et l'étalonnage des appareils. L'art. 4 (p. 14 et 15) contient des dispositions sur la classification et l'emploi des émissions radioélectriques, tandis que l'art. 5 (p. 16) traite de la distribution et de l'emploi des fréquences (longueurs d'onde) et des types d'émission. Les bandes de fréquences assignées à la radiodiffusion sont les suivantes : 1875—1340 m. ; 545—200 m. ; 50—48,8 m. ; 31,6—31,2 m. ; 25,6—25,2 m. ; 19,85—19,55 m. ; 16,9—16,85 m. ; et 14—13,9 m. L'art. 13 (p. 30 ss.) s'occupe de la publication des documents de service et prévoit l'obligation de l'établissement de la nomenclature des stations de radiodiffusion avec tous les détails d'ordre technique.

Diverses stipulations concernent principalement les radiotélégrammes. C'est ainsi que la Convention donne la définition des termes « stations fixes », « stations mobiles » etc. (art. 1, page 2) et contient des dispositions sur le secret des correspondances (art. 5, page 4) ainsi que sur les conditions à imposer aux stations (art. 10, page 6), tandis que le Règlement général et le Règlement additionnel (p. 87 ss.) fixent les détails d'organisation : aptitudes requises pour l'exploitation d'un poste (art. 7, page 20), procédure générale dans le service mobile (art. 9, page 25), brouillage (art. 11, page 29), indicatifs d'appel (art. 14, page 36), signaux de détresse, d'alarme, d'urgence et de sécurité (art. 19 et 27, p. 44 resp. 57), libellé et adresse des télégrammes (art. 22, page 52), institution d'un comité consultatif international technique des communications radioélectriques (art. 33, p. 64) etc.

Il reste à relever que l'approbation proposée n'entraînera pas l'application d'autres taxes que celles qui sont déjà perçues actuellement en conformité des dispositions (art. 25, 26, 27, 63, 64 et 65) du Règlement télégraphique international de Bruxelles, actuellement en vigueur (*Mémorial* 1929, pp. 281 ss.). Quant aux frais qui en résulteront pour le pays, ils sont prévus par l'art. 34 du Règlement général (p. 65 et 66 de la brochure) pour la contribution aux frais du Bureau international. Ces frais seront très minimes pour notre pays qui figurera parmi les pays de la sixième classe. La quote-part dont s'agit, imputable sur le budget de l'Administration des Postes, Télégraphes et Téléphones, sera du reste compensée par l'envoi gratuit des publications du Bureau international, de sorte qu'à vrai dire il n'y aura pas de charge spéciale pour l'État.

L'art. 2 du projet de loi prévoit la délégation du Gouvernement pour la notification de l'adhésion prévue par l'art. 19, § 1 (2) de la Convention.

Le Directeur de l'administration des postes et des télégraphes,
E. JAAQUES.

CONVENTION RADIOTÉLÉGRAPHIQUE INTERNATIONALE.

conclue entre

les Gouvernements de:

L'Union de l'Afrique du Sud, l'Afrique équatoriale française et autres Colonies, l'Afrique occidentale française, l'Afrique occidentale portugaise, l'Afrique orientale portugaise et les Possessions portugaises asiatiques, l'Allemagne, la République Argentine, la Fédération Australienne, l'Autriche, la Belgique, la Bolivie, le Brésil, la Bulgarie, le Canada, le Chili, la Chine, la République de Colombie, la Colonie espagnole du Golfe de Guinée, le Congo belge, Costa-Rica, Cuba, Curaçao, la Cyrénaïque, le Danemark, la République Dominicaine, l'Egypte, la République de El Salvador, l'Erytrée, l'Espagne, l'Esthonie, les Etats-Unis d'Amérique, la Finlande, la France, la Grande-Bretagne, la Grèce, le Guatemala, la République d'Haïti, la République de Honduras, la Hongrie, les Indes britanniques, les Indes néerlandaises, l'Indochine française, l'Etat libre d'Irlande, l'Italie, le Japon, Chosen, Taiwan, Sakhalin japonais, le Territoire à bail du Kouantoung et le Territoire des Iles des Mers du Sud sous mandat japonais, la République de Libéria, Madagascar, le Maroc (à l'exception de la Zone espagnole), le Mexique, le Nicaragua, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, la République de Panama, le Paraguay, les Pays-Bas, le Pérou, la Perse, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, le Siam, la Somalie italienne, la Suède, la Suisse, Surinam, les Territoires Syro-Libanais, la République de Saint-Marin, la Tchécoslovaquie, la Tripolitaine, la Tunisie, la Turquie, l'Uruguay et le Vénézuéla.

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays ci-dessus énumérés, s'étant réunis en Conférence à Washington, ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté la Convention suivante :

Article premier.

Définitions.

Dans la présente Convention :

le terme « communication radioélectrique » ou « radiocommunication » s'applique à la transmission sans fil d'écrits, de signes, de signaux, d'images et de sons de toute nature, à l'aide des ondes hertziennes ;

le terme « station de radiocommunication » ou simplement « station » désigne une station outillée pour effectuer une radiocommunication ;

le terme « station fixe » désigne une station établie à demeure et communiquant avec une ou plusieurs stations établies de la même manière ;

le terme « station mobile » désigne une station susceptible de se déplacer et qui habituellement se déplace ;

le terme « station terrestre » désigne une station autre qu'une station mobile et utilisée pour la radiocommunication avec des stations mobiles ;

le terme « service mobile » désigne le service de radiocommunication exécuté entre stations mobiles et stations terrestres et par les stations mobiles communiquant entre elles ;

le terme « service international » désigne un service de radiocommunication entre une station dans un Pays et une station dans un autre Pays, ou entre une station terrestre et une station mobile qui se trouve au delà des limites du Pays dans lequel est située la station terrestre, ou entre deux ou plusieurs stations mobiles sur ou au-dessus des hautes mers. Un service de radiocommunication intérieur ou national, qui est susceptible de causer des brouillages avec d'autres services au delà des limites du Pays dans lequel il opère, est considéré comme service international au point de vue du brouillage ;

le terme « réseau général des voies de communication » désigne l'ensemble des voies de communication télégraphiques et téléphoniques existantes, ouvertes au service public, avec fils et sans fil, à l'exclusion des voies de radiocommunication du service mobile ;

le terme « service public » désigne un service à l'usage du public en général ;

le terme « service restreint » désigne un service ne pouvant être utilisé que par des personnes spécifiées ou dans des buts particuliers ;

le terme « correspondance publique » désigne toute communication radioélectrique qu'une station, par le fait de sa mise à la disposition du service public, doit accepter du public pour transmission ;

le terme « entreprise privée » désigne tout particulier et toute Compagnie ou Corporation qui exploite une ou plusieurs stations pour des communications radioélectriques ;

le terme « radiotélégramme » désigne un télégramme originaire ou à destination d'une station mobile, transmis, sur tout ou partie de son parcours, par des moyens radioélectriques.

Article 2.

Etendue de la Convention.

§ 1. Les Gouvernements contractants s'engagent à appliquer les dispositions de la présente Convention dans toutes les stations de radiocommunication établies ou exploitées par les Gouvernements contractants et ouvertes au service international de la correspondance publique. Ils s'engagent également à appliquer lesdites dispositions aux services spéciaux régis par les Règlements annexés à la présente Convention.

§ 2. Ils s'engagent, en outre, à prendre ou à proposer à leurs législatures respectives les mesures nécessaires pour imposer l'observation des dispositions de la présente Convention et des Règlements y annexés, aux particuliers et entreprises privées autorisés à établir et à exploiter des stations de radiocommunication du service international ouvertes ou non à la correspondance publique.

§ 3. Les Gouvernements contractants reconnaissent le droit à deux Gouvernements contractants d'organiser entre eux des communications radioélectriques, à la seule condition de se conformer à toutes les dispositions de la présente Convention et des Règlements y annexés.

Article 3.

Intercommunication.

§ 1. (1) En ce qui concerne les communications internationales entre stations fixes, la liberté de chaque Gouvernement contractant reste entière, relativement à l'organisation du service et à la détermination des correspondances à échanger par les stations assurant ces communications.

(2) Toutefois, lorsque ces stations fixes effectuent un service international de correspondance publique, soit de Pays à Pays, soit avec des stations du service mobile, elles doivent se conformer, respectivement pour chacune de ces deux catégories de communications, aux prescriptions de la présente Convention et des Règlements y annexés.

§ 2. En ce qui regarde les communications entre stations participant au service mobile, les stations assurant ces communications sont tenues, dans les limites de leur affectation normale, d'échanger réciproquement les radiotélégrammes, sans distinction du système radioélectrique adopté par elles.

§ 3. Toutefois, afin de ne pas entraver les progrès scientifiques, les dispositions du paragraphe précédent n'empêchent pas l'emploi éventuel d'un système radioélectrique incapable de communiquer avec d'autres systèmes, pourvu que cette incapacité soit due à la nature spécifique de ce système et qu'elle ne soit pas l'effet de dispositifs uniquement adoptés en vue d'empêcher l'intercommunication.

Article 4.

Service restreint.

Nonobstant les dispositions de l'Article 3, une station de radiocommunication peut être affectée à un service international restreint de correspondance publique, déterminé par le but de la correspondance ou par d'autres circonstances, indépendantes du système employé.

Article 5.

Secret des correspondances. Signaux faux ou trompeurs.

Les Gouvernements contractants s'engagent à prendre ou à proposer à leurs législatures respectives les mesures utiles pour réprimer :

- a) la transmission et la réception, sans autorisation, à l'aide d'installations radioélectriques, de correspondances ayant un caractère privé ;
- b) la divulgation du contenu ou simplement de l'existence de correspondances qui auraient pu être captées à l'aide d'installations radioélectriques ;
- c) la publication ou l'usage, sans autorisation, de correspondances reçues à l'aide d'installations radioélectriques ;
- d) la transmission ou la mise en circulation de signaux de détresse ou d'appels de détresse, faux ou trompeurs.

Article 6.

Instruction des contraventions.

Les Gouvernements contractants s'engagent à s'entraider dans l'instruction des contraventions aux dispositions de la présente Convention et des Règlements y annexés, ainsi que, éventuellement, dans la poursuite des personnes contrevenant à ces dispositions.

Article 7.

Connexion avec le réseau général des voies de communication.

Chacun des Gouvernements contractants s'engage à prendre les mesures utiles pour que les stations terrestres établies sur son territoire et ouvertes au service international de la correspondance publique soient reliées au réseau général des voies de communication ou tout au moins à prendre des dispositions en vue d'assurer les échanges rapides et directs entre ces stations et le réseau général des voies de communication.

Article 8.

Echange d'informations relatives aux stations et au service.

Les Gouvernements contractants se donnent mutuellement connaissance, par l'intermédiaire du Bureau international de l'Union télégraphique, des noms des stations ouvertes au service international de la correspondance publique et des stations assurant des services spéciaux régis par les Règlements annexés à la présente Convention, ainsi que de toutes les indications propres à faciliter et à accélérer les échanges radioélectriques.

Article 9.

Dispositifs spéciaux.

Chacun des Gouvernements contractants se réserve la faculté de prescrire ou d'admettre que, dans les stations visées à l'Article 8, indépendamment de l'installation dont les indications sont publiées par application de cet Article, d'autres dispositifs soient établis et exploités en vue d'une transmission radioélectrique spéciale, sans que les détails de ces dispositifs soient publiés.

Article 10.

Conditions imposées aux stations. — Interférences.

§ 1. Les stations visées à l'Article 2 doivent, autant que possible, être établies et exploitées dans les meilleures conditions que la pratique du service aura fait connaître et être maintenues au niveau des progrès scientifiques et techniques.

§ 2. Toutes les stations, quel que soit leur objet, doivent, autant que possible, être établies et exploitées de manière à ne pas troubler les communications ou services radioélectriques des autres Gouvernements contractants et des particuliers ou des entreprises privées autorisés par ces Gouvernements contractants à effectuer un service public de radiocommunication.

Article 11.

Priorité pour les appels de détresse.

Les stations participant au service mobile sont obligées d'accepter par priorité absolue les appels de détresse, quelle qu'en soit la provenance, de répondre de même à ces appels et d'y donner la suite qu'ils comportent.

Article 12.

Taxes.

Les taxes applicables aux radiotélégrammes et les divers cas dans lesquels ceux-ci bénéficient de la franchise radioélectrique sont établis conformément aux dispositions des Règlements annexés à la présente Convention.

Article 13.

Règlements. Conférences.

§ 1. Les dispositions de la présente Convention sont complétées par :

- 1° un Règlement général qui a la même valeur et entre en vigueur en même temps que la Convention ;
- 2° un Règlement additionnel qui engage seulement les Gouvernements qui l'ont signé.

§ 2. Les prescriptions de la présente Convention et des Règlements y annexés sont revisées par des Conférences de Plénipotentiaires des Gouvernements contractants, chaque Conférence fixant elle-même le lieu et l'époque de la réunion suivante.

§ 3. Avant toute délibération, chaque Conférence établit un Règlement intérieur, indiquant dans quelles conditions sont organisés et conduits les débats.

Article 14.

Arrangements particuliers.

Les Gouvernements contractants se réservent, pour eux-mêmes et pour les entreprises privées dûment autorisées à cet effet, par eux, la faculté de conclure des arrangements particuliers, sur les points du service qui n'intéressent pas la généralité des Gouvernements. Toutefois, ces arrangements devront rester dans les limites de la Convention et des Règlements y annexés, pour ce qui concerne les brouillages que leur mise à exécution serait susceptible de produire dans les services des autres Pays.

Article 15.

Suspension du service.

Chaque Gouvernement se réserve la faculté de suspendre le service international de radiocommunication pour un temps indéterminé, s'il le juge nécessaire, soit d'une manière générale, soit seulement pour certaines relations et/ou pour certaines natures de radiocommunications, à charge pour lui d'en aviser immédiatement chacun des autres Gouvernements contractants par l'intermédiaire du Bureau international de l'Union télégraphique.

Article 16.

Bureau international.

§ 1. Le Bureau international de l'Union télégraphique est chargé de réunir, de coordonner et de publier les renseignements de toute nature relatifs aux services radioélectriques, d'instruire les demandes de modification à la Convention et aux Règlements y annexés, de faire promulguer les changements adoptés et, en général, de procéder à tous les travaux administratifs dont il serait saisi dans l'intérêt des services radioélectriques internationaux.

§ 2. Les frais résultant de ces attributions sont supportés par tous les Gouvernements contractants, dans la proportion fixée par le Règlement général.

Article 17.

Comité consultatif international technique des communications radioélectriques.

§ 1. Un Comité consultatif international technique des communications radioélectriques est institué en vue d'étudier les questions techniques et connexes, afférentes à ces communications.

§ 2. Sa composition, ses attributions et son fonctionnement sont définis dans le Règlement général annexé à la présente Convention.

Article 18.

Relations avec les stations des Pays non-contractants.

§ 1. Chacun des Gouvernements contractants se réserve la faculté de fixer les conditions dans lesquelles il admet les télégrammes ou radiotélégrammes en provenance ou à destination d'une station qui n'est pas soumise aux dispositions de la présente Convention.

§ 2. Si un télégramme ou un radiotélégramme est admis, il doit être transmis, et les taxes ordinaires doivent lui être appliquées.

Article 19.

Adhésions.

§ 1. (1) Les Gouvernements qui n'ont point pris part à la présente Convention sont admis à y adhérer sur leur demande.

(2) Cette adhésion est notifiée par la voie diplomatique à celui des Gouvernements contractants au sein duquel la dernière Conférence a été tenue et par celui-ci à tous les autres.

(3) Elle emporte de plein droit accession à toutes les clauses de la présente Convention et admission à tous les avantages y stipulés.

§ 2. (1) L'adhésion à la Convention du Gouvernement d'un Pays ayant des Colonies, Protectorats ou Territoires sous souveraineté ou mandat ne comporte pas l'adhésion de ces Colonies, Protectorats ou Territoires sous souveraineté ou mandat, à moins d'une déclaration à cet effet de la part dudit Gouvernement.

(2) L'ensemble de ces Colonies, Protectorats ou Territoires sous souveraineté ou mandat, ou chacun d'eux séparément, peut faire l'objet d'une adhésion distincte ou d'une dénonciation distincte dans les conditions prévues au présent Article et à l'Article 23.

Article 20.

Arbitrage.

§ 1. En cas de dissentiment entre deux Gouvernements contractants, relativement à l'interprétation ou à l'exécution soit de la présente Convention, soit des Règlements prévus par l'Article 13, la question doit, à la demande de l'un de ces Gouvernements, être soumise à un jugement arbitral. A cet effet, chacun des Gouvernements en cause en choisit un autre, non intéressé dans la question.

§ 2. Si l'accord entre les deux arbitres ne peut être obtenu, ceux-ci s'adjoignent un autre Gouvernement contractant également désintéressé dans le différend. A défaut, pour les deux arbitres, de s'entendre concernant le choix de ce troisième Gouvernement, chaque arbitre propose un Gouvernement contractant désintéressé dans le conflit ; il est tiré au sort entre les Gouvernements proposés. Le tirage au sort appartient au Gouvernement sur le territoire duquel fonctionne le Bureau international mentionné à l'Article 16. La décision des arbitres est prise à la majorité des voix.

Article 21.

Echange de lois et de textes réglementaires.

Les Gouvernements contractants se communiquent, s'ils le jugent utile, par l'intermédiaire du Bureau international de l'Union télégraphique, les lois et les textes réglementaires qui auraient déjà été promulgués ou qui viendraient à l'être, dans leurs Pays, relativement à l'objet de la présente Convention.

Article 22.

Installations navales et militaires.

§ 1. Les Gouvernements contractants conservent leur entière liberté relativement aux installations radio-électriques non prévues à l'Article 2 et, notamment, aux installations navales et militaires.

§ 2. Toutes ces installations et stations doivent, autant que possible, observer les dispositions réglementaires relatives aux secours à prêter en cas de détresse et aux mesures à prendre pour empêcher le brouillage. Elles doivent aussi, autant que possible, observer les dispositions réglementaires en ce qui concerne les types d'ondes et les fréquences à utiliser, selon le genre de service que lesdites stations assurent.

§ 3. Toutefois, lorsque ces installations et stations font un échange de correspondance publique ou participent aux services spéciaux régis par les Règlements annexés à la présente Convention, elles doivent se conformer, en général, aux prescriptions réglementaires pour l'exécution de ces services.

Article 23.

Mise à exécution, durée et dénonciation.

§ 1. La présente Convention sera mise à exécution à partir du 1^{er} janvier 1929 ; elle demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé et jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où la dénonciation en sera faite.

§ 2. La dénonciation ne produit son effet qu'à l'égard du Gouvernement au nom duquel elle a été faite. Pour les autres Gouvernements contractants, la Convention reste en vigueur.

Article 24.

Ratification.

§ 1. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront déposées à Washington dans le plus bref délai possible.

§ 2. Dans le cas où un ou plusieurs des Gouvernements contractants ne ratifieraient pas la Convention, celle-ci n'en sera pas moins valable pour les Gouvernements qui l'auront ratifiée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la Convention en un exemplaire qui restera déposé aux archives du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et dont une copie sera remise à chaque Gouvernement.

Fait à Washington, le 25 Novembre 1927.

(Suivent les signatures.)

RÈGLEMENT GÉNÉRAL ANNEXÉ A LA CONVENTION RADIOTÉLÉGRAPHIQUE INTERNATIONALE.

Article premier.

Définitions.

Dans le présent Règlement, complémentairement aux définitions mentionnées à l'Article premier de la Convention :

- le terme « station mobile » désigne une station mobile quelconque ;
- le terme « stations mobiles » désigne l'ensemble des stations mobiles, quel que soit leur emplacement ;
- le terme « station de bord » désigne une station placée à bord d'un navire qui n'est pas amarré en permanence ;
- le terme « station d'aéronef » désigne une station placée à bord d'un aéronef ;
- le terme « station côtière » désigne une station terrestre affectée aux communications avec les stations de bord. Ce peut être une station fixe affectée aussi aux communications avec les stations de bord ; elle n'est alors considérée comme station côtière que pendant la durée de son service avec les stations de bord ;
- le terme « station aéronautique » désigne une station terrestre affectée aux communications avec les stations d'aéronef. Ce peut être une station fixe affectée aussi aux communications avec les stations d'aéronef ; elle n'est alors considérée comme station aéronautique que pendant la durée de son service avec les stations d'aéronef ;
- le terme « station » désigne une station quelconque, sans égard pour son affectation ;
- le terme « station terrestre » a une signification générale ; il est utilisé quand les relations envisagées portent en même temps sur les communications avec les stations de bord, sur les communications avec les stations d'aéronef et sur les communications avec d'autres stations mobiles quelconques. Il désigne alors tout à la fois une station côtière pour ce qui est des communications avec les stations de bord, une station aéronautique pour ce qui est des communications avec les stations d'aéronef, et une station sur terre ferme quelconque destinée aux communications avec les autres stations mobiles quelconques ;
- le terme « service de radiodiffusion » désigne un service assurant la diffusion de communications radiotéléphoniques destinées à être reçues par le public, directement ou par l'intermédiaire de stations-relais ;
- le terme « service fixe » désigne un service assurant des communications radioélectriques de toute nature entre points fixes, à l'exclusion du service de radiodiffusion et des services spéciaux ;
- le terme « service mobile » désigne un service de radiocommunication exécuté entre stations mobiles et stations terrestres et par les stations mobiles communiquant entre elles, à l'exclusion des services spéciaux ;
- le terme « services spéciaux » désigne les services de radiophares, de radiogoniométrie, les émissions de signaux horaires, d'avis aux navigateurs, d'ondes étalonnées, les émissions destinées à des buts scientifiques etc. ;
- le terme « radiophare » désigne une station spéciale dont les émissions sont destinées à permettre à une station de réception de déterminer son relèvement, ou une direction, par rapport au radiophare ;
- le terme « station radiogoniométrique » désigne une station pourvue d'appareils spéciaux, destinés à déterminer la direction des émissions d'autres stations ;
- le terme « station de radiodiffusion » désigne une station utilisée pour la diffusion des émissions radiotéléphoniques destinées à être reçues par le public ;
- le terme « station expérimentale privée » désigne 1° une station privée destinée à des expériences en vue du développement de la technique ou de la science radioélectrique, 2° une station utilisée par un « amateur », c'est-à-dire par une personne dûment autorisée, s'intéressant à la technique radioélectrique dans un but uniquement personnel et sans intérêt pécuniaire ;
- le terme « Administration » désigne une Administration gouvernementale.

Article 2.

Licence.

- § 1. Aucune station radioélectrique émettrice ne pourra être établie ou exploitée par un particulier ou par une entreprise privée, sans licence spéciale délivrée par le Gouvernement du Pays dont relève la station en question.
- § 2. Le titulaire d'une licence doit s'engager à garder le secret des correspondances, tant au point de vue télégraphique que téléphonique. En outre, il doit résulter de la licence qu'il est interdit de capter les correspondances radioélectriques autres que celles que la station est autorisée à recevoir et que, dans le cas où de telles correspondances sont involontairement reçues, elles ne doivent être ni reproduites par écrit, ni communiquées à des tiers, ni utilisées dans un but quelconque.
- § 3. Afin de faciliter la vérification des licences, il est recommandé d'ajouter, s'il y a lieu, au texte rédigé dans la langue nationale, une traduction de ce texte en une langue dont l'usage est très répandu dans les relations internationales.

Article 3.

Choix et étalonnage des appareils.

- § 1. Le choix des appareils et des dispositifs radioélectriques à employer par une station est libre, à condition que les ondes émises soient conformes aux stipulations de ce Règlement.
- § 2. (1) Les Administrations doivent prendre les mesures nécessaires pour s'assurer que les fréquence-

mètres (ondemètres) employés pour le réglage des appareils de transmission soient étalonnés d'une façon aussi précise que possible, par comparaison avec leurs instruments-étalons nationaux.

(2) En cas de contestation internationale, les comparaisons sont faites par une méthode de mesure absolue des fréquences.

Article 4.

Classification et emploi des émissions radioélectriques.

§1. (1) Les émissions radioélectriques sont réparties en deux classes :

A. Ondes entretenues.

B. Ondes amorties,

définies comme suit :

Classe A : Ondes dont les oscillations successives sont identiques en régime permanent.

Classe B : Ondes composées de trains successifs dans lesquels l'amplitude des oscillations, après avoir atteint un maximum, décroît ensuite graduellement.

(2) Les ondes de la Classe A comprennent les types ci-après, qui sont définis comme suit :

Type A 1 : Ondes entretenues non modulées. Ondes entretenues dont l'amplitude ou la fréquence varie sous l'effet d'une manipulation télégraphique.

Type A 2 : Ondes entretenues modulées à fréquence audible. Ondes entretenues dont l'amplitude ou la fréquence varie suivant une loi périodique de fréquence audible combinée avec une manipulation télégraphique.

Type A 3 : Ondes entretenues modulées par la parole ou par la musique. Ondes entretenues dont l'amplitude ou la fréquence varie suivant les vibrations caractéristiques de la parole ou de la musique.

(3) La classification qui précède, en ondes A 1, A 2 et A 3, n'empêche pas l'emploi, dans des conditions fixées par les Administrations intéressées, d'ondes modulées et/ou manipulées, par des procédés ne rentrant pas dans les définitions des types A 1, A 2 et A 3.

(4) Ces définitions ne sont pas relatives aux systèmes des appareils d'émission.

(5) Les ondes seront désignées en premier lieu par leur fréquence en kilocycles par seconde (kc/s). A la suite de cette désignation sera indiquée, entre parenthèses, la longueur approximative en mètres. Dans le présent Règlement, la valeur approximative de la longueur d'onde en mètres est le quotient de la division du nombre 300000 par la fréquence exprimée en kilocycles par seconde.

§ 2. Les ondes émises par une station doivent être maintenues à la fréquence autorisée, aussi exactement que le permet l'état de la technique, et leur rayonnement doit être aussi exempt qu'il est pratiquement possible de toute émission qui n'est pas essentielle au type de la communication effectuée.

§ 3. Les Administrations intéressées fixent la tolérance admissible pour l'écart entre la fréquence moyenne des émissions et la fréquence notifiée ; elles s'efforcent de profiter des progrès de la technique, pour réduire progressivement cette tolérance.

§ 4. La largeur d'une bande de fréquences occupée par l'émission d'une station doit répondre raisonnablement aux progrès techniques, pour le type de communication dont il s'agit.

§ 5. Dans le cas où des bandes de fréquences sont attribuées à un service déterminé, les stations de ce service doivent employer des fréquences suffisamment éloignées des limites de ces bandes, pour ne pas produire de brouillage nuisible dans le travail des stations appartenant aux services auxquels sont attribuées les bandes de fréquences immédiatement voisines.

Article 5.

Distribution et emploi des fréquences (longueurs d'onde) et des types d'émission.

§ 1. Les Administrations des Pays contractants peuvent attribuer une fréquence quelconque et un type d'ondes quelconque à toute station radioélectrique sous leur autorité, à la seule condition qu'il n'en résulte pas de brouillages avec un service quelconque d'un autre Pays.

§ 2. Toutefois, ces Administrations sont d'accord pour attribuer, aux stations qui, en raison de leur nature même, sont supposées capables de causer de sérieux brouillages internationaux, des fréquences et des types d'ondes en conformité avec les règles de répartition et d'emploi des ondes, telles qu'elles sont indiquées ci-dessous.

§ 3. Les Administrations sont aussi d'accord pour considérer le tableau de répartition des bandes de fréquences (voir § 7) comme un guide donnant, pour les différents services, les limites devant être respectées pour toutes les stations nouvelles et auxquelles devront être adaptées toutes les stations existantes, dans un délai aussi court qu'il sera pratiquement possible de l'obtenir, sans diminuer la qualité du service que ces stations existantes assurent, et compte tenu de l'état actuel de leurs installations.

§ 4. Cependant, les fréquences de toutes les stations de radiodiffusion travaillant actuellement avec des fréquences inférieures à 300 kc/s (longueurs d'onde supérieures à 1000 m) devront, en principe, être ramenées, au plus tard un an après la mise en vigueur du présent Règlement, soit dans la bande comprise entre 160 et 224 kc/s (longueurs d'onde 1875 à 1340 m) soit dans la bande comprise entre 550 et 1500 kc/s (longueurs d'onde 545 à 200 m).

§ 5. Aucune nouvelle station de radiodiffusion ne sera autorisée à travailler dans la bande de fréquences comprise entre 160 et 224 kc/s (longueurs d'onde 1875 à 1340 m), à moins qu'il n'en résulte pas d'inconvénient pour les services de radiocommunication existants, y compris les services de radiodiffusion effectués par les stations qui utilisent déjà des fréquences entrant dans ladite bande, et les stations dont les fréquences seraient ramenées à l'intérieur de cette même bande, par application des dispositions du § 4 ci-dessus.

§ 6. La puissance des stations de radiodiffusion existantes qui utilisent des fréquences inférieures à 300 kc/s (longueurs d'onde supérieures à 1000 m) ne doit pas être augmentée, à moins qu'il n'en résulte pas d'inconvénient pour les services de radiocommunication existants.

§ 7. Le tableau ci-contre donne la répartition des fréquences (longueurs d'onde approximatives) entre les divers services.

Fréquences en kilocycles- seconde (kc/s)	Longueurs d'onde approximatives en mètres (m)	Services
10—100	3000—3000	Services fixes.
100—110	3000—2725	Services fixes et services mobiles.
110—125	2725—2400	Services mobiles.
125—150 ¹⁾	2400—2000 ¹⁾	Services mobiles maritimes <i>ouverts à la correspondance publique exclusivement.</i>
150—160	2000—1875	Services mobiles.
		a) Radiodiffusion.
		b) Services fixes.
		c) Services mobiles.
		Les conditions d'utilisation de cette bande sont soumises aux arrangements régionaux suivants :
160—194	1875—1550	Toutes les régions où existent déjà des stations de radiodiffusion } travaillant sur des fréquences inférieures à 300 kc/s (supé- } radiodiffusion. rieures à 1000 m).
		Autres régions { Services fixes. Services mobiles.
		Les arrangements régionaux respecteront les droits des autres régions dans cette bande.
		a) Services mobiles.
		b) Services fixes.
		c) Radiodiffusion.
		Les conditions d'utilisation de cette bande sont soumises aux arrangements régionaux suivants :
194—285	1550—1050	a) Services mobiles <i>aériens exclusivement.</i> b) Services fixes <i>aériens exclusivement.</i> Europe c) Dans la bande 250—285 kc/s (1200—1050 m) Services fixes <i>non ouverts à la correspondance publique.</i> d) Radiodiffusion dans la bande 194-224 kc/s (1550—1340 m).
		Autres régions { a) Services mobiles, à l'exclusion des stations commerciales de bord. b) Services fixes <i>aériens exclusivement.</i> c) Services fixes <i>non ouverts à la correspondance publique.</i>
285—315	1050—950	Radiophares.
315—350 ²⁾	950—850 ²⁾	Services mobiles <i>aériens exclusivement.</i>
350—360	850—830	Services mobiles <i>non ouverts à la correspondance publique.</i>
360—390	830—770	a) Radiogoniométrie.
		b) Services mobiles, à condition de ne pas brouiller la radiogoniométrie.
390—460	770—650	Services mobiles.
460—485	650—620	Services mobiles (à l'exclusion des ondes amorties et de la radiotéléphonie).
485—515 ³⁾	620—580 ³⁾	Services mobiles (Détrousse, appel, etc.).
515—550	580—545	Services mobiles <i>non ouverts à la correspondance publique (à l'exclusion des ondes amorties et de la radiotéléphonie).</i>
550—1300 ⁴⁾	545—230)	Radiodiffusion.
1300—1500	230—200	a) Radiodiffusion.
1500—1715	200—175	b) Services mobiles maritimes, ondes de 1365 kc/s (220 m) exclusivement.
		Services mobiles.
1715—2000	175—150	Services mobiles.
		Services fixes.
2000—2250	150—133	Amateurs.
2250—2750	133—109	Services mobiles et services fixes.
2750—2850	109—105	Services mobiles.
2850—3500	105—85	Services fixes.
		Services mobiles et services fixes.
3500—4000	85—75	Services mobiles.
		Services fixes.
		Amateurs.

mètres (ondemètres) employés pour le réglage des appareils de transmission soient étalonnés d'une façon aussi précise que possible, par comparaison avec leurs instruments-étalons nationaux.

(2) En cas de contestation internationale, les comparaisons sont faites par une méthode de mesure absolue des fréquences.

Article 4.

Classification et emploi des émissions radioélectriques.

§1. (1) Les émissions radioélectriques sont réparties en deux classes :

A. Ondes entretenues.

B. Ondes amorties,

définies comme suit :

Classe A : Ondes dont les oscillations successives sont identiques en régime permanent.

Classe B : Ondes composées de trains successifs dans lesquels l'amplitude des oscillations, après avoir atteint un maximum, décroît ensuite graduellement.

(2) Les ondes de la Classe A comprennent les types ci-après, qui sont définis comme suit :

Type A 1 : Ondes entretenues non modulées. Ondes entretenues dont l'amplitude ou la fréquence varie sous l'effet d'une manipulation télégraphique.

Type A 2 : Ondes entretenues modulées à fréquence audible. Ondes entretenues dont l'amplitude ou la fréquence varie suivant un loi périodique de fréquence audible combinée avec une manipulation télégraphique.

Type A 3 : Ondes entretenues modulées par la parole ou par la musique. Ondes entretenues dont l'amplitude ou la fréquence varie suivant les vibrations caractéristiques de la parole ou de la musique.

(3) La classification qui précède, en ondes A 1, A 2 et A 3, n'empêche pas l'emploi, dans des conditions fixées par les Administrations intéressées, d'ondes modulées et/ou manipulées, par des procédés ne rentrant pas dans les définitions des types A 1, A 2 et A 3.

(4) Ces définitions ne sont pas relatives aux systèmes des appareils d'émission.

(5) Les ondes seront désignées en premier lieu par leur fréquence en kilocycles par seconde (kc/s). A la suite de cette désignation sera indiquée, entre parenthèses, la longueur approximative en mètres. Dans le présent Règlement, la valeur approximative de la longueur d'onde en mètres est le quotient de la division du nombre 300000 par la fréquence exprimée en kilocycles par seconde.

§ 2. Les ondes émises par une station doivent être maintenues à la fréquence autorisée, aussi exactement que le permet l'état de la technique, et leur rayonnement doit être aussi exempt qu'il est pratiquement possible de toute émission qui n'est pas essentielle au type de la communication effectuée.

§ 3. Les Administrations intéressées fixent la tolérance admissible pour l'écart entre la fréquence moyenne des émissions et la fréquence notifiée ; elles s'efforcent de profiter des progrès de la technique, pour réduire progressivement cette tolérance.

§ 4. La largeur d'une bande de fréquences occupée par l'émission d'une station doit répondre raisonnablement aux progrès techniques, pour le type de communication dont il s'agit.

§ 5. Dans le cas où des bandes de fréquences sont attribuées à un service déterminé, les stations de ce service doivent employer des fréquences suffisamment éloignées des limites de ces bandes, pour ne pas produire de brouillage nuisible dans le travail des stations appartenant aux services auxquels sont attribuées les bandes de fréquences immédiatement voisines.

Article 5.

Distribution et emploi des fréquences (longueurs d'onde) et des types d'émission.

§ 1. Les Administrations des Pays contractants peuvent attribuer une fréquence quelconque et un type d'ondes quelconque à toute station radioélectrique sous leur autorité, à la seule condition qu'il n'en résulte pas de brouillages avec un service quelconque d'un autre Pays.

§ 2. Toutefois, ces Administrations sont d'accord pour attribuer, aux stations qui, en raison de leur nature même, sont supposées capables de causer de sérieux brouillages internationaux, des fréquences et des types d'ondes en conformité avec les règles de répartition et d'emploi des ondes, telles qu'elles sont indiquées ci-dessous.

§ 3. Les Administrations sont aussi d'accord pour considérer le tableau de répartition des bandes de fréquences (voir § 7) comme un guide donnant, pour les différents services, les limites devant être respectées pour toutes les stations nouvelles et auxquelles devront être adaptées toutes les stations existantes, dans un délai aussi court qu'il sera pratiquement possible de l'obtenir, sans diminuer la qualité du service que ces stations existantes assurent, et compte tenu de l'état actuel de leurs installations.

§ 4. Cependant, les fréquences de toutes les stations de radiodiffusion travaillant actuellement avec des fréquences inférieures à 300 kc/s (longueurs d'onde supérieures à 1000 m) devront, en principe, être ramenées, au plus tard un an après la mise en vigueur du présent Règlement, soit dans la bande comprise entre 160 et 224 kc/s (longueurs d'onde 1875 à 1340 m) soit dans la bande comprise entre 550 et 1500 kc/s (longueurs d'onde 545 à 200 m).

§ 5. Aucune nouvelle station de radiodiffusion ne sera autorisée à travailler dans la bande de fréquences comprise entre 160 et 224 kc/s (longueurs d'onde 1875 à 1340 m), à moins qu'il n'en résulte pas d'inconvénient pour les services de radiocommunication existants, y compris les services de radiodiffusion effectués par les stations qui utilisent déjà des fréquences entrant dans ladite bande, et les stations dont les fréquences seraient ramenées à l'intérieur de cette même bande, par application des dispositions du § 4 ci-dessus.

§ 6. La puissance des stations de radiodiffusion existantes qui utilisent des fréquences inférieures à 300 kc/s (longueurs d'onde supérieures à 1000 m) ne doit pas être augmentée, à moins qu'il n'en résulte pas d'inconvénient pour les services de radiocommunication existants.

§ 7. Le tableau ci-contre donne la répartition des fréquences (longueurs d'onde approximatives) entre les divers services.

Fréquences en kilocycles- seconde (kc/s)	Longueurs d'onde approximatives en mètres (m)	Services
10—100	30000—3000	Services fixes.
100—110	3000—2725	Services fixes et services mobiles.
110—125	2725—2400	Services mobiles.
125—150 ¹⁾	2400—2000 ¹⁾	Services mobiles maritimes ouverts à la correspondance publique exclusivement.
150—160	2000—1875	Services mobiles.
		a) Radiodiffusion.
		b) Services fixes.
		c) Services mobiles.
		Les conditions d'utilisation de cette bande sont soumises aux arrangements régionaux suivants :
160—194	1875—1550	Toutes les régions où existent déjà des stations de radiodiffusion } radiodiffusion. travaillant sur des fréquences inférieures à 300 kc/s (supé- rieures à 1000 m).
		Autres régions { Services fixes. Services mobiles.
		Les arrangements régionaux respecteront les droits des autres régions dans cette bande.
		a) Services mobiles.
		b) Services fixes.
		c) Radiodiffusion.
		Les conditions d'utilisation de cette bande sont soumises aux arrangements régionaux suivants :
194—285	1550—1050	a) Services mobiles aériens exclusivement. b) Services fixes aériens exclusivement. Europe { Dans la bande 250—285 kc/s (1200—1050 m) Services fixes non ouverts à la correspondance publique. d) Radiodiffusion dans la bande 194—224 kc/s (1550—1340 m).
		Autres régions { a) Services mobiles, à l'exclusion des stations commerciales de bord. b) Services fixes aériens exclusivement. c) Services fixes non ouverts à la correspondance publique.
285—315	1050—950	Radiophares.
315—350 ²⁾	950—850 ²⁾	Services mobiles aériens exclusivement.
350—360	850—830	Services mobiles non ouverts à la correspondance publique.
360—390	830—770	a) Radiogoniométrie.
		b) Services mobiles, à condition de ne pas brouiller la radiogoniométrie.
390—460	770—650	Services mobiles.
460—485	650—620	Services mobiles (à l'exclusion des ondes amorties et de la radiotéléphonie).
485—515 ³⁾	620—580 ³⁾	Services mobiles (Détrousse, appel, etc.).
515—550	580—545	Services mobiles non ouverts à la correspondance publique (à l'exclusion des ondes amorties et de la radiotéléphonie).
550—1300 ⁴⁾	545—230	Radiodiffusion.
1300—1500	230—200	a) Radiodiffusion.
1500—1715	200—175	b) Services mobiles maritimes, ondes de 1365 kc/s (220 m) exclusivement.
1715—2000	175—150	Services mobiles.
		Services fixes.
2000—2250	150—133	Amateurs.
2250—2750	133—109	Services mobiles et services fixes.
2750—2850	109—105	Services mobiles.
2850—3500	105—85	Services fixes.
		Services mobiles et services fixes.
3500—4000	85—75	Services mobiles.
		Services fixes.
4000—5500	75—54	Amateurs.
5500—5700	54—52,7	Services mobiles et services fixes.
5700—6000	52,7—50	Services mobiles.
6000—6150	50—48,8	Services fixes.
6150—6675	48,8—45	Radiodiffusion.
6675—7000	45—42,8	Services mobiles.
7000—7300	42,8—41	Services fixes.
7300—8200	41—36,6	Amateurs.
8200—8550	36,6—35,1	Services fixes.
8550—8900	35,1—33,7	Services mobiles.
8900—9500	33,7—31,6	Services mobiles et services fixes.
9500—9600	31,6—31,2	Services fixes.
9600—11000	31,2—27,3	Radiodiffusion.
11000—11400	27,3—26,3	Services fixes.
11400—11700	26,3—25,6	Services mobiles.
11700—11900	25,6—25,2	Services fixes.
11900—12300	25,2—24,4	Radiodiffusion.
12300—12825	24,4—23,4	Services fixes.
12825—13350	23,4—22,4	Services mobiles.
13350—14000	22,4—21,4	Services mobiles et services fixes.
14000—14400	21,4—20,8	Services fixes.
14400—15100	20,8—19,85	Amateurs.
15100—15350	19,85—19,55	Services fixes.
15350—16400	19,55—18,3	Radiodiffusion.
16400—17100	18,3—17,5	Services fixes.
17100—17750	17,5—16,9	Services mobiles.
17750—17800	16,9—16,85	Services mobiles et services fixes.
17800—21450	16,85—14	Radiodiffusion.
21450—21550	14—13,9	Services fixes.
21550—22300	13,9—13,45	Radiodiffusion.
22300—23000	13,45—13,1	Services mobiles.
23000—28000	13,1—10,7	Services mobiles et services fixes.
28000—30000	10,7—10	Non réservé.
30000—56000	10—5,35	Amateurs et expériences.
56000—60000	5,35—5	Non réservé.
au-dessus de 60000	au-dessous de 5	Amateurs et expériences.
		Non réservé.

¹⁾ L'onde de 143 kc/s (2100 m) est l'onde d'appel des stations mobiles utilisant des ondes longues entretenues.

²⁾ L'onde de 333 kc/s (900 m) est l'onde internationale d'appel des services aériens.

³⁾ L'onde de 500 kc/s (600 m) est l'onde internationale d'appel et de détresse. Elle peut être employée pour d'autres usages à condition de ne pas brouiller les signaux d'appel et de détresse.

⁴⁾ Les services mobiles peuvent utiliser la bande 550—1300 kc/s (545—230 m) à condition de ne pas brouiller les services d'un Pays qui utilise cette même bande exclusivement pour la radiodiffusion.

Note. Il est reconnu que les ondes courtes (fréquences de 6000 à 23000 kc/s approximativement — longueurs d'onde de 50 à 13 m environ) ont une grande efficacité pour les communications à grande distance. Il est recommandé de réserver en règle générale, cette bande d'ondes pour cet objet, dans les services entre points fixes.

§ 8. (1) L'usage des ondes du type B d'une fréquence inférieure à 375 kc/s (longueur d'onde supérieure à 800 m) sera interdit à partir du 1^{er} janvier 1930, sous réserve des dispositions du § 1 du présent Article, et sauf pour les stations terrestres existantes.

(2) Aucune nouvelle installation d'émetteurs d'ondes du type B ne pourra être faite sur des navires ou des aéronefs à partir du 1^{er} janvier 1930, sauf quand ces émetteurs, travaillant à pleine puissance, dépenseront moins de 300 watts mesurés à l'entrée du transformateur d'alimentation à fréquence audible.

(3) L'usage des ondes du type B de toutes fréquences sera interdit à partir du 1^{er} janvier 1940, sauf pour les émetteurs remplissant les conditions de puissance indiquées en (2) ci-dessus.

(4) Aucune nouvelle installation d'émetteurs du type B ne pourra être faite désormais dans une station terrestre ou fixe. Les ondes de ce type seront interdites dans toutes les stations terrestres à partir du 1^{er} janvier 1935.

§ 9. L'emploi du type d'ondes A 3 n'est pas autorisé entre 100 et 160 kc/s (3000 et 1875 m).

§ 10. L'emploi du type d'ondes A 2 n'est pas autorisé entre 100 et 150 kc/s (3000 et 2000 m), sauf dans la bande 100 à 125 kc/s (3000 à 2400 m) pour les signaux horaires exclusivement.

§ 11. Dans la bande 460 à 550 kc/s (650 à 545 m) aucun type d'émission susceptible de rendre inopérants les signaux de détresse, d'alarme, de sécurité ou d'urgence, émis sur 500 kc/s (600 m), n'est autorisé.

§ 12. En principe, toute station qui assure un service entre points fixes sur une onde de fréquence inférieure à 110 kc/s (longueur d'onde supérieure à 2725 m) doit employer une seule fréquence, choisie parmi les bandes attribuées audit service (§ 7 ci-dessus), pour chacun des émetteurs qu'elle comporte, susceptibles de fonctionner simultanément. Il n'est pas permis à une station de faire usage, pour un service entre points fixes, d'une fréquence autre que celle attribuée comme il est dit ci-dessus.

§ 13. En principe, les stations emploient les mêmes fréquences et les mêmes types d'émission pour les transmissions de messages par la méthode unilatérale que pour leur service normal. Toutefois, des arrangements régionaux peuvent être réalisés, en vue de dispenser les stations intéressées de se soumettre à cette règle.

§ 14. Afin de faciliter l'échange des messages météorologiques synoptiques, dans les régions européennes, deux fréquences entre 37,5 et 100 kc/s (longueurs d'onde entre 8000 et 3000 m) seront attribuées à ce service par des arrangements régionaux.

§ 15. Pour faciliter la transmission et la distribution rapides des renseignements utiles à la découverte des crimes et à la poursuite des criminels, une fréquence entre 37,5 et 100 kc/s (longueur d'onde entre 8000 et 3000 m) sera réservé, pour cet objet, par des arrangements régionaux.

§ 16. (1) Les fréquences assignées par les Administrations à toutes nouvelles stations fixes, terrestres ou de radiodiffusion dont elles ont autorisé ou entrepris l'installation doivent être choisies de manière à éviter, autant qu'il est possible, de brouiller les services internationaux effectués par les stations existantes, dont les fréquences ont déjà été notifiées au Bureau international. Dans le cas d'un changement de la fréquence d'une station existante fixe, terrestre ou de radiodiffusion, la nouvelle fréquence assignée à cette station doit satisfaire à la condition mentionnée ci-dessus.

(2) Les Gouvernements intéressés s'entendent, en cas de besoin, pour la fixation des ondes à attribuer aux stations dont il s'agit ainsi que pour la détermination des conditions d'emploi des ondes ainsi attribuées. Si aucun arrangement en vue d'éviter les brouillages ne peut être réalisé, les prescriptions de l'Article 20 de la Convention peuvent être appliquées.

§ 17. (1) Chaque Administration avise promptement le Bureau international, lorsqu'elle décide ou autorise l'établissement d'une station de radiocommunication dont l'exploitation nécessite l'attribution, en vue d'un service régulier, d'une fréquence déterminée, inférieure à 37,5 kc/s (d'une longueur d'onde supérieure à 8000 m), dans le cas où l'emploi de cette fréquence pourrait causer des brouillages internationaux sur des régions étendues. Cet avis doit parvenir au Bureau international quatre mois avant la construction de la station envisagée, de manière à permettre de régler les objections qu'une quelconque des Administrations pourrait soulever contre l'adoption de la fréquence proposée.

(2) Dans le cas d'une station fixe à ondes courtes, destinée à effectuer un service régulier et dont le rayonnement serait susceptible de causer des brouillages internationaux, l'Administration intéressée doit, en règle générale, avant l'achèvement de la station et en tout cas avant qu'elle soit ouverte au service, notifier au Bureau international la fréquence assignée à cette station.

(3) Une telle notification n'est faite, toutefois, que lorsque l'Administration intéressée a acquis la certitude que le service dont il s'agit pourra être établi dans un délai raisonnable.

§ 18. (1) Chaque Administration peut attribuer aux stations d'amateurs des fréquences choisies dans les bandes allouées aux amateurs, dans le tableau de répartition (§ 7 ci-dessus).

(2) La puissance maximum que ces stations peuvent utiliser est fixée par les Administrations intéressées, en tenant compte des qualités techniques des opérateurs et des conditions dans lesquelles lesdites stations doivent travailler.

(3) Toutes les règles générales fixées dans la Convention et dans ce Règlement s'appliquent aux stations d'amateurs. En particulier, la fréquence des ondes émises doit être aussi constante et aussi exempte d'harmoniques que l'état de la technique le permet.

(4) Au cours de leurs émissions, ces stations doivent transmettre leur indicatif d'appel à de courts intervalles.

Article 6.

Service des stations expérimentales privées.

§ 1. L'échange de communications entre stations expérimentales privées, de Pays différents, est interdit, si l'Administration de l'un des Pays intéressés a notifié son opposition à cet échange.

§ 2. Lorsque cet échange est permis, les communications doivent, à moins que les Pays intéressés n'aient

§ 8. (1) L'usage des ondes du type B d'une fréquence inférieure à 375 kc/s (longueur d'onde supérieure à 800 m) sera interdit à partir du 1^{er} janvier 1930, sous réserve des dispositions du § 1 du présent Article, et sauf pour les stations terrestres existantes.

(2) Aucune nouvelle installation d'émetteurs d'ondes du type B ne pourra être faite sur des navires ou des aéronefs à partir du 1^{er} janvier 1930, sauf quand ces émetteurs, travaillant à pleine puissance, dépenseront moins de 300 watts mesurés à l'entrée du transformateur d'alimentation à fréquence audible.

(3) L'usage des ondes du type B de toutes fréquences sera interdit à partir du 1^{er} janvier 1940, sauf pour les émetteurs remplissant les conditions de puissance indiquées en (2) ci-dessus.

(4) Aucune nouvelle installation d'émetteurs du type B ne pourra être faite désormais dans une station terrestre ou fixe. Les ondes de ce type seront interdites dans toutes les stations terrestres à partir du 1^{er} janvier 1935.

§ 9. L'emploi du type d'ondes A 3 n'est pas autorisé entre 100 et 160 kc/s (3000 et 1875 m).

§ 10. L'emploi du type d'ondes A 2 n'est pas autorisé entre 100 et 150 kc/s (3000 et 2000 m), sauf dans la bande 100 à 125 kc/s (3000 à 2400 m) pour les signaux horaires exclusivement.

§ 11. Dans la bande 460 à 550 kc/s (650 à 545 m) aucun type d'émission susceptible de rendre inopérants les signaux de détresse, d'alarme, de sécurité ou d'urgence, émis sur 500 kc/s (600 m), n'est autorisé.

§ 12. En principe, toute station qui assure un service entre points fixes sur une onde de fréquence inférieure à 110 kc/s (longueur d'onde supérieure à 2725 m) doit employer une seule fréquence, choisie parmi les bandes attribuées audit service (§ 7 ci-dessus), pour chacun des émetteurs qu'elle comporte, susceptibles de fonctionner simultanément. Il n'est pas permis à une station de faire usage, pour un service entre points fixes, d'une fréquence autre que celle attribuée comme il est dit ci-dessus.

§ 13. En principe, les stations emploient les mêmes fréquences et les mêmes types d'émission pour les transmissions de messages par la méthode unilatérale que pour leur service normal. Toutefois, des arrangements régionaux peuvent être réalisés, en vue de dispenser les stations intéressées de se soumettre à cette règle.

§ 14. Afin de faciliter l'échange des messages météorologiques synoptiques, dans les régions européennes, deux fréquences entre 37,5 et 100 kc/s (longueurs d'onde entre 8000 et 3000 m) seront attribuées à ce service par des arrangements régionaux.

§ 15. Pour faciliter la transmission et la distribution rapides des renseignements utiles à la découverte des crimes et à la poursuite des criminels, une fréquence entre 37,5 et 100 kc/s (longueur d'onde entre 8000 et 3000 m) sera réservé, pour cet objet, par des arrangements régionaux.

§ 16. (1) Les fréquences assignées par les Administrations à toutes nouvelles stations fixes, terrestres ou de radiodiffusion dont elles ont autorisé ou entrepris l'installation doivent être choisies de manière à éviter, autant qu'il est possible, de brouiller les services internationaux effectués par les stations existantes, dont les fréquences ont déjà été notifiées au Bureau international. Dans le cas d'un changement de la fréquence d'une station existante fixe, terrestre ou de radiodiffusion, la nouvelle fréquence assignée à cette station doit satisfaire à la condition mentionnée ci-dessus.

(2) Les Gouvernements intéressés s'entendent, en cas de besoin, pour la fixation des ondes à attribuer aux stations dont il s'agit ainsi que pour la détermination des conditions d'emploi des ondes ainsi attribuées. Si aucun arrangement en vue d'éviter les brouillages ne peut être réalisé, les prescriptions de l'Article 20 de la Convention peuvent être appliquées.

§ 17. (1) Chaque Administration avise promptement le Bureau international, lorsqu'elle décide ou autorise l'établissement d'une station de radiocommunication dont l'exploitation nécessite l'attribution, en vue d'un service régulier, d'une fréquence déterminée, inférieure à 37,5 kc/s (d'une longueur d'onde supérieure à 8000 m), dans le cas où l'emploi de cette fréquence pourrait causer des brouillages internationaux sur des régions étendues. Cet avis doit parvenir au Bureau international quatre mois avant la construction de la station envisagée, de manière à permettre de régler les objections qu'une quelconque des Administrations pourrait soulever contre l'adoption de la fréquence proposée.

(2) Dans le cas d'une station fixe à ondes courtes, destinée à effectuer un service régulier et dont le rayonnement serait susceptible de causer des brouillages internationaux, l'Administration intéressée doit, en règle générale, avant l'achèvement de la station et en tout cas avant qu'elle soit ouverte au service, notifier au Bureau international la fréquence assignée à cette station.

(3) Une telle notification n'est faite, toutefois, que lorsque l'Administration intéressée a acquis la certitude que le service dont il s'agit pourra être établi dans un délai raisonnable.

§ 18. (1) Chaque Administration peut attribuer aux stations d'amateurs des fréquences choisies dans les bandes allouées aux amateurs, dans le tableau de répartition (§ 7 ci-dessus).

(2) La puissance maximum que ces stations peuvent utiliser est fixée par les Administrations intéressées, en tenant compte des qualités techniques des opérateurs et des conditions dans lesquelles lesdites stations doivent travailler.

(3) Toutes les règles générales fixées dans la Convention et dans ce Règlement s'appliquent aux stations d'amateurs. En particulier, la fréquence des ondes émises doit être aussi constante et aussi exempte d'harmoniques que l'état de la technique le permet.

(4) Au cours de leurs émissions, ces stations doivent transmettre leur indicatif d'appel à de courts intervalles.

Article 6.

Service des stations expérimentales privées.

§ 1. L'échange de communications entre stations expérimentales privées, de Pays différents, est interdit, si l'Administration de l'un des Pays intéressés a notifié son opposition à cet échange.

§ 2. Lorsque cet échange est permis, les communications doivent, à moins que les Pays intéressés n'aient

pris d'autres arrangements entre eux, s'effectuer en langage clair et se limiter aux messages ayant trait aux expériences et à des remarques d'un caractère personnel pour lesquelles, en raison de leur manque d'importance, le recours au service télégraphique public ne saurait entrer en considération.

§ 3. Dans une station expérimentale privée, autorisée à effectuer des émissions, toute personne manœuvrant les appareils, pour son propre compte ou pour celui de tiers, doit avoir prouvé qu'elle est apte à transmettre les textes en signaux du Code Morse et à lire, à la réception radioélectrique auditive, les textes ainsi transmis. Elle ne peut se faire remplacer que par des personnes autorisées, possédant les mêmes aptitudes.

§ 4. Les Administrations prennent telles mesures qu'elles jugent nécessaires pour vérifier les capacités, au point de vue technique, de toute personne manœuvrant les appareils.

Article 7.

Certificats des opérateurs.

§ 1. (1) Le service de toute station mobile, radiotélégraphique ou radiotéléphonique, doit être assuré par un opérateur radiotélégraphiste, possesseur d'un certificat délivré par le Gouvernement dont dépend cette station. Toutefois, dans les stations mobiles pourvues d'une installation de radiotéléphonie de faible puissance (d'une puissance ne dépassant pas 300 watts alimentation), utilisable seulement pour la téléphonie, le service peut être assuré par un opérateur titulaire du seul certificat de radiotéléphoniste.

(2) Dans le cas d'indisponibilité absolue de l'opérateur, au cours d'une traversée, d'un vol ou d'un voyage, le Commandant ou la personne responsable de la station mobile peut autoriser, mais à titre temporaire seulement, un opérateur possédant un certificat délivré par un autre Gouvernement contractant, à assurer le service radioélectrique. Lorsqu'il devra être fait appel, comme opérateur provisoire, à une personne ne possédant pas de certificat suffisant, son intervention devra se limiter aux cas d'urgence. De toutes façons, l'opérateur ou la personne susvisés devront être remplacés, aussitôt que possible, par un opérateur en possession du certificat prévu au § 1 (1) ci-dessus.

§ 2. Il y a deux classes de certificats et des certificats spéciaux pour les opérateurs radiotélégraphistes et une classe de certificat pour les opérateurs radiotéléphonistes.

Certificats de radiotélégraphiste.

§ 3. (1) Chaque Gouvernement reste libre de fixer le nombre des examens jugés nécessaires pour accéder au certificat de 1^{re} classe.

(2) Le certificat de 1^{re} classe constate obligatoirement que l'opérateur possède les aptitudes requises pour l'obtention du certificat de radiotéléphoniste. Chaque Gouvernement demeure libre d'exiger ou non ces mêmes aptitudes pour le certificat de 2^e classe.

(3) Les conditions minima à imposer pour l'obtention de ces certificats sont les suivantes :

A. Première classe.

Le certificat de 1^{re} classe constate la valeur professionnelle et technique de l'opérateur en ce qui concerne :

a) La connaissance des principes généraux d'électricité et de la théorie de la radiotélégraphie et de la radiotéléphonie, ainsi que la connaissance du fonctionnement pratique de tous les appareils utilisés dans le service mobile.

b) La connaissance théorique et pratique du fonctionnement des appareils accessoires, tels que groupes électrogènes, accumulateurs, etc., utilisés pour la mise en œuvre et le réglage des appareils indiqués au littéra a).

c) Les connaissances pratiques nécessaires pour effectuer, par les moyens du bord, les réparations d'avaries pouvant survenir aux appareils, en cours de voyage.

d) La transmission correcte et la réception auditive correcte de groupes de code (mélange de lettres, de chiffres et de signes de ponctuation), à une vitesse de 20 (vingt) groupes par minute, et d'un texte en langage clair maternel, à une vitesse de 25 (vingt-cinq) mots par minute. Chaque groupe de code doit comprendre cinq caractères, chaque chiffre ou signe de ponctuation comptant pour deux caractères. Le mot moyen du texte en langage clair maternel doit comporter cinq caractères.

e) La connaissance détaillée des Règlements s'appliquant à l'échange des communications radioélectriques, la connaissance des documents relatifs à la taxation des radiotélégrammes, la connaissance de la partie des Règlements sur la sécurité de la vie humaine en mer se rapportant à la radiotélégraphie, et, pour la navigation aérienne, la connaissance des dispositions spéciales régissant le service radioélectrique de la navigation aérienne.

f) La connaissance de la géographie générale des cinq parties du monde, notamment des principales liaisons électriques par fil et « sans fil ».

B. Deuxième classe.

Le certificat de 2^e classe constate la valeur professionnelle de l'opérateur en ce qui concerne :

a) La connaissance théorique et pratique élémentaire de l'électricité et de la radiotélégraphie, ainsi que la connaissance du réglage et du fonctionnement des appareils utilisés dans le service mobile.

b) La connaissance théorique et pratique élémentaire du fonctionnement des appareils accessoires, tels que groupes électrogènes, accumulateurs, etc., utilisés pour la mise en œuvre et le réglage des appareils mentionnés au littéra a).

c) Les connaissances pratiques suffisantes pour pouvoir effectuer les petites réparations, en cas d'avaries survenant aux appareils.

d) La transmission correcte et la réception auditive correcte de groupes de code (mélange de lettres, de chiffres et de signes de ponctuation), à une vitesse de 16 (seize) groupes par minute, et d'un texte en langage clair maternel, à une vitesse de 20 (vingt) mots par minute. Chaque groupe de code doit comprendre cinq

caractères, chaque chiffre ou signe de ponctuation comptant pour deux caractères. Le mot moyen du texte en langage clair maternel doit comporter cinq caractères.

e) La connaissance des Règlements s'appliquant à l'échange des communications radioélectriques, la connaissance des documents relatifs à la taxation des radiotélégrammes, la connaissance de la partie des Règlements sur la sécurité de la vie humaine en mer se rapportant à la radiotélégraphie, et pour la navigation aérienne, la connaissance des dispositions spéciales régissant le service radioélectrique de la navigation aérienne.

f) La connaissance des notions de géographie générale s'appliquant aux communications par fil et « sans fil ».

C. Certificat spécial.

(1) Le service radiotélégraphique des petits navires (auxquels la Convention sur la sauvegarde de la vie humaine en mer n'est pas applicable) peut être assuré par des opérateurs pourvus d'un certificat spécial répondant aux conditions suivantes :

a) Les opérateurs de celles de ces stations mobiles qui participent au service international de la correspondance publique et au travail général des stations mobiles, doivent être capables d'assurer les communications radioélectriques à la vitesse de transmission et de réception prévue pour l'obtention du certificat de 2^e classe.

b) Lorsque ces stations ne participent pas audit service, mais agissent naturellement en cas de détresse et qu'elles travaillent sur une onde particulière, en ne gênant pas les autres services radioélectriques, il appartient à chaque Gouvernement intéressé de fixer les conditions d'obtention du certificat.

(2) A titre exceptionnel, il est concédé provisoirement au Gouvernement de la Nouvelle-Zélande d'accorder un certificat spécial, dont il fixe les conditions d'obtention, aux opérateurs de petits bâtiments de sa nationalité, qui ne s'éloignent pas des côtes dudit Pays, et ne participent au service international de la correspondance publique et au travail général des stations mobiles que d'une manière restreinte.

§ 4. (1) Avant de devenir chef de poste d'une station mobile à bord d'un navire de la première catégorie (Art. 20, § 2), un opérateur de 1^{re} classe doit avoir au moins une année d'expérience comme opérateur à bord d'un navire ou dans une station côtière.

(2) Pour devenir chef de poste d'une station mobile à bord d'un navire de la deuxième catégorie (Art. 20, § 2), un opérateur de 1^{re} classe doit avoir au moins six mois d'expérience comme opérateur à bord d'un navire ou dans une station côtière.

(3) Pour assurer le service comme opérateur de 1^{re} classe sur un aéronef, l'opérateur doit justifier d'un nombre d'heures de vol dans le service radioélectrique, fixé par l'Administration qui délivre le certificat.

§ 5. Les opérateurs qui ont passé avec succès l'examen pour l'obtention du certificat de 2^e classe reçoivent de leur Gouvernement un certificat provisoire qui les autorise à embarquer comme chef de poste sur les bâtiments de la troisième catégorie (Art. 20, § 2). Après avoir justifié d'un service de six mois à bord d'un navire, ils peuvent recevoir le certificat définitif de 2^e classe, les autorisant à exercer les mêmes fonctions sur des bâtiments de la deuxième catégorie.

Certificat de radiotéléphoniste.

§ 6. (1) Il n'y a qu'une classe de certificat pour les opérateurs de la radiotéléphonie.

(2) Ce certificat constate la valeur professionnelle de l'opérateur en ce qui concerne :

a) La connaissance du réglage et du fonctionnement des appareils de radiotéléphonie.

b) L'aptitude à la transmission et à la réception, d'une façon claire, de la conversation par l'appareil téléphonique.

c) La connaissance des Règlements s'appliquant à l'échange des communications radiotéléphoniques et de la partie des Règlements radiotélégraphiques concernant la sécurité de la vie humaine.

(3) Les titulaires du certificat de radiotéléphoniste ne peuvent être utilisés que sur les navires, aéronefs, etc., pourvus d'une installation de radiotéléphonie à faible puissance (300 watts alimentation, au maximum) et seulement pour le service téléphonique.

(4) Les opérateurs radiotéléphonistes du service aéronautique doivent justifier d'un minimum d'heures de vol à bord d'un aéronef, fixé par les Administrations intéressées.

(5) Le titulaire d'un certificat de radiotélégraphiste de 1^{re} classe, ainsi que le titulaire d'un certificat de radiotélégraphiste de 2^e classe pourvu du certificat de radiotéléphoniste, peuvent assurer le service radiotéléphonique sur tout station mobile.

§ 7. Chaque Administration prend les mesures nécessaires pour soumettre les opérateurs à l'obligation du secret des correspondances et pour éviter, dans la plus grande mesure possible, l'emploi frauduleux des certificats.

§ 8. Les Gouvernements intéressés prendront les dispositions nécessaires pour que le bénéfice des certificats délivrés sous le précédent régime soit maintenu aux titulaires de ces certificats, susceptibles de satisfaire, d'une manière générale, aux nouvelles conditions de délivrance.

§ 9. Les dispositions du présent Article deviendront obligatoires dans un délai maximum de trois ans après la mise en vigueur du présent Règlement.

Article 8.

Autorité du Commandant.

§ 1. Le service radioélectrique d'une station mobile est placé sous l'autorité supérieure du Commandant ou de la personne responsable du navire, de l'aéronef ou de tout autre véhicule portant la station mobile.

§ 2. Le Commandant ou la personne responsable, ainsi que toutes les personnes qui peuvent avoir connaissance du texte ou simplement de l'existence des radiotélégrammes, ou de tout renseignement quelconque obtenu au moyen du service radioélectrique, sont soumis à l'obligation de garder et d'assurer le secret des correspondances.

Article 9.

Procédure générale dans le service mobile.

§ 1. Dans le service mobile, la procédure détaillée ci-après est obligatoire, sauf le cas d'appel de détresse ou de correspondance de détresse, auquel sont applicables les dispositions de l'Article 19.

§ 2. (1) Avant de procéder à toute transmission, la station émettrice doit s'assurer qu'il ne se produira pas de brouillage excessif avec d'autres communications s'effectuant dans son rayon d'action, sur l'onde qu'elle va employer; s'il y a probabilité qu'un tel brouillage sera occasionné, elle attend le premier arrêt dans la transmission qu'elle pourrait troubler.

(2) Si, malgré cette précaution, une transmission radioélectrique en cours est entravée par l'appel, celui-ci doit cesser à la première demande d'une station terrestre ouverte au service international de la correspondance publique ou d'une station aéronautique quelconque. La station qui demande cette cessation doit indiquer la durée approximative de l'attente imposée à la station dont elle arrête l'appel.

§ 3. Dans les relations radiotélégraphiques du service mobile, la marche ci-après est suivie pour appeler une station:

(1) a) La station appelante effectue l'appel en transmettant, au plus, trois fois l'indicatif d'appel de la station appelée et le mot DE suivi de trois fois au plus, son propre indicatif d'appel.

b) Pour produire cet appel, la station appelante utilise l'onde sur laquelle veille la station appelée.

(2) La station appelée répond en transmettant, au plus, trois fois l'indicatif d'appel de la station appelante, le mot DE, son propre indicatif d'appel, et, si elle est prête à recevoir le trafic, la lettre K (invitation à transmettre), suivie, si elle le juge utile, de l'abréviation appropriée et d'un chiffre indiquant la force des signaux reçus.

(3) Si la station appelée est empêchée de recevoir, elle remplace, dans la formule de réponse, la lettre K par le signal . — . . . (attente), suivi d'un nombre indiquant en minutes la durée probable de l'attente. Si cette durée probable excède 10 minutes, l'attente doit être motivée.

(4) Lorsqu'il y a plusieurs radiotélégrammes à transmettre dans le même sens, ils peuvent être transmis par séries, avec le consentement de la station qui doit les recevoir.

(5) Cette dernière station, en donnant son assentiment, indique le nombre de radiotélégrammes qu'elle est prête à recevoir en une série et fait suivre cette indication de la lettre K.

(6) En principe, tout radiotélégramme contenant plus de 100 mots est considéré comme formant une série, ou met fin à une série en cours.

(7) En règle générale, les longs radiotélégrammes, tant ceux en langage clair que ceux en langage convenu ou chiffré, sont transmis par tranches, chaque tranche contenant 50 mots dans le cas du langage clair et 20 mots ou groupes lorsqu'il s'agit de langage convenu ou chiffré.

(8) A la fin de chaque tranche, le signal . — . — . (?), signifiant: « Avez-vous bien reçu le radiotélégramme jusqu'ici? » est transmis. Si la tranche a été correctement reçue, la station réceptrice donne la lettre K et la transmission du radiotélégramme est poursuivie.

(9) a) La transmission d'un radiotélégramme se termine par le signal . — . — . (fin de transmission), suivi de l'indicatif d'appel de la station transmettrice et de la lettre K.

b) Dans le cas de la transmission par série, l'indicatif d'appel de la station transmettrice et la lettre K ne sont donnés qu'à la fin de la série.

(10) a) L'accusé de réception d'un radiotélégramme est donné au moyen de la lettre R suivie du numéro du radiotélégramme; cet accusé de réception est précédé de la formule ci-après: indicatif d'appel de la station qui a transmis, mot DE, indicatif d'appel de la station qui a reçu.

b) L'accusé de réception d'une série de radiotélégrammes est donné au moyen de la lettre R suivie du nombre des radiotélégrammes reçus, ainsi que des numéros du premier et du dernier télégramme composant la série. Cet accusé de réception est précédé de la formule définie ci-dessus.

(11) La fin du travail entre deux stations est indiquée par chacune d'elles, au moyen du signal . — . — . (fin de travail) suivi de son propre indicatif d'appel.

§ 4. (1) Si la station appelante a l'intention de transmettre son trafic avec un type d'onde ou/et sur une fréquence autres que ceux employés pour effectuer l'appel, elle fait suivre son propre indicatif d'appel des indications de service définissant le type d'onde ou/et la fréquence qu'elle se propose d'utiliser pour sa transmission. L'absence de ces indications de service signifie qu'elle n'a pas l'intention de changer de type d'onde ni de fréquence.

(2) Si la station appelée désire que la station appelante transmette avec un type d'onde ou/et sur une fréquence autres que ceux utilisés pour l'appel, elle ajoute à la formule de réponse les indications de service définissant le type d'onde ou/et la fréquence dont elle demande l'emploi. L'absence de ces indications de service signifie qu'elle ne désire pas que le type d'onde ou/et la fréquence utilisés pour l'appel soient changés.

(3) Si la station appelante a indiqué qu'elle va utiliser pour la transmission un type d'onde ou/et une fréquence autres que ceux avec lesquels elle a effectué l'appel, la station appelée, dans la formule de réponse, fait précéder la lettre K des abréviations permettant d'indiquer qu'à partir de ce moment, elle écoute sur le type d'onde ou/et la fréquence annoncés et qu'elle emploiera elle-même lesdits type d'onde ou/et fréquence pour toute la durée de la communication.

(4) Si la station appelante est une station terrestre pouvant, conformément aux dispositions du présent Règlement, employer une onde autre que celles qu'il est possible à la station mobile d'émettre, elle peut,

après avoir établi le contact, utiliser cette onde pour transmettre son trafic. Dans ce cas, la marche à suivre est celle définie ci-après:

a) La station terrestre appelle la station mobile en employant l'onde sur laquelle celle-ci veille et, après avoir obtenu réponse, l'informe au moyen de l'abréviation appropriée d'avoir à l'écouter par la suite sur l'onde qu'elle compte utiliser.

b) Si la station mobile peut recevoir l'onde annoncée, elle donne la lettre K. Dans le cas contraire, elle informe la station terrestre, à l'aide de l'abréviation appropriée, de ce qu'il ne lui est pas possible de recevoir l'onde proposée et les deux stations s'entendent pour adopter une autre onde de travail.

(5) La station terrestre conserve l'onde qu'elle a employée jusqu'après la transmission du signal . . . — . — (fin de travail), suivi de son indicatif d'appel. Ce signal, suivi de l'indicatif d'appel, est répété par la station mobile sur l'onde internationale d'appel attribuée à son service.

(6) Lorsque la station terrestre qui reçoit une demande de changer le type d'onde ou/et la fréquence ne peut pas ou ne désire pas donner suite à cette demande, elle ne transmet par le signal K, mais propose, en employant les abréviations appropriées, l'emploi d'un autre type d'onde ou/et d'une autre fréquence.

§ 5. (1) Sur l'onde de 500 kc/s (600 m) (ou sur une onde autorisée, dans le cas de communications avec une station d'aéronef), les périodes de travail continu entre deux stations ne doivent pas dépasser dix minutes environ : après chacune de ces périodes, un temps d'arrêt doit être observé, afin de permettre, éventuellement, à une autre station de lancer un appel de priorité ou de transmettre un message de priorité.

(2) Sur les autres ondes affectées au service mobile maritime, la durée des périodes de travail continu est sous le contrôle de la station côtière. Dans le cas de communications entre deux stations de bord, c'est la station réceptrice qui détermine la durée des périodes de travail continu.

(3) Dans les communications entre stations d'aéronef, la durée des périodes de travail continu est soumise au contrôle de la station d'aéronef qui reçoit, sous réserve de l'intervention, pour cet objet, de la station aéronautique. Dans les relations entre stations aéronautiques et stations d'aéronefs, c'est la station aéronautique qui contrôle la durée des périodes de travail continu.

§ 6. Lorsqu'une station reçoit un appel sans être certaine que cet appel lui est destiné, elle ne doit pas répondre avant que l'appel n'ait été répété et compris. Lorsque, d'un autre côté, une station reçoit un appel qui lui est destiné, mais a des doutes sur l'indicatif d'appel de la station appelante, elle doit répondre immédiatement en utilisant le signal . . — — . . en lieu et place de l'indicatif d'appel de cette dernière station.

§ 7. (1) Lorsqu'il est nécessaire de faire des signaux d'essai, aux fins de régler l'appareil avant de procéder à l'appel ou à la transmission, ces signaux ne doivent pas être produits pendant plus de 10 secondes environ, et ils doivent être constitués par une série de V, suivie de l'indicatif d'appel de la station qui opère.

(2) Si une station émet des signaux d'essai à la demande d'une autre station, pour permettre à celle-ci de régler son appareil récepteur, ces signaux doivent également être constitués par une série de V, dans laquelle s'intercale plusieurs fois l'indicatif d'appel de la station émettrice.

Article 10.

Appel général à toutes les stations mobiles.

§ 1. Les stations qui désirent entrer en communication avec des stations mobiles, sans toutefois connaître les noms des stations mobiles qui sont dans leur rayon d'action, peuvent employer le signal de recherche CQ, remplaçant l'indicatif de la station appelée dans la formule d'appel, cette formule étant suivie de la lettre K (appel général à toutes les stations mobiles, avec demande de réponse).

§ 2. Dans les régions où le trafic est intense, l'emploi de l'appel CQ suivi de la lettre K est interdit, sauf en combinaison avec des signaux d'urgence.

§ 3. L'appel CQ non suivi de la lettre K (appel général à toutes les stations mobiles, sans demande de réponse) est employé pour les radiotélégrammes d'information générale, pour les signaux horaires, pour les informations météorologiques régulières, pour les avis généraux de sécurité et pour les informations de toute nature destinés à être lus par quiconque peut les recevoir.

Article 11.

Brouillage.

§ 1. (1) L'échange de signaux superflus est interdit aux stations mobiles. Des essais et des expériences ne sont tolérés, dans ces stations, qu'autant qu'ils ne troublent point le service d'autres stations.

(2) Chaque Administration apprécie, en vue de leur autorisation, si les essais ou les expériences proposés sont susceptibles de troubler le service des autres stations.

§ 2. Les essais et réglages, dans une station quelconque, doivent être conduits de façon à ne pas troubler le service des autres stations engagées dans une correspondance autorisée. Les signaux d'essai et de réglage doivent être choisis de telle manière qu'aucune confusion ne puisse se produire avec un signal, une abréviation, etc., d'une signification particulière, définie par le Règlement.

§ 3. Une station quelconque effectuant des émissions pour des essais, des réglages ou des expériences doit transmettre son indicatif d'appel à de fréquents intervalles, au cours de ces émissions.

§ 4. L'Administration ou l'exploitation privée qui formule une plainte en matière de brouillage doit, pour étayer et justifier celle-ci, déclarer qu'elle emploie régulièrement des appareils de réception d'un type équivalant au type le meilleur, utilisé dans la pratique courante du service dont il s'agit.

Article 12.

Rapport sur les infractions.

§ 1. Si une Administration a connaissance d'une infraction à la Convention ou à ce Règlement, commise dans une des stations du service mobile qu'elle a autorisées, elle constate les faits, fixe les responsabilités, et prend les mesures nécessaires.

§ 2. Les infractions aux règles du service mobile sont signalées, par les stations qui les constatent, à l'Administration dont elles-mêmes relèvent, et ce au moyen d'états conformes au modèle reproduit à l'Appendice 2

§ 3. Dans le cas d'infractions réitérées de la part d'une même station, des représentations doivent être faites à l'Administration du Pays dont dépend cette station.

Article 13.

Publication de documents de service.

§ 1. Le Bureau international dresse et publie les documents de service suivants:

- a) un tableau et une carte destinés à être annexés à la Nomenclature des stations de bord, et indiquant les zones et les heures de service à bord des navires classés dans la deuxième catégorie (voir Appendices 5 et 6);
- b) une Liste alphabétique des indicatifs d'appel de toutes les stations fixes, terrestres et mobiles pourvues d'un indicatif d'appel de la série internationale. Cette liste est dressée sans considération de nationalité; elle est précédée d'un tableau de répartition des indicatifs d'appel, mentionnant les Pays auxquels une ou plusieurs séries d'indicatifs d'appel sont attribuées, dans les conditions fixées à l'Article 14;
- c) des Nomenclatures de toutes les stations fixes, terrestres et mobiles ayant un indicatif d'appel de la série internationale et ouvertes ou non à la correspondance publique, et une Nomenclature des stations de radiodiffusion.

§ 2. La Nomenclature relative à chaque catégorie de stations est publiée en fascicules séparés, comme suit:

I. Stations fixes et terrestres.

- (1) Nomenclature des stations par Pays, les noms des Pays étant rangés par ordre alphabétique et les noms des stations d'un même Pays étant, à leur tour, rangés par ordre alphabétique sous le nom de ce Pays. Cette Nomenclature est précédée d'un index alphabétique indiquant les noms des stations, les indicatifs d'appel, les indices caractéristiques et les numéros des pages où se trouvent les détails relatifs à ces stations.
- (2) Le mot RADIO est imprimé séparément après le nom de chaque station côtière.

II. Stations effectuant des services spéciaux.

- (1) Nomenclature des stations par Pays, avec index alphabétique analogue à celui du fascicule précédent. Les stations mentionnées dans cette Nomenclature sont celles qui assurent des services spéciaux à l'usage de la navigation maritime et aérienne (radiogoniométrie, radiophares, signaux horaires, avis aux navigateurs, informations météorologiques régulières, informations de presse adressées à tous, etc.)
- (2) Les mots GONIO et PHARE sont inscrits respectivement à la suite du nom des stations radiogoniométriques et des stations radiophares.

III. Stations de bord.

Nomenclature des stations rangées par ordre alphabétique, sans considération de nationalité, et mentionnant, sous une forme abrégée, le nom du Pays auquel appartient chaque station.

IV. Stations d'aéronef.

Nomenclature des stations rangées par ordre alphabétique, sans considération de nationalité, et mentionnant, sous une forme abrégée, le nom du Pays auquel appartient chaque station.

V. Stations de radiodiffusion.

Nomenclature des stations par Pays, avec index alphabétique analogue à celui des fascicules I et II.

§ 3. Les suppléments à la liste des indicatifs d'appel et aux Nomenclatures respectives contiennent les additions, modifications et suppressions, publiées dans un ordre alphabétique. Ces suppléments sont mensuels et récapitulatifs.

Nomenclature des stations fixes et terrestres.

§ 4. (1) L'état signalétique des stations fixes et terrestres doit comporter les renseignements suivants:

- a) nom de la station;
 - b) indicatif d'appel;
 - c) position géographique exacte de l'antenne émettrice indiquée par la subdivision territoriale et par la longitude et la latitude en degrés, minutes et secondes, la longitude étant calculée par rapport au méridien de Greenwich;
 - d) types et fréquences (longueurs d'onde) d'émission pour lesquels les réglages sont faits, l'onde normale de transmission étant soulignée;
 - e) pouvoir normal de rayonnement exprimé en mètres-ampères ou, à défaut, hauteur de l'antenne et intensité du courant à la base de celle-ci;
 - f) nature des services effectués;
 - g) heures de service (temps moyen de Greenwich);
 - h) le cas échéant, pour les stations terrestres, nom de l'entreprise privée qui établit les comptes de taxes;
 - i) taxe ou taxes de la station terrestre;
 - j) renseignements particuliers concernant les heures d'appel pour la transmission des listes de trafic ou pour la transmission des radiotélégrammes sans accusé de réception ou avec accusé de réception différé.
- (2) La taxe télégraphique intérieure du Pays dont dépend la station terrestre et la taxe appliquée par ce Pays aux télégrammes à destination des Pays limitrophes sont indiquées dans la Nomenclature.

Nomenclature des stations effectuant des services spéciaux.

§ 5. En plus des indications concernant les stations fixes et terrestres, les renseignements publiés doivent mentionner

A. Pour les stations radiogoniométriques:

a) si la station est dotée d'un émetteur ou non et, dans ce dernier cas, la station transmettrice conjuguée;
b) l'onde sur laquelle la station radiogoniométrique doit être appelée, l'onde sur laquelle les stations mobiles doivent émettre les signaux prévus pour la prise des relèvements, l'onde sur laquelle la station radiogoniométrique (ou la station transmettrice conjuguée) doit transmettre les relèvements vrais obtenus et les secteurs dans lesquels les relèvements sont normalement exacts;

c) éventuellement, le pouvoir normal de rayonnement, exprimé en mètres-ampères, de la station transmettrice conjuguée (ou, à défaut, hauteur de l'antenne et intensité du courant à la base de celle-ci).

B. Pour les stations radiophares:

a) les signaux caractéristiques de la station;

b) si, en plus de son émission de radiophare, la station peut transmettre ou recevoir des communications normales;

c) éventuellement, le nom des stations avec lesquelles il faut se mettre en communication pour correspondre avec le radiophare, si ce dernier ne peut pas transmettre ou recevoir des communications;

d) les secteurs dans lesquels les émissions du radiophare donnent lieu à des relèvements normalement exacts.

C. Pour les stations transmettant des signaux horaires:

le schéma des signaux employés et les heures d'émission.

D. Pour les stations transmettant des avis aux navigateurs ou des observations météorologiques régulières:

les heures d'émission et, s'il y a lieu, la désignation du ou des documents où se trouvent les détails concernant ces émissions.

Nomenclature des stations de bord.

§ 6. L'état signalétique doit comporter les renseignements suivants:

a) nom du navire, suivi de l'indicatif d'appel en cas d'homonymie;

b) indicatif d'appel;

c) Pays dont relève la station (indication abrégée);

d) types et fréquences (longueurs d'onde) d'émission pour lesquels les réglages sont faits, l'onde normale de transmission étant soulignée;

e) pouvoir normal de rayonnement exprimé en mètres-ampères ou, à défaut, hauteur de l'antenne et intensité du courant à la base de celle-ci;

f) nature des services assurés (si la station est munie d'un radiogoniomètre, il y a lieu de l'indiquer) et heures de service;

g) nom de l'Administration ou de l'entreprise privée à laquelle les comptes de taxes doivent être adressés;

h) taxe de bord.

§ 7. En cas d'homonymie entre deux stations de bord de même nationalité, ainsi que dans les cas où les comptes de taxes doivent être adressés directement au propriétaire du navire, il est fait mention du nom de la Compagnie de navigation ou l'armateur auquel appartient le navire.

Nomenclature des stations d'aéronef.

§ 8. L'état signalétique doit comporter les renseignements suivants:

a) indicatif d'appel de la station et éventuellement nom de l'aéronef;

b) nom du Pays dont dépend la station (indication abrégée);

c) marque et type de l'aéronef;

d) types et fréquences (longueurs d'onde) d'émission pour lesquels les réglages sont faits, l'onde normale de transmission étant soulignée;

e) parcours habituel ou port d'attache de l'aéronef;

f) nature des services assurés et heures de service; si la station est munie d'un radiogoniomètre, il y a lieu de l'indiquer;

g) nom de l'Administration ou de l'entreprise privée avec laquelle les comptes de taxes doivent être échangés;

h) le cas échéant, taxe de la station d'aéronef.

Nomenclature des stations de radiodiffusion.

§ 9. L'état signalétique doit comporter les renseignements suivants:

a) nom de la station;

b) le cas échéant, indicatif d'appel;

c) position géographique exacte de l'antenne émettrice, indiquée par la subdivision territoriale et par la longitude et la latitude en degrés, minutes et secondes, la longitude étant calculée par rapport au méridien de Greenwich;

d) fréquence (longueur d'onde) d'émission;

e) pouvoir normal de rayonnement exprimé en mètres-ampères ou, à défaut, hauteur de l'antenne et intensité du courant à la base de celle-ci;

f) facultativement, jours et heures d'émission; les heures sont indiquées en temps moyen de Greenwich, et les pays utilisant une heure d'été fait connaître l'heure pour chacune des deux périodes de l'année;

g) nom de l'Administration ou de l'entreprise privée qui effectue l'émission.

Notations indiquant la nature et l'étendue du service des stations.

§ 10. Les notations suivantes sont employées dans les documents de service :

PG station ouverte à la correspondance publique ;
 PR station ouverte à la correspondance publique restreinte ;
 N station ayant un service permanent, de jour et de nuit ;
 Y station ouverte du lever au coucher du soleil ;
 X station n'ayant pas de vacations déterminées ;
 Z 1 station de bord de 2^e catégorie, à 8 heures de service ;
 Z 2 station de bord de 2^e catégorie, à 16 heures de services ;
 FA station aéronautique ;
 FC station côtière ;
 FS station terrestre établie dans le seul but de la sécurité de la vie humaine ;
 FX station effectuant un service de communications entre points fixes ;
 RF station de radiophare fixe ;
 RG station radiogoniométrique ;
 RS station réceptrice seulement, reliée au réseau général des voies de communication ;
 RW station de radiophare tournant.

§ 11. La forme générale à donner aux diverses nomenclatures est indiquée à l'Appendice 3. Les Administrations ou entreprises privées doivent adopter les formules identiques, pour les états signalétiques à transmettre au Bureau international.

Article 14.

Indicatifs d'appel.

§ 1. Les stations fixes, terrestres et mobiles visées au § 1 de l'Article 2 de la Convention, ainsi que les stations expérimentales privées doivent posséder un indicatif d'appel de la série internationale attribuée à chaque Pays dans le tableau de répartition ci-dessous. Dans ce tableau, la première lettre ou les premières lettres prévues pour les indicatifs d'appel distinguent la nationalité des stations.

Tableau de répartition des indicatifs d'appel.

Pays	Indicatifs	Pays	Indicatifs
Chili	CAA-CEZ	Finlande	OHA-OHZ
Canada	CFA-CKZ	Tchécoslovaquie	OKA-OKZ
Cuba	CLA-CMZ	Belgique et Colonies	ONA-OTZ
Maroc	CNA-CNZ	Danemark	OUA-OZZ
Bolivie	CPA-CPZ	Pays-Bas	PAA-PIZ
Colonies portugaises	CRA-CRZ	Curaçao	PJA-PJZ
Portugal	CSA-CUZ	Indes néerlandaises	PKA-POZ
Roumanie	CVA-CVZ	Brésil	PPA-PYZ
Uruguay	CWA-CXZ	Suriman	PZA-PZZ
Monaco	CZA-CZZ	(Abréviations)	Q
Allemagne	D	URSS	RAA-RQZ
Espagne	EAA-EHZ	Perse	RVA-RVZ
Etat libre d'Irlande	EIA-EIZ	République de Panama	RXA-RXZ
République de Libéria	ELA-ELZ	Lithuanie	RYA-RYZ
Estonie	ESA-ESZ	Suède	SAA-SMZ
Ethiopie	ETA-ETZ	Pologne	SPA-SRZ
France et Colonies et Protectorats	F	Egypte	SUA-SUZ
Grande-Bretagne	G	Grèce	SVA-SZZ
Hongrie	HAA-HAZ	Turquie	TAA-TCZ
Suisse	HBA-HBZ	Islande	TFA-TFZ
Equateur	HCA-HCZ	Guatemala	TGA-TGZ
République d'Haïti	HHa-HHZ	Costa-Rica	TIA-TIZ
République Dominicaine	HIA-HIZ	Territoire de la Sarre	TSA-TSZ
République de Colombie	HJA-HKZ	Hedjaz	UHA-UHZ
République de Honduras	HRA-HRZ	Indes néerlandaises	UIA-UKZ
Siam	HSA-HSZ	Luxembourg	ULA-ULZ
Italie et Colonies	I	Royaume des Serbes, Croates et	
Japon	J	Slovènes	UNA-UNZ
Etats-Unis d'Amérique	K	Autriche	UOA-UOZ
Norvège	LAA-LNZ	Canada	VAA-VGZ
République Argentine	LOA-LVZ	Fédération Australienne	VHA-VMZ
Bulgarie	LZA-LZZ	Terre-Neuve	VOA-VOZ
Grande-Bretagne	M	Colonies et Protectorats britan-	
Etats-Unis d'Amérique	N	niques	VPA-VSZ
Pérou	OAA-OBZ	Indes britanniques	VTA-VWZ

Pays	Indicatifs	Pays	Indicatifs
Etats-Unis d'Amérique	W	Nicaragua	YNA-YNZ
Mexique	XAA-XFZ	République de El Salvador	YSA-YSZ
Chine	XGA-XUZ	Vénézuéla	YVA-YVZ
Afghanistan	YAA-YAZ	Albanie	ZAA-ZAZ
Nouvelles-Hébrides	YHA-YHZ	Nouvelle-Zélande	ZKA-ZMZ
Iraq	YIA-YIZ	Paraguay	ZPA-ZPZ
Lettonie	YLA-YLZ	Union de l'Afrique du Sud	ZSA-ZUZ
Ville libre de Dantzig	YMA-YMZ		

§ 2. Les indicatifs d'appel sont formés de :

- trois lettres, dans le cas de stations fixes et de stations terrestres ;
- quatre lettres, dans le cas de stations de bord ;
- cinq lettres, dans le cas de stations d'aéronef ;
- la lettre ou des lettres indiquant la nationalité, et d'un seul chiffre suivi d'un groupe de trois lettres au plus, pour les stations expérimentales privées.

§ 3. Dans le service radioaérien, après que la communication a été établie au moyen de l'indicatif d'appel de cinq lettres, la station d'aéronef peut employer un indicatif abrégé constitué :

- en radiotélégraphie, par les première et dernière lettres de l'indicatif de cinq lettres ;
- en radiotéléphonie, par tout ou partie du nom du propriétaire de l'aéronef (Compagnie ou particulier), suivi des deux dernières lettres de la marque d'immatriculation.

§ 4. (1) Les 26 lettres de l'alphabet peuvent être employées pour former les indicatifs d'appel ; les lettres accentuées sont exclues.

(2) Toutefois, les combinaisons suivantes de lettres ne peuvent être employées comme indicatifs d'appel :

- combinaisons commençant par A ou par B, ces deux lettres étant réservées pour la partie géographique du Code international de signaux ;

b) combinaisons qui pourraient être confondues avec les signaux de détresse ou avec d'autres signaux de même nature ;

c) combinaisons réservées pour les abréviations à employer dans les transmissions radioélectriques ;

d) en ce qui concerne les stations d'aéronef, combinaisons comportant la lettre W comme deuxième lettre.

§ 5. (1) Chaque Pays choisit les indicatifs d'appel de ses stations dans la série internationale qui lui est allouée et notifie au Bureau international l'indicatif d'appel attribué à chacune d'elles.

(2) Le Bureau international veille à ce qu'un même indicatif d'appel ne soit pas attribué à plus d'une station, et à ce que les indicatifs d'appel qui pourraient être confondus avec les signaux de détresse ou d'autres signaux de même nature ne soient attribués à aucune station.

Article 15.

Inspection des stations.

§ 1. Les stations mobiles ayant leur port d'attache dans une Colonie, une Possession ou un Protectorat peuvent être considérées comme dépendant de l'Autorité de cette Colonie, de cette Possession ou de ce Protectorat, en ce qui concerne l'octroi des licences.

§ 2. Les Administrations compétentes des Pays où une station mobile fait escale peuvent exiger la production de la licence ; celle-ci doit être conservée de telle façon qu'elle puisse être fournie sans délai. Lorsque la licence n'est pas produite ou que des anomalies manifestes sont constatées, ces Administrations peuvent procéder à l'inspection des installations radioélectriques, en vue de s'assurer qu'elles répondent aux conditions imposées par le présent Règlement.

§ 3. (1) Lorsqu'une Administration s'est trouvée dans l'obligation de recourir à la mesure prévue au § 2 ci-dessus, elle en informe immédiatement l'Administration dont dépend la station mobile en cause. Pour le surplus, il est procédé, le cas échéant, ainsi que le prescrit l'Article 12.

(2) Le délégué de l'Administration qui a inspecté la station doit, avant de quitter celle-ci, faire part de ses constatations au Commandant ou à la personne responsable (Article 8) ou à leur remplaçant.

§ 4. En ce qui concerne les conditions techniques et d'exploitation auxquelles doivent satisfaire, pour le service radioélectrique international, les stations mobiles titulaires d'une licence, les Gouvernements contractants s'engagent à ne pas imposer aux stations mobiles étrangères qui se trouvent temporairement dans leurs eaux territoriales ou s'arrêtent temporairement sur leur territoire, des conditions plus rigoureuses que celles qui sont prévues dans le présent Règlement. Ces prescriptions n'affectent en rien les dispositions qui, étant du ressort de la Convention sur la sauvegarde de la vie humaine en mer, ne sont pas déterminées dans le présent Règlement.

Article 16.

Conditions à remplir par les stations mobiles.

§ 1. (1) Les stations mobiles doivent être établies de manière à se conformer, en ce qui concerne les fréquences et les types d'ondes, aux dispositions générales faisant l'objet de l'Article 5. Suivant ces dispositions, l'emploi, par les stations mobiles, des ondes amorties (type B), d'une fréquence inférieure à 375 kc/s (longueur d'onde supérieure à 800 m) sera interdit à partir du 1^{er} janvier 1930.

(2) En outre, aucune nouvelle installation d'émetteurs d'ondes du type B ne pourra être faite dans les stations mobiles à partir du 1^{er} janvier 1930, sauf quand ces émetteurs, travaillant à pleine puissance, dépenseront moins de 300 watts mesurés à l'entrée du transformateur d'alimentation à fréquence audible.

(3) Enfin, l'emploi des ondes du type B de toutes fréquences sera interdit à partir du 1^{er} janvier 1940, sauf pour les émetteurs remplissant les mêmes conditions de puissance que ci-dessus.

§ 2. (1) Toute station installée à bord d'un navire ou d'un aéronef effectuant un parcours maritime, navire ou aéronef obligatoirement pourvus d'appareils radioélectriques à la suite d'un accord international, doit pouvoir émettre et recevoir sur l'onde de 500 kc/s (600 m), types A 2 ou B. Les stations de bord doivent, en outre, pouvoir utiliser l'onde de 375 kc/s (800 m), type A 2 (ou B, sous réserve des dispositions du § 1 ci-dessus).

(2) Les stations d'aéronef doivent pouvoir émettre et recevoir l'onde de 333 kc/s (900 m) types A 2 ou A 3 (ou B, sous réserve des dispositions du § 1 ci-dessus).

§ 3. (1) En plus des ondes fixes visées ci-dessus, les stations mobiles équipées pour émettre des ondes des types A 1, A 2 ou A 3 peuvent employer toutes les ondes autorisées à l'Article 5.

(2) L'emploi des ondes du type B n'est autorisé que pour les fréquences (longueurs d'onde) ci-après :

kc/s	mètres	kc/s	mètres
375	800	500	600
410	730	665	450
425	705	1000	300
454	660	1364	220

(3) L'usage de l'onde du type B de 665 kc/s (450 m) est interdit dès maintenant dans les régions où cette onde peut gêner la radiodiffusion.

(4) L'emploi de l'onde du type B de 1000 kc/s (300 m) pour le trafic est interdit, dès maintenant, entre 18 h 00 et 00 h 00, heure locale, et sera complètement interdit, à toutes heures, à partir du 1^{er} janvier 1930, au plus tard. Toutefois, cette même onde du type B de 1000 kc/s (300 m) pourra continuer indéfiniment et sans restrictions horaires, à être utilisée par les stations à bord des bateaux de pêche, pour les relevements radiogoniométriques entre elles, à condition de ne pas gêner la radiodiffusion.

§ 4. Tous les appareils de stations mobiles établis pour la transmission d'ondes du type A 1, entre 125 et 150 kc/s (2400—2000 m), doivent permettre l'emploi de trois fréquences au minimum, choisies dans cette bande, et pouvoir assurer le passage rapide de l'une à l'autre de ces fréquences.

§ 5. (1) Toutes les stations à bord des navires obligatoirement pourvus d'appareils radioélectriques, doivent être à même de recevoir l'onde de 500 kc/s (600 m), en outre, toutes les ondes nécessaires à l'accomplissement du service qu'elles effectuent.

(2) A partir du 1^{er} janvier 1932, elles devront être à même de recevoir facilement et efficacement, sur les mêmes fréquences, les ondes des types A 1 et A 2.

§ 6. Les appareils d'émission utilisés dans le service mobile doivent être pourvus de dispositifs permettant d'en réduire la puissance. Cette disposition ne s'applique pas aux émetteurs dont la puissance d'alimentation ne dépasse pas 300 watts.

§ 7. Les appareils récepteurs doivent être tels, que le courant qu'ils induisent dans l'antenne soit aussi réduit que possible et n'incommode pas les stations du voisinage.

§ 8. Les changements de fréquence dans les appareils émetteurs et récepteurs de toute station mobile doivent pouvoir être effectués aussi rapidement que possible. Toutes les installations doivent être telles, que, la communication étant établie, le temps nécessaire au passage de l'émission à la réception et vice versa soit aussi réduit que possible.

Article 17.

Ondes d'appel et d'écoute.

§ 1. (1) Dans la bande comprise entre 360 et 515 kc/s (830—580 m), les seules ondes admises en type B sont les suivantes : 375, 410, 425, 454 et 500 kc/s (800, 730, 705, 660 et 600 m).

(2) L'onde générale d'appel, qui doit être employée par toute station mobile portée par un navire obligatoirement équipé, et par les stations côtières, est l'onde de 500 kc/s (600 m) A 1, A 2 ou B.

(3) En dehors de l'onde de 500 kc/s (600 m), l'usage des ondes de tous types comprises entre 485 et 515 kc/s (620—580 m) est interdit.

(4) L'onde de 500 kc/s (600 m) est l'onde internationale d'appel et de détresse. Elle peut être utilisée, mais avec discrétion, pour d'autres buts, si elle ne trouble pas les signaux de détresse, d'urgence, de sécurité ou d'appel.

(5) Les stations côtières doivent être en mesure de faire usage au moins d'une onde en plus de celle de 500 kc/s (600 m). Cette onde additionnelle est soulignée dans la Nomenclature, pour indiquer qu'elle est l'onde normale de travail de la station. Les ondes additionnelles ainsi choisies peuvent être les mêmes que celles des stations de bord, ou peuvent être différentes. En tout cas, les ondes de travail des stations côtières doivent être choisies de manière à éviter les brouillages avec les stations voisines.

(6) En dehors des ondes normales de travail soulignées dans la Nomenclature, les stations côtières et de bord peuvent employer, dans la bande autorisée, les ondes supplémentaires qu'elles jugent convenables. Ces ondes sont mentionnées dans la Nomenclature, sans être soulignées.

§ 2. (1) En vue d'augmenter la sécurité de la vie humaine sur mer (navires) et au-dessus de la mer (aéronefs), toutes les stations du service mobile maritime doivent, pendant la durée de leurs vacations, prendre les mesures utiles pour assurer l'écoute sur l'onde de détresse (500 kc/s = 600 m) deux fois par heure, pendant trois minutes commençant à la 15^e minute et à la 45^e minute de chaque heure, temps moyen de Greenwich.

(2) Les stations qui assurent un service de correspondance radiotélégraphique, de presse, etc., avec les navires en mer doivent observer le silence pendant les intervalles indiqués ci-dessus. Seules les émissions envisagées à l'Article 19, §§ 25 à 27, peuvent être effectuées pendant ces intervalles.

(3) Toutefois, et à titre exceptionnel, les stations terrestres et de bord équipées pour correspondre à l'aide d'ondes entretenues peuvent continuer le travail pendant ces intervalles, si elles sont en mesure de maintenir en même temps une écoute satisfaisante sur l'onde de détresse, ainsi qu'il est prévu à l'alinéa (1) du présent paragraphe.

§ 3. Les règles ci-après doivent être suivies dans l'exploitation des stations du service mobile employant des ondes du type A 1 de la bande de 100 à 160 kc/s (3000—1875 m), laquelle est attribuée au service mobile :

a) Toute station côtière assurant une communication sur une onde longue entretenue doit faire l'écoute sur l'onde de 143 kc/s (2100 m) à moins qu'il n'en soit indiqué autrement dans la Nomenclature. La station côtière transmet tout son trafic sur l'onde ou sur les ondes qui lui sont spécialement attribuées.

b) Lorsqu'une station mobile désire établir la communication sur une onde longue entretenue, avec une autre station du service mobile, elle doit employer l'onde de 143 kc/s (2100 m), à moins qu'il n'en soit indiqué autrement dans la Nomenclature. Cette onde, désignée comme onde de communication générale, doit être employée :

1° pour la production des appels et des réponses aux appels ;

2° pour la transmission des signaux préalables à la transmission du trafic.

c) Une station mobile, après avoir établi la communication avec une autre station du service mobile, sur l'onde de communication générale, peut transmettre son trafic sur une onde quelconque de la bande autorisée, à condition de ne pas troubler le travail d'une station côtière ou un travail en cours sur l'onde d'appel.

d) En règle générale, toute station mobile équipée pour le service sur ondes longues entretenues et qui n'est pas engagée dans une communication sur une autre onde doit, en vue de permettre l'échange du trafic avec d'autres stations du service mobile, revenir sur l'onde de 143 kc/s (2100 m) pendant 10 minutes, du commencement de la 35^e au commencement de la 45^e minute de chaque heure, temps moyen de Greenwich, durant les heures prévues, selon la catégorie à laquelle appartient la station envisagée.

e) (1) Les stations côtières transmettent leurs listes de trafic à des heures déterminées, publiées dans la Nomenclature, sur l'onde ou sur les ondes qui leur sont attribuées.

(2) En dehors des heures ainsi fixées pour cette transmission de leurs listes de trafic, les stations côtières peuvent appeler individuellement les stations mobiles, à toute autre heure, selon les circonstances ou le travail qu'elles ont à effectuer. Ces appels individuels peuvent être émis sur l'onde de 143 kc/s (2100 m), dans les régions où il n'y a pas congestion de trafic.

f) Les dispositions particulières relatives au service assuré par les stations terrestres équipées en ondes longues entretenues sont précisées dans la Nomenclature par un renvoi spécial.

Article 18.

Installations de secours.

§ 1. La Convention sur la sauvegarde de la vie humaine en mer détermine quels sont les navires qui doivent être pourvus d'une installation de secours, et définit les conditions à remplir par les installations de cette catégorie.

§ 2. Pour l'utilisation des installations de secours, toutes les prescriptions du présent Règlement doivent être observées.

Article 19.

Signaux de détresse, d'alarme, d'urgence et de sécurité.

Signal de détresse.

§ 1. Le signal de détresse consiste dans le groupe . . . — — . . . par lequel il est annoncé que le navire ou l'aéronef ou tout autre véhicule portant la station qui l'envoie est sous la menace d'un danger grave et imminent, et demande une assistance immédiate.

Appel de détresse.

§ 2. (1) L'appel de détresse comprend le signal de détresse transmis trois fois, suivi du mot DE et de l'indicatif d'appel de la station mobile en détresse, transmis trois fois. Cet appel a priorité absolue sur toutes autres transmissions. Toutes les stations mobiles ou terrestres qui l'entendent doivent cesser immédiatement toute transmission susceptible de troubler les appels ou les messages de détresse, et écouter sur l'onde d'émission de l'appel de détresse. Cet appel ne doit pas être adressé à une station déterminée.

(2) Les mêmes règles s'appliquent à l'appel de détresse radiotéléphonique, qui consiste dans l'expression parlée MAYDAY (correspondant à la prononciation française de l'expression « m'aider »).

Message de détresse.

§ 3. Le message de détresse comprend l'appel de détresse, suivi du nom du navire, de l'aéronef ou du véhicule en détresse, et des indications relatives à la position de celui-ci, à la nature de la détresse et à la nature du secours demandé.

§ 4. En règle générale, et quand il s'agit d'un navire ou d'un aéronef au-dessus de ou sur la mer, la position doit être exprimée en latitude et longitude (Greenwich), en employant des chiffres pour les degrés et les minutes, accompagnés de l'un des mots NORTH ou SOUTH et de l'un des mots EAST ou WEST. Un point sépare les degrés des minutes. Eventuellement, le vrai relèvement et la distance en milles marins par rapport à un point géographique connu peuvent être donnés.

§ 5. L'appel et le message de détresse ne sont émis qu'avec l'autorisation du Commandant ou de la personne responsable du navire, de l'aéronef ou de tout autre véhicule portant la station mobile.

§ 6. Une station à bord d'un navire en détresse doit transmettre l'appel de détresse sur l'onde de 500 kc/s (600 m), de préférence du type A 2 ou B. Cet appel doit être suivi aussitôt que possible du message de détresse.

§ 7. L'appel de détresse et le message de détresse doivent être répétés par intervalles, jusqu'à ce qu'une réponse soit reçue, et notamment pendant les périodes de silence prévues à l'Article 17, § 2. Les intervalles doivent, toutefois, être suffisamment longs, pour que les stations qui se préparent à répondre à l'appel aient le temps de mettre leurs appareils émetteurs en marche. Dans le cas où la station de bord en détresse ne reçoit pas de réponse à un appel de détresse ou à un message de détresse transmis sur l'onde de 500kc/s (600 m), l'appel et le message peuvent être répétés sur toute autre onde disponible, à l'aide de laquelle l'attention pourrait être attirée.

§ 8. De plus, une station mobile qui constate qu'une autre station mobile est en détresse peut transmettre le message de détresse, à condition que :

- a) la station en détresse ne soit pas à même de le transmettre elle-même ;
- b) le Commandant (ou son remplaçant) du navire, aéronef ou autre véhicule portant la station intervenante juge que d'autres secours sont nécessaires.

§ 9. (1) Les stations qui reçoivent un message de détresse d'une station mobile se trouvant, sans doute possible, dans leur voisinage doivent en accuser réception immédiatement (voir §§ 15 et 16 ci-dessous), en prenant soin de ne pas troubler la transmission de l'accusé de réception dudit message effectuée par d'autres stations.

(2) Les stations qui reçoivent un message de détresse d'une station mobile qui, sans doute possible, n'est pas dans leur voisinage doivent laisser s'écouler un court laps de temps avant d'en accuser réception, afin de permettre à des stations plus proches de la station mobile en détresse de répondre et d'accuser réception sans brouillage.

Trafic de détresse.

§ 10. Le trafic de détresse comprend tous les messages relatifs au secours immédiat nécessaire à la station mobile en détresse.

§ 11. Tout trafic de détresse doit comprendre signal de détresse, transmis avant l'heure de dépôt.

§ 12. La direction du travail de détresse appartient à la station mobile en détresse ou à la station mobile qui, par application des dispositions du § 8, littéra a), a produit l'appel de détresse. Ces stations peuvent céder la direction du travail de détresse à une autre station.

§ 13. Toutes les stations qui sont dans la zone des communications de détresse, mais qui ne prennent pas part à ces communications, doivent s'abstenir d'utiliser l'onde de détresse, jusqu'à ce que le travail de détresse soit terminé. Aussitôt ce travail établi sur l'onde de détresse, les stations mobiles qui n'y participent pas peuvent continuer leur service normal sur les autres ondes autorisées du type A 1, si, en opérant ainsi, rien ne les empêche de bien percevoir le trafic de détresse.

§ 14. (1) Lorsque le travail de détresse est terminé et que l'observation du silence n'est plus nécessaire, la station qui a eu la direction de ce travail transmet, sur l'onde de détresse, un message adressé à CQ, indiquant que le travail de détresse est terminé. Ces message affecte la forme suivante :

Indicatif d'appel CQ (trois fois), mot DE, indicatif d'appel de la station qui transmet le message, signal de détresse, heure de dépôt du message, nom et indicatif d'appel de la station mobile qui était en détresse, mots « trafic détresse terminé ».

(2) Ce message est répété, s'il y a lieu, sur les autres ondes sur lesquelles le travail de détresse a eu lieu.

Accusé de réception d'un message de détresse.

Répétition d'un appel ou d'un message de détresse.

§ 15. L'accusé de réception d'un message de détresse est donné sous la forme suivante :

Indicatif d'appel de la station mobile en détresse (trois fois), mot DE, indicatif d'appel de la station qui accuse réception (trois fois), groupe RRR, signal de détresse.

§ 16. Toute station mobile qui donne l'accusé de réception d'un message de détresse doit faire connaître aussitôt que possible son nom et sa position (sous la forme indiquée au § 4), en prenant soin de ne pas troubler d'autres stations mieux placées pour apporter un secours immédiat à la station en détresse.

§ 17. Si une station mobile employant des ondes entretenues, non comprises dans la bande de 485 à 515 kc/s (620—580 m), entend un message de détresse émis sur l'onde de 500 (600 m.), en dehors des périodes de silence imposées sur l'onde de 500 kc/s (600 m) et si le navire, aéronef ou autre véhicule portant cette station n'est pas à même de fournir du secours, ladite station doit prendre toutes les dispositions possibles pour attirer l'attention d'autres stations mobiles dans le voisinage, qui travaillent sur des ondes non comprises dans la bande susmentionnée.

§ 18. Des répétitions de l'appel de détresse ou du message de détresse, par des stations mobiles autres que la station en détresse, ne sont permises que sur l'autorisation du Commandant (ou de son remplaçant) desdites stations, tout en prenant soin de ne pas produire du brouillage, par des répétitions inutiles.

§ 19. Une station qui répète un appel de détresse ou un message de détresse y ajoute, à la fin, le mot DE suivi de son propre indicatif d'appel, transmis trois fois.

§ 20. Dans le cas où une station reçoit un appel de détresse ou un message de détresse, mais n'est pas en mesure de fournir du secours et est portée à croire qu'il n'a pas été accusé réception du message de détresse, elle doit répéter ce message à toute puissance, sur l'onde détresse, et prendre toutes les dispositions nécessaires pour aviser les autorités qui peuvent intervenir utilement.

Signal d'alarme automatique.

§ 21. La composition du signal d'alarme automatique doit répondre aux conditions suivantes :

- a) Ce signal doit pouvoir être émis à la main ou par un appareil automatique, sans difficulté, avec une précision, quant à la mesure du temps, qui ne doit pas être plus grande que celle d'une montre ou d'une horloge indiquant les secondes.
- b) Sa composition doit être nettement distincte et facilement reconnue par une personne ignorant le Code Morse, et elle doit pouvoir se prêter à la création facile et à bon marché d'un récepteur automatique qui :
 - 1° répond au signal d'alarme, même lorsque de nombreux postes travaillent, et aussi quand il y a du brouillage atmosphérique ;
 - 2° n'est pas mis en action par des signaux puissants ou des atmosphériques, lorsque ceux-ci ne sont pas accompagnés du signal d'alarme ;
 - 3° possède une sensibilité égale à celle d'un récepteur détecteur-cristal relié à la même antenne ;
 - 4° avertit quand son fonctionnement cesse d'être normal.
- c) Ladite composition doit être différente du signal employé pour le réglage et le fonctionnement du variomètre.
- d) Avant qu'un récepteur automatique d'alarme soit approuvé pour l'usage des vaisseaux se trouvant sous la dépendance d'une Administration, celle-ci doit être convaincue, par des expériences pratiques faites dans des conditions de brouillage convenables, que l'appareil satisfait aux prescriptions de ce Règlement.
- e) Le signal d'alarme suivant est dès maintenant reconnu : une série de douze traits transmis en une minute, la durée de chaque trait étant de quatre secondes et la durée de l'intervalle entre deux traits, de une seconde.
- f) Ce signal spécial doit avoir pour seul but de faire fonctionner les appareils utilisés pour donner l'alarme. Il doit être uniquement employé pour annoncer que le signal de détresse va suivre.
- g) L'adoption du type de signal d'alarme mentionné en e) n'empêche pas une Administration d'autoriser l'emploi d'un appareil automatique qui répondrait aux conditions fixées ci-dessus et qui serait actionné par le signal réglementaire de détresse (. . . — — — . . .).

Signal d'urgence.

§ 22. (1) Le signal d'urgence consiste en plusieurs répétitions du groupe XXX, transmis en séparant bien les lettres de chaque groupe et les groupes successifs ; il est émis avant un appel. Ce signal indique que la station appelante a un message très urgent à transmettre, concernant la sécurité du navire, de l'aéronef ou du véhicule qui la porte, d'un navire, aéronef ou autre véhicule en vue, ou encore la sécurité d'une personne quelconque se trouvant à bord ou en vue du bord. Dans le service radioaérien, l'expression PAN est utilisée comme signal d'urgence, en radiotéléphonie et en radiotélégraphie, lorsqu'une station d'aéronef veut signaler une avarie qui oblige l'aéronef à atterrir, sans nécessiter un secours immédiat. Dans le cas de la radiotélégraphie, les trois lettres doivent être bien séparées, afin que les signaux AN ne se transforment pas en signal P.

(2) Le signal d'urgence a la priorité sur toutes autres communications, sauf celles de détresse, et toutes les stations mobiles ou terrestres qui l'entendent doivent prendre soin de ne pas brouiller la transmission du trafic d'urgence.

(3) En règle générale, le signal d'urgence ne peut être employé que si la station mobile qui l'émet s'adresse à une station déterminée.

§ 23. (1) Les stations mobiles qui entendent le signal d'urgence doivent rester sur écoute pendant trois minutes, au moins. Passé ce délai, et si aucun message d'urgence n'a été entendu, elles peuvent reprendre leur service normal.

(2) Toutefois, les stations terrestres et de bord qui sont en communication sur des ondes autorisées autres que celle utilisée pour la transmission du signal d'urgence et de l'appel qui le suit peuvent continuer sans arrêt leur travail normal.

§ 24. Le signal d'urgence ne peut être transmis qu'avec l'autorisation du Commandant ou de la personne responsable du navire, de l'aéronef ou de tout autre véhicule portant la station mobile.

Signal de sécurité.

§ 25. Le signal de sécurité consiste en la transmission du groupe TTT, en lettres bien séparées, suivi du mot DE et de l'indicatif d'appel de la station qui l'émet. Il annonce que cette station va transmettre un message concernant la sécurité de la navigation ou donnant d'importantes informations relatives aux messages d'avertissements météorologiques.

§ 26. Le signal de sécurité et le message de sécurité sont transmis sur l'onde de 500 kc/s (600 m) et, selon le cas, sur l'onde normale de veille des stations de bord et d'aéronef.

§ 27. Le signal de sécurité est transmis, une seule fois, pendant la première période de silence qui se présente (Article 17, § 2) et cela vers la fin de cette période. Toutes les stations qui le perçoivent doivent rester sur écoute sur l'onde normale d'appel (stations de bord) ou sur l'onde autorisée (stations d'aéronef), jusqu'à ce que le message annoncé par le signal de sécurité soit terminé. La transmission de ce message commence immédiatement après la fin de la période de silence.

Article 20.

Vacations des stations du service mobile.*Stations terrestres.*

§ 1. (1) Le service des stations terrestres est, autant que possible, permanent (de jour et de nuit). Toutefois, certaines stations terrestres peuvent avoir un service de durée limitée. Chaque Administration ou entreprise privée autorisée, à laquelle entreprise le droit en est reconnu par les lois de son Pays, fixe les heures de service des stations terrestres placées sous son autorité.

(2) Les stations terrestres dont le service n'est point permanent ne peuvent prendre clôture avant d'avoir :

1^o terminé toutes les opérations motivées par un appel de détresse ;

2^o échangé tous les radiotélégrammes originaux ou à destination des stations mobiles qui se trouvent dans leur rayon d'action et ont signalé leur présence avant la cessation effective du travail.

(3) Le service des stations aéronautiques est continu pendant toute la durée du vol dans le ou les secteurs du ou des parcours, dont la station considérée assure le service des communications radioélectriques.

Stations de bord.

§ 2. (1) Au point de vue du service international de la correspondance publique, les stations de bord sont classées en trois catégories :

1^{re} catégorie : stations ayant un service permanent ;

2^e catégorie : stations ayant un service déterminé, de durée limitée ;

3^e catégorie : stations dont la durée du service est inférieure à celle qui est prévue pour les stations classées dans la 2^e catégorie et stations dont la durée du service n'est pas déterminée.

(2) Les dispositions du § 1, alinéa (2), du présent Article s'appliquent aux stations de bord, strictement en ce qui concerne le service de détresse, et, autant que possible, en conformité avec l'esprit de ce qui est dit sous 2^o dudit alinéa.

(3) Il appartient à chacun des Gouvernements contractants d'assurer l'efficacité du service dans les stations de bord de sa nationalité en exigeant la présence, dans ces stations, du nombre d'opérateurs nécessaire, compte tenu de sa législation en cette matière.

(4) Pendant leur navigation, les stations de bord classées dans la 2^e catégorie doivent assurer le service comme suit :

a) dans le cas de courtes traversées, pendant les heures fixées par l'Administration dont elles dépendent ;

b) dans les autres cas, au moins pendant la durée qui leur est attribuée dans l'Appendice 5. Il est fait mention de cette durée dans la licence.

Stations d'aéronef.

§ 3. Les stations d'aéronef sont classées en deux catégories :

1^{re} catégorie : stations assurant le service pendant toute la durée du vol ;

2^e catégorie : stations dont les vacations ne sont pas déterminées.

§ 4. En ce qui concerne le service international de la correspondance publique des stations mobiles, le personnel de ces stations devra comporter, au moins :

a) pour les stations mobiles de la 1^{re} catégorie : un opérateur possesseur d'un certificat de 1^{re} classe ;

b) pour les stations mobiles de la 2^e catégorie : un opérateur possesseur d'un certificat de 1^{re} ou de 2^e classe ;

c) pour les stations mobiles de la 3^e catégorie : un opérateur ayant subi avec succès l'examen pour l'obtention du certificat de 2^e classe.

Article 21.

Renseignements à faire figurer dans la licence.

Le Gouvernement qui délivre la licence à une station de bord ou d'aéronef y mentionne la catégorie dans laquelle cette station est classée. Lorsqu'il s'agit d'une station de bord classée dans la 2^e catégorie, la licence porte aussi la mention de la durée de service assignée à la station, conformément aux indications de l'Appendice 5.

Article 22.

Adresse des radiotélégrammes.

§ 1. (1) L'adresse des radiotélégrammes à destination des stations mobiles doit être aussi complète que possible ; elle est obligatoirement libellée comme suit :

a) nom ou désignation du destinataire, avec indication complémentaire, s'il y a lieu ;

b) nom du navire ou, dans le cas d'un aéronef, indicatif d'appel, tels qu'ils figurent dans la première colonne de la Nomenclature ;

c) nom de la station terrestre chargée de la transmission, tel qu'il figure à la Nomenclature.

(2) Toutefois, le nom et l'indicatif d'appel prévus au § 1 (1) b) peuvent être remplacés, aux risques et périls de l'expéditeur, par l'indication du parcours effectuée par la station mobile, ce parcours étant déterminé par le nom des ports de départ et d'arrivée ou par toute autre mention équivalente.

(3) Lors de la réexpédition, sur les voies de communication du réseau général, d'un radiotélégramme reçu d'une station mobile, la station terrestre transmet comme origine le nom de la station mobile d'où émane le radiotélégramme, tel que ce nom figure à la Nomenclature, suivi du nom de ladite station terrestre.

§ 2. (1) Les stations mobiles autorisées à ne pas être pourvues de la Nomenclature officielle des bureaux télégraphiques peuvent faire suivre le nom du bureau télégraphique de destination du nom de la subdivision territoriale et, éventuellement, du nom du Pays de destination, si elles doutent que, sans cette adjonction, l'acheminement puisse être assuré sans hésitation.

(2) Le nom du bureau télégraphique et les indications complémentaires ne sont, dans ce cas, comptés et

taxés que pour un seul mot. L'agent de la station terrestre qui reçoit le radiotélégramme maintient ou supprime ces indications, ou encore modifie le nom du bureau de destination, selon qu'il est nécessaire ou suffisant pour diriger le radiotélégramme sur sa véritable destination.

Article 23.

Ordre de priorité dans l'établissement des communications dans le service mobile.

L'ordre de priorité dans l'établissement des communications dans le service mobile est le suivant :

- 1^o appels de détresse, messages de détresse et trafic de détresse ;
- 2^o communications précédées d'un signal d'urgence ;
- 3^o communications précédées du signal de sécurité ;
- 4^o communications relatives aux relèvements radiogoniométriques ;
- 5^o toutes les autres communications.

Article 24.

Appels.

§ 1. (1) En règle générale, il incombe à la station mobile d'établir la communication avec la station terrestre ; elle ne peut appeler la station terrestre, dans ce but, qu'après être arrivée dans le rayon d'action de celle-ci.

(2) En principe, une station terrestre ayant du trafic pour une station mobile qui ne lui a pas signalé sa présence, ne doit appeler cette station que si elle est en droit de supposer que ladite station mobile est à sa portée et assure l'écoute.

§ 2. (1) Toutefois, les stations terrestres peuvent transmettre leur liste d'appels, formée des indicatifs d'appel de toutes les stations mobiles pour lesquelles elles ont du trafic en instance, à des intervalles déterminés, ayant fait l'objet d'accords conclus entre les Gouvernements intéressés. Les stations terrestres qui émettent leurs appels sur l'onde de 500 kc/s (600 m) transmettent les indicatifs d'appel de leur liste, par ordre alphabétique ; les stations terrestres qui utilisent les ondes entretenues transmettent ces indicatifs d'appel dans l'ordre qui leur paraît convenir le mieux.

(2) En tous cas, les stations mobiles qui, dans cette transmission, perçoivent leur indicatif d'appel, doivent répondre aussitôt qu'elles le peuvent, en se conformant aux prescriptions du § 1 ci-dessus et en observant entre elles, autant que possible, l'ordre dans lequel ont été appelées. L'heure à laquelle les stations terrestres transmettent leur liste d'appels ainsi que les fréquences et les types d'ondes qu'elles utilisent à cette fin sont mentionnés dans la Nomenclature.

(3) La station terrestre fait connaître à chaque station mobile intéressée la fréquence et le type d'onde qui seront utilisés pour le travail avec elle, de même que l'heure approximative à laquelle ce travail pourra commencer.

§ 3. Quand une station terrestre reçoit, pratiquement en même temps, des appels de plusieurs stations mobiles, elle décide de l'ordre dans lequel ces stations pourront lui transmettre leur trafic, sa décision s'inspirant uniquement de la nécessité de permettre à chacune des stations appelantes d'échanger avec elle le plus grand nombre possible de radiotélégrammes.

§ 4. (1) Lorsqu'une station terrestre répond à l'appel d'une station mobile, elle peut, si elle le juge nécessaire, lui demander, à l'aide des abréviations appropriées, d'indiquer le nombre de radiotélégrammes en instance.

(2) Si des renseignements concernant la position, l'itinéraire, la vitesse ou les escales du navire, de l'aéronef ou de tout autre véhicule portant la station mobile, paraissent nécessaires à la station terrestre, celle-ci les demande par un avis de service gratuit adressé au Commandant ou à la personne responsable du navire, de l'aéronef ou du véhicule portant la station mobile, qui les fournit ou non, sous sa responsabilité. La station mobile ne doit donner des renseignements de cet ordre à la station terrestre qu'après qu'ils auront été demandés et fournis comme il est dit ci-dessus.

§ 5. Dans les communications entre stations côtières et stations mobiles, la station mobile se conforme aux instructions données par la station côtière, dans toutes les questions relatives à l'ordre de transmission, à l'heure de transmission et à la suspension du travail. Cette prescription ne s'applique pas aux cas de détresse.

§ 6. Dans les échanges entre stations mobiles et sauf dans le cas de détresse, la station appelée a le contrôle du travail, comme il est indiqué au § 5 ci-dessus.

§ 7. (1) Lorsqu'une station appelée ne répond pas à l'appel émis trois fois, à des intervalles de deux minutes, l'appel doit cesser et il ne peut être repris que 15 minutes plus tard. La station appelante, avant de recommencer l'appel, doit s'assurer que la station appelée n'est pas, à ce moment, en communication avec une autre station.

(2) L'appel peut être répété à des intervalles moins longs, s'il n'est pas à craindre qu'il vienne brouiller des communications en cours.

§ 8. Lorsque le nom et l'adresse de l'exploitant d'une station mobile ne sont pas mentionnés dans la Nomenclature ou ne sont plus en concordance avec les indications de celle-ci, il appartient à la station mobile de donner d'office à la station terrestre à laquelle elle transmet du trafic, tous les renseignements nécessaires, sous ce rapport, en utilisant, à cette fin, les abréviations appropriées.

Article 25.

Heure de dépôt des radiotélégrammes.

§ 1. Pour indiquer l'heure de dépôt des radiotélégrammes acceptés dans les stations mobiles, le préposé

se base sur le temps moyen de Greenwich, et utilise la notation suivant le cadran de 24 heures. Cette heure est toujours exprimée et transmise à l'aide de quatre chiffres (0000 à 2359).

§ 2. Toutefois, les Administrations des Pays situés en dehors de la Zone « A » (Appendice 6) peuvent autoriser les stations des navires longeant les côtes de leur Pays à utiliser le temps du fuseau pour l'indication, en un groupe de quatre chiffres, de l'heure de dépôt, et dans ce cas, le groupe doit être suivi de la lettre F.

Article 26.

Direction à donner aux radiotélégrammes.

§ 1. (1) En principe, la station mobile qui fait usage d'ondes du type A 2, A 3 ou B transmet ses radiotélégrammes à la station terrestre la plus proche.

(2) Toutefois, lorsque la station mobile peut choisir entre plusieurs stations terrestres se trouvant approximativement à la même distance, elle donne la préférence à celle qui est située sur le territoire du Pays de destination ou de transit normal des radiotélégrammes à transmettre. Quand la station choisie n'est pas la plus proche, la station mobile doit cesser le travail ou changer de type ou de fréquence d'émission à la première demande faite par la station terrestre du service intéressé qui est réellement la plus proche, demande motivée par le brouillage que ledit travail cause à celle-ci.

§ 2. La station mobile qui emploie des ondes du type A 1, comprises dans la bande autorisée, peut transmettre ses radiotélégrammes à une station terrestre qui n'est pas la plus proche. Il est, toutefois, recommandé, en ce cas, de donner la préférence à la station terrestre établie sur le territoire du Pays de destination ou du Pays qui paraît devoir assurer le plus rationnellement le transit des radiotélégrammes à transmettre.

(§ 3 1) Une station côtière, à laquelle une ou plusieurs ondes comprises dans la bande de 125 à 150 kc/s (2400—2000 m) sont allouées, possède sur cette ou sur ces ondes un droit de préférence.

(2) Toute autre station du service mobile transmettant un trafic public sur cette ou sur ces ondes, et causant ainsi du brouillage à ladite station côtière, doit suspendre son travail à la demande de cette dernière.

§ 4. Sauf dans les cas de détresse, les communications entre stations de bord ne doivent pas troubler le travail des stations côtières. Lorsque ce travail est ainsi troublé, les stations de bord qui en sont la cause doivent cesser leurs transmissions ou changer d'onde, à la première demande de la station côtière qu'elles gênent.

§ 5. Si l'expéditeur d'un radiotélégramme déposé dans une station mobile a désigné la station terrestre à laquelle il désire que son radiotélégramme soit transmis, la station mobile doit, pour effectuer cette transmission à la station terrestre indiquée, attendre éventuellement que les conditions prévues aux paragraphes précédents soient remplies.

§ 6. (1) Une station mobile qui n'a pas de vacations déterminées doit communiquer à la station terrestre avec laquelle elle est entrée en relation l'heure de clôture et l'heure de réouverture de son service.

(2) Toute station mobile dont le service est sur le point de fermer pour cause d'arrivée dans un port doit en avertir la station terrestre la plus proche.

Article 27.

Onde à employer en cas de détresse.

En cas de détresse, l'onde de 500 kc/s (600 m) doit être, de préférence, utilisée en type A 2 ou B. Lorsqu'il n'est pas possible d'employer un de ces types d'ondes, le type A 1 ou A 3 peut être utilisé. Aucune disposition du présent Règlement ne peut faire obstacle à l'emploi, par une station mobile en détresse, de tous les moyens dont elle dispose pour attirer l'attention, signaler sa situation et obtenir du secours.

Article 28.

Mesures propres à réduire les interférences.

§ 1. Dans le cas où des ondes autres que l'onde normale peuvent être employées, la station de bord suit les instructions de la station côtière avec laquelle elle est en correspondance. En principe, l'onde normale de 500 kc/s (600 m) ne doit pas être utilisée pour la transmission de longs radiotélégrammes dans les régions où le travail radioélectrique est intense.

§ 2. Pendant leurs heures de service, les stations utilisant, pour leur travail, des ondes du type A 2, A 3 ou B et ouvertes au service international de la correspondance publique doivent rester en écoute sur l'onde de 500 kc/s (600 m), sauf pendant qu'elles échangent du trafic sur d'autres ondes.

§ 3. En règle générale, il est recommandé de transmettre le trafic se rapportant à la correspondance publique sur des ondes du type A 1, plutôt que sur des ondes du type A 2 ou B.

§ 4. Toutes les stations du service mobile sont tenues d'échanger le trafic avec le minimum d'énergie rayonnée, nécessaire pour assurer une bonne communication.

Article 29.

Avis de non remise.

§ 1. Lorsque, pour une cause quelconque, un radiotélégramme originaire d'une station mobile et destiné à la terre ferme ne peut pas être remis au destinataire, il est émis un avis de non remise adressé à la station terrestre qui a reçu le radiotélégramme de la station mobile. Cette station terrestre, après vérification de l'adresse, réexpédie l'avis à la station mobile, si cela est possible, au besoin par l'intermédiaire d'une station terrestre du même Pays ou d'un Pays voisin, pour autant que la situation existante ou, éventuellement, des accords particuliers le permettent.

§ 2. Quand un radiotélégramme parvenu à une station mobile ne peut pas être remis, cette station en informe le bureau ou la station mobile d'origine, par un avis de service. Dans le cas d'un radiotélégramme émanant de la terre ferme, cet avis est transmis, autant que possible, à la station terrestre par laquelle le radiotélégramme a transité ou, le cas échéant, à une autre station terrestre du même Pays ou d'un Pays voisin, pour autant que la situation existante ou, éventuellement, des accords particuliers le permettent.

Article 30.

Délai de séjour des radiotélégrammes dans les stations terrestres.

§ 1. (1) Lorsque la station mobile à laquelle est destiné un radiotélégramme n'a pas signalé sa présence à la station terrestre dans le délai indiqué par l'expéditeur ou, à défaut d'une telle indication, jusqu'au matin du cinquième jour qui suit le jour du dépôt, la station terrestre en informe le bureau d'origine, qui prévient l'expéditeur. Celui-ci peut demander, par avis de service taxé, télégraphique ou postal, adressé à la station terrestre, que son télégramme soit retenu jusqu'à l'expiration du quatorzième jour à compter du jour de dépôt; en l'absence d'un tel avis, le radiotélégramme est mis au rebut à la fin du septième jour.

(2) Toutefois, il n'est pas tenu compte de l'expiration de l'un quelconque des délais visés ci-dessus, quand la station terrestre a la certitude que la station mobile entrera prochainement dans son rayon d'action.

§ 2. D'autre part, l'expiration des délais n'est pas attendue quand la station terrestre a la certitude que la station mobile est sortie définitivement de son rayon d'action. Si elle présume qu'aucune autre station terrestre de l'Administration ou de l'entreprise privée dont elle dépend n'est en liaison avec la station mobile, la station terrestre annule le radiotélégramme en ce qui concerne son parcours entre elle et la station mobile, et informe du fait le bureau d'origine, qui prévient l'expéditeur. Dans le cas contraire, elle le dirige sur la station terrestre présumée en liaison avec la station mobile, à condition toutefois qu'aucune taxe additionnelle n'en résulte.

§ 3. Lorsqu'un radiotélégramme ne peut pas être transmis à une station mobile, par suite de l'arrivée de celle-ci dans un port voisin de la station terrestre, cette dernière station peut, éventuellement, faire parvenir le radiotélégramme à la station mobile par d'autres moyens de communication.

Article 31.

Services spéciaux.

A. Services météorologiques. Signaux horaires. Avis aux navigateurs.

§ 1. Les messages météorologiques synoptiques, les messages de prévision et/ou de situation météorologique générale, et les signaux horaires doivent être transmis, en principe, conformément à un horaire déterminé. Les radiotélégrammes de cette classe, destinés aux stations mobiles, doivent être émis, autant que possible, aux heures où leur réception peut se faire par celles de ces stations n'ayant qu'un seul opérateur (voir Appendice 5); la vitesse de transmission doit être choisie de telle manière que la lecture des signaux soit possible à un opérateur ne possédant que le certificat de 2^e classe.

§ 2. Pendant les transmissions « à tous » des signaux horaires et des messages météorologiques destinés aux stations du service mobile, toutes les stations de ce service, dont les transmissions brouilleraient la réception des signaux et messages en question, doivent observer le silence, afin de permettre à toutes les stations qui le désirent, de recevoir lesdits signaux et messages.

§ 3. Les messages d'avertissements météorologiques et les avis intéressant la sécurité de la navigation présentant un caractère d'urgence pour les services mobiles sont transmis immédiatement et doivent être répétés à la fin de la première période de silence qui se présente (voir Article 17, § 2). Ces messages et avis doivent être émis sur les fréquences attribuées au service mobile auquel ils sont destinés; leur transmission est précédée du signal de sécurité TTT.

§ 4. En plus des services réguliers d'information prévus dans les paragraphes précédents, les Administrations prennent les mesures nécessaires pour que certaines stations soient chargées de communiquer, sur demande, des messages météorologiques aux stations du service mobile.

§ 5. Dans un intérêt de brièveté et de bonne utilisation par les stations mobiles, les observations météorologiques transmises par les stations du service mobile doivent, en principe, être rédigées suivant un code météorologique international.

B. Service des stations radiogoniométriques.

§ 6. Les Administrations sous l'autorité desquelles sont placées les stations radiogoniométriques n'acceptent aucune responsabilité quant aux conséquences d'un relèvement inexact.

§ 7. Ces Administrations notifient, pour être insérées dans la Nomenclature des stations radiotélégraphiques, les caractéristiques de chaque station radiogoniométrique, en indiquant, pour chacune d'elles, les secteurs dans lesquels les relèvements sont normalement sûrs. Tout changement en ce qui concerne ces renseignements doit être publié sans retard; si le changement est d'une nature permanente, il doit être communiqué au Bureau international.

§ 8. (1) En service normal, les stations radiogoniométriques côtières doivent être à même de prendre et de fournir des relèvements aux stations de bord, soit sur la fréquence de 500 kc/s (600 m) seulement, soit sur la fréquence de 375 (kc/s (800 m) seulement, soit indifféremment sur l'une et l'autre de ces deux fréquences.

(2) Une station d'aéronef désirant avoir un relèvement doit, pour le demander, appeler sur l'onde de 333 kc/s (900 m) ou sur une onde affectée à la route aérienne sur laquelle vole l'aéronef. Dans tous les cas où une station d'aéronef, étant à proximité de stations côtières, s'adresse à celles-ci pour obtenir un relèvement, elle doit faire usage de la fréquence de ces stations côtières.

§ 9. La procédure à suivre dans le service radiogoniométrique est donnée à l'Appendice 8.

C. Service des radiophares.

§ 10. (1) Lorsqu'une Administration juge utile, dans l'intérêt de la navigation maritime et aérienne, d'organiser un service de radiophares, elle peut employer pour ce but:

- a) des radiophares proprement dits, établis sur terre ferme ou sur des navires amarrés d'une façon permanente; ils sont à émission circulaire ou à émission directionnelle;
- b) des stations fixes, des stations côtières ou des stations aéronautiques désignées pour fonctionner aussi comme radiophares, à la demande des stations mobiles.

(2) Les radiophares proprement dits emploient des ondes de 285 à 315 kc/s (1050—950 m) des types A 1 et A 2, exclusivement.

(3) Les autres stations notifiées comme radiophares utilisent leur fréquence normale et leur type normal d'émission.

§ 11. Les signaux émis par les radiophares doivent permettre d'effectuer une bonne mesure au radiogoniomètre; ils doivent être choisis de manière à éviter tout doute, lorsqu'il s'agit de distinguer entre deux ou plusieurs radiophares.

§ 12. Les Administrations qui ont organisé un service de radiophares n'acceptent aucune responsabilité quant aux conséquences de relèvements inexacts obtenus au moyen des radiophares de ce service.

§ 13. (1) Les Administrations notifient, pour être insérées dans la Nomenclature des stations radiotélégraphiques, les caractéristiques de chaque radiophare proprement dit et de chaque station désignée pour fonctionner comme radiophare, y compris, s'il est nécessaire, l'indication des secteurs dans lesquels les relèvements sont normalement sûrs.

(2) Toute modification ou toute irrégularité de fonctionnement survenant dans le service des radiophares doit être publiée sans délai; si la modification ou l'irrégularité de fonctionnement est d'une nature permanente, elle doit être notifiée au Bureau international.

Article 32.

Comptabilité.

§ 1. (1) Les taxes terrestres et de bord n'entrent pas dans les comptes télégraphiques internationaux.

(2) Les comptes concernant ces taxes sont liquidés par les Administrations des Pays intéressés. Ils sont établis mensuellement par les Administrations dont dépendent les stations terrestres, et communiqués par elles aux Administrations intéressées.

§ 2. Dans le cas où l'exploitant des stations terrestres n'est pas l'Administration du Pays, cet exploitant peut être substitué, en ce qui concerne les comptes, à l'Administration de ce Pays.

§ 3. Pour les radiotélégrammes originaux des stations mobiles, l'Administration dont dépend la station terrestre débite l'Administration dont dépend la station mobile d'origine des taxes terrestres, des taxes afférentes aux parcours sur le réseau général des voies de communication — qui seront dorénavant appelées taxes télégraphiques —, des taxes totales perçues pour les réponses payées, des taxes terrestres et télégraphiques perçues pour le collationnement, des taxes afférentes à la remise par exprès, par poste ou par poste-avion et des taxes perçues pour les copies supplémentaires des télégrammes multiples. Les radiotélégrammes sont traités au point de vue de la comptabilité entre la station terrestre et le bureau de destination comme des télégrammes originaux du Pays où est établie la station terrestre.

§ 4. Pour les radiotélégrammes à destination d'un pays situé au delà de celui auquel appartient la station terrestre, les taxes télégraphiques à liquider conformément aux dispositions ci-dessus sont celles qui résultent soit des tableaux des tarifs afférents à la correspondance télégraphique internationale, soit d'arrangements spéciaux conclus entre les Administrations de Pays limitrophes et publiés par ces Administrations, et non les taxes qui pourraient être perçues en appliquant des minima par télégramme ou des méthodes d'arrondir les prix par télégramme de quelque manière que ce soit.

§ 5. Pour les radiotélégrammes et les avis de service taxés, à destination des stations mobiles, l'Administration dont dépend le bureau d'origine est débitée directement, par celle dont dépend la station terrestre, des taxes terrestres et de bord plus les taxes terrestres et de bord (des radiotélégrammes) applicables au collationnement, mais seulement dans le cas où le télégramme a été transmis à la station mobile. L'Administration dont dépend le bureau d'origine est toujours débitée, de Pays à Pays, s'il y a lieu, par la voie des comptes télégraphiques, et par l'Administration dont dépend la station terrestre, des taxes totales afférentes aux réponses payées. En ce qui concerne les taxes télégraphiques et les taxes relatives à la remise par poste ou par poste-avion et aux copies supplémentaires, il est opéré, pour ce qui regarde les comptes télégraphiques, conformément à la procédure télégraphique normale. L'Administration dont dépend la station terrestre crédite, pour autant que le radiotélégramme ait été transmis, celle dont dépend la station mobile destinataire: de la taxe de bord, s'il y a lieu, des taxes revenant aux stations mobiles intermédiaires, de la taxe totale perçue pour les réponses payées, de la taxe de bord relative au collationnement, des taxes perçues pour les copies supplémentaires des télégrammes multiples et des taxes perçues pour la remise par poste ou par poste-avion.

§ 6. Les avis de service taxés et les réponses aux télégrammes avec réponse payée sont traités, dans les comptes radiotélégraphiques, c'est-à-dire les comptes portant sur l'acheminement dans le service mobile, sous tous les rapports comme les autres radiotélégrammes.

§ 7. Pour les radiotélégrammes échangés entre stations mobiles

- a) par l'intermédiaire d'une seule station terrestre:

L'Administration dont dépend la station terrestre débite celle dont dépend la station mobile d'origine : de la taxe terrestre, de la taxe télégraphique territoriale, s'il y a lieu, et de la taxe de la station mobile de destination. Elle crédite l'Administration dont dépend la station mobile de destination de la taxe de bord revenant à cette station.

b) par l'intermédiaire de deux stations terrestres :

L'Administration dont dépend la première station terrestre débite celle dont dépend la station mobile d'origine de toutes les taxes perçues, déduction faite des taxes revenant à cette station mobile. L'Administration dont dépend la seconde station terrestre — qui est celle chargée de transmettre le radiotélégramme à la station mobile destinataire — débite directement l'Administration dont dépend la première station terrestre des taxes afférentes à cette transmission, mais seulement dans le cas où le radiotélégramme a été transmis à la station mobile.

§ 8. Pour les radiotélégrammes qui sont acheminés, à la demande de l'expéditeur, en recourant à une ou deux stations mobiles intermédiaires, chacune de celles-ci débite la station mobile de destination, s'il s'agit d'un radiotélégramme destiné à une station mobile, ou la station mobile d'origine, quand le radiotélégramme provient d'une station mobile, de la taxe de bord lui revenant pour le transit.

§ 9. En principe, la liquidation des comptes afférents aux échanges entre stations mobiles se fait directement entre les exploitants de ces stations, l'exploitant dont dépend la station d'origine étant débité par celui dont dépend la station de destination.

§ 10. (1) Les comptes mensuels servant de base à la comptabilité spéciale des radiotélégrammes, visés aux paragraphes qui précèdent, sont établis radiotélégramme par radiotélégramme, avec toutes les indications utiles et dans un délai de trois mois à partir du mois auquel ils se rapportent. Le délai peut dépasser trois mois, quand des difficultés exceptionnelles se présentent dans le transport postal des documents entre les stations radioélectriques et les Administrations dont elles dépendent.

(2) Sauf entente contraire, les comptes mensuels servent de décompte et leur vérification, leur acceptation et leur liquidation doivent être opérées dans un délai de six mois prenant cours à la date de leur envoi, sauf quand des difficultés exceptionnelles se présentent dans le transport des documents, par suite de la très longue durée des voyages.

(3) Lorsque la constatation de différences s'oppose à l'acceptation d'un compte, le solde en est néanmoins payé dans le délai de six mois mentionné ci-dessus et les rectifications reconnues nécessaires ultérieurement sont comprises dans un compte mensuel subséquent. Les soldes des comptes qui n'ont pas été payés dans ledit délai, éventuellement augmenté du délai résultant des difficultés exceptionnelles de transport envisagées plus haut, sont productifs d'intérêts, à raison de sept pour cent (7%) par an, à dater du lendemain du jour de l'expiration du délai de six mois, prolongé, le cas échéant, comme il est dit ci-dessus.

(4) La liquidation et le règlement des comptes présentés plus de deux ans après la date de dépôt des radiotélégrammes auxquels ces comptes se rapportent peuvent être refusés par l'Administration débitrice.

§ 11. Les Gouvernements se réservent la faculté de prendre entre eux et avec les exploitations privées intéressées des arrangements spéciaux, en vue de l'adoption d'autres dispositions concernant la comptabilité.

Article 33.

Comité consultatif international technique des communications radioélectriques.

§ 1. Le Comité consultatif international technique des communications radioélectriques, institué par l'Article 17 de la Convention, est chargé d'étudier les questions techniques et connexes qui intéressent les radiocommunications internationales et qui lui sont soumises par les Administrations ou entreprises privées participantes. Son rôle se limite à émettre des avis sur les questions qu'il aura étudiées. Il transmet ces avis au Bureau international, en vue de leur communication aux Administrations et entreprises privées intéressées.

§ 2. (1) Ce Comité est formé, pour chaque réunion, des experts des Administrations et entreprises privées autorisées, d'exploitation radioélectrique, qui veulent participer à ses travaux et s'engagent à contribuer, par parts égales, aux frais communs de la réunion envisagée. Les dépenses personnelles des experts sont supportées par l'Administration ou l'entreprise privée qui a délégué ces derniers.

(2) Les experts desdites entreprises privées autorisées participent aux travaux avec voix consultative. Toutefois, lorsqu'un Pays n'est pas représenté par une Administration, les experts des entreprises privées autorisées de ce Pays disposent, pour leur ensemble et quel que soit leur nombre, d'une seule voix délibérative.

§ 3. L'Administration des Pays-Bas est chargée d'organiser la première réunion du Comité consultatif international technique des communications radioélectriques et d'établir le programme des travaux de cette réunion.

§ 4. Les Administrations qui se seront fait représenter à une réunion du Comité s'entendent pour désigner l'Administration qui convoquera la réunion suivante. Les questions à examiner par le Comité sont envoyées à l'Administration organisatrice de la première réunion à venir, et c'est cette Administration qui fixe la date et le programme de ladite réunion.

§ 5. En principe, les réunions du Comité consultatif international technique des communications radioélectriques ont lieu de deux en deux ans.

Article 34.

Bureau international.

§ 1. (1) Les dépenses supplémentaires résultant du fonctionnement du Bureau international de l'Union télégraphique, pour les besoins des services radioélectriques, ne doivent pas dépasser deux cent mille francs par an, non compris: a) les frais afférents aux travaux des Conférences, b) les frais afférents aux travaux de Comités régulièrement créés, lorsque, suivant les dispositions du Règlement général ou la décision d'une Conférence, ces frais sont à supporter par tous les Pays contractants.

(2) La somme de deux cent mille francs pourra être modifiée ultérieurement, du consentement unanime des Gouvernements contractants.

§ 2. L'Administration supérieure de la Confédération suisse est désignée pour organiser la Division des services radioélectriques du Bureau international de l'Union télégraphique mentionné à l'Article 16 de la Convention; elle en a la haute surveillance, contrôle les dépenses, fait les avances nécessaires et établit le compte annuel. Ce compte est communiqué à toutes les autres Administrations.

§ 3. Les sommes avancées par l'Administration qui contrôle le Bureau international, pour les besoins des services radioélectriques, doivent être remboursées, par les Administrations débitrices, dans le plus bref délai et, au plus tard, dans les trois mois qui suivent la date de la réception du compte. Passé ce délai de trois mois, les sommes dues sont productives d'intérêts, au profit de l'Administration créditrice, à raison de sept pour cent (7%) l'an, à compter du jour de l'expiration du délai susmentionné.

§ 4. (1) Pour la répartition des frais, les Etats contractants sont divisés en six classes, contribuant chacune dans la proportion d'un certain nombre d'unités, savoir:

1 ^{re} classe	25 unités	4 ^e classe	10 unités
2 ^e »	20 »	5 ^e »	5 »
3 ^e »	15 »	6 ^e »	3 »

(2) Les Administrations font connaître au Bureau international dans quelle classe elles désirent que leur Pays soit rangé.

(3) Les coefficients ci-dessus sont multipliés, pour chaque classe, par le nombre des Etats qui en font partie, et la somme des produits ainsi obtenue fournit le nombre par lequel la dépense totale doit être divisée, pour déterminer le montant de l'unité de dépense.

Conformément aux dispositions de l'Article 13 de la Convention de Washington, le présent Règlement général entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1929.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé ce Règlement général en un exemplaire qui restera déposé aux archives du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et dont une copie sera remise à chaque Gouvernement.

Fait à Washington, le 25 novembre 1927.

(Suivent les mêmes signatures que pour la Convention.)

La signature du Délégué polonais est précédée de la réserve suivante: « Pour la Pologne, avec la réserve concernant le paragraphe 4 de l'Article 5 figurant dans le procès-verbal de la huitième séance plénière du 22 novembre 1927 de la Conférence de Washington. »

RÈGLEMENT ADDITIONNEL ANNEXÉ A LA CONVENTION RADIOTÉLÉGRAPHIQUE INTERNATIONALE.

Les prescription imprimées en petits caractères sont également reproduites dans le Règlement général.

Article premier.

Procédure radiotéléphonique dans le service mobile.

La procédure à suivre dans l'appel et l'établissement des communications entre deux stations radiotéléphoniques du service mobile est donnée dans l'Appendice 1. Les opérations, dans la station mobile, doivent être effectuées par un opérateur en possession du certificat réglementaire.

Article 2.

Taxes.

§ 1. La taxe d'un radiotélégramme originaire ou à destination d'une station mobile ou échangé entre stations mobiles comprend, selon le cas:

- a) la taxe de bord, revenant à la station mobile d'origine ou de destination, ou à ces deux stations;
- b) la taxe terrestre, revenant à la station terrestre ou aux stations terrestres qui participent à la transmission;
- c) la taxe pour la transmission sur le réseau général des voies de communication, calculée d'après les règles ordinaires;
- d) la taxe afférente aux opérations accessoires demandées par l'expéditeur.

§ 2. (1) La taxe terrestre et celle de bord sont fixées suivant le tarif par mot pur et simple, sans perception d'un minimum.

(2) La taxe maximum terrestre est de soixante centimes (0 fr. 60) par mot; la taxe maximum de bord est de quarante centimes (0 fr. 40) par mot.

(3) Toutefois, chaque Administration se réserve la faculté de fixer et d'autoriser des taxes terrestres, supérieures au maximum indiqué ci-dessus, dans le cas de stations terrestres exceptionnellement onéreuses du fait de l'installation ou de l'exploitation.

§ 3. Lorsqu'une station terrestre est utilisée comme intermédiaire entre des stations mobiles, il n'est perçu qu'une seule taxe terrestre. Si la taxe terrestre applicable aux échanges avec la station mobile qui transmet est différente de celle applicable aux échanges avec la station mobile qui reçoit, c'est la plus élevée de ces deux taxes qui est perçue. Il peut être perçu, en outre, une taxe territoriale télégraphique, égale à celle qui, au § 5 ci-après, est indiquée comme étant applicable à la transmission sur les voies de communication.

§ 4. Le service des retransmissions est réglé par l'Article 6 du présent Règlement, compte tenu de ce qui est dit au § 9 ci-après.

§ 5. (1) Dans le cas où des radiotélégrammes originaux ou à destination d'un Pays sont échangés directement par ou avec les stations terrestres de ce Pays, la taxe télégraphique applicable à la transmission sur les voies intérieures de communication de ce Pays est, en principe, calculée suivant le tarif par mot pur et simple, sans perception d'un minimum. Cette taxe est notifiée en francs, par l'Administration dont relèvent les stations terrestres.

(2) Lorsqu'un Pays se trouve dans l'obligation d'imposer un minimum de perception, en raison du fait que son système de communications électriques intérieures n'est pas exploité par le Gouvernement, il doit en informer le Bureau international, qui mentionne dans la Nomenclature le montant de ce minimum de perception à la suite de l'indication de la taxe par mot. A défaut d'une pareille mention, la taxe à appliquer est celle par mot pur et simple, sans perception d'un minimum.

§ 6. Aucune taxe afférente au parcours radioélectrique, dans le service mobile, n'est perçue pour les radiotélégrammes d'un intérêt général immédiat, rentrant dans les catégories suivantes :

- a) messages de détresse et réponses à ces messages ;
- b) avis originaux des stations mobiles sur la présence de glaces, épaves et mines, ou annonçant des cyclones et tempêtes ;
- c) avis annonçant des phénomènes brusques menaçant la navigation aérienne ou la survenue soudaine d'obstacles dans les aéroports ;
- d) avis originaux des stations mobiles, notifiant des changements soudains dans la position des bouées, le fonctionnement des phares, appareils de balisage, etc. ;
- e) avis de service relatifs aux services mobiles.

§ 7. Les stations mobiles doivent avoir connaissance des tarifs nécessaires pour opérer la taxation des radiotélégrammes. Toutefois, elles sont autorisées, le cas échéant, à se renseigner auprès des stations terrestres ; les montants des tarifs que celles-ci indiquent sont donnés en francs.

§ 8. Pour les stations mobiles, les modifications aux tarifs ne sont applicables que 45 jours après la date de la notification transmise par le Bureau international.

§ 9. (1) La station terrestre qui ne peut pas atteindre la station mobile de destination d'un radiotélégramme pour lequel aucune taxe de retransmission n'a été déposée par l'expéditeur (voir Article 6, § 1, du présent Règlement) peut, pour faire parvenir le radiotélégramme à destination, avoir recours à l'intervention d'une autre station mobile, pourvu que celle-ci y consente. Le radiotélégramme est alors transmis à cette autre station mobile, et l'intervention de cette dernière a lieu gratuitement.

(2) La même disposition est aussi applicable dans le sens station mobile vers station terrestre, en cas de nécessité.

(3) Pour qu'un radiotélégramme ainsi acheminé puisse être considéré comme arrivé à destination, il faut que la station qui a eu recours à la voie indirecte ait reçu l'accusé de réception réglementaire, soit directement, soit par une voie indirecte, de la station mobile à laquelle le radiotélégramme était destiné ou de la station terrestre sur laquelle il devait être acheminé, selon le cas.

Article 3.

Ordre de priorité dans l'établissement des communications dans le service mobile.

§ 1. L'ordre de priorité dans l'établissement des communications dans le service mobile est le suivant :

- 1^o appels de détresse, messages de détresse et trafic de détresse ;
- 2^o communications précédées d'un signal d'urgence ;
- 3^o communications précédées du signal de sécurité ;
- 4^o communications relatives aux relevements radiogoniométriques ;
- 5^o toutes les autres communications.

§ 2. Pour la transmission des radiotélégrammes envisagés sous le chiffre 5, l'ordre de priorité est, en principe, comme ci-après :

- 1^o radiotélégrammes d'Etat ;
- 2^o radiotélégrammes relatifs à la navigation, aux mouvements et aux besoins des navires, à la sécurité et à la régularité des services aériens, et radiotélégrammes contenant des observations du temps destinées à un service officiel de météorologie ;
- 3^o radiotélégrammes de service relatifs au fonctionnement du service radioélectrique ou à des radiotélégrammes précédemment échangés ;
- 4^o radiotélégrammes de la correspondance publique.

Article 4.

Réception douteuse. Transmission par « ampliation ». Radiocommunications à grande distance.

§ 1. (1) Quand, dans le service mobile, la communication devient difficile, les deux stations en correspondance s'efforcent d'assurer l'échange du radiotélégramme en cours de transmission. La station réceptrice peut demander jusqu'à deux fois la répétition d'un radiotélégramme dont la réception est douteuse. Si cette triple transmission demeure sans résultat, le radiotélégramme est conservé en instance, en vue d'une occasion favorable de le terminer pouvant survenir.

(2) Si la station transmettrice juge qu'il ne lui sera pas possible de rétablir la communication avec la station réceptrice dans les 24 heures, elle agit comme suit :

a) *La station transmettrice est une station mobile.*

Elle fait connaître, immédiatement, à l'expéditeur, la cause de la non transmission de son radiotélégramme. L'expéditeur peut alors demander :

1° que le radiotélégramme soit transmis par l'intermédiaire d'une autre station terrestre ou par l'intermédiaire d'autres stations mobiles ;

2° que le radiotélégramme soit retenu jusqu'à ce qu'il puisse être transmis sans augmentation de la taxe ;

3° que le radiotélégramme soit annulé.

b) *La station transmettrice est une station terrestre.*

Elle applique au radiotélégramme les dispositions de l'Article 30 du Règlement général.

§ 2. Lorsqu'une station mobile transmet ultérieurement le radiotélégramme qu'elle a ainsi retenu, à la station terrestre qui l'a reçu incomplètement ou à une autre station terrestre de la même Administration ou de la même entreprise privée, cette nouvelle transmission doit comporter la mention de service « ampliation » dans le préambule du radiotélégramme, et ladite Administration ou entreprise privée ne peut réclamer que les taxes afférentes à une seule transmission. Les frais supplémentaires pouvant résulter, éventuellement, du chef du parcours sur les voies de communication du réseau général entre cette « autre station terrestre », par l'intermédiaire de laquelle le radiotélégramme a été acheminé, et le bureau de destination peuvent être réclamés par ladite autre station terrestre à la station mobile d'origine.

§ 3. Lorsque la station terrestre chargée, d'après le libellé de l'adresse du radiotélégramme, d'effectuer la transmission de celui-ci ne peut pas atteindre la station mobile de destination, et qu'elle a des raisons de supposer que cette station mobile se trouve dans le rayon d'action d'une autre station terrestre de l'Administration ou de l'entreprise privée dont elle-même dépend, elle peut, si aucune perception de taxe supplémentaire ne doit en résulter, diriger la radiotélégramme sur cette autre station terrestre.

§ 4. (1) Une station du service mobile qui a reçu un radiotélégramme sans avoir pu en accuser la réception dans des conditions normales doit saisir la première occasion favorable pour le faire.

(2) Lorsque l'accusé de réception d'un radiotélégramme échangé entre une station mobile et une station terrestre ne peut pas être donné directement, il est acheminé, si aucune perception de taxe supplémentaire ne doit en résulter, par l'intermédiaire d'une autre station terrestre, de la même Administration ou entreprise privée, ou appartenant à une autre Administration ou entreprise privée avec lesquelles un accord particulier aurait été conclu à cet effet.

§ 5. (1) Les Administrations se réservent la faculté d'organiser un service de radiocommunications à grande distance entre stations terrestres et stations mobiles, avec accusé de réception différé ou sans accusé de réception.

(2) Quand il y a doute sur l'exactitude d'une partie quelconque d'un radiotélégramme transmis selon l'un ou l'autre de ces systèmes, la mention « réception douteuse » est inscrite sur le feuillet de réception remis au destinataire, et les mots ou groupes de mots douteux sont soulignés. Si des mots manquent, des blancs sont laissés aux endroits où ces mots devraient se trouver.

(3) Lorsque, dans le service des radiocommunications à grande distance avec accusé de réception différé, la station terrestre transmettrice n'a pas reçu, dans un délai de 10 jours, l'accusé de réception d'un radiotélégramme qu'elle a transmis, elle en informe l'expéditeur dudit radiotélégramme.

Article 5.

Radiotélégrammes à réexpédier par voie postale ordinaire ou aérienne.

§ 1. (1) Les radiotélégrammes peuvent être transmis par une station côtière à une station de bord, ou par une station de bord à une autre station de bord, en vue d'une réexpédition par la voie postale ordinaire ou aérienne, à effectuer à partir d'une escale de la station réceptrice.

(2) Ces radiotélégrammes ne comportent aucune retransmission entre stations de bord.

§ 2. Les dispositions qui précèdent ne sont pas obligatoires pour les Administrations qui déclarent ne pas les admettre.

§ 3. L'adresse de ces radiotélégrammes doit être libellée comme suit :

1° indication de service taxée « Poste » ou PAV, suivie du nom du port où le radiotélégramme doit être remis à la poste ;

2° nom et adresse complète du destinataire ;

3° nom de la station de bord qui doit effectuer le dépôt à la poste ;

4° le cas échéant, nom de la station côtière.

Exemple : = Poste (ou PAV) Buenosaires = Martinez 14 Calle Prat Valparaiso Avon Landsendradio.

§ 4. Outre les taxes radiotélégraphiques fixées à l'Article 2, § 1, du présent Règlement, il est perçu une somme de quarante centimes (0 fr. 40) pour l'affranchissement postal ordinaire du radiotélégramme ou de un franc vingt-cinq centimes (1 fr. 25) pour couvrir les frais de remise par poste aérienne.

Article 6.

Retransmission par les stations de bord.

§ 1. Les stations de bord doivent, si la demande en est faite par l'expéditeur, servir d'intermédiaires pour l'échange des radiotélégrammes originaux ou à destination d'autres stations de bord; toutefois, le nombre des stations de bord intermédiaires est limité à deux (voir aussi Article 2, § 9, du présent Règlement).

§ 2. La taxe afférente au transit, aussi bien quand deux stations intermédiaires interviennent que quand une seule station assure le transit, est uniformément fixée à quarante centimes (0 fr. 40) par mot pur et simple, sans perception d'un minimum. Lorsque deux stations de bord sont intervenues, cette taxe est partagée entre elles, par moitié.

§ 3. Les radiotélégrammes acheminés comme il est dit ci-dessus doivent porter avant l'adresse l'indication de service taxée = RM = (retransmission).

Article 7.

Application de la Convention télégraphique internationale et du Règlement de service y annexé aux radiotélégrammes.

§ 1. Les dispositions de la Convention télégraphique internationale et du Règlement de service y annexé sont applicables aux radiotélégrammes, en tant que les prescriptions de la Convention radiotélégraphique internationale et des Règlements y annexés ne s'y opposent pas.

§ 2. Les dispositions du § 3 de l'Article 81 du Règlement de service annexé à la Convention télégraphique internationale ne sont pas applicables à la comptabilité des radiotélégrammes.

§ 3. En vue de l'application de ce même Règlement de service, les stations terrestres sont considérées comme bureaux de transit, sauf quand l'un ou l'autre des Règlements radiotélégraphiques stipule expressément que ces stations doivent être considérées comme bureaux d'origine ou de destination.

§ 4. L'Article 69 du Règlement de service annexé à la Convention télégraphique internationale relatif aux télégrammes à multiples destinations transmis par télégraphie sans fil s'applique aux télégrammes de cette catégorie transmis par radiotéléphonie aussi bien qu'à ceux transmis par radiotélégraphie.

§ 5. Le mot RADIO étant toujours ajouté, dans la Nomenclature, au nom de la station côtière mentionnée dans l'adresse des radiotélégrammes, ce mot ne doit pas être donné, comme indication de service, en tête du préambule dans la transmission d'un radiotélégramme.

Conformément aux dispositions de l'Article 13 de la Convention de Washington, le présent Règlement additionnel aura la même valeur que celle-ci et entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1929.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé ce Règlement additionnel en un exemplaire qui restera déposé aux archives du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et dont une copie sera remise à chaque Gouvernement.

Fait à Washington, le 25 novembre 1927.

(Suivent les mêmes signatures que pour la Convention et le Règlement général à l'exception du Canada, des Etats-Unis d'Amérique et de la République de Honduras.)

AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT.

La Convention Radioélectrique Internationale de Washington avec le Règlement Général et le Règlement additionnel y annexés, que le Gouvernement a soumis à l'appréciation du Conseil d'Etat, s'occupe également de la Radiodiffusion qui depuis la guerre a pris un essor considérable dans tous les pays et qui intéresse tout aussi vivement nos populations.

Comme le Grand-Duché envisage en ce moment la création d'une grande station d'émission dans le pays, il aurait tort de ne pas accéder à ces actes, pour pouvoir bénéficier des avantages de la réglementation internationale.

D'après l'art. 19 de la Convention, les Etats qui n'étaient pas représentés à la Conférence, sont admis à y adhérer sur leur demande.

En ce qui concerne les frais qui en résulteront pour le pays, ils se réduisent à un minimum et sont même compensés par l'envoi gratuit des publications du Bureau International.

Dans ces conditions, le Conseil n'hésite pas à recommander l'adoption du projet de loi.

A l'art. 2, il y aurait lieu de biffer le passage final qui pourrait prêter à équivoque, les mesures nécessaires pour l'exécution des lois rentrant dans les attributions du Souverain.

(Suit le Projet de loi avec la modification proposée par le Conseil d'Etat.)

PROJET DE LOI*)

Art. 1^{er}. — La Convention Radiotélégraphique Internationale signée à Washington le 25 novembre 1927 ainsi que le Règlement général et le Règlement additionnel y annexés sont approuvés.

Art. 2. — Le Gouvernement est autorisé à notifier au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique l'adhésion du Grand-Duché à ces Conventions et Règlements. [et à prendre les mesures nécessaires pour l'exécution de la présente loi.]

Ainsi délibéré en séance plénière, le 27 juin 1930.

Le Secrétaire,
A. FUNCK.

Le Vice-Président,
E. ARENDT

*) Le texte dont la suppression est proposée par le Conseil d'Etat, est mis entre crochets et souligné.

ARRÊTÉ GRAND-DUCAL DE DÉPOT.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Sur le rapport de Notre Directeur général des finances, et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Notre Directeur général des finances présentera, en Notre nom, à la Chambre des députés le projet de loi portant approbation de la Convention radiotélégraphique internationale de Washington du 25 novembre 1927 ainsi que du Règlement général et du Règlement additionnel y annexés.

Chateau de Fischbach, le 11 juillet 1930.

CHARLOTTE.

Le Directeur général des finances,
P. DUPONG.

Texte adopté — avec dispense
du second vote constitution-
nel — par la Chambre des
Députés en sa séance du 21 JANV 1931



GR
LUX
AFFAIRE

L'imprim
obliques
membres
le 26.1
mours
repp

Mon
du

GRAND-DUCHÉ
DE
LUXEMBOURG.

DIVISION
DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Luxembourg, le 28 Janvier 1931.

*L'imprimé a été
distribué à tous les
membres du Conseil d'Etat
le 26.1.1931 et le dernier est
parvenu à M. Fiechterbach,
rapporteur. - 29.1.1931.*

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que dans sa
séance du 21 de ce mois, la Chambre des Députés a adopté
à l'unanimité des 45 votants

le projet de loi ci-inclus, portant approbation de la Con-
vention Radiotélégraphique Internationale de Washington
du 25 Novembre 1927

et qu'elle a déclaré en même temps qu'il y a lieu à dispense
du second vote prévu par l'art. 59 de la Constitution.

Veuillez, Monsieur le Président, inviter le Conseil à se
prononcer à son tour sur la question de la dispense du second vote.

Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,



Monsieur le Président
du Conseil d'Etat

à

Luxembourg.

28 Janvier 1931.

GRAND-DUCHE

LUXEMBOURG

DIVISION

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Monsieur le Président

Je vous prie de bien vouloir agréer l'assurance de ma haute considération.

Le 28 Janvier 1931.

Le Directeur général des affaires étrangères
P. DUBOIS

Je vous prie de bien vouloir agréer l'assurance de ma haute considération.

Monsieur le Président

Je vous prie de bien vouloir agréer l'assurance de ma haute considération.

Monsieur le Président

de l'Assemblée

Grand-Duché

GRA
LUXE
CONSE

CONSEIL D'ÉTAT.

Le Conseil d'État,

Appelé par dépêche du Ministre d'État, Président du
Gouvernement, du 28 janvier 1931, à délibérer sur
la question de dispense du second vote constitutionnel du
projet de loi ~~concernant~~ portant approbation de la Convention
Radiotélégraphique Internationale de Washington du 25 novembre
1927 ainsi que du Règlement général et du Règlement additionnel
y annexés,
projet qui a été adopté par la Chambre des Députés dans
sa séance du 21 janvier 1931
et dispensé du second vote constitutionnel;

Vu ledit projet de loi et l'avis y émis par le Conseil
en séance du 27 juin 1930;

Se déclare d'accord avec la Chambre des Députés pour
dispenser le projet de loi dont s'agit du second vote
prévu par l'art. 59 de la Constitution.

Ainsi décidé en séance publique du 6 février 1931.

Le Secrétaire,

~~Vice-~~
Le/Président,

Mte

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
DE
LUXEMBOURG
CONSEIL D'ÉTAT

De Conseil d'Etat

Appelé par décret du Ministre d'Etat, Président du
Gouvernement, le 25 janvier 1925, à délibérer sur
la question de dispense de second vote constitutionnel de
projet de loi concernant l'organisation de la Chambre
des Députés, le Conseil d'Etat, après en avoir délibéré,
a décidé que le projet de loi est d'ordre législatif et
projet qui a été adopté par la Chambre des Députés dans
sa séance du 22 janvier 1925
et dispense de second vote constitutionnel.
Vu l'avis du projet de loi et l'avis du Conseil
en séance du 25 janvier 1925
Le Conseil d'Etat a décidé d'accéder avec la Chambre des Députés pour
disposer le projet de loi dont s'agit de second vote
prévu par l'article 22 de la Constitution.
Ainsi décidé en séance publique du 25 janvier 1925.

Le Président,

Le Secrétaire.



COL

